



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries juin 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 6 juin 2019

### CAUSERIE ET INFOS

La causerie d'ici un ou deux jours. En attendant on va se farcir EELV : La vermine de l'Otan économique (l'UE).

- Au format pdf (26 pages)

### PREMIERE PARTIE

[Qu'est-ce que c'est l'écologie politique à laquelle Yannick Jadot a été formée ? Vous verrez que ceci explique cela.](#)

- C'est quoi l'ONG Solagrail dans laquelle s'engagea Jadot en 1995, quelle idéologie véhiculait son président Pierre Castella lié au Ministère des Affaires étrangères (MAE) ?

- Solagrail. Avec l'appui du ministère français de la Coopération...

- Du GATT à l'Organisation mondiale du commerce?

Page 51. La création d'une véritable institution du commerce mondiale (OMC - Ndlr) est cependant un premier pas important franchi. ([www.persee.fr](http://www.persee.fr))

Extraits.

En dépit de sa discrétion, la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH) est devenue ces dernières années un acteur important dans les débats sur l'agriculture.

Placé en Bourse et dans l'immobilier, le capital de la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme s'élève à quelque 225 millions d'euros. Le très chic Domaine de Villarceaux, dont la famille Calame est propriétaire, constitue son joyau. Il comprend un château, un golf et une exploitation agricole de plus de 400 hectares (la ferme de la Bergerie), convertie en bio en 1997 et gérée par Matthieu Calame. Grâce aux revenus de ses placements financiers, la FPH peut afficher un budget bisannuel de 17 millions d'euros, dont environ la moitié est consacrée au financement d'associations et de projets en France et ailleurs. Jusqu'en 1989, les aides accordées par la fondation étaient essentiellement destinées à des projets ponctuels. Depuis, la FPH

a décidé de privilégier « la construction de réseaux internationaux à dominante thématique ». Ceci a permis la création d'une série de nouvelles associations militantes, comme Inf'OGM(1) ou la Fondation Sciences citoyennes.

Son opposition à la politique productiviste ne concerne pas seulement l'agriculture. De manière plus générale, Pierre Calame remet en cause l'héritage gaulliste de l'après-guerre, qui a permis à la France de devenir une puissance industrielle et agricole. Son fils Matthieu, qui regrette que « l'après-guerre gaulliste [ait] ouvert la voie à une politique de recherche volontariste », est plus explicite : « Alors que Pétain pensait que la puissance d'une nation reposait sur sa force morale, de Gaulle et les communistes étaient persuadés que l'industrie fait la puissance d'une nation ». A choisir, Matthieu préfère visiblement la force morale de Pétain à la puissance industrielle souhaitée par de Gaulle ! Un brin nostalgique, il rappelle que « la Troisième République, elle, avait fait le pari que son soutien le plus sûr, c'était les petits paysans propriétaires, et que pour assurer la stabilité et la force de la nation, il fallait maintenir et protéger les petits paysans ». Paradoxalement, cette défense des « petits paysans » contre une agriculture moderne et mécanisée, typique de la droite conservatrice des années trente, permet à la FPH d'exercer une influence importante au sein des mouvements altermondialistes.

### Les amis de Pierre Calame

Parallèlement au soutien qu'elle apporte aux associations militantes anti-OGM et altermondialistes, la FPH est curieusement engagée dans un travail d'influence beaucoup plus institutionnel. Celui-ci implique des acteurs presque tous issus de l'administration française ou de la fonction publique. Il est vrai que contrairement à Pierre Vuarin, Pierre Calame n'est pas vraiment un ancien militant du Larzac ! Polytechnicien de formation et ancien secrétaire général de Sacilor, il a été au service de l'Etat avant de diriger la FPH. Ses positions sont d'ailleurs souvent éloignées des slogans proférés dans les rues de Seattle en 1999. Pierre Calame se fait volontiers l'avocat de l'OMC, n'hésitant pas à crier « Vive l'OMC dans son principe ! » et à traiter de « romantisme de pacotille » le fait de se réjouir de l'échec de l'OMC à Cancun. Il estime même que « l'intuition fondatrice de Davos était bonne », tout en lui reprochant d'avoir confondu « mondialisation (le fait irréversible de nos interdépendances) et globalisation économique ». Bref, le patron de la FPH ne rejette pas la mondialisation, mais la « globalisation économique sans frein », l'« intégrisme des marchés » et surtout l'« innovation technologique sans contrôle ».

### Une gouvernance technocratique

Bien moins radical que celui de José Bové, le discours de Pierre Calame est partagé par tout un courant de l'administration française proche de la pensée du fédéraliste Jean Monnet. Au sein de ce courant, certains souhaitent instaurer une « gouvernance mondiale » qui réponde à des critères – a priori très nobles – « éthiques, solidaires et écologiques ». Cependant, estime Pierre Calame, cette « gouvernance » ne peut être assurée par les Etats. Rejetant clairement ce qu'il appelle la « fiction » de l'Etat-nation souverain, il précise que « l'architecture de la gouvernance mondiale ne peut se concevoir sans une refondation des Etats nationaux eux-mêmes, sans une redéfinition de leur rôle [et] de leurs modalités de fonctionnement ». Pour repréciser ces fonctions, le patron de la FPH s'inspire de la construction européenne, qu'il considère comme un véritable modèle. Le 5 mars 1996, il organise ainsi une rencontre avec six acteurs majeurs des débuts de la construction européenne, dont Georges Berthoin, ancien secrétaire de Jean Monnet, Stéphane Hessel, ancien ambassadeur à l'Onu et Jean Ripert, ancien numéro deux de l'Onu et autre collaborateur de Monnet. Ces pionniers expliquent comment ils ont bâti l'Europe : « C'est de façon parfaitement consciente que l'on a créé des instances "technocratiques", faites de gens sans mandat politique et parlant au nom de l'Europe ». Pour eux, le principal problème des Etats réside dans le poids du jeu démocratique. Les élus étant trop sensibles aux aléas des élections et à une opinion publique volatile, il est indispensable de libérer le processus politique du fardeau parlementaire. Ceci a l'avantage de favoriser le travail d'influence directe des Commissions : « Le coup de génie des créateurs de l'Europe a été d'investir la Commission européenne du monopole de proposition. C'est par rapport à ces propositions que les représentations nationales doivent se prononcer ». « Sans cette Europe technocratique, il n'y aurait pas eu d'Europe du tout », résume Pierre Calame. Contrairement à son « allié » José Bové, il s'est clairement prononcé en faveur de l'Europe de Maastricht, de l'euro et du Traité constitutionnel.

(...)

La FPH a su saisir une autre occasion de diffuser ses idées, cette fois-ci dans les bureaux de l'administration française, et en particulier ceux de la Coopération au sein du MAE (Ministère des Affaires étrangères). Pour des raisons budgétaires, une partie importante du travail de prospective des ministères a en effet été externalisée et confiée à des ONG, qui se présentent comme des bureaux d'études.

Parmi ces ONG figurent deux associations militantes de réputation bien plus modérée que Greenpeace ou les Amis de la Terre : Solagral (dont les activités ont cessé en 2003) et le Groupe d'échange et de recherche technologiques (Gret). Toutes deux entretiennent des liens étroits avec la FPH.

### De Solagral...

Comme la Fondation pour le progrès de l'homme, Solagral était favorable à une réforme en profondeur de l'agriculture européenne. Elle entendait mettre fin au « face-à-face entre pouvoirs publics et professionnels », et ouvrir « la discussion aux

autres acteurs concernés : les consommateurs, les associations locales, les organisations de solidarité internationale, les organisations écologistes... bref, la société civile ». Longtemps présidée par Pierre Castella, un ancien de la Coopération au MAE et un collaborateur régulier de la FPH, Solagral était une ONG ouvertement engagée, financée entre autres par la FPH. On y retrouvait également des personnalités plus militantes comme Yannick Jadot, son délégué général (aujourd'hui responsable des campagnes de Greenpeace) ou Anne Chetaille, son « experte sur les questions internationales » (actuellement membre du conseil d'administration d'Inf'OGM). En dehors de la FPH, la principale source de revenus de Solagral était la rédaction d'études, commanditées et financées par le MAE. Celles-ci ont permis aux militants de Solagral d'influencer les positions de la France sur des questions clés comme les OGM ou la politique française en matière de développement de l'agriculture dans le tiers-monde. Grâce à ses liens étroits avec la fondation de Pierre Calame, Solagral a largement servi de relais à la FPH. En 2003, certaines personnes ont commencé à s'interroger sur les liens unissant Solagral et le MAE. Ce dernier a donc dû arrêter de passer des commandes à l'association de Pierre Castella. Faute de financement, Solagral a été contraint de mettre un terme à ses activités.

(<https://www.agriculture-environnement.fr/2006/12/28/letrange-fondation-de-la-famille-calame>)

- Au-delà, Jadot est aussi un produit du mouvement altermondialiste, du Forum social mondial depuis Porto Alegre. Directeur des campagnes de Greenpeace, proche de Daniel Cohn-Bendit.

- En 2005, il prend position pour le « oui » au référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe.

- EELV annonce une liste autonome aux européennes 2019.

Il présente sa liste comme n'étant « ni de droite, ni de gauche », affirmant : « L'écologie, c'est pas la gauche. L'écologie veut occuper une place centrale dans le débat politique. L'écologie, c'est bien plus que la gauche ». (Une "place centrale" : c'est l'extrême-centre de Macron ou LREM - LVOG) (Source : wikipedia.org)

EELV a été créée pour évincer "les gauchistes", la "gauche marxiste", pendant des années ils resteront dans le sillage des sociaux-libéraux du PS, et quand à son tour le PS sera rejeté par les classes moyennes et les couches de la classe ouvrière qui votaient encore pour ses candidats aux élections, ils adopteront le " « ni de droite, ni de gauche » qui est la marque de fabrique de l'extrême-centre, Macron et LREM avec lesquels ils sont compatibles.

Tant que le PS fut dans l'opposition parlementaire, il se fit passer pour un parti socialiste ou de gauche en se dotant d'un programme qu'évidemment l'UDR ou le parti officiel de l'ordre ne pouvait pas appliquer, et quand il parvint au pouvoir en 1981, il s'empressa de renier son programme et de se fondre complètement dans les institutions de la Ve République pour appliquer une politique conforme aux besoins du capitalisme déjà en crise. En guise d'hors d'oeuvre, il lâchera quelques réformes progressistes, pour mieux faire passer le plat de résistance qui consistera à se rallier officiellement à l'économie de marché et justifier par la suite les sacrifices qu'il imposera à la classe ouvrière (politique d'austérité, privatisations, etc.) qui finiront par s'en détourner totalement ainsi que des couches de plus en plus importantes des classes moyennes, pour finalement quasi disparaître et céder la place au représentant officiel de l'oligarchie, Macron et LREM.

Faire disparaître le PS qui au sein des institutions incarnait la gauche, c'était une étape, mais il fallait achever le travail en évinçant le parti qui incarnait la droite au sein des institutions, de sorte que les partis qui incarnaient la lutte des classes même de façon déformée disparaissent au profit d'un parti unique, autrement dit leur objectif était la liquidation de la lutte des classes au profit d'un régime totalitaire, qui, agenda électoral oblige serait bicéphale comme aux Etats-Unis, restait à le fabriquer ou à le mettre en selle s'il existait déjà, et coup de bol, ils avaient EELV sous la main qu'ils s'étaient employés à purger ces dernières années de ses impuretés réformistes dites de gauche ou marxisantes, sans rire, une fois LR laminé lors des élections de 2017, il ne restait plus qu'à lui porter le coup de grâce lors des européennes de 2019 pour propulser la vermine réactionnaire en haut de l'affiche, pari gagné, bravo !

Entre nous, ils sont moins cons que nous, dites-le à vos dirigeants, ils le méritent !

Je n'ai pas le temps de retracer toute la chronologie de l'écologie politique ou de rappeler toutes les étapes par lesquelles cette mystification est passée depuis la Conférence de Rio sur le climat, en 1992 si je ne me trompe pas, les Cap 20 à 25, peu importe, j'en donne un aperçu ci-dessous. Les Verts ont connu les mêmes mutations que le PS pour atterrir dans le giron de l'oligarchie ou du néolibéralisme que EELV s'emploie à cautionner en employant la même méthode que le PS, en se déclarant non pas ennemi du capitalisme mais de ses excès, tout en proposant des mesures, qui parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins du capitalistes ne verront jamais le jour tant que le capitalisme n'aura par été renversé par une révolution prolétarienne et socialiste, ce qu'ils se passeront bien de préciser parce qu'ils y sont évidemment opposés, ce qui leur permet d'ores et déjà de se faire passer pour des opposants au néolibérale auprès des naïfs ou ignorants qui les soutiennent ou tout simplement cautionne la "transition écologique" ou "énergétique, la propagande officielle de l'oligarchie.

Cette imposture prendra fin lorsqu'ils arriveront au pouvoir et appliqueront la même politique que Macron ou LREM, mais là il sera trop tard pour réagir ou faire marche arrière ou chercher une branche à laquelle se raccrocher car elles auront toutes été

coupées depuis longtemps, et il ne restera plus aux exploités et aux opprimés, à nos braves dirigeants, cadres et militants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'à sortir un grand mouchoir pour essuyer leurs larmes et la morve (la morgue aussi) qui coulera de leur nez jusqu'à ce que mort s'en suive, car elle ne s'en remettra pas, avec un peu de chance, si la civilisation humaine était destinée à connaître des jours meilleurs un jour, il faudrait attendre les générations suivantes de militants pour espérer sortir un jour de l'enfer dans laquelle elle aura été plongée pendant de très longues décennies, demandez à nos rares petits camarades américains comment cette lèpre a fini par ronger la quasi totalité de leur mouvement ouvrier et la classe ouvrière, et comme il est difficile de la stopper.

Vous serez témoins également que depuis le début des causeries en 2008, depuis toujours en réalité, j'ai combattu sans relâche l'écologie politique, et il m'est même arrivé de prévoir son avenir glorieux, et le pire c'est que je ne plaisante pas, hélas puisqu'on me prend pour un farfelu ou un détraqué ! Au cours des dix dernières années, bien des militants ou lecteurs m'ont tourné le dos parce que j'avais eu l'audace de proposer des analyses qui sortaient des sentiers battus ou des dogmes auxquels ils se raccrochaient désespérément, et les faits m'ont donné raison la plupart du temps, en vain, encore hélas, ne comptez tout de même pas sur moi pour m'excuser, soyons sérieux s'il vous plaît, vous ne voudriez tout de même pas que je me renie à mon tour pour partager les théories foireuses qui nous ont conduits où nous en sommes, n'est-ce pas ?

J'ai lu de nombreux commentaires désespérés dans des blogs sur Internet, c'est bien triste, et j'ai constaté à quel point ils étaient bourrés de contradictions, incohérents, au point que je me suis dit qu'on ne pouvait même pas leur en vouloir tellement ils sont aveuglés par leur propre ignorance, et qu'il ne servirait à rien de leur exposer en long et en large ou en profondeur tellement ils sont fermés à toute argumentation, et reproduisent justement la méthode qu'ils dénoncent chez les idéologues, porte-parole, experts, journalistes, dirigeants psychopathes acquis à l'idéologie néolibérale, ce qui témoigne à quel point ils subissent son influence et ne s'en aperçoivent pas eux-mêmes.

Une telle absence de logique chez des gens soi-disant évolués, la plus élémentaire notez bien, n'est pas de nature à permettre d'envisager une discussion sereine avec eux, sauf à perdre son temps ou s'illusionner soi-même. J'adopte la même attitude qu'un psychothérapeute ou un psychanalyste en présence d'un cas clinique à traiter. A moins d'un choc violent qui les toucherait personnellement ou constituerait une menace sérieuse sur leur mode vie confortable, je ne vois pas comment ils pourraient réagir et sortir de l'état de léthargie intellectuelle dans lequel ils sont plongés.

Epilogue.

L'option EELV présente au moins deux inconvénients majeurs. Le premier c'est son ancrage historique à gauche même s'il est frauduleux, qui ne permettra pas ou très difficilement le ralliement d'acteurs de droite hormis du MoDem et du PS. Le second c'est son idéologie axée sur l'écologie, même là encore si en réalité elle est de nature économique et une version du capitalisme.

Ce parti ayant un nombre de militants insignifiants, autour de 5.000 tout au plus, il est donc entièrement ou presque à construire ou à reconstruire sur la base de l'extrême-centre, tâche périlleuse qui n'est pas gagné d'avance, tant son discours et ses actes présentent des contradictions qui mettent en lumière sa véritable nature de droite ou réactionnaire, une fois au pouvoir elle éclaterait au grand jour et déclencherait une crise politique très compromettante pour le camp de l'oligarchie ou aux conséquences incontrôlables, à la hauteur de cette énorme imposture.

Isolé, à ce jour, il n'aurait aucune chance de parvenir au niveau de LREM et de constituer une alternance d'extrême-centre susceptible de parvenir au pouvoir, la seule alternance que l'oligarchie pourrait envisager. Avec une coalition du type "union de la gauche", EELV-PP-PS-Génération-LFI, toutes ses composantes se déchireraient et se disloqueraient avant même sa formation, le pays serait ingouvernable. Il faut donc apparemment écarter cette hypothèse, j'y reviendrai plus loin. L'oligarchie pourrait alors recourir au parti de droite issu de la dislocation de LR, en reconstituant en quelque sorte l'UMP avec l'UDI et d'autres débris centristes qui quitteraient LREM, de manière à pouvoir envisager une alternance d'extrême-centre plus fiable et présentant moins de risques que EELV. Cette hypothèse correspond notamment aux derniers développements politiques.

- Mamère, Rivasi et d'autres écologistes mettent en garde EELV contre "le péché d'isolement" - AFP 6 juin 2019

Plusieurs personnalités écologistes et de gauche, dont des membres d'EELV, ont mis en garde Yannick Jadot et la direction du parti, mercredi, dans Libération, contre le "péché d'orgueil et d'isolement" après leur bon résultat aux élections européennes.

"Les écologistes, comme dans plusieurs pays européens, réalisent une poussée significative (...). Pour autant, ils doivent prendre garde au péché d'orgueil et d'isolement", écrivent 160 personnalités dans une tribune, dont l'ancien d'EELV Noël Mamère et l'eurodéputée EELV Michèle Rivasi, qui figurait en deuxième position sur la liste de Yannick Jadot aux européennes.

"Chaque élection est différente, nous le constaterons rapidement pour les élections municipales qui se profilent", ajoutent-ils. "Une hirondelle de 13,5% de voix ne fait pas le printemps de la transformation sociale et écologique et ne met personne en capacité de peser sérieusement dans le débat public et de représenter une alternative au capitalisme néolibéral".

La tribune vise des déclarations de la direction d'EELV, et les propos de la tête de liste Yannick Jadot au lendemain des élections européennes. Tout en disant vouloir "rassembler, rassembler, rassembler", il confiait qu'il ne ferait "pas demain ce qu'il n'a pas fait pendant les dix mois" de campagne, "se mettre autour d'une table entre anciens partis du XX<sup>e</sup> siècle pour faire des accords, des machins, des trucs".

Selon les auteurs de la tribune, EELV "doit plus que jamais être à la hauteur des enjeux, participer activement à la reconstruction d'un grand mouvement populaire, écologiste et social, engager une démarche qui s'adresse aux forces politiques de la gauche d'émancipation et plus largement à toutes celles et ceux qui veulent s'engager dans un tel projet".

Ils estiment que "plutôt que les méfiances, les rancœurs, nous devons confronter avec bienveillance nos points de vue et abandonner l'esprit de clocher ou d'hégémonie". "Cela ne peut plus durer, écoutons-nous, bâtissons, convergeons", concluent-ils. (C'est à croire qu'ils ont complètement oublié le processus de droitisation engagé depuis 2009 au sein des Verts et dont EELV et Jadot sont le produit achevé. A moins qu'ils lui reprochent de ne pas s'être aperçu qu'ils avaient suivi la même orientation ultra droitière! - LVOG)

Parmi les autres signataires, figurent des élus EELV comme le maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Jacques Boutault, le secrétaire national adjoint EELV, Alain Coulombel, mais aussi l'Insoumise Clémentine Autain - qui a elle-même appelé cette semaine à un "big bang" à gauche -, le maire PCF de Montreuil, Patrick Bessac, et le coordinateur de Générations, Guillaume Balas. AFP 6 juin 2019

LVOG - L'oligarchie aux manettes n'a pas propulsé EELV pour qu'il constitue "une alternative au capitalisme néolibéral", quelle confusion, quel délire ! Réflexion faite, à défaut de vouloir éventuellement le porter au pouvoir, EELV doit uniquement servir à affaiblir ou à pomper les voix de LFI qui constituait pour elle la seule menace en 2017. Mais au profit de qui si Macron était complètement grillé et l'abstention baissait ?

L'oligarchie craint de ne pas pouvoir renouveler aussi facile en 2022 le hold-up de 2017 en s'appuyant sur le FN-RN. Elle sait que Macron usé au-delà de la corde en 2022, il serait aventureux de compter uniquement sur sa réélection. Elle doit aussi envisager sérieusement son élimination au premier tour de la présidentielle, et quel candidat et parti adopter au second tour contre Le Pen, en dehors de EELV ou LR refondé, il n'en existe pas d'autres à ce jour, à moins de descendre le FN-RN pour porter EELV et la nouvelle mouture de LR au second tour qui ferait le plein des voix de LREM, ce qui risquerait d'être insuffisant, cette hypothèse est donc à écarter, on peut en déduire que dans tous les cas de figure ils miseront sur Le Pen et peut-être Péresse au second tour après avoir mené une campagne médiatique hystérique contre EELV, LFI ne s'étant jamais remis de ses défaites et dont les voix auront été siphonnées par EELV. AFP 6 juin 2019

- Valérie Péresse quitte LR, qui s'enfoncé dans la crise - AFP 6 juin 2019

En visant la présidentielle de 2022? "Si vous voyez en moi l'héritière de Nicolas Sarkozy, je ne peux qu'approuver", a-t-elle glissé mercredi soir sur France 2. AFP 6 juin 2019

LVOG - Péresse (et Fillon) avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 qui fait les présidents et les Premiers ministres...

- Nicolas Sarkozy, le meilleur leader pour incarner la droite selon un sondage - L'Express.fr 6 juin 2019

L'ancien chef de l'État reste la personnalité la plus populaire auprès des sympathisants Les Républicains, d'après une étude Elabe. L'Express.fr 6 juin 2019

LVOG - Il lui manqua peu de voix pour être réélu en 2012...

---

## DEUXIEME PARTIE

### [Un argumentaire reposant sur les faits pour démonter et combattre la mystification de l'écologie politique ou EELV.](#)

Introduction.

- EELV, c'est l'écologie de marché, l'écologie néolibérale, l'extrême-centre écologique, la réaction décomplexée.

- EELV est à l'écologie politique, ce que wahhabisme est à l'islam politique.
- LREM est au parti républicain, ce que EELV est au parti démocrate.
- LREM et EELV ont en commun notamment, de se composer d'éléments venus du PS et du MoDem ou partageant leur idéologie.
- On doit avouer qu'on n'avait pas vu arriver cette dernière machination.

On se demandait qu'est-ce qu'ils pourraient mettre face à Macron et LREM sachant que le coup foireux de RN ne marcherait pas indéfiniment et présentait trop d'inconvénients, et LR et le PS n'étant pas près de s'en remettre, quoique tout soit possible, on ne les voyait pas fabriquer un second parti, mais après tout pourquoi pas. C'est ce que j'avais avancé dans une causerie en repensant à Macron et LREM qui n'existait pas deux ans auparavant, comme quoi nous avons encore sous-estimé la puissance de leur machine médiatique infernale capable d'influencer la majorité des électeurs pour parvenir à leurs fins.

- Le développement durable, c'est le capitalisme durable !
- EELV : 9,7% aux européennes en 1999 (1,7 million)
- EELV : 7,4% aux européennes en 2004 (1,3 million)
- EELV : 16,3% aux européennes en 2009 (2,8 million)
- EELV : 8,9% aux européennes en 2014 (1,7 million)
- EELV : 13,47% aux européennes en 2019 (3 052 406)

- EELV : 5,4% aux législatives en 2012
- EELV : 4,30% aux législatives en 2017

- Aucun député après les législatives de 2017

## Représentation

Députés : 0 / 577

Sénateurs : 3 / 348

Députés européens : 9 / 74

Conseillers régionaux : 65 / 1 758

Conseillers départementaux : 32 / 4 108

Maires de communes de plus de 60 000 habitants : 1 / 88

## Avant-propos.

- L'écologie politique est le produit de la putréfaction du mouvement ouvrier parvenu à maturité dans les années 60-70. Elle est également le produit de la putréfaction du capitalisme dont elle exploite les conséquences pour détourner la classe ouvrière et les classes moyennes du combat politique contre le régime. Elle fut dès le départ l'allié objectif de la social-démocratie dégénérée poursuivant le même but. Elle instrumentalise les conséquences nuisibles de la survie du capitalisme pour justifier des mesures ou des taxes qu'auront à supporter la classe ouvrière et les classes moyennes à défaut d'affronter le capitalisme

Elle fut conçue pour pervertir et vampiriser le mouvement ouvrier et le détruire, ainsi elle figure parmi les ennemis du socialisme et de la classe ouvrière principalement.

- Toutes les ONG à caractère écologique sont liées aux multinationales, à l'oligarchie, à l'ONU, à l'UE, aux Etats qui les financent en échange des services qu'elles leur rendent.

- Les écologistes et toutes les ONG à caractère écologique ne combattent pas les privatisations ou les politiques d'austérité tournées contre les travailleurs, elles ont pour mission de les accompagner pour que les travailleurs réduits à l'indigence ou les plus vulnérables en supportent mieux les conséquences.

Un hold up ou un scénario annoncé de longue date.

Dans la causerie du 12 juin 2012

Le MoDem évaporé, (...) il ne reste plus pour ainsi dire que deux partis ou plutôt deux coalitions capitalistes ou se réclamant de l'économie de marché au Parlement, l'UMP et le PS-EELV.

Le hold-up sur la démocratie à l'américaine se précise.

EELV sur les traces du PS destiné à devenir le clone de LREM.

Le 6 avril 2015

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime.

Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste .

EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

EELV ni droite ni de gauche comme Macron et LREM.

Le 14 novembre 2010

Daniel Cohn-Bendit lors des Assises nationale du rassemblement des écologistes au palais des congrès de Lyon, le 13 novembre 2010

"Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche, nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.» (Libération.fr 13.11.2010)

Hier un rejeton moisi du PS...

Le 16 juin 2014

La gauche ou la suprême imposture qui a pourri le mouvement ouvrier.

Où commence-t-elle ? En y associant le PS et accessoirement EELV dont l'origine est cependant intéressante.

EELV est dès l'origine un parti bourgeois. Le Mouvement d'écologie politique (MEP) dont il est issu avait pour fondateur un ex-militant du Parti radical et franc-maçon, René Dumont, et Brice Lalonde, le rejeton d'une riche famille d'industriels, la famille Forbes, dont la mère est la tante du milliardaire américain que vous connaissez bien, John Kerry, le secrétaire d'Etat d'Obama.

Que EELV soit devenu un satellite du PS n'a dès lors rien d'étonnant pour compter dans ses rangs plus encore de bourgeois et grands bourgeois, ils se retrouvent en famille.

...aujourd'hui de LREM.

Le 4 mai 2017

Voter Macron pour la République, sans illusions – Par "Une cinquantaine de personnalités" - Libération 02.05

Parmi les premiers signataires Esther Benbassa, sénatrice EELV, universitaire, Pierre Serne, conseiller régional EELV d'Île-de-France, ancien responsable de la fédération des associations LGBT européenne, David Cormand, secrétaire national d'EELV, Denis Crouzet, professeur universitaire, Cécile Duflot, ancienne ministre, députée EELV de Paris, Eva Joly, députée européenne EELV

Ils l'ont réclamé, Macron l'a fait

Le 10 février 2014

- EELV réclame « un pacte de responsabilité écologiste et social » - LeMonde.fr 09.02

Il fallait deux ans supplémentaires pour que cette pourriture soit à point ou que la propagande prenne.

Le 8 juin 2017

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP 07.06

Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Le 25 mai 2019

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

EELV "l'alternative à Macron" dans le cadre du néolibéralisme.

EELV a-t-il pris la grosse tête? La réponse de David Cormand - Le Huffington Post 04.06.2019

Pour le patron des écolos, "l'outil parti EELV doit se métamorphoser" pour confirmer son bon score aux européennes. Et s'affirmer comme l'alternative à Macron.

Vous prônez désormais le "dépassement d'EELV" pour bâtir un grand mouvement de l'écologie politique. C'était précisément ce qu'aurait dû être EELV à sa création en 2009...

Ce qui a changé par rapport à 2009, c'est que nous avons tiré les leçons de l'échec d'Europe Écologie-Les Verts, dont l'ambition initiale n'a pas franchement été couronnée de succès. Désormais, nous savons que l'unité est notre bien le plus précieux.

LVOG - A la question posée : Justement, quelle est la ligne portée par EELV aujourd'hui? Cormand n'a pas de réponse, il évite soigneusement d'y répondre. Son discours est creux, volontairement évasif répétant qu'il veut appliquer "l'écologie politique" sans en préciser le contenu, et pour cause puisqu'il s'agit de justifier la politique néolibérale que l'oligarchie entend imposer à l'échelle planétaire.

"Les conditions sont prêtes pour qu'émerge de façon indépendante l'écologie politique" ou encore "c'est l'affirmation de l'écologie politique comme une offre politique en soi". Il affirme que c'est "une offre politique qui est différente" des autres courants politiques sans qu'on sache en quoi et qui se résume à "un nouvel espoir politique", plus démagogue tu meurs !

Il apporte tout de même quelques précisions sur la nature et l'orientation de leur engagement politique quand il dit "nous ne voulons pas nous adresser seulement à ceux qui se sentent orphelins de la gauche", on s'en serait douter, merci, mieux, "il y a des gens qui ont pu voter à droite et qui sont perdus face aux offres de droite. Nous voulons également les convaincre", certainement pas en proposant une véritable politique de gauche qui romprait avec le capitalisme, la Ve République et l'UE, mais bien l'inverse, là le réactionnaire se dévoile un peu, il y est bien obligé à un moment donné. La suite va le confirmer.

A la question suivante : Eric Piolle, le maire écolo qui gère Grenoble avec la France insoumise, parle "d'arc humaniste". C'est un modèle? Il répond : "La leçon que je tire de son action, c'est que sans les citoyennes et les citoyens rien ne sera possible.", la principale leçon qu'a tiré Macron en organisant son Grand débat nationale, ainsi que les différentes initiatives qu'il a annoncées qui se situent dans son prolongement, afin d'associer "les citoyennes et les citoyens" à la mise en oeuvre de sa politique, bref le corporatisme ou à l'échelle locale comment appliquer la politique définie par Macron.

Je n'invente rien, il le dit lui-même "Si l'écologie porte une vision et des solutions globales, nous avons toujours pensé que notre projet implique d'agir localement pour construire des alternatives", ou encore "C'est aux femmes et aux hommes qui agissent et réfléchissent sur le terrain de dire comment on fait au niveau local pour construire des territoires résilients qui pensent et font la transition, bâtir du municipalisme et ainsi faire vivre la démocratie et la citoyenneté" dans le cadre des institutions en place et du capitalisme.

Quand on lui demande si "localement, des militants EELV pourront s'allier avec des macronistes...", il ne peut que répondre que négativement pour ne pas éventer leur escroquerie politique, bien entendu leur "projet politique ne peut rien avoir à faire avec les droites ou des libéraux", soit qu'il en sera la copie conforme maquillée, soit il consistera à proposer des mesures inapplicables sans renverser le capitalisme ou rompre avec le régime, et comme ce n'est pas leur objectif, elles demeureront à l'état végétatif

à l'instar de LFI et Cie. Et ils auront le beau rôle d'ajouter qu'il faudrait qu'il soit au pouvoir pour se donner les moyens de les appliquer, bref ils n'y seront pour rien ou personne ne pourra leur reprocher, les bonnes intentions faisant oublier qu'on est en présence d'illusionnistes ou d'agents du régime et le tour sera joué, c'est en tout cas ce qu'il pense ou espère.

Pour que l'imposture perdure, il termine en affirmant que "l'écologie sera la clef des prochaines municipales et pas seulement à Paris. Nos villes et nos villages ont besoin de prendre le virage de l'écologie" au lieu de celui du socialisme qu'il est censé faire oublier, raison de plus pour démasquer ces agents de la réaction et faire la propagande en faveur du socialisme, qui est la seule alternative au capitalisme.

Le Huffington Post 04.06.2019

[Quelques causeries et infos en bref depuis 2009 sur EELV.](#)

Un précédent. Un produit du marketing médiatique.

Le 9 juin 2009

(Au lendemain des élections européennes)

Comment mieux ancrer la petite bourgeoisie et la jeunesse au char du capitalisme en putréfaction ?

"Europe écologie : un vote "apolitique". ", il faudrait dire un vote "manipulé" par le biais d'un film sur l'environnement (Home) diffusé 48h avant le scrutin, les médias qui ont fait un tapage sur le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit présenté comme un progressiste, et les amis du Président et de l'UMP, Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot en tête dont les activités sont financées par... des multinationales !

Le 13 avril 2010

Le ver était déjà dans le fruit, suite.

1- Qui a dit : "...soyons francs : sans les médias, Europe Écologie n'aurait pas pu exister".

Réponse : Cohn-Bendit interrogé par lepoint.fr le 12 avril.

2- D'où viennent les Verts : "L'idée d'une 'coopérative écologiste' avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire", selon Mme Duflot dans une lettre publiée lundi sur le site du "Mondé". (AP 12.04)

Le 21 août 2010

Le ver du capitalisme était dans le fruit.

1- Vendredi, Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été d'Europe Ecologie. "La réalité est complexe, et les slogans sont bêtes. Dire que nous sommes anticapitalistes, par exemple, c'est bête." (Reuters 20.08)

2- Gabriel Cohn-Bendit, président des Amis d'Europe Ecologie.

Lefigaro.fr : Selon vous, quelle forme le futur rassemblement doit-il adopter ?

Pour moi, il devra d'abord s'appeler Europe Ecologie. Les Verts doivent comprendre qu'il faut ouvrir une nouvelle page. Parmi eux, certains répètent sans cesse qu'il ne faut pas mélanger la gauche et la droite, qu'il faut se déclarer anti-capitaliste... Nous, nous leur disons : «Qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela signifie de se dire anti-capitaliste ?» Aujourd'hui, ces clivages et ces slogans sont dépassés. Nous devons en finir avec ces petites phrases qui ne veulent plus rien dire. En Île-de-France, un militant Vert sur deux n'a pas renouvelé sa carte afin de rejoindre Europe Ecologie. Cela montre une évolution.

Lefigaro.fr : Jusqu'où le rassemblement peut-il s'étendre ?

Au moment des européennes, j'avais dit qu'on pouvait très bien aller de José Bové à quelqu'un comme Nathalie Kosciusko-Morizet, en passant par le MoDem. Mais la question n'est pas de savoir si Europe Ecologie doit s'ouvrir aux gens de gauche ou aux gens de droite. Si NKM aurait à mon sens sa place à Europe Ecologie, d'autres à l'UMP ou chez les villepinistes ne l'auraient

évidemment pas. (Lefigaro.fr 20.08)

3- Corinne Lepage, présidente de Cap 21.

Le Point.fr : Les Verts-Europe Écologie sont-ils toujours capables d'ouverture ?

Corinne Lepage : C'est la question que je leur pose : "Est-ce que vous êtes prêts à un grand arc républicain ?" Mais j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille. Ils vont prendre l'appareil. C'est pour ça que Dany Cohn-Bendit râle. Le problème, c'est qu'Europe Écologie n'est pas une force organisée face à l'appareil des Verts, très organisé, lui, et extrêmement dur. Si les Verts ont accepté la fusion, c'est pour mettre leur structure à disposition d'EE. Ça n'a plus grand-chose à voir avec le rassemblement que voulait Dany.

Le Point.fr : Que pensez-vous d'une ligne "anticapitaliste", prônée par certains Verts ?

Je ne suis clairement pas anticapitaliste. Le capital, ce n'est pas un gros mot. Il faut arrêter ! On a besoin d'un capitalisme entrepreneurial. De même qu'il faut se pencher sur les questions de sécurité. (Lepoint.fr 20.08)

Le 21 septembre 2010

(...) En clair, le futur mouvement écolo sera un parti politique classique ouvert à toutes les personnes partageant ses idées sans pour autant avoir pris leur carte de membre.

"A la différence du NPA où il y avait un verrou de la part des militants LCR, nous avons choisi de lier le fonctionnement démocratique d'un parti à l'ouverture d'un réseau. Il y a une dynamique collective", précise Jean-Vincent Placé.

"Des postes-clés à la direction iront à des non-Verts", explique encore Yannick Jadot, proche de Daniel Cohn-Bendit. Pour l'instant, il existe un texte, encore à débattre, qui fixe la ligne du mouvement. Ce texte fustige tant le "libéralisme économique" que le "socialisme étatique".

(...) Yannick Jadot dit lui que les écolos ne sont "pas dans le ni-ni" mais dans "une troisième voie" entre le libéralisme et le socialisme.

Non. Si Yannick Jadot dit "refuser le bipartisme", il affirme que ses alliances "sont à gauche" tout en adoptant une "pensée autonome". (Lepost.fr 20.09) (...)

Le 11 juin 2011

Ce sont donc un peu moins de 33 000 sympathisants écologistes qui pourront départager les quatre candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts qui se tient courant juin par Internet et par courrier (...)

Ils seront environ "32 900" à pouvoir participer à la primaire, dont 15 000 adhérents, 16 000 "coopérateurs" EELV (sympathisants non adhérents) et 600 militants venus du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, a indiqué Alexis Braud, responsable de la commission primaire à EELV. (...)

En 2009, les écologistes ne comptaient que 8000 adhérents. Ils étaient 15 000 militants et seulement 2000 "coopérateurs" il y a encore un mois. (lexpress.fr 10.06)

Le 26 juillet 2012

Depuis le début de l'année, soutiennent-ils, «EELV a perdu 50 % de ses adhérents et 80 % de ses coopérateurs», ces derniers ayant adhéré en 2011 au mouvement pour pouvoir choisir le candidat à la présidentielle.

(...) Placé estime qu'à la fin de l'année, EELV «devrait se stabiliser au-delà de 10.000 adhérents.» (lefigaro.fr 25.07)

Le 17 novembre 2013

Les 10 000 adhérents d'EELV étaient invités à choisir samedi entre les sept motions et étaient appelés à désigner les 600 délégués au congrès qui prendront les décisions finales à Caen (30 novembre et 1er décembre). Selon plusieurs sources, "moins de 50 %" des adhérents se sont déplacés pour voter. La direction n'était pas en mesure samedi de donner les chiffres exacts. lemonde.fr 16.11

Le 6 avril 2015

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime. Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste .

EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

- Placé: EELV donne "une mauvaise image", est "en mort clinique" - AFP

(...) - Pour Noël Mamère, "le logiciel de la gauche traditionnelle est périmé" - Francetv info

"Ce n'est pas le logiciel de Manuel Valls qui est périmé, c'est le logiciel de la gauche traditionnelle", assène Noël Mamère en écho aux critiques formulées par sa consœur Cécile Duflot à l'encontre du Premier ministre. Invité de l'émission "C Politique" sur France 5, dimanche 5 avril, le député écologiste a fustigé "une gauche archaïque", "qui s'obstine" à mener une politique faite pour "les Trente Glorieuses". Francetv info 05.04

- Jadot "effaré d'appartenir" à EELV qui "donne la pire image" - AFP

Selon lui, Europe Ecologie-Les Verts est "agité par deux sensibilités: il faudrait être soit pro-Hollande, soit aspiré dans la gauche radicale".

"Les histoires d'appareil, de politique politicienne, ça dégoûte les gens", a-t-il estimé.

M. Jadot, qui a pointé une "haine des socialistes" au sein d'une partie d'EELV.

Aux régionales de décembre, "il faudra faire un accord (avec le PS) sur des coalitions de projet au second tour", à part dans "une ou deux régions où la menace (du FN) est telle" qu'il faudra selon lui s'entendre dès le premier. AFP 05.04

Le 14 juin 2016

Vert est mon business

- EELV élit son nouveau patron, espère un nouveau départ - Reuters

David Cormand a été élu samedi secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) au cours d'un congrès qui devait offrir un "nouveau départ" à la formation écologiste, d'après son porte-parole, Julien Bayou.

David Cormand, dont la motion a reçu 60,05% des voix, occupait ce poste par intérim depuis le départ d'Emmanuelle Cosse pour le gouvernement, le 11 février dernier.

"C'est un nouveau départ", a déclaré à Reuters Julien Bayou, qui a été confirmé samedi dans son rôle. "C'est un congrès qui acte une clarification sur une rupture très claire avec le gouvernement", a-t-il ajouté.

Divisé entre les "réformistes" pro-gouvernement et les "contestataires" favorables à une rupture claire avec le Parti socialiste, EELV a traversé en 2015 une année noire, marquée par le départ de plusieurs de ses responsables.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, où elle est désormais ministre du Logement, a achevé de plonger le parti dans la crise. Puis EELV a perdu fin mai son groupe à l'Assemblée nationale, après le départ de six de ses membres vers le groupe socialiste.

Dans un entretien au Point samedi, le député François de Rugy, ex-EELV, estime que le parti "s'enfonce dans une dérive gauchiste basée sur l'éthique protestataire".

"On est dans le registre du suicide politique", ajoute-t-il.

Une analyse que rejette Julien Bayou. "On est plutôt phénix que suicidaire", assure-t-il.

Fort de sa nouvelle équipe, EELV entend soutenir une candidature écologiste à l'élection présidentielle de 2017, qui pourrait émaner de la société civile comme de son mouvement, indique son porte-parole. Reuters 13.06

Le 4 septembre 2018

Sondage truquée ou fabriquée.

Par un sondage BVA diffusé vendredi 31 août commandé par Orange, RTL et La Tribune, le plus sérieusement du monde, on apprend que la popularité de l'ensemble des partis politiques est à la baisse à l'exception notamment d'EELV qui gagne 1% à 35%.

Or ce micro-parti de moins de 10.000 adhérents ne dépasse pas 5% sur le plan électoral, et s'il a une poignée d'élus c'est uniquement dû à des alliances avec le PS, le PCF ou LFI. Bref, il est quasiment inexistant.

Le résultat de ce sondage est donc assimilable à une fausse nouvelle (fake news). Sans avoir besoin de le vérifier, on devine que la question était posée de telle sorte que les personnes interrogées devaient se prononcer davantage sur l'écologie plutôt que sur les écologistes d'EELV. (...) (Source : AFP 31 août 2018)

Le "ni libéral ni productiviste"

Le 16 juin 2009

Pour un peu on croirait que le PS serait mort, bonne nouvelle, sauf que la relève est déjà assuré par les réactionnaires d'Europe écologie !

(...) Les petits-bourgeois illusionnistes sont "ailleurs", dans le camp du corporatisme.

Devant le conseil national des Verts, samedi 13 juin, à Paris, Cécile Duflot a dit "notre objectif est simple : faire mieux en construisant une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels".

Les mots sont lâchés : il s'agit de s'appuyer sur le succès électoral pour dépasser les Verts, petit parti marginal, rendu incapable par ses divisions et ses postures radicales de "jouer dans la cour des grands". Mais aussi de tourner la page de son histoire commune avec la gauche. Les régionales de 2010 donneront l'occasion de tester la formule. Les Verts entendent se placer au centre pour négocier au mieux, convaincus qu'ils sont désormais "force pivot". "Il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos", a lancé Jean-Paul Besset, député européen du Centre et ancien bras droit de Nicolas Hulot.

La formule va "tout à fait" à M. Placé : "Nous présenterons un maximum de listes de rassemblement des écolos. On va voir qui porte les propositions de la gauche", assure-t-il. "Ni libéral ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem", résume M. Jadot.

La nouvelle posture a séduit les cadres des Verts qui ont voté - fait exceptionnel - à l'unanimité la résolution politique comme celle sur les régionales. Les écolos se veulent désormais "ailleurs". Seul Noël Mamère, député de Gironde, a fait part de son désaccord : "L'objet politique que nous sommes en train de construire n'est pas fini. Mais nos valeurs sont celles de la gauche, notre camp est celui de la gauche." (Le Monde 15.06)

Le PS étant totalement discrédité, il faut bien qu'un parti prenne la place pour continuer d'entretenir l'illusion que les classes sociales n'auraient plus d'intérêts distincts pour fournir une majorité au régime et tenter d'assurer sa stabilité.

Le 11 octobre 2009

Le président du MoDem, François Bayrou, se déclare ouvert à un accord avec les Verts dans certaines régions à l'occasion des élections régionales de mars 2010 en France.

"Le choix que j'ai fait depuis longtemps, c'est celui du rassemblement. Être soi-même, et en même temps faire tomber les murs, dépasser les frontières", déclare dans un entretien au Monde daté de dimanche.

"Mon idée de l'ouverture est exactement le contraire (de celle de Sarkozy - Ldc): la situation de la France est tellement grave qu'il sera impératif de traiter la crise sous forme d'une union nationale", ajoute le leader centriste. (Reuters 10.10)

Le 26 octobre 2019

Complément à la causerie de ce matin que vous trouverez plus loin.

Il y a huit jours environ dans une causerie, j'avais indiqué qu'on pouvait peut-être se servir des propos contradictoires de N. Hulot et Y. Arthus-Bertrand, et bien c'était une erreur. Pour tout vous dire, j'ignorais totalement jusqu'à dimanche après-midi quelle proportion avait pris la propagande en faveur du "capitalisme vert", cette nouvelle mouture du néo-capitalisme. Je m'en explique.

(...) J'en étais resté à Ushuaïa, à l'exposition de Y. Arthus-Bertrand aux abords du jardin du Luxembourg à Paris, à ses photos et son dernier Home, sans oublier le Grenelle de l'environnement de Sarkozy, le rôle qu'a joué la liste Europe écologie aux dernières élections européennes et tout dernièrement la taxe carbone.

Cependant je pensais à tort que cette question était restée marginale. Je savais bien que la fondation d'Hulot était directement ou indirectement financée par TF1, j'ignorais qu'il bénéficiait gracieusement de financement de toute une flopée de multinationales. Je ne pouvais pas deviner qu'ils passaient leur temps dans les allées du pouvoir, qu'on les voyait toutes les semaines à la télé, qu'ils étaient omniprésents dans la presse, c'est seulement cet dimanche 25 octobre que je me suis rendu compte de l'ampleur que cette question avait prise grâce à un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un portail critique sur l'action d'Hulot et son équipe (<http://www.pacte-contre-hulot.org>). J'ai manqué de curiosité ou je n'ai pas été suffisamment vigilant.

Ils nous refont le coup du néo capitalisme, comme au début des années 90, mais cette fois le capitalisme serait "vert", donc plus acceptable au moment où sévit la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, à croire qu'ils n'étaient pas capables d'inventer mieux pour tromper les masses.

Je ne comprends pas qu'on ne tire pas à boulets rouges dessus, qu'on n'y consacre pas des articles chaque semaine pour informer travailleurs et militants, je me demande comment il faut qualifier ce non-dit. Cette question est importante et la négliger relève de l'irresponsabilité, elle fait partie de la stratégie du capitalisme pour nous asservir davantage, elle s'adresse en priorité aux petits bourgeois qui voudraient bien vivre mieux en s'en foutant d'être sous un régime capitaliste, du moment qu'il peut encore satisfaire la plupart de ses besoins sans être trop exigeant. En même temps, il le ponctionne ou l'amarre plus solidement au capitalisme, c'est le revers de la médaille et le réservoir des voix du régime. Pire, ils n'hésitent pas à utiliser nos enfants pour tenter de nous culpabiliser, alors que le pourrissement de notre environnement est avant tout le produit de l'anarchie de la production capitaliste et la soif insatiable des exploités de réaliser des profits par n'importe quel moyen.

Dorénavant, en plus du combat contre le régime et les institutions, contre l'opportunisme et le centrisme, il faut mener le combat contre cette tentative de redorer le blason du capitalisme en le parant d'une étiquette "écologique". (...)

Le 12 novembre 2010

3- Verts-Europe Écologie.

3.1- Poubelle recyclable. De "l'entre-soi" à l'entrejambe UMP-PS-MoDem.

Interview du Figaro du député Verts Yves Cochet, extraits.

Question : En attendant, ce nouveau parti semble être fait pour les militants. Ne craignez-vous pas d'oublier les nouveaux électeurs d'Europe Écologie venus de divers horizons ? Réponse : Bien au contraire ! L'entre-soi a été le drame des Verts durant des années. Notre nouvelle organisation est donc moins partisane que nous ne l'étions. Plus de la moitié de nos organes, comme ceux de la Coopérative, est ouverte aux non-adhérents. L'appartenance à un autre parti, que ce soit l'UMP, le PS ou le MoDem, est même possible pour les coopérateurs ! C'est dire si nous sommes ouverts...

(...) 3.2- La décomposition de la société comme modèle.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit a affirmé dans Le Parisien de jeudi que «le sectarisme n'a pas disparu chez les Verts». «L'idée avec cette fusion, c'est d'organiser un parti de réseau, une coopérative politique», a-t-il expliqué sur RTL.

«La construction est encore devant nous».

Le 14 novembre 2010

(Lors des Assises nationale du rassemblement des écologistes au palais des congrès de Lyon, le 13 novembre 2010)

1.2- Ils sont tout simplement des adeptes du capitalisme.

«Nous ne sommes pas de gauche, nous ne sommes pas de droite. Nous sommes nous, intransigeants avec les productivistes qu'ils soient de gauche ou de droite.» Et l'ex-leader de 68 de réclamer un droit d'inventaire sur le clivage droite/gauche:

«Si on prend la pauvreté, l'inégalité, il y a un vrai clivage traditionnel. Si on prend les problèmes sociaux, l'écologie politique se place sur le terrain de la gauche et contre la droite qui fait grandir les inégalités» a-t-il lancé.

En revanche «si on prends la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, le clivage ne veut plus rien dire. Rappelez-vous tous ceux de gauche qui ont soutenu je ne sais quel totalitarisme de gauche. Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.» (Libération.fr 13.11)

(...) 1.4- Institutionnaliser la collaboration de classes qui profite toujours à la classe dominante. Entretien avec l'eurodéputé Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot, pressenti pour présider le parlement du nouveau parti.

Q. Quel est le sens de la présence de Nicolas Hulot à Lyon samedi ? (Hulot grand "ami" de Chirac, Bouygue et Cie., )

R. (...) Il connaît l'histoire de ce mouvement et sait que son action n'est pas pour rien dans sa naissance. Dès ce jour du baptême d'Europe Ecologie-les Verts, il s'agit pour lui de rappeler la nécessité d'un dialogue permanent entre cette nouvelle force de l'écologie politique et les représentants de la société civile, les ONG et les associations.

Q. Pourquoi avoir claqué la porte au nez de Corinne Lepage ? (ex-ministre de l'Environnement d'un gouvernement de droite (1995-1997))

R. Beaucoup de militants de Cap 21 sont déjà avec nous. On veut que ce soit un mouvement souple et ouvert sur la société. Tout le monde est là. Antoine Waechter sera là. Je ne comprends pas que Corinne Lepage préfère rester dans son huis-clos.

Q. Cette maison de l'écologie est-elle à gauche ?

R. Le défi, c'est de constituer une force d'influence à partir du projet de transformation écologique de la société. Qui ne se définit pas par rapport à la gauche et à la droite. L'enjeu est de confirmer l'existence de l'autonomie stratégique et programmatique de l'écologie politique. Comme c'est le cas en Allemagne ou au Brésil. Ensuite, on passe des alliances et des partenariats. (...)

Face au ronron binaire gauche-droite, on compte faire entendre un rythme à trois temps.

Le 14 juin 2011

(...) José Bové est le leader de l'aile altermondialiste au sein de la coopérative d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). Il explique pourquoi il soutient Nicolas Hulot à la primaire écologiste. (quoi de plus naturel : l'altermondialisme et Hulot sont financés par des multinationales !)

Pourquoi choisissez-vous Nicolas Hulot ?

Dans le contexte de 2012, il est le candidat le mieux à même de représenter la diversité de l'écologie. A partir des européennes de 2009, nous avons entamé une évolution qui a permis, à l'initiative de Dany Cohn-Bendit et avec le soutien de Cécile Duflot, d'élargir le champ politique de l'écologie. Rassembler des gens qui étaient membres de partis et issus du mouvement associatif ou social, comme Eva Joly, Yannick Jadot ou Sandrine Bélier, a permis de montrer que tous ces engagements allaient dans le même sens, même s'ils avaient pris des chemins différents (en se situant tous à droite, puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme) . Ce mouvement s'est renforcé aux régionales avec Robert Lion à Paris, Philippe Meirieu à Lyon ou Laurence Vichnievsky à Marseille. A chaque fois, on a démontré notre capacité à ouvrir et à élargir. Si on veut être fidèle à cette dynamique, c'est avec Nicolas Hulot comme tête de liste. (Fidèle à l'idéologie qu'ils partagent)

On vous attendait plus du côté d'Eva Joly, l'ex-juge en lutte contre les puissants, qu'avec Hulot, à l'image plus consensuelle...

J'ai dit pendant des mois que le meilleur candidat, c'était Eva Hulot ou Nicolas Joly. Je ne les oppose pas. Eva fait déjà partie de la grande famille de l'écologie. Si aujourd'hui on veut être capable de faire un saut qualitatif de plus pour permettre à des tas de gens de voter pour la première fois écologiste (détourner les travailleurs des questions politiques déterminantes au profit de questions de sociétés que le capitalisme pourrait régler, une escroquerie politique de fait, autrement dit ils roulent pour le capital) , à mon sens, c'est avec Nicolas. Il peut incarner les nouveaux électeurs d'EE-LV grâce à son parcours : il a été animateur de télé, sa fondation a été subventionnée par de grands groupes, mais il est arrivé à un engagement clair dans la famille écologiste. Et il est pour l'heure impératif de renforcer le vote écologiste au premier tour, afin d'aboutir non pas une alternance, mais une alternative politique en 2012. (l'opération consiste à la fois à attirer les jeunes électeurs qui pourraient être tentés de voter FG, NPA ou LO, et à détourner les couches moyennes attentives aux questions environnementales qui seraient tentées de voter PS, bref d'affaiblir tous ces partis pour le compte du candidat de l'UMP qui risquerait sinon de ne pas passer le 1er tour, autrement dit ils roulent pour le candidat officiel du capital, Sarkozy.)

Qu'il ait envisagé un duo avec Jean-Louis Borloo ne vous chiffonne pas ?

Il n'a jamais caché avoir rencontré Borloo et en avoir tiré la conclusion qu'il n'y avait pas de possibilité de ce côté-là d'avancer vers la mutation écologique à laquelle il aspire. Et il a refermé la porte. A La Rochelle, il a joué la transparence, et un mauvais procès d'intention lui a été fait. Le même avait été intenté avant les européennes à Eva Joly, quand certains s'étaient offusqués qu'elle ait eu des contacts avec Bayrou.

(Le seul fait de rencontrer deux représentants du capital suffit à comprendre quels intérêts représentent EE-LV : ceux du capital auxquels ont lié leur sort les couches de la petite bourgeoisie qu'EE-LV représente.)

En 2007 vous étiez candidat «antilibéral», comme Olivier Besancenot. Vous vous êtes recentré à Bruxelles ? Moi, j'ai l'impression de ne pas avoir changé. Il est vrai que quand on se regarde, on trouve que ça va toujours ! (autrement dit, derrière sa fausse modestie, il reconnaît faire partie du club des imbéciles heureux !) La vraie rupture c'est ce qu'il s'est passé en 2009 : la capacité à proposer une alternative globale avec l'écologie, tout en étant pragmatique dans la façon d'y parvenir. J'ai toujours dit qu'il fallait être radical et pragmatique. Je ne change pas. Et Nicolas Hulot dit la même chose, à sa manière. Dans son dernier film, le Syndrome du Titanic, il est dans une critique globale et sans ambiguïté du mode de développement.

(on sent poindre chez Bové l'impatience vulgaire du petit bourgeois qui est prêt à tout pour arriver à ses fins, ici pragmatique à même valeur qu'éclectisme, et chez lui dans la pratique le pragmatisme l'emporte sur la radicalité qui n'est qu'une posture, une forme d'opportunisme, c'est ce que prouve son soutien à Hulot qui n'a pas changé dit-il, l'ami des Bouygue et du gang du Fouquet's, merci au passage pour cette précision qui ne s'imposait pas. En fait, on a à faire à l'idiot du village qui estime que pour faire avancer les valeurs auxquelles on croit, on devrait saborder nos principes, notre idéologie et notre morale et adopter ceux de la classe dominante, car les leurs seraient finalement compatibles avec nos valeurs, un non-sens de toute évidence, sur le plan politique une capitulation ou un ralliement au capitalisme.)

Le 13 juillet 2011

Verte est l'illusion "au-delà des frontières politiques"

Eva Joly a remporté une victoire assez large face à Nicolas Hulot à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, avec 58,16% des voix. "Eva Joly a fait une campagne interne très axée sur la gauche identitaire, maintenant son salut pour la campagne présidentielle c'est d'être ouverte et se servir de la complémentarité avec Nicolas Hulot", souhaite Virginie Votier, récemment passée du MoDem à EELV, qui milite pour une écologie "au-delà des frontières politiques". (liberation.fr 12.07)

Le 1er octobre 2011

En famille

Interview de Cohn-Bendit au Monde.fr:

C'est vrai que les Grünen ont toujours dit que leur indépendance, leur autonomie, leur permettaient, au cas par cas, des alliances avec les chrétiens-démocrates [qui sont à droite]. Mais dans ce pragmatisme que vous soulignez, le système politique joue un rôle majeur. Grâce à la proportionnelle, les Grünen sont présents dans toutes les villes, toutes les régions d'Allemagne, et cela permet de faire émerger des majorités différentes. Les Verts allemands travaillent avec la gauche à Francfort, avec la droite à Hambourg.

Le système électoral français est simplificateur et dommageable pour la démocratie. Car les Verts français se trouvent amarrés à gauche, mais qui peut affirmer sans rire que, localement, des majorités constituées de Verts, de centristes et d'une partie de la droite modérée ne fonctionneraient pas ? (...)

Il y aura peut-être, sans doute, une recomposition du paysage politique en France. Et à ce moment-là, il faudra m'expliquer en quoi on ne peut pas travailler avec un Michel Barnier [membre de l'UMP et commissaire européen au marché intérieur et aux services], avec une Nathalie Kosciusko-Morizet [ministre de l'écologie].

En Allemagne, l'expérience nous montre que le partage du pouvoir fonctionne mieux avec la CDU [Union chrétienne démocrate] qu'avec le SPD [Parti socialiste démocrate, classé à gauche]. Avec les sociaux-démocrates, on aboutit très vite à un accord, mais dès lors, les embrouilles commencent. Avec la droite, c'est long de signer un accord, mais ensuite, ça marche plutôt mieux. (...)

Les Grünen ont en effet voté ce qu'on appelle ici la "règle d'or". Nous, en allemand, on parle de "frein à la dette". Parler de "règle d'or", c'est du mysticisme ! Mais il ne faut pas faire passer les Verts français pour les laxistes qu'ils ne sont pas : Eva Joly souhaite réduire la dette publique de 1 point de PIB par an. Il est donc faux de dire que les Verts français n'ont pas tiré

de conséquences de la crise. Mais il leur faut aller plus loin. (...)

Mais, comme l'ont fait les Grünen en acceptant un allongement de la durée du travail, les Verts français doivent évoluer, en particulier sur les retraites, dossier sur lequel je les trouve totalement bloqués. (...)

C'est toujours la même histoire. Il faut s'adapter pour arriver au pouvoir et y rester, mais pas trop. (lemonde.fr 29.09)

Il a raison, au pouvoir ou dans l'opposition, quand on est bien placé cela rapporte autant ou presque ! Quel réactionnaire celui-là !

Le 8 août 2012

EELV. Ils décrochent la palme de la mystification en déclarant que le TSCG serait "apolitique".

«Ce traité, c'est quoi au juste? C'est un texte qui fait disparaître la politique budgétaire de la France. En tant que fédéraliste, les transferts de souveraineté ne me posent pas de problèmes. Mais, dans ce cas précis, je constate que l'Europe n'a pas de politique économique à proposer. Ce traité est apolitique.» Jean-Vincent Placé, président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, fait partie des écolos qui ne voteront pas le traité européen. (lefigaro.fr 06.08)

L'oligarchie financière, Draghi, Barroso, Merkel, Monti, Rajoy, Sarkozy, etc. auraient concocté ou ratifié un traité européen "apolitique", vaut mieux en rire qu'en pleurer, ils sont vraiment complètement dégénérés à EELV.

Le 28 août 2014

En famille à la mangeoire. Un clonage n'est jamais parfait.

- De Rugy, Placé, Lambert : ces écologistes coincés entre EELV et le PS - Francetv info 27.08

- De Rugy quitte les Verts: «Les écologistes ont besoin du PS pour exister» - 20minutes.fr 27.08 - De Rugy quitte EELV et sa "dérive gauchiste", scission des écologistes enclenchée - AFP 27.08

François de Rugy, l'un des leaders d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), a claqué la porte de son parti en l'accusant de "dérive gauchiste", aggravant la crise qui touche un mouvement écologiste profondément divisé sur la participation au gouvernement et l'alliance avec le Front de gauche aux régionales.

"Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement (de Rugy) a choisi", a taclé David Cormand, proche de Cécile Duflot. AFP 27.08 (...)

Le 30 août 2014

En famille. Quand on est de droite, il faut l'assumer jusqu'au bout en prenant exemple sur Hollande, Valls, Fabius et Macron.

Tout comme le réformisme, l'écologisme politique est une mystification. Ils ont comme fond commun : la soumission à l'ordre établi à défaut de l'affronter.

Il y a un penchant qui ne "dévie" pas : Celui pour la gamelle des affairistes !

- Jean-Vincent Placé quitte à son tour Europe Ecologie-Les Verts - Reuters

- EELV en plein délitement avec le départ de Placé et Rugy - AFP

"On voit bien que la dérive qui est à l'oeuvre chez EELV c'est une dérive où l'écologie se perd dans la gauche radicale, etc.

Aujourd'hui nous allons pouvoir refonder un mouvement authentiquement écologiste", a encore déclaré M. Placé, promettant de "rassembler". AFP 28.08

Il y a ceux qui assument leur imposture, et il y a ceux qui estiment qu'il faut la pousser encore plus loin en la renouvelant sans cesse. (...)

Le 22 septembre 2014

Opération diversion ou quand la Vert-mine fait la retape pour le compte des chefs d'Etat

- Nouveau record des émissions de CO2 en 2013 - LeMonde.fr

- Marche pour le climat à Paris : « Chefs d'Etat, agissez ! » - LeMonde.fr

La « Marche du peuple pour le climat » s'est tenue à Paris dimanche 21 septembre. Aux côtés de personnalités comme l'écologiste Nicolas Hulot ou le chanteur Patrice, les manifestants – qui étaient entre 5 000, selon la police et 25 000, selon les organisateurs – ont défilé pour lancer un appel aux chefs d'Etat qui se réuniront lors d'un sommet extraordinaire de l'ONU sur le changement climatique, mardi 23 septembre.

« Cette marche est un signal de la société civile pour appeler le gouvernement français à faire preuve d'un leadership fort sur le climat », explique Marie Yared, chargée de campagne d'Avaaz, l'ONG à l'origine de la mobilisation. LeMonde.fr 21.09

Qui est Avaaz ? (Lire en détail, plusieurs pages, dans la causerie du 22 septembre 2014)

Le 7 janvier 2016

Toujours plus à droite.

- Besset, cofondateur d'EELV, claque la porte du parti écologiste - AFP

Jean-Paul Besset, ancien député européen et cofondateur d'Europe Ecologie-Les Verts, claque la porte du parti écologiste, en évoquant un "devoir de retrait" d'un parti selon lui en proie à une "marginalisation groupusculaire", des "discours doctrinaires", des "caprices de star" et des "stratégies tordues".

Dans une longue tribune publiée dans Libération, ce proche de Nicolas Hulot retrace l'histoire de ce parti créé fin 2010 après le succès de l'alliance entre Les Verts et Europe Ecologie aux européennes de 2009 puis aux régionales de 2010, création à laquelle il avait participé au côté de Daniel Cohn-Bendit.

"A cette époque, les lignes avaient bougé au sein de la conscience collective", rappelle M. Besset, évoquant une "dynamique inattendue", une "maturation culturelle et sociale autour de l'impératif écologique", avec notamment le pacte écologique de Nicolas Hulot et le Grenelle de l'environnement.

"Las!", poursuit-il, "les figures imposées d'un parti dont la culture militante rangea vite ce qui le distinguait - l'écologisme - au rang d'accessoire eurent tôt fait de reprendre le dessus". "A peine né, le parti de l'écologie politique redevint Les Verts et se referma sur le pré carré des affrontements binaires, surjouant les réflexes d'appartenance à un camp plutôt que le dépassement et la convergence vers les nouveaux enjeux de l'intérêt général", analyse-t-il.

Pour lui, EELV s'est "inféodé à un "ancrage à gauche" nostalgique, se déchirant ad nauseam entre gauche vociférante ou gauche agonisante", dans une allusion au débat qui a agité le parti l'été dernier entre défenseurs d'un rapprochement avec le Front de gauche et partisans d'un retour dans le gouvernement de Manuel Valls. AFP 06.01

Le camp de la réaction.

Le 12 novembre 2009

Les Verts : un parti du capital.

Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque.

Le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP).

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales.

Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008. (Le Monde 11.11)

Le 28 novembre 2009

Le ver était dans le fruit.

Après la Paca et le Languedoc-Roussillon, la Haute-Normandie est la troisième région où les adhérents de Cap 21, mouvement politique présidé par Corinne Lepage et vice présidente du MoDem, ont annoncé, mercredi 26 novembre, leur ralliement à la liste Europe Ecologie pour les régionales de mars. (Lexpress.fr 28.11)

Le 25 février 2011

C'est Cohn à dire !

Daniel Cohn-Bendit a indiqué ce jeudi sur LCI qu'il était "pour Dominique Strauss-Kahn" dans le cadre de la primaire PS. (Lexpress.fr 24.02)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est assurément de "gauche", comme le FMI quoi !

Le 28 septembre 2011

En famille.

Jean-Vincent Placé, élu dimanche sénateur Europe Ecologie-Les Verts de l'Essonne, a souhaité lundi 26 septembre que la présidence de la commission des finances du Sénat soit confiée à la droite après le basculement à gauche du palais du Luxembourg.

Sur Public Sénat, M. Placé a proposé 'que la présidence de la commission des finances revienne à l'opposition', c'est-à-dire à la droite. Les écologistes veulent appliquer le même principe au Sénat qu'à l'Assemblée, où la présidence de la commission des Finances a été confiée à Jérôme Cahuzac (PS). (lemonde.fr 26.09)

Le 3 octobre 2013

Il est loin le temps où la CDU qualifiait les Verts de dangereux extrémistes. "Nous n'avons pas plus de différences avec les Verts qu'avec le SPD", a ainsi déclaré au magazine Focus Armin Laschet, vice-président de la CDU et membre de son aile progressiste. (...)

Les Verts ont en outre voté toutes les mesures présentées par Angela Merkel pour lutter contre la crise de l'euro. En au niveau local, les Verts ont déjà travaillé avec le camp conservateur. Ils ont dirigé Hambourg avec la CDU jusqu'en 2011. Reuters 07.10

Le 20 juin 2014

- Environnement: "Habemus Papam ecologicum", EELV salue l'encyclique du pape - AFP

Le 6 juillet 2014

EELV n'est pas en reste et vole au secours de l'UE.

- Grèce: Cosse accuse Hollande de n'avoir "pas été à la hauteur de l'enjeu" - AFP

Elle a fustigé "chaque dirigeant européen qui préfère cultiver son petit égoïsme national plutôt que de se battre pour que l'Europe reste l'Europe". "Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro", a lancé Mme Cosse. AFP 05.07 (...)

Le 31 décembre 2015

- Jean-Vincent Placé déplore qu'EELV soit "le parti des Roms et de la Palestine" - Francetv info 18.12

Antisocial, anti-ouvrier.

Le 19 août 2011

Au diable le social, «l'urgence, aujourd'hui, est financière» !

Laurence Vichnievsky, porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, estime que «la réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet», qualifiant de «lubie» le retour à la retraite à 60 ans défendu par Eva Joly, des propos qui posent «souci» à Cécile Duflot, patronne d'EELV.

«Aujourd'hui, la réduction de la dette s'impose à nous comme un rappel au principe de réalité. Elle nous oblige à revoir notre projet, non dans ses principes, mais dans sa mise en oeuvre», écrit Mme Vichnievsky dans une tribune libre parue dans Libération jeudi.

«Le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans est une lubie, les créations d'emplois publics doivent être gagées par des suppressions de postes, les investissements publics doivent être financés, non par des économies à venir qu'ils sont censés générer ou par une affectation autoritaire sur l'épargne, mais par des recettes budgétaires concomitantes, les dépenses du système de santé et des collectivités locales doivent être maîtrisées», détaille l'ex-juge d'instruction et conseillère régionale EELV en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Certaines de ces propositions vont à l'encontre du programme de la candidate EELV à l'élection présidentielle, Eva Joly, qui demande par exemple «le retour de la retraite à 60 ans», contre 62 ans depuis la réforme de 2010. «Les marges dont nous disposons résident dans le choix d'une fiscalité plus écologique et plus juste», ajoute Mme Vichnievsky.

«Les revenus du capital et du travail doivent être taxés de manière égale et progressive. Les inégalités de fortune doivent être limitées par un impôt frappant l'ensemble du patrimoine, sans exonération, lui aussi progressif».

«L'urgence, aujourd'hui, est financière», conclut-elle. Interrogée sur cette tribune en marge des Journées d'été d'EELV à Clermont-Ferrand, Cécile Duflot, patronne d'EELV, a jugé «l'analyse de Laurence Vichnievsky étonnante», «elle n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes». «Il y a un souci», a-t-elle ajouté. (...) (liberation.fr 18.08)

Le 5 avril 2012

Jean-Vincent Placé. "Nous (à EELV) quand on va voir les différents syndicats, on essaie de dire: 'C'est compliqué... On va réfléchir, on peut pas injecter de l'argent (...)'" (lexpress.fr 04.04)

Le 10 avril 2012

Daniel Cohn-Bendit critique le raisonnement du Front de gauche, qui "vient de signer un texte contre la décentralisation" et "prône la renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie, qui serait donc placé sous la tutelle de l'Etat".

"Une sottise", aux yeux de Daniel Cohn-Bendit, qui estime que "pour amorcer la transition énergétique, il y a une chose à faire: casser le monopole d'EDF", et l'engager au niveau européen. Pour lui, les marges de manoeuvre pour réaliser les investissements nécessaires sont "au niveau de l'Europe". (AFP 09.04)

Le 13 juillet 2012

(A propos de PSA)

EELV. "Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion", a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand...

Le 15 janvier 2014

(A propos du Pacte de responsabilité de Hollande)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Il faudrait que les partenaires sociaux soient associés", a confié à l'AFP, dans les couloirs de l'Assemblée, Barbara Pompili, coprésidente des députés écologistes.

Le 1er mai 2014

Les soutiens au programme de stabilité sont venus, sans surprise, d'EELV et du PS.

« La France a besoin de réformes, nous sommes prêts à vous suivre, mais sans les politiques industrielles du passé », a souligné Jean-Vincent Placé (écologiste).

- EELV ne votera "pas contre" le nouveau gouvernement à l'Assemblée, dit Placé - AFP

Le 12 mai 2014

Quand la Vert mine liberticide passe à l'offensive.

- Jean-Vincent Placé souhaite une proposition de loi contre les injures et diffamations sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

Jean-Vincent Placé, le président du groupe écologiste au Sénat très actif sur Twitter, envisage de déposer une proposition de loi pour faciliter les procédures contre les insultes et diffamations sur les réseaux sociaux. «On ne peut plus laisser faire, laisser tous ces gens insulter, diffamer sur les réseaux sociaux», a-t-il dénoncé au Forum de Radio J. «Cette espace de liberté formidable (...) ça ne veut pas dire la liberté d'insulter, de diffamer et d'injurier», a-t-il fait valoir au micro de Frédéric Haziza, journaliste ciblé par des attaques antisémites sur internet. «J'avais soutenu ce qu'avait fait Manuel Valls à propos de Dieudonné, à un moment ça suffit!», s'est emporté Jean-Vincent Placé. «Je souhaite qu'on ait une organisation entre police et justice pour qu'à un moment, le parquet s'auto-saisisse» en cas de dérapages, a-t-il ajouté. Pour lui, «il n'est pas acceptable que sur le territoire national, on ait des blogs comme celui de (Alain) Soral», l'essayiste d'extrême droite proche de l'humoriste Dieudonné. «Je souhaite qu'on légifère, qu'on agisse», jugeant qu'une proposition de loi était «une bonne idée». Jean-Vincent Placé va se «tourner vers (ses) collègues» parlementaires pour préparer éventuellement un texte. 20minutes.fr 11.05

Le 20 mai 2014

La Vert-mine au secours de l'UE.

- Eva Joly: «L'austérité nourrit l'euroscpticisme, mais n'est pas inhérente à l'Europe» - 20minutes.fr D'ailleurs qu'est-ce qui pourrait justifier de rejeter l'UE ? Rien.

Le 14 octobre 2014

Quand la vermine s'emmêle.

- Violences à Air France: François de Rugy «choqué» par les réactions de certains politiques - 20minutes.fr (...)

François de Rugy, qui a claqué la porte d'EELV en août, se démarque. Il a estimé mardi que les incidents lors du comité central d'entreprise d'Air France le 5 octobre étaient des «violences inacceptables» et s'est dit «choqué» par les déclarations de certains «leaders politiques».

Plus généralement sur la situation d'Air France, François de Rugy a souhaité qu'«il y ait du dialogue social dans cette entreprise». «Il faut que cette entreprise gagne en compétitivité, qu'elle ait des coûts moins lourds par rapport à ses concurrents européens», a poursuivi l'ancien co-président du groupe écologiste à l'Assemblée. 20minutes.fr 13.10

C'est bien la fonction du dialogue social, il est réac et il a tout compris, bravo !

Traduisez: le dialogue social doit être mis au service de l'entreprise pour qu'elle "gagne en compétitivité", autrement dit les salariés devront accepter de nouveaux sacrifices.

Liberticide (Charlie évidemment !)

Le 14 janvier 2015

La vermine ne manque assurément pas de "repères" : les institutions, le capitalisme néolibéral. «Au-delà de l'amélioration du renseignement, qui fait consensus, il faut se demander quel processus amène une partie de nos jeunes à être en telle perte de repères», a dit, Barbara Pompili, l'autre coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale. 20minutes.fr 13.01

Cela ne risque pas de leur arriver, la soupe est trop bonne...

Le renseignement a failli, pratique pour l'exonérer par avance de toute complicité dans ces attentats.

Le 14 mars 2015

La vert mine la démocratie.

- Le vote va-t-il devenir obligatoire ? - Francetv info

François de Rugy, député EELV, souhaite rendre le vote obligatoire pour chaque élection, sous peine de sanctions financières. Francetv info 13.03

L'art de se compromettre au nom de la démocratie.

Le 29 décembre 2009

Gérard Onesta, ancien vice-président (Verts) du Parlement européen : "Strasbourg est une fabuleuse école de démocratie. On y pratique l'art du compromis permanent, mais pas de la compromission." (Lexpress.fr 28.12) Ben voyons !

Le 28 janvier 2010

Le ver était déjà dans le fruit, suite : Quand Cohn-Bendit se voit bien "cohabiter" avec Sarkozy.

"... en 2012, les jeux seraient faits : «Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives» , se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente» ."

Le 13 novembre 2010

La grande famille.

Après Yves Cochet qui expliquait avant-hier que l'appartenance à l'UMP n'était pas incompatible avec l'adhésion à Europe Écologie (voir la causerie d'hier), c'était au tour hier du numéro 2 des Verts d'embrayer sur le même registre.

"Ce n'est pas la même écologie que celle que nous portons, mais je ne suis pas pour la politique du pire et si, effectivement, Alain Juppé est nommé et qu'il relance la politique par un Grenelle III ou un Grenelle IIbis, eh bien j'en serai très content", a lancé sur LCI le n°2 des verts, Jean-Vincent Placé. (Lexpress.fr 12.11)

Le 9 mai 2012

Un parti bourgeois de plus au gouvernement.

Ce n'est pas vraiment une surprise. Après avoir signé un accord électoral et programmatique avec le PS, Europe écologie-Les Verts vient de voter sa participation à un gouvernement socialiste, si François Hollande les appelle. «Plus de 75% des quelques 200 membres présents» au Conseil fédéral de mardi ont voté oui à cette proposition, souligne Lefigaro.fr. (20minutes.fr 07.05)

Le 20 juillet 2012

1- Allemagne

(...) Comme toujours ou presque depuis le début de la crise de la dette, les partis d'opposition, sociaux-démocrates (SPD) et Verts, ont rejoint la majorité conservatrice et libérale de la chancelière. (AFP 19.07)

Le 23 août 2014

En famille à la mangeoire avec la vermine

- Parti de gauche, Cap21, Nouvelle Donne....: Pourquoi se sont-ils alliés à EELV pour les régionales? - 20minutes.fr 22.08 (...)

Le 7 décembre 2014 (...) Sandrine Bélier, candidate EELV pour la région Grand Est face à Florian Philippot a, elle, appelé à une « union démocrate » de gauche et de droite. lepoint.fr 06.12

Le 10 décembre 2015

- Régionales : la sénatrice Leila Aichi suspendue par EELV pour son soutien à Péresse - LeParisien.fr

Dans le camp de l'Otan et de la guerre impérialiste.

Le 6 septembre 2013

Les masques tombent.. Le ver était dans le fruit dès le départ disions-nous. C'était entièrement justifié.

Les Verts sont des réactionnaires, mieux, vous lirez plus loin qu'ils le revendiquent.

- Placé justifie le soutien des Verts à une intervention - lefigaro.fr

A la surprise générale, les écologistes se révélèrent les plus motivés des va-t-en-guerre.

François Hollande n'aura en effet pas eu longtemps à attendre avant d'obtenir le soutien des Verts pour l'opération militaire qu'il souhaite engager à Damas. Dès le début de la semaine, le sénateur écolo Jean-Vincent Placé l'assurait: «Nous soutenons le président dans une réponse proportionnée et ferme.»

Jusqu'alors, les Verts étaient plutôt réputés pour leur engagement pacifiste et antimilitariste. Mais ils font désormais partie de la majorité présidentielle, disposent de deux ministères et sont, à ce titre, tenus à la solidarité gouvernementale.

Et à en croire le patron des sénateurs EELV, l'ensemble de l'appareil écolo souscrit à ce raisonnement qui les amène à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie: «notre secrétaire national, Pascal Durand, les présidents des groupes dans les trois Assemblées, Daniel Cohn-Bendit, Barbara Pompili, François de Rugy, moi-même, Eva Joly, notre candidate à l'élection présidentielle, Noël Mamère, qui a parfois une parole plus libre, l'ensemble du bureau exécutif du mouvement», a énuméré le sénateur.

Noël Mamère, justement, expliquait mercredi qu'en Syrie la communauté internationale était «aujourd'hui dans un piège». «Oui, il faut une intervention, a martelé le député Vert sur BFMTV, mais, comme dans toute intervention, il faut préparer le jour d'après.»

Unanimité suspecte des écolos à bombarder la Syrie? En fait, les Verts se sont beaucoup plus souvent engagés à soutenir des opérations militaires que ne peut le laisser penser leur image de pacifistes en claquettes. En 1999, ils avaient déjà soutenu l'intervention militaire au Kosovo. Plus récemment, en 2011, Noël Mamère et François de Rugy avaient même voté pour la prolongation des opérations militaires en Libye engagées par Nicolas Sarkozy. «On nous reproche souvent ce côté droite- l'hommes, mais cela nous amène justement à être interventionnistes», explique le patron des députés écolos à l'Assemblée nationale.

Avec l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, il s'apprête à prendre une initiative forte pour appeler les écolos à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie. lefigaro.fr 05.09

Le 26 février 2014

En famille. Union nationale néo coloniale !

- Conflit. Les députés UMP ont voté avec le PS la prolongation de l'intervention en Centrafrique. - AFP

Le 13 décembre 2016

Soutien aux barbares d'Al-Nosra.

- Trois députés français à Alep pour "affirmer un soutien à la population" - L'Express.fr

Dimanche, Cécile Duflot (EELV), Hervé Mariton (LR) et Patrick Mennucci (PS) devraient se rendre en Syrie avec le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour "affirmer [leur] soutien à la population" et alerter sur la situation de la ville martyre d'Alep. L'Express.fr 10.12

Ils ont soutenu le coup d'Etat néonazi de l'Otan en Ukraine.

Le 3 mars 2014

Dans quel camp sont-ils vraiment ?

Cette rubrique sur l'Ukraine est à lire en ayant à l'esprit le contenu chronologique des faits, l'intervention et le rôle des différents acteurs, l'évolution de la situation en Ukraine depuis 1990, l'ensemble relaté dans les dizaines d'articles mis en ligne dans notre portail.

as si sûr que cela...

- Les écologistes ne servent à rien - Slate.fr

... la preuve, ils servent à l'extrême droite...

- EELV à Kiev "condamne toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir" - AFP

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), dont une délégation séjourne à Kiev, "condamne fermement toute violence en Ukraine et toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir" après l'autorisation donnée par le parlement russe à un "recours aux forces armées" dans le pays.

Une délégation d'EELV "vient d'arriver à Kiev pour apporter son soutien aux manifestants pacifistes et pro-européens" et exprimer "son attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine", a annoncé la formation écologiste dans un communiqué publié samedi. AFP 01.03

Jadot la marionnette de l'Otan économique et militaire

Le 29 mars 2019

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France. AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de terminer la causerie du jour qui sera encore volumineuse. Ce sera pour demain ou lundi.

La question qui tue les opportunistes : Quand 50% (ou même moins) de la population participe à une élection initiée par une officine de nature totalitaire (L'UE par exemple), donc cautionnent l'existence de cette institution, cette dernière n'est-elle pas en droit de s'estimer légitime, pourquoi ne devrait-elle pas abuser de ce pouvoir, sachant que les 50% (ou plus) qui n'y ont pas participé n'ont nullement l'intention de se mobiliser pour s'y opposer ?

On peut spéculer à l'infini sur les causes de cette situation, il n'en demeure pas moins qu'elle manifeste l'ignorance ou le niveau de conscience misérable de l'immense majorité qui englobe ceux qui ont participé à cette mascarade et ceux qui se sont abstenus d'y participer, qui permet à toute entreprise totalitaire de s'imposer contre la volonté et les intérêts de la majorité.

Vous pouvez retourner la situation dans tous les sens, triturer les faits comme il vous plaira ou chercher d'autres explications à l'aide d'un microscope, vous ne pourrez pas escamoter cette réalité qui s'impose à tous, y compris vous ou malgré vous. Et si vous continuez à la nier ou si vous refusez obstinément à l'affronter comme par le passé, ne vous étonnez pas des conséquences dramatiques qui en découleront. Cessez de pleurnicher ou de vous lamenter, s'il vous plaît, un peu de dignité, ne serait-ce que par respect pour ceux qui en France et à travers le monde vivent déjà l'enfer auquel vous êtes dorénavant promis. J'ai toujours l'art de me faire des amis parmi mes lecteurs, n'est-ce pas ?

En attendant, je vous propose un autre plat de résistance à déguster lentement, c'est du lourd je vous préviens, sous peine de vous étouffer !

● Au format pdf (4 pages)

## Fabrication du consentement. Attali ou l'art et la manière de se faire passer pour ce qu'on n'est pas pour que vos lecteurs partagent votre analyse.

A propos de l'article de Jacques Attali publié par L'Express le 5 juin : *Gauche, droite, des concepts démodés ?*

D'emblée, il faut distinguer dans le discours, l'interprétation des faits qui peuvent être falsifiés, les intentions qui peuvent être maquillées pour être inavouables, les objectifs affichés des réels qu'il faudra découvrir si on ne les connaît pas déjà, bref les apparences trompeuses, des faits et de la réalité, sinon on sera facilement victime d'une terrible méprise, confusion ou pire, compromission.

Ce qui permet de distinguer les conservateurs des progressistes au cours du déroulement de l'histoire, repose sur la nature de leurs rapports au régime en place. Sous l'Ancien Régime la monarchie était conservatrice et la bourgeoisie progressiste ou libérale, la bourgeoisie le demeurera pendant la période d'ascension du capitalisme, et depuis que cette période prit fin au détours du XXe siècle, à la faveur de la transformation du capitalisme en impérialisme, depuis que le monopole a supplanté la concurrence, la finance a fusionné et domine l'industrie, de libérale elle est devenue conservatrice, de révolutionnaire elle est devenue réactionnaire, et au stade avancé de pourrissement que nous connaissons de nos jours ou de la crise du capitalisme devenue permanente et globale, réactionnaire sur toute la ligne, c'est-à-dire qu'elle est devenue réfractaire ou opposée à tout progrès social et incompatible avec l'expression la plus infime de la démocratie, qu'elle interprète comme une menace mortelle qu'il faut discréditer, censurer, criminaliser, réprimer, écraser par tous les moyens que l'Etat met à sa disposition.

C'est donc le développement économique au cours de son évolution qui va déterminer la nature de chaque classe, ou les rapports de chaque couche au sein de chaque classe en fonction de la place qu'ils occupent au sein du processus de production et de répartition des richesses, qui inclut donc le pouvoir politique qu'ils ont acquis ou qui en découle.

On a vu que l'orientation qui détermine la nature d'une classe pouvait être modifiée et s'inverser en fonction du stade auquel sont parvenues les forces productives dans le cadre du mode de production en vigueur. Cette interprétation qui repose sur des faits matériels ou objectifs est conforme au processus dialectique matérialiste et historique. Tant qu'une classe n'a pas épuisé son rôle historique, elle est censée remplir une fonction progressiste, elle est dite libérale, mais dès lors qu'elle a épuisé ce rôle ou qu'elle ne peut plus remplir cette fonction, elle devient conservatrice, rétrograde, décadente, réactionnaire.

Maintenant, il en est tout autrement sur le plan idéologique, qui peut donner lieu à toutes sortes de manipulations et d'escroqueries possibles et inimaginables, de manière à camoufler le plus longtemps possible la véritable nature à laquelle est parvenue une classe ou la couche qui la domine, nature qui va coïncider avec ses réelles intentions ou objectifs inavouables s'agissant des capitalistes ou de l'oligarchie plus précisément, puisque c'est elle qui mène cette danse macabre.

Leurs idéologues, dont la sournoiserie, la filouterie ou l'art de la dissimulation est une seconde nature, vont s'employer plus ou moins adroitement à dénaturer la nature de chaque classe ou de chaque couche au sein de chaque classe en occultant les rapports économiques qui en sont à l'origine, de manière à faire passer les pires réactionnaires pour des progressistes en se livrant à des spéculations dignes des sophistes les plus vicieux, de sorte que les rapports dialectiques entre le particulier et le général, les causes et leurs conséquences, seront complètement brouillés ou faussés au profit d'une confusion qui bénéficiera à la réaction ou sera destinée à justifier son orientation économique et politique, pour que la majorité y adhère ou à défaut n'ait aucune autre orientation économique ou politique à lui opposer ou à laquelle se raccrocher, ce qui lui laissera le champ libre pour parvenir à ses fins ou gouverner à sa guise.

C'est ainsi par exemple qu'ils qualifient de conservateurs les acquis sociaux qui ont accompagné le développement de la civilisation humaine et de la lutte des classes des exploités et des opprimés, et dans un accès de fièvre fanatique ils iront même jusqu'à remettre en cause les lois de fonctionnement du capitalisme, sans toutefois toucher à ses fondements évidemment, les rapports sociaux de production basés sur les inégalités entre les classes, entre dominants et dominés, l'exploitation de l'homme par l'homme dont le capitalisme tire profit ou ce qui est sa raison d'être, leur philanthropie légendaire n'allant pas jusque là ! Ce qui les amènera à qualifier de libérale ou progressiste la liquidation de tous les progrès sociaux réalisés au cours des siècles ou des millénaires passés. Mieux encore, ils vont proclamer qu'ils constituent des obstacles au bien-être des peuples, tandis que la monstrueuse fortune que l'oligarchie est parvenue à concentrer entre ses mains et le pouvoir politique exorbitant qu'elle a accaparé ou confisqué, son extraordinaire pouvoir de nuisance sur la société, seraient pour ainsi dire le produit de la fatalité, d'un processus naturel ou un don divin que personne ne devrait dorénavant contester sous peine d'être traité de conservateur ou d'être livré aux pires injustes traitements.

L'exercice, auquel se livre l'idéologue néolibéral et banquier Attali dans l'article qui suit, ne consiste pas à opposer d'emblée les tenants du capitalisme à ses véritables opposants, ceux qui luttent pour son abolition, il ne s'y risquerait pas car l'exercice s'avèrerait beaucoup trop périlleux et révélateur, bien que ce soit eux qu'ils visent, et il est très important de l'avoir à l'esprit pour comprendre son argumentation particulièrement tordue ou fourbe. Il en fait la démonstration quand il se livre à un amalgame entre les vrais opposants luttant pour le socialisme qu'il prend soin de ne pas nommer et les faux opposants

au capitalisme parmi lesquels figurent les opposants institutionnels, officiels, sélectionnés parmi les élites acquises au capitalisme, tous corrompus ou vendus, qu'il va qualifier de conservateurs en les faisant passer pour des ennemis du progrès scientifique et technologique ou encore de la mondialisation, autrement dit du développement des forces productives à l'échelle mondiale, alors qu'en réalité ils n'y sont pas plus opposés qu'au capitalisme en général, ce qui permet au passage de faire passer les vrais opposants au capitalisme pour d'épouvantables réactionnaires, misant sur le fait que la plupart des gens ne font pas la distinction ou la différence entre les vrais et les faux opposants au capitalisme, pour finalement les ranger au côté de l'extrême droite, il n'est pas pour rien le mentor de Macron!

Ce qu'il reproche finalement aux faux opposants au capitalisme, c'est de ne pas montrer plus d'engouement pour le néolibéralisme ou de critiquer ses dérives ou excès, alors que c'est le moins qu'ils puissent faire pour sauver les apparences, ce dont Attali ne se soucie guère depuis que les oligarques ont décrété qu'il ne devait exister qu'une seule idéologie, la leur. Mais après tout il n'a pas tort, d'une certaine façon il leur adresse le message suivant : laissez-nous gouverner comme on l'entend, n'empiétez pas sur nos prérogatives, encore moins sur notre pouvoir, contentez-vous de partager notre idéologie et de faire diversion ou d'amuser la galerie avec les thèmes sociétaux ou communautaristes que nous vous servons sur un plateau, détournez-vous des questions sociales que nous sommes assez grands pour gérer tout seul, nous vous avons démontré la puissance de feu de notre machine infernale de propagande en vous propulsant où vous êtes, profitez-en, soyez loyal envers nous jusqu'au bout, sacrifiez tout ce qui vous est le plus cher si nécessaire et nous ne serons pas ingrats avec vous, ce qui n'est pas toujours le cas et ils l'apprendront assez tôt à leurs dépens

Ce que vous allez lire est un formidable tour d'illusionniste prompt à désarçonner ou berner les plus rompus à l'analyse critique. Imaginez un instant le tour de force, l'un des plus fervents partisans du "ni de droite ni de gauche" de Macron "ne pense pas que la division entre la droite et la gauche soit dépassée", quelle entourloupe magistrale !

En dernière analyse, il doit exprimer le regret que ce qui distingue et oppose irréductiblement les classes sociales entre elles n'ait pas encore disparu, et que Macron ainsi que LREM soient rejetés par l'immense masse de la classe ouvrière et des classes moyennes. Par dépit ou dans ces conditions vaut mieux avoir deux fers au feu et entretenir l'illusion de l'opposition entre droite et gauche institutionnelle ou parlementaire qui a rendu tant de services à sa classe, celle des capitalistes, carte du PS en poche !

Attali est assurément un démagogue accompli, on doit lui rendre hommage sur ce point, ne soyons pas injuste. Va-t-il parvenir à vous bluffer ? Je serais bien curieux de voir votre réaction après cette lecture.

- Gauche, droite, des concepts démodés ? par Jacques Attali - L'Express 05.06

Les clivages politiques sont en train d'être redéfinis par les enjeux contemporains mais ils ne s'effacent pas pour autant.

Depuis deux siècles au moins, la bataille politique oppose, dans la plupart des démocraties, les conservateurs et les progressistes. Elle se joue entre ceux qui veulent maintenir les situations acquises et ceux qui veulent les remettre en cause. Entre ceux qui privilégient la stabilité et ceux qui veulent bouleverser ce qui a été construit par les générations précédentes. Naturellement, ces distinctions sont partout pleines de nuances, pour tenir compte de l'histoire, des mentalités, du contexte géopolitique et des clivages sociaux de chaque pays. (Les "nuances" sont comme les exceptions qui confirment la règle très souvent. - LVOG)

Aujourd'hui, ce clivage se complexifie encore : faut-il ranger parmi les conservateurs ceux qui veulent protéger la nature, et parmi les partisans du changement ceux qui veulent encourager et accepter toutes les innovations technologiques et industrielles ? Cela ramènerait à droite les partis écologistes et à gauche les tenants de l'économie libérale. (Ne vous fiez pas au conditionnel, traduisez au mode indicatif et vous aurez la pensée réelle ou les véritables intentions d'Attali. - LVOG)

Faut-il vraiment classer à droite les partisans de la défense des territoires ruraux, et à gauche les apôtres des grandes villes ? Et faut-il cataloguer à droite ceux qui plaident pour une identité nationale et à gauche ceux qui veulent s'ouvrir au monde ? La laïcité, qui est au cœur de l'identité française, n'est-elle pas au contraire une conquête de la gauche ? Et l'ouverture au monde n'est-elle pas une idée des tenants de l'économie de marché, qu'on rangerait plutôt à droite ? (Je rappellerai au passage que le socialisme a été conçu à l'échelle mondiale par ses fondateurs Marx et Engels. - LVOG)

Il est clair que ces concepts évoluent, que les grilles de lecture se mêlent, que des combats nouveaux surgissent, qui ne recourent pas les anciens. Et il est de plus en plus difficile de réduire le débat politique à deux camps simplistes. Il est clair aussi qu'il y a des conservateurs et des modernistes tant à droite qu'à gauche. (Tous les hommes sont mortels, quel profondeur d'esprit ! - LVOG)

Cela donne à certains le droit de dire que la division gauche-droite est morte. (Il ferait presque oublier qu'il en a été un des farouches artisans ! N'y voyez pas un regret, un doute peut-être. - LVOG)

La division droite-gauche prend des formes nouvelles. (Ouf ! - LVOG)

Faut-il pour autant y renoncer ? Et dire que le combat d'aujourd'hui est en fait entre progressistes et conservateurs ?

La distinction entre "ouvert" et "fermé" prend, certes, de plus en plus d'importance. Ceux qui prônent la fermeture sont tous ceux qui défendent une identité et un patrimoine, culturel et naturel. Si on suit ce critère, on devrait voir se créer une coalition entre l'extrême droite et les écologistes, qui n'existe pourtant presque nulle part.

Ce n'est donc pas une division pertinente. Parce qu'en réalité on ne peut défendre son environnement en se fermant : le climat n'a pas de frontières ; et ce n'est pas, par exemple, parce qu'on améliore la situation des forêts dans un pays que le statut de la forêt mondiale n'empire pas. (Bref, l'oligarchie est internationaliste, humaniste, etc. pleine de qualité qu'on ignorait sots qu'on est ! - LVOG)

Je ne pense pas que la division entre la droite et la gauche soit dépassée. Elle prend seulement des formes nouvelles. Jamais les inégalités de revenus, de fortune, d'espérance, de mobilité sociale n'ont été aussi grandes. Jamais le combat pour plus de justice sociale n'a été plus justifié. (Le comble du cynisme ! - LVOG) Justice entre individus, entre générations, entre groupes sociaux, entre territoires. Et c'est ce combat qui permet de rassembler tous ceux qui veulent défendre les plus faibles où qu'ils soient, dans les usines, les territoires ou les générations à venir. (L'idéologie néolibérale au service des plus faibles, comme quoi ils ne reculent devant rien, c'est cela qu'on a du mal à saisir tellement ils ne nous ressemblent pas, ce sont des fous furieux, c'est à quel monstre de cruauté on a affaire. - LVOG)

Pour réunir ces divers concepts, il me semble qu'il faut établir une distinction entre ceux qui pensent qu'il ne faut s'occuper que de soi, et ceux pour qui la meilleure façon de s'occuper est de prendre soin des autres. (S'occuper de soi avant de s'occuper des autres, c'est ce que fait chaque patron ! - LVOG) Entre égoïsme et altruisme. (Entendez par altruisme, se dévouer à la classe qu'il représente. Il le confirme juste après. - LVOG)

L'altruisme l'emportera s'il peut convaincre qu'il est aussi la forme la plus intelligente, la plus efficace de l'égoïsme. (On se disait bien qu'il y avait une forme d'intelligence chez ces oligarques philanthropes, priez pour eux à Notre Dame de Paris ! - LVOG) S'il peut convaincre que c'est en aidant les territoires ruraux qu'on défend le mieux les urbains ; que c'est en aidant au développement de l'Afrique qu'on protégera au mieux les intérêts des Européens (On se disait bien qu'ils n'avaient pas d'amis mais que des intérêts. - LVOG) ; et que c'est en se battant pour les générations futures qu'on préparera le mieux son propre avenir. (Surtout que leur avenir est déjà largement hypothéqué ! - LVOG) L'Express 05.06

Vous en pensez quoi ? Etonnant, non ? De quoi tomber à la renverse, n'est-ce pas ? Il faut être complètement cinglé pour écrire un truc pareil, en s'appelant Attali j'entends.

On est en présence d'un détraqué, qui parce qu'il présente les traits de la normalité, s'avère particulièrement dangereux, après avoir participé à l'élaboration d'une école de pensée dont s'inspire les élites au pouvoir. Son discours est de la propagande pure, celle de la pire réaction.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- DOCUMENT. [Étude sur la nature des mouvements écologistes... \(1999\)](#)

Extrait. (page 114)

Il n'y a pas d'influence discernable de l'homme sur le climat –

La phrase la plus citée du rapport 1995 du Groupement intergouvernemental d'étude sur le climat (GIEC) a été reprise dans toute la littérature écologiste et dans la majorité des articles parus autour de la conférence de Kyoto. C'est sur elle que la plupart s'appuient pour exiger des mesures drastiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. « *L'ensemble des données suggère que l'on peut discerner une influence de l'homme sur le climat mondial* ». Sans cette phrase, le rapport 1995 aurait été « politiquement inutile » puisqu'il reconnaissait, encore plus que le premier rapport du GIEC, l'étendue des incertitudes. L'histoire de cette phrase et la façon dont elle a été rajoutée au rapport est donc extrêmement intéressante. C'est à son propos que

Frederick Seitz avait fait cette terrible déclaration : « *En soixante années de participation à la recherche scientifique américaine, y compris en tant que président de l'Académie des sciences et de la Société américaine de physique, je n'ai jamais eu à connaître une corruption du processus de relecture aussi inquiétante que pour ce rapport du GIEC.* »

Que dénonce Seitz et, avec lui, tous les « dissidents » ? Le fait que l'on ait apporté des changements de dernière minute au texte du rapport, changements visant presque tous à éliminer les bémols que rajoutent de nombreux scientifiques lorsque l'on parle de « changement climatique ». Or si les rapports du GIEC font autorité, bien qu'il s'agisse d'une institution gouvernementale autant que scientifique, c'est qu'ils sont soumis au processus de relecture habituelle dans les revues scientifiques : chaque article est soumis à d'autres spécialistes de la discipline, lu, discuté et modifié, parfois plusieurs fois. Pourtant, le rapport 95 du GIEC a été modifié par un seul auteur, Ben Santer, du laboratoire Lawrence Livermore, et ce après ce processus de relecture. La plupart des modifications ont eu lieu dans quinze parties du chapitre 8, celui qui traite de la question clef de l'éventuelle influence humaine sur le climat.

Voici trois phrases qui existaient dans le rapport approuvé par deux mille scientifiques, mais qui furent retirées par Santer, « auteur principal » du chapitre 8 : « *Aucune des études citées ci-dessus n'a montré une preuve claire qui puisse nous faire attribuer les changements [climatiques] observés à la cause spécifique des accroissements de gaz à effet de serre.* » On sait en effet que, s'il y a bien eu un réchauffement au cours du dernier siècle, il a eu lieu surtout dans la première moitié. Pas ou très peu de réchauffement au cours des cinquante dernières années, pendant lesquelles on a émis 70 % du total des gaz effet de serre. Autre phrase supprimée : « *Aucune étude à ce jour n'a pu attribuer tout ou partie [du changement climatique observé] à des causes anthropogéniques [d'origine humaine].* » Ou encore : « *Toute affirmation prétendant détecter un changement climatique significatif restera probablement controversée jusqu'à ce que l'on ait réduit les incertitudes dans la variabilité naturelle totale du système climatique.* » (...)

Nous sommes allés très loin dans les détails, pour montrer à quel point on est loin de la science et proche de la politique. Santer lui-même a révélé plus tard, dans une lettre à Nature, que le département d'État américain lui avait fortement « *recommandé* » de modifier le contenu du chapitre 8 afin que celui-ci soit cohérent avec le résumé exécutif, destiné aux politiques et aux journalistes.

● Au format pdf (36 pages)

Pour changer la société et le mode de vie insupportable qui en découle, pour mettre un terme à tous les maux qui nous accablent, pour mettre fin à toutes les guerres, pour affronter les aléas climatiques et stopper le saccage de notre planète : Il faut abolir le capitalisme. Voilà de quoi il faut partir. Tout autre stratégie ou objectif est vouée à l'échec.

Le travail lui-même est nuisible et funeste non seulement dans les conditions présentes, mais en général, dans la mesure où son but est le simple accroissement de la richesse. Manuscrits de 1844, Karl Marx

---

## ACTUALITÉ EN BREF

### [Record mondial : 307 millions d'absentéistes en Inde !](#)

- Narendra Modi débute son deuxième mandat à la tête de l'Inde - AFP 30 mai 2019

LVOG - 67% seulement des 900 millions d'électeurs indiens ont voté en avril-mai pour ces 17e législatives depuis l'indépendance.

En complément.

Lu dans un article

- "les abstentionnistes à 44 % des inscrits à quoi il faudrait rajouter les 12 % de non-inscrits. Dans ce cadre, le FN ne représente qu'un citoyen sur 10 et LREM encore moins. Qui peut oser encore dire qu'il a gagné... C'est surtout la démocratie qui recule et qui perd. Voilà l'enseignement politique majeur de ce scrutin."

LVOG - Vous vous trompez ou vous n'êtes pas assez précis. Ce n'est pas "la démocratie qui recule et qui perd", mais l'absence de démocratie qui progresse et qui a gagné, puisque les représentants de la minorité peuvent dorénavant gouverner pour la minorité en étant toujours plus minoritaire, et en ayant réduit au silence ses opposants. A l'étape suivante on pourrait imaginer qu'elle pourrait gouverner en se passant d'organiser des élections... C'est le cas en Algérie par exemple...

### [Acte 29 et 30](#)

10 300 manifestants ont été recensés dans toute la France, dont 1 100 à Paris à 18H selon le ministère de l'Intérieur. Selon une première estimation du Nombre jaune, proche des manifestants, 19 654 personnes ont été recensées à travers la France.

Selon Le Nombre jaune, proche des manifestants, il y aurait eu 23 537 manifestants minimum en France pour l'acte 29 du mouvement la semaine dernière. Le ministère de l'Intérieur en a lui recensé 9 500. RT 08.06

Avoir la foi n'est pas une croyance, c'est "apprendre pour comprendre et comprendre pour agir" (Lénine)

- Arrêt du site "LesGiletsJaunes.fr" - lesgiletsjaunes.fr 30.05

Arrêt du site, sortie des groupes, arrêt de Facebook , Twitter, etc.

Le site reste pour l'instant en ligne , mais il ne sera plus mis à jour. lesgiletsjaunes.fr 30.05

L'illusion démocratique ou récupération sous la Ve République ou le régime totalitaire de Macron.

- Loin du Grand débat «vertical» de Macron, le «Vrai débat» invite les citoyens à légiférer eux-mêmes - RT 31 mai 2019 LVOG - Rival ou complémentaire ?

Le «Vrai débat» lance des assemblées citoyennes délibératives pour permettre aux Gilets jaunes et aux citoyens en général d'élaborer leur propre processus démocratique indépendant. L'objectif étant d'aboutir à des propositions citoyennes de loi.

Rival citoyen du grand débat national, organisé par le gouvernement pour tenter de répondre à la crise sociale en cours depuis le 17 novembre 2018, le «Vrai débat», lancé par des collectifs de Gilets jaunes, mène depuis plusieurs mois «une contre-offensive» pour recueillir les doléances des citoyens. Son but : élaborer de réelles propositions de loi.

L'aventure du «Vrai débat» a commencé avec la mise à disposition d'un outil participatif, l'application Cap collectif, qui s'est trouvée être la même plateforme que celle du grand débat organisé par le gouvernement.

Pour autant, le «Vrai débat» ne lésine ni sur le sérieux ni sur la rigueur dans son travail. Le traitement des données recueillies sur la plateforme a été effectué par des chercheurs. «Pour ce qui est du travail de synthèse [à l'issue de la consultation], il était très important pour nous d'avoir des entités indépendantes de nous pour traiter les revendications déposées par les gens sur la plateforme», explique l'un des organisateurs.

Pour ce faire, des laboratoires de recherche universitaire dont ceux de l'université Lyon2, de l'ENS et le laboratoire Triangle, ou encore le CNRS ont été mis à contribution.

LVOG - Avec la caution du gouvernement.

Les assemblées citoyennes délibératives étaient prévues par les préconisations de la Commission nationale du débat public (CNDP), l'organisme qui a assuré le suivi du grand débat national initié par le gouvernement. Contactée par RT France, Ilaria Casillo, vice-présidente de la CNDP, explique : «Nous soutenons ce type d'initiative citoyenne, comme tout type d'initiative favorisant la participation et appuierons cette démarche comme toutes celles qui souhaiteront mobiliser les garants de la CNDP, dans le strict respect du cadre légal.»

La CNDP et ses 250 garants, sélectionnés et formés pour garantir les procédures de concertation obligatoires ou facultatives sur l'ensemble du territoire national, vont donc accompagner le «Vrai débat». «Comme nous l'avons fait également pour la mission du grand débat mené par le gouvernement, nous leur avons assuré notre disponibilité à leur fournir les contacts des garants présent sur cette liste nationale», détaille Ilaria Casillo. RT 31 mai 2019

LVOG - Chantal Jouanno est la présidente de la CNDP... La suite est à l'avenant pour qui sait lire attentivement, le dernier paragraphe en est la preuve :

RT - La question de la légitimité démocratique qu'il conviendra de donner à toutes ces initiatives se posera très certainement aux participants du «Vrai débat» à l'issue de ces cycles d'assemblées. Par quel biais vont-ils faire voter leurs propositions de loi ? Vont-ils interpellés les députés pour qu'ils soient leurs porte-voix ? Ou tenteront-ils d'autres procédés ? Tout cela sera décidé en assemblée d'ici l'automne.

LVOG - Au passage, RT qui relaie généreusement cette tartufferie, un ennemi de Macron, vraiment ?

## Guerre idéologique et psychologique de nos ennemis.

- Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.
- New York va dédier un monument à deux femmes transgenres, une première - AFP
- En Indonésie, les LGBT+ ne peuvent plus faire sans Grindr, malgré les risques - Slate.fr
- En Russie, des scènes de sexe homosexuelles retirées du biopic sur Elton John - L'Express.fr

Amnesty International dénonce un cas de "censure" qui "déshumanise les relations homosexuelles".L'Express.fr

- Burkina Faso : « Un jour historique pour les droits sexuels et reproductifs » - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là :

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Lire l'article plus loin.

Instrumentalisation du réchauffement climatique

- Greta Thunberg reçoit le prix le plus prestigieux d'Amnesty International - AFP

L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a annoncé vendredi décerner son prix le plus prestigieux à l'adolescente suédoise Greta Thunberg, égérie du combat pour le climat. AFP

- Greta Thunberg mise à l'honneur dans une impressionnante peinture murale à Bristol - Le HuffPost
- Nakabuye Hilda Flavia, cette jeune activiste climatique qui interpelle Museveni - LePoint.fr
- "La plus grande épidémie animale jamais vue" : des experts alertent sur la peste porcine africaine qui fait rage en Asie - Franceinfo
- Les trois quarts des fruits non bio sont contaminés aux pesticides - Franceinfo
- Alerte sur la présence de toxines dans les moules - Franceinfo
- Alerte aux toxines dans des coquillages de la Méditerranée avec un possible "risque sanitaire" - Franceinfo
- Les humains ingèrent des dizaines de milliers de microparticules de plastique par an, selon un rapport - Franceinfo
- Méditerranée : WWF appelle à "stopper le torrent de plastiques" - euronews
- À la plage, à table, au quotidien... les gestes qui peuvent encore sauver nos océans - Le Parisien
- Alerte sur la composition du maquillage pour enfants - Franceinfo

L'art de la médiocrité. Et oiseau de malheur ou le communautarisme à l'honneur.

- Au Festival de Cannes, la politique s'invite à la cérémonie de clôture - huffingtonpost.fr 25.05
- Une jeune Canadienne autochtone reprend "Blackbird" des Beatles dans sa langue traditionnelle et ravit McCartney - Franceinfo
- Qui est BTS , le phénomène K-pop qui remplit le Stade de France deux soirs ce week-end ? - Franceinfo
- William Lebghil et Philippe Katerine tournent dans le métro un clip de rap hilarant pour annoncer le film "Yves" de Benoît Forgeard - Franceinfo

- Patrick Bruel à Lyon : 6000 fans au rendez-vous de son "Tour 2019" - Franceinfo

LVOG - C'est le Mossad qui assure la sécurité de ses concerts?

- 75e anniversaire du Débarquement : les comédiens de "Band of Brothers" de retour sur les plages de Normandie - Franceinfo

- Les meilleurs jeux vidéo français seront récompensés par les trophées Pégase, sur le modèle des César, à partir de 2020 - Franceinfo

- King Kong est de retour dans un bel album illustré par Christophe Blain - Franceinfo

---

## LEUR VIEUX MONDE GROUILLE DE VERMINE

Ils ont des "**relations fantastiques**", qui en doutait ?

- Mike Pompeo : "L'UE et les États-Unis ont des relations fantastiques" - euronews 6 juin 2019

- Candidat à la commission européenne, Manfred Weber fait un appel du pied aux Verts - AFP 6 juin 2019

Candidat de la droite conservatrice pour la présidence de la Commission européenne, l'Allemand Manfred Weber a fait mercredi un appel du pied aux Verts européens afin d'obtenir les soutiens nécessaires pour son élection par le Parlement européen.

Le successeur de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission devra être accepté par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements des 28 pays membres et sa désignation sera au coeur de leur prochain sommet les 20 et 21 juin. Il prendra ses fonctions le 1er novembre 2019 pour un mandat de 5 années. AFP 6 juin 2019

Pour rappel : Manfred Weber est le candidat désigné par l'Otan, donc le Pentagone, la Fed et le groupe Bilderberg.

L'effet Bilderberg et la fabrication du consentement.

- La popularité de Macron baisse et celle de Jadot s'envole, selon notre sondage - L'Express.fr 30.05

Après un succès inattendu aux européennes, la cote du leader d'EELV bondit de 20 points au classement des personnalités qui suscitent l'adhésion des Français. L'Express.fr 30.05

LVOG - Depuis ils ont fabriqué et sorti d'autres sondages où Macron monte ou baisse comme la grenouille en fonction de la météo, à moins que le baromètre du régime soit détraqué, inquiétant !

- Yannick Jadot et l'écologie au top de notre palmarès de popularité - Le HuffPost 07.06

Qui a dit ?

- Les jeunes nous ont donné un mandat "*pour agir concrètement sur le climat*" ?

Réponse : Le maître du système solaire, de la galaxie, de l'univers : Yannick Jadot dans un entretien au Monde mercredi. (Source : AFP 05.06)

Mégalomane débridé, psychopathe fanatisé...

Qui a dit ?

- La social-démocratie qui représentait "*l'alternative aux droites*" et "*avait le leadership pour contrer ce projet-là*", c'est maintenant à "*l'écologie politique*" d'assumer ce rôle.

Réponse : Le secrétaire national d'EELV, David Cormand.

LVOG - Quand une illusion criminelle en chasse une autre.

"L'écologie politique est le modèle du XXI<sup>e</sup> siècle qui va inventer et pouvoir faire gagner une alternative à ça. Notre travail politique en tant qu'écologistes c'est de consolider cette offre politique", a-t-il expliqué.

Il faudra ensuite "construire un arc progressiste, humaniste, pour prendre le pouvoir, mais ça ne sera pas les écologistes tous seuls", a-t-il assuré.

Avec qui y travailler ? Ceux issus de la gauche "sensibles aux valeurs des Lumières, de solidarité", ceux qui ne se sont "jamais fixés entre la droite et la gauche", "et même d'ailleurs ceux qui ont pu voter à droite par le passé et ne se sentent pas à l'aise ni avec l'offre libérale d'Emmanuel Macron ni avec le repli xénophobe, nationaliste, de l'extrême droite".

M. Cormand a précisé qu'EELV comptait aujourd'hui "autour de 6.000" adhérents. AFP 7 juin 2019

LVOG - De 10.000 ils sont subitement passés à 6.000 adhérents, demain on va apprendre que c'était en réalité un groupuscule ! En fait, c'est comme avec le PS ou le PCF, vous soustrayez les élus et les morpions qui s'y fixent et il ne reste plus personne. Quand on pense qu'il y en a qui en avaient fait les bases de leur stratégie, on se demande où ils avaient vraiment la tête, pas vraiment tournée vers le socialisme...

Ils "**sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit.**"

- Après leur percée aux Européennes, les Verts à l'heure des choix - AFP 27 mai 2019

"Cette recomposition n'est pas juste interne à la gauche : en Allemagne, une partie de la droite a voté écolo, cela a à voir avec une compréhension générationnelle", selon Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Cette poussée verte en Europe a "à voir à la fois avec une ouverture des frontières et un attachement à nos écosystèmes, ou à un régionalisme : on est en train de voir quelque chose qui transforme notre boussole politique", estime M. Treyer.

Les membres du groupe Verts au Parlement ont bonne réputation, et connaissent les processus, les alliances et le travail en groupe transfrontalier entre Etats membres.

Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors, souligne ainsi leur "sérieux au Parlement européen". "Ils sont très organisés en groupe".

"Traditionnellement, ce groupe a utilisé le Parlement européen où les autres étaient beaucoup moins assidus pour faire des percées assez étonnantes vu leur faible nombre", commente-t-il. "Ca leur donne un avantage comparatif dans la négociation sur les grands accords politiques qui vont devoir être trouvés sur la Politique agricole commune et les grandes politiques de mises en oeuvre du budget de l'UE", ajoute M. Treyer.

"Les Verts allemands s'y sentent à l'aise parce qu'ils retrouvent un fonctionnement qu'ils ont déjà au niveau national", analyse Mme Jérôme. En Allemagne, les Verts sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit. Ils sont présents dans de nombreux gouvernements régionaux, qu'ils soient de gauche (à Berlin par exemple) ou de droite comme dans le Bade-Wurtemberg. AFP 27 mai 2019

La boboïtude parisienne le confirme.

- Européennes: LaRem et Les Verts font un carton à Paris - Reuters 27 mai 2019

La République en marche et les écologistes sont les principaux bénéficiaires des élections européennes à Paris, où le parti présidentiel fait presque aussi bien qu'en 2017 tandis que les Verts frôlent les 20%, à un an des municipales.

Avec 19,89% des voix, Europe Ecologie-Les Verts dépasse de six points son score national et arrive même en tête dans les quartiers populaires du Nord et de l'Est : Xe, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements. Reuters 27 mai 2019

Jadot : Le clone (clown) vert de Macron ou du "**ni de gauche, ni de droite**"

- Européennes : après son succès, EELV va-t-il se recentrer ? - lexpress.fr 27.05

Le bon score des Verts aux européennes - 12%, 3e place - entérine-t-il la ligne de Yannick Jadot ? Une ligne décrite comme plus libérale que celle des Verts canal historique, souvent critiquée - y compris en interne - notamment après deux interviews cet hiver où l'ancien directeur des programmes de Greenpeace louait "l'économie de marché, la libre entreprise, l'innovation" et se posait défenseur d'une écologie "ni de gauche, ni de droite" dans les colonnes du Figaro en mars.

La formule sonne très Macron-compatible. Dans une interview au Point, Yannick Jadot défend même un "protectionnisme vert" tout en ne fermant pas la porte à un éventuel rapprochement avec le PPE, les libéraux et les sociaux-démocrates au Parlement européen, sous réserve que le programme proposé améliore "substantiellement" le fonctionnement de l'UE.

"Il y a des macronistes convaincus à la tête d'EELV. L'espace dans lequel se construit EELV était "Hollando-compatible", il est Macron-compatible. Quand on vote EELV, on a une chance sur deux d'élire un macroniste" écrivait, en avril dernier, dans Regards, Sergio Coronado, ex-député EELV, candidat LFI aux européennes.

"Oui, Yannick Jadot a mené une candidature assez indépendante vis-à-vis de la gauche. Il a dressé le constat d'une impasse dans laquelle Cécile Duflot ou Emmanuelle Cosse notamment ont mené le parti, un parti d'alliance, et il a voulu en sortir, explique à L'Express l'historien spécialiste d'histoire politique Jean Garrigues. "Mais son tournant libéral, ce sont des idées reçues. Yannick Jadot n'a pas un discours libéral, mais il y a une intégration dans l'économie de marché et c'est vrai que dans les termes employés, il y a une volonté d'échapper à la dichotomie droite/gauche".

Au PS, en tout cas, le député européen Éric Andrieu assure à L'Express qu'EELV reste un partenaire. "Il faut que Yannick Jadot nous dise ce qu'il entend par 'ni de droite, ni de gauche'. Et la question c'est aussi de savoir sur quelle base on discute."

Esther Benbassa, sénatrice EELV : "On ne deviendra pas LREM, on ne deviendra pas ultralibéraux, ce n'est pas notre objectif". [lepress.fr](http://lepress.fr) 27.05

LVOG - Et pour cause, ils le sont déjà ! La preuve, si nécessaire, qu'on est bien en présence de psychopathes.

Ecologiste, ongiste, féministe, homosexuel, il cumule les qualités du parfait représentant de la décadence du régime

- David Belliard, 41 ans, a été désigné samedi tête de liste EELV pour les municipales de 2020 à Paris.

Le bac en poche, après une prépa HEC à Nancy, il file à l'EDHEC, école de commerce lilloise.

Ex-directeur général adjoint du Sidaction, "il a gardé cette fibre de pouvoir dialoguer avec des gens très différents et les écouter", selon son amie de 15 ans Alix Béranger, membre de son équipe pour 2020 baptisée "Faisons Paris" et féministe comme lui.

Dimension qu'il évalue "importante" dans son parcours, David Belliard ne cache pas son homosexualité.

En 2002, il débarque au sein d'Europe Ecologie-Les Verts (...). D'abord "militant de base", il participe à la campagne européenne de 2009 sans vouloir se présenter à des élections ensuite. Dix ans plus tard, après avoir été élu conseiller de Paris dans le XIe arrondissement puis conseiller métropolitain, le ton du président du groupe Ecologiste de Paris a changé. Désormais, il lâche : "je pense être tout à fait en capacité d'embrasser le rôle de maire de Paris". AFP1 juin 2019

Le corporatisme ou le totalitarisme ne sont "**ni de droite ni de gauche**" : D'extrême droite !

Le Point.fr - « Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Qui a dit ?

- "*L'écologie n'est la propriété d'aucune formation politique. C'est elle, la grande gagnante de cette élection.*"

Réponse : Matthieu Orphelin, député ex-LREM, proche de Nicolas Hulot ([lepoint.fr](http://lepoint.fr) 08.06 )

Le Point - Pensez-vous vraiment que des coalitions soient possibles entre LREM et EELV par exemple ?

Orphelin - Pourquoi pas, oui, mais dans des coalitions plus larges regroupant tous ceux qui veulent plus d'écologie et plus de solidarité et pas à n'importe quelle condition.

La responsabilité de l'écologie, c'est aujourd'hui de rassembler" (Derrière Macron et LREM - LVOG)

A tout seigneur tout honneur, 2022 est déjà réservé à Macron.

Orphelin - ...l'écologie au pouvoir, cela ne doit pas être 2022 et la présidentielle qui se jouent déjà ! C'est d'abord dans les territoires que cela va se passer. L'urgence des trois prochaines années, c'est de dire comment on arrive effectivement à faire de l'écologie et de la solidarité un moteur de l'avenir de la politique pour améliorer la vie des gens, sur les territoires, aux élections municipales puis régionales et départementales. Parce que la société est prête, elle l'a montré avec les élections, elle l'a montré il y a quelques mois avec les marches pour le climat, avec l'affaire du siècle, elle l'a montré avec des mobilisations diverses, dont celles, magnifiques et enthousiasmantes, de la jeunesse..." lepoint.fr 08.06

LVOG - Alors que toutes ces campagnes ont été un bide retentissant ou ne mobilisant qu'une infime partie de la population et de la jeunesse, sauf pour les médias-oligarques...

Les Gilets jaunes et LFI aussi veulent se "*recentrer*" sur les territoires, le local, les communes, bref, descendre toujours plus bas, à ce rythme-là ils vont finir dans un cul-de-basse-fosse, dommage !

Les opposants au "**virage de la transition écologique**" porteront-ils bientôt une étoile jaune ?

- Loi mobilités : des associations appellent les députés à "inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale" franceinfo 04.06

Alors que l'examen de la loi d'orientation des mobilités a démarré lundi 3 juin à l'Assemblée nationale, plusieurs associations dont la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, publient mardi 4 juin une tribune que franceinfo s'est procurée et dans laquelle ils exhortent les députés "à inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale".

Cette tribune, écrite et signée par Alain Grandjean, de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH), Philippe Portier, secrétaire national de la CFDT et Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), s'intitule "Loi mobilité : y aller à fond !".

"Voilà 30 ans que nous attendons une loi mobilité. Elle arrive à point nommé", se félicitent d'abord les signataires. "Alors que tous les voyants sont au rouge, non, les petits pas ne suffiront pas, c'est d'audace dont nous avons besoin", continue la tribune. Elle liste les solutions déjà connues pour tenter de limiter le réchauffement climatique : "La programmation de la fin de vente des voitures essence et diesel, la contribution des camions et des avions à la lutte contre la pollution et le dérèglement climatique, le forfait mobilité durable pour tous, les zones à faibles émissions, les équipements et stationnements vélo, la modernisation du train, les bornes de recharge pour voitures électriques..."

Les associations estiment que "le contexte n'a jamais été aussi favorable"

Mais "le temps presse", préviennent les signataires, qui regrettent que les objectifs de la France voient trop loin. Horizon 2040 pour la fin des ventes de véhicules essence et diesel. "D'après les experts du GIEC, il nous reste une douzaine d'années, tout au plus, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C. Reporter la responsabilité à plus tard, nier les recommandations des scientifiques, serait une condamnation ! C'est maintenant qu'il faut se projeter. La politique gestionnaire et de court terme n'a plus de pertinence face à l'urgence écologique et sociale qui caractérise notre époque."

"On le voit, le contexte n'a jamais été aussi favorable et la société française aussi réactive", concluent les associations et organisations signataires en référence au bon score des écologistes aux élections européennes (13,47% pour EELV en France). "Chers députés, saisissez cette opportunité pour donner tout son sens à la loi mobilité. C'est une occasion unique d'inscrire dans l'histoire le virage de la transition écologique et sociale." franceinfo 04.06

**"Les partis verts ne portent aucune véritable rupture".**

6 Européennes : le vert ne fait pas tout. Par Aurélien Bernier - Les Crises 7 juin 2019

Source : Marianne, Aurélien Bernier, 29-05-2019

Extrait.

L'essayiste Aurélien Bernier décortique le positionnement des Verts en France et dans le reste de l'Union européenne. D'après lui, leurs ambiguïtés à l'égard du libéralisme et du libre-échange les condamnent à l'impuissance.

C'est essentiellement la forte mobilisation de la jeunesse et des classes moyennes intellectualisées, en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression. (...)

A gauche, mais pas trop...

Alors que dans la rue, les manifestants appellent à "changer le système, pas le climat", les verts européens sont pourtant plus que jamais positionnés au centre de l'échiquier politique. Depuis les tout débuts de l'écologie politique, la question se pose aux partis de cette mouvance : faut-il revendiquer une approche "ni droite ni gauche", un ancrage au sein de la gauche de transformation ou bien (ce qui est très différent) de la social-démocratie ?

Pour ce qui est de la gauche de transformation, la chose semble entendue. Les écologistes les plus à gauche, comme Jutta Ditfurth en Allemagne ou Martine Billard en France ont quitté le mouvement vert, laissant la place aux modérés. Pour ces derniers, la gauche de transformation est plutôt infréquentable. Les nouveaux dirigeants verts français se sont maintes fois déchaînés contre le Front de gauche puis la France insoumise. Ils critiquent tantôt l'attachement de ces formations aux régimes progressistes d'Amérique latine, tantôt leur positionnement sur la Russie, ou encore le côté "soviétique" de la planification écologique voulue par Jean-Luc Mélenchon.

L'ancrage "à gauche" des Verts a toujours été, dans les faits, un ancrage à la social-démocratie. Leur participation à la "gauche plurielle" en France de 1997 à 2002 est venue (tout comme celle du PCF de Robert Hue d'ailleurs) cautionner les nombreuses privatisations opérées par le gouvernement Jospin, ainsi que les somptueux avantages accordés aux actionnaires. En Allemagne, les Grünen comptent trois ministres au gouvernement lorsque le social-démocrate Gerhard Schröder fait adopter (à partir de 2003) les lois Hartz de dérégulation du marché du travail. En France à nouveau, des ministres verts sont présents au sein des deux premiers gouvernements Hollande, de 2012 à 2014.

Dans l'actuel contexte de débâcle de la social-démocratie, les verts, qui ne souhaitent pas être entraînés dans la chute, ont logiquement opté pour un réalignement "ni droite ni gauche". "L'écologie politique n'est pas à marier" affirmait Antoine Waechter en 1986 dans sa motion majoritaire, alors que l'Assemblée nationale basculait à droite. Un discours réhabilité par Yannick Jadot et ses colistiers aujourd'hui. "Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche", assure l'eurodéputée Karima Delli au magazine Le Point.

Mais ces déclarations d'"indépendance" cachent une tout autre réalité : les écologistes ont besoin d'alliances aussi bien au niveau local que national et européen. En Belgique, le coprésident des verts wallons Jean-Marc Nollet s'y dit prêt, au niveau fédéral, à "une coalition avec l'ensemble des partis en dehors de la N-VA [l'extrême-droite]". En Allemagne, les Grünen vont jusqu'à former des "coalitions noires-vertes" avec la droite, comme celle en place dans la région de Bade-Wurtemberg depuis 2016. Au parlement européen de Strasbourg, les verts disent vouloir être « pragmatiques », c'est-à-dire travailler tant avec la droite qu'avec les sociaux-démocrates.

Le "ni-ni" de Yannick Jadot ou des Grünen n'est donc pas un "ni droite ni gauche". C'est un "en même temps". Ni totalement arrimé à la social-démocratie, ni totalement arrimé à la droite, le mouvement vert européen se réserve la possibilité de choisir la meilleure alliance en fonction des pays, des circonstances, et d'en changer si besoin. Bien qu'il s'en défende souvent, il s'aligne de fait sur les politiques libérales conduites aussi bien par les droites européennes (traditionnelles comme la CDU ou rénovées comme la République en marche) que par les forces dites socialistes. Des politiques qui n'offrent comme perspective que l'avènement d'un capitalisme "vert", dont l'un des grands ambassadeurs en Allemagne n'est autre que Joschka Fischer, ancien ministre fédéral et vice-chancelier, écologiste... et aujourd'hui conseiller des multinationales BMW, Siemens ou RWE.

...les partis verts ne portent aucune véritable rupture. Ni avec l'Union européenne, qu'ils rêvent comme beaucoup d'autres de changer de l'intérieur, ni avec l'ordre économique, qu'ils rêvent en fait de moraliser. C'est précisément ce refus de la cohérence qui mène l'écologie politique de victoires européennes ou locales en défaites nationales. Et, plus grave, c'est ce refus de l'affrontement avec les grandes puissances financières qui explique l'échec environnemental de l'écologie politique : malgré plusieurs décennies de "verdissement" du capitalisme, jamais les indicateurs n'ont été aussi rouges. Les Crises 7 juin 2019

Commentaires d'internautes.

1- Les ecolos sont les idiots utiles de notre système démocratique. Au même titre qu'un RN, constamment utilisé à des fins de victoire électorale. Les dés sont pipés et le couple Jadot sent l'arnaque à des kilomètres.

2- Marche « pour le climat » (et pourquoi pas des marches « pour le relief »), enseignement scolaire obligatoire du « changement global », alarmisme météo sans cesse renouvelé : les esprits étaient bien conditionnés pour faire monter la vague verte au plus haut, comme en 2009 avec la diffusion du documentaire de Yann Arthus-Bertrand quelques jours avant... les

élections européennes.

Cela marche en ville, un peu moins bien à la campagne où on n'est pourtant pas dénué de conscience écologique, et pour cause. Dans ma commune, la liste Jadot atteint 4,8 %, à une ou deux voix derrière les listes Glucksmann ou Dupont-Aignan.

Les Verts arriment définitivement les « socialistes » à droite, au néolibéralisme, s'il en était besoin.

3- Il y a une erreur dans cette phrase :

“en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression.”

En effet il fallait écrire “en écho à la couverture médiatique surabondante aux marches...”

En effet ce sont essentiellement les médias qui font l'élection. Sur les 34 listes, 3 ont été promues jusqu'à plus soif par les journalistes, RN, LREM et EELV. D'où leurs bons scores. Il y a en effet une corrélation significative entre temps de présence médiatique et résultats électoraux.

4- Ces écolos n'ont rien de gauchiste, à part le passé des plus vieux d'entre eux. Ce sont des néo-libéraux qui croient ou font semblant de croire que la préservation de l'environnement est compatible avec la société de marché. C'est toute l'arnaque...

5- C'est grâce aux Verts que l'Allemagne otanisée a bombardé la Yougoslavie en 1999, comme au bon vieux temps (1941). Joschka Fischer, a joué un rôle essentiel à cet égard. Il dénonçait volontiers le « fascisme » serbe.

6- Ce même individu a également eu ces propos formidables: “L'Union Européenne apportera enfin à l'Allemagne la place qui lui a injustement été refusée après deux guerres mondiales”. Quand tu penses que ce sont des politiques Allemands ‘modérés’, on ne se demande plus pourquoi l'UE soutient totalement les néonazebroques Azov, Zvoboda et Pravi sektor...

En France, on a Yves Cochet, député d'oreiller EELV, qui préconise la stérilisation de force des français, par suppression des allocs, au motif konpolutro et que bon, faut quand même faire de la place aux “nouveaux arrivants”.

Sans oublier la maboule qui veut laisser crever les malades de plus de 70 piges, il me semble qu'elle sort de la même étable.

La véritable extrême droite est là, ultralibérale, malthusienne, totalitaire, brutale, basse de plafond et bouffie d'orgueil. Quand on peint un drapeau en bleu ou en vert, on peut vraiment faire passer n'importe quoi derrière.

Vive la nécrocratie.

7- ELV, pour moi et à jamais, c'est l'aveuglement et le mépris politiques et européistes, depuis leur immonde communiqué de presse suite à la signature du mémorandum tsipras en 2015 qui a enfoncé le peuple grec dans un véritable sociocide néo-libéral bien au-delà de ce qu'avait osé faire la droite depuis 2010, en “tuant” la gauche et les écolos grecs au passage : “On ne peut pas jouer aux dés 60 ans de construction européenne pour un désaccord sur quelques points de TVA sur la restauration des îles Grecques” – quand on sait ce qu'ont été les mesures de punition et d'humiliation qui ont été infligées à ce pays, on en reste sidérée par tant de bêtise politique...(ici : <https://eelv.fr/grece-ne-jouons-pas-aux-des-la-construction-europeenne/>)

8- L'urgence écologique absolue c'est le réchauffement climatique du aux gaz à effet de serre issus de l'énergie carbonée (charbon gaz fioul). Les énergies renouvelables ne sont pas des alternatives à l'énergie carbonée. Elles sont additionnelles. Elles représentent un marché alimenté par les subventions publiques en même temps qu'un écran de fumée pseudo-écologique pour masquer la poursuite du cramage de la planète. La diminution nécessaire de l'énergie carbonée se heurterait frontalement aux intérêts des multinationales qui en vivent, et qui constituent le noyau dur du pouvoir capitaliste mondial. Donc il n'y a pas d'écologie politique pertinente dans le contexte du système “démocratique” contrôlé par les maîtres de l'Univers. Le faire croire relève de la collusion. Il n'y a d'écologie que radicale et révolutionnaire.

9- Comment peut-on se dire écolo et partisan de cette UE du libre échange intégral, de l'économie de marché et de la concurrence libre quand on sait que c'est totalement incompatible ? Pour ça , Il faut s'appeler Jadot et ses électeurs pour croire à ces mensonges, l'euronouillerie rend aveugle.

10- Ouest France : " Européennes. Le candidat EELV Yannick Jadot jugé « le plus convaincant » par le Medef"

Le Medef a convié les candidats aux européennes à un grand oral devant une assemblée de chef d'entreprise, le 25 avril. Selon des informations de Franceinfo, c'est l'intervention de Yannick Jadot, tête de liste EELV, qui a été jugée la plus convaincante.

---

## LFIN ?

(Oublié dans les causeries précédentes.) Qui a dit ? (Après l'explosion à Lyon d'un colis piégé)

- ...! «acte odieux», est l'œuvre d'un individu qui veut «peser sur le vote de dimanche». «Répondons à ceux qui nous menacent en faisant vivre notre démocratie. La tête haute, allons voter pour des jours heureux !? (RT 25.05)

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens.

"Allons voter pour des jours heureux", peut-on colporter pire criminelle illusion ?

LVOG - Cela fait penser aux "*jours heureux*" du CNR, de la "*Libération*"... avec ses tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre de 1954 face à la crise catastrophique du logement, la grève des mineurs de 1963, la grève générale de 1968, quel bonheur ces années-là pour des millions de travailleurs en France ! Nous, monsieur le député, le bonheur, on ne connaît pas, on y a goûté si peu qu'il nous a laissé un goût amer de trop peu...

Néostalinisme. Il faut écarter "**une logique du clash, de rupture**" avec le régime, avec ses représentants.

Clémentine Autain (Ensemble, ex-PCF - LVOG) réitère que, selon elle, "un tournant a été pris" depuis deux ans, à savoir celui du "eux et nous", le peuple contre les élites, une "logique du clash, de rupture". Elle reproche à son mouvement d'avoir "misé sur le désespoir plus que sur l'espoir, le négatif plutôt que le positif".

BFMTV - Ce fossé, entre la ligne consistant à fédérer la gauche et celle, populiste et souverainiste, visant à fédérer "le peuple", n'a cessé de s'élargir depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

LVOG - Les deux sont opportunistes et suicidaires !

Tous pour un ou une!

- Une des figures de La France insoumise Charlotte Girard quitte le mouvement - AFP 08.06

Ancienne porte-parole de LFI pendant la présidentielle de 2017, Charlotte Girard exprime sa "défiance" à l'égard du mouvement, dont elle critique "l'inefficacité" et le "manque de démocratie". "La désorganisation que je ne suis pas seule à déplorer produit une telle perte d'énergie que c'en est désespérant. Or les voies pour y remédier demeurent opaques et difficiles à emprunter", écrit Mme Girard.

Pour elle, il "n'y a pas de moyen de ne pas être d'accord" au sein de LFI.

Charlotte Girard, auteur du programme originel de LFI en 2016 avec l'économiste Jacques Généreux, dénonce enfin "l'écart que nous n'avons pas comblé entre le monde militant institutionnel et les gens". Constatant que "la jonction n'a pas eu lieu" avec le mouvement des "gilets jaunes", elle estime que LFI est "trop tourné vers l'exercice institutionnel du pouvoir, en l'occurrence l'exploitation du seul contre-pouvoir parlementaire". AFP 08.06

LVOG - LFI s'est fondue dans les institutions de la Ve République et la souricière s'est refermée, fermez le banc.

---

## EN MACRONIE

Après la béatification, c'était dans l'ordre des choses.

- La résurrection d'Emmanuel Macron - LePoint.fr 01.06

Le « tous contre Macron » s'est retourné contre ses instigateurs et permet au président de rester maître du jeu. LePoint.fr 01.06

LVOG - Il ne manque plus que la multiplication des pains, pardon, c'est déjà fait au CAC40 !

Non, sans blague ! La pompe à fric !

- Comment Macron a aspiré l'électorat de droite - Le Parisien 01.06

À l'occasion de ces élections européennes, le vivier électoral d'Emmanuel Macron semble avoir clairement basculé à droite. Le Parisien 01.06

LREMRN

- La droite mieux incarnée par Le Pen ou Macron que par Wauquiez, selon un sondage - L'Express.fr 02.06

Un sondage Ifop pour le JDD vient écorner un peu plus la stature du patron de LR, déjà fragilisé par le résultat aux européennes. L'Express.fr 02.06

En famille. Macron n'a pas d'ennemis à droite et à gauche. Ajoutons : Pas même à l'extrême droite.

- Gilles Boyer (LREM) s'excuse après avoir parlé des "ennemis du Président" - Le HuffPost 01.06

Cet impair a fait bondir aussi bien à gauche (Olivier Faure, patron du PS) qu'à droite (Jean Léonetti, numéro 2 de LR). Le HuffPost 01.06

On ne va pas les contredire !

- « Macron est le meilleur président de droite qu'on ait eu depuis un certain temps » - LePoint.fr

Emmanuelle Mignon, l'ex-conseillère de Nicolas Sarkozy.

A droite toute !

- Plusieurs maires de droite appellent à soutenir Macron - Le HuffPost

C'est une tradition chez les Rothschild !

- L'hommage très politique de Macron à Pompidou - Le Parisien

Rappel. Macron et Pompidou ont servi chez les Rothschild...

Totalitarisme rime avec négationnisme ou comment ils réécrivent le passé ou le font disparaître.

- 75e anniversaire du Débarquement des Alliés : "La Résistance française a joué un rôle déterminant" en Normandie - Franceinfo

Sans les renseignements fournis par la Résistance française, "le débarquement ne se serait peut-être pas déroulé en Normandie ou il aurait peut-être échoué", explique l'historien Dominique Lormier. Franceinfo

- Le Débarquement en Normandie «n'a pas eu d'influence décisive» selon la Russie - Le Parisien 5 juin 2019

La Russie a appelé mercredi à ne pas « exagérer » l'importance du Débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, dont sera fêté jeudi le 75e anniversaire, et à ne pas « minorer » ainsi le rôle de l'URSS dans la défaite d'Adolf Hitler.

« L'apport des Alliés dans la victoire sur le Troisième Reich est clair. Mais il ne faut pas l'exagérer et minorer par là même la signification des efforts titanesques de l'Union soviétique, sans laquelle cette victoire n'existerait tout simplement pas », a déclaré aux journalistes la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Tout en « rendant hommage à tous ceux qui sont tombés », la diplomate a dénoncé une « réécriture catastrophique de l'Histoire » donnant selon elle, notamment dans les films et les articles de presse, aux Etats-Unis et à leurs alliés un rôle prédominant dans la défaite allemande.

Selon elle, « le Débarquement en Normandie n'a pas eu d'influence décisive sur l'issue de la Seconde guerre mondiale [...] déjà déterminée par la victoire de l'Armée rouge, avant tout à Stalingrad et Koursk ».

Les autorités russes et le président Vladimir Poutine, qui ne sera pas présent aux commémorations, dénoncent depuis de nombreuses années l'oubli dans lequel sont tombés selon eux en Occident les considérables sacrifices et les 27 millions de morts des Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Parisien 5 juin 2019

LVOG - Le débarquement 200.000 soldats britanniques, américains et canadiens, 10.000 morts environ. URSS, 27 millions de morts...

- La face cachée du débarquement en Normandie: Ce qui resta tabou par Chems Eddine Chitour  
- Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Extrait. (Cet article a été d'abord publié le 5 juin 2014.)

L'apport « réel » de la résistance lors du débarquement : Un tabou ?

La doxa officielle a toujours présenté la « Résistance » comme étant la cheville ouvrière de la réussite du débarquement. Qu'en est-il de l'apport de la résistance (Forces françaises de l'Intérieur)?

Dans la publication suivante, nous verrons que l'apport est beaucoup plus discret que l'histoire officielle ne l'a présenté. Nous lisons: «Le mythe des maquisards qui auraient joué un rôle très important dans la victoire des Alliés a la vie dure. Dans son ouvrage: «La Résistance expliquée à mes petits-enfants», La résistante Lucie Aubrac déclare: «Dans cette prison qu'était devenue la France, la Résistance a renseigné efficacement les Alliés, a contribué avec peu d'armes à vaincre l'occupant, a libéré seule une partie de notre pays, a aidé les Alliés sur le sol français, a poursuivi avec eux l'armée allemande jusqu'à sa totale défaite, a débarrassé la Patrie du régime de collaboration» (...) Dans son livre intitulé: Les F.T.P., l'ancien commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans français, Charles Tillon, va même plus loin: il attribue la réussite du Débarquement aux FFI qui, dans les premières heures du 6 juin 1944, auraient apporté à l'opération des moyens... deux fois supérieurs à ceux des Alliés. Sa démonstration vaut la peine d'être exposée. L'auteur s'appuie tout d'abord sur une note du QG allié en 1944 selon laquelle la force des FFI «représentait l'équivalent en hommes de quinze divisions» (...)» (4)

«L'auteur «oublie» toutefois: -que les premières vagues d'assaut anglo-américaines n'étaient pas seules; elles reçurent l'appui décisif de la marine et de l'aviation qui pilonnèrent-que les «quinze divisions» FFI étaient non seulement peu armées, L. Aubrac avoue que la Résistance avait «peu d'armes» mais surtout, qu'elles n'étaient pas regroupées en Normandie pour attaquer Les forces allemandes présentes sur les lieux. Dans l'ouvrage d'Eisenhower, le satisfecit décerné à la Résistance arrive au seizième chapitre: Eh bien, dans ces 74 pages, seules... onze lignes sont consacrées à l'appui que pourrait fournir la Résistance. Et voici ce que D. Eisenhower écrit: «Notre plan reposait sur l'appoint considérable que nous escomptions de la part des mouvements des maquis en France. On savait qu'ils étaient particulièrement nombreux en Bretagne, et dans les montagnes et les collines proches de la côte méditerranéenne. [...] Nous désirions particulièrement que, le Jour J, le général De Gaulle s'adressât avec moi par radio à la population française afin qu'elle ne se soulève pas et ne s'expose pas à des sacrifices inutiles qui n'avaient pas encore d'intérêt mais qu'elle se réservât pour le moment où nous lui demanderions son appui.» C'est net: pour débarquer, les Anglo-américains n'avaient nullement besoin de l'aide de la Résistance. Ils n'en voulaient pas. Ils considéraient que ce serait des «sacrifices inutiles». Les actions de harcèlement n'ont nullement pesé sur le cours des opérations.» (4)

A l'occasion du soixantième anniversaire du Débarquement, la question suivante a été posée à Jean Vanwelkenhuyzen, un historien de référence: «La résistance a-t-elle vraiment représenté un appoint pour les armées régulières?» Il a répondu: «Il y a une légende dorée française qui a été une manière de gommer la défaite de 1940. Les maquis locaux ont pu fournir des renseignements qui échappaient à la reconnaissance aérienne et aussi jouer un rôle dans certains combats. Mais dire que cela a changé les opérations, non.» (4) Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Note

4. <http://forumfrance-en-guerres.clicforum.fr/t2110-Le-mythe-de-la-Resistance-qui-aurait-permis-le-Debarquement-allie-en-Normandie.htm>

En complément

- L'Ukraine reçoit le soutien de l'UE et de l'OTAN - euronews 05.06

Ce n'est pas un hasard si le nouveau président ukrainien a choisi Bruxelles pour sa première visite officielle. La capitale belge, abrite en effet le siège des institutions européennes et de l'OTAN et ces dernières soutiennent l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée par la Russie. euronews 05.06

## EN MARCHÉ VERS LE TOTALITARISME

Un régime toujours plus liberticide.

- Paris va interdire la cigarette dans 52 parcs et jardins - Le HuffPost 30.05

Ceux qui voudront s'en griller une au soleil devront faire preuve de vigilance. Ce jeudi 30 mai, franceinfo rapporte que la mairie de Paris a prévu de bannir la cigarette dans 52 parcs et jardins de la capitale, à l'occasion de la journée mondiale sans tabac, samedi 8 juin.

- Schiappa salue l'action "de lanceuses d'alerte des Femen sur les féminicides" - Le HuffPost 31.05

Les barbares d'Ei ou Daesh ont coupé des mains, Nuñez les a arrachées et il en est tout aussi fier!

- "Gilets jaunes" : "Pas de regret" sur la gestion de l'ordre public dit Nuñez - AFP 02.06

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a déclaré dimanche ne pas "avoir de regret" sur la gestion des manifestations de "gilets jaunes", estimant que "ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un oeil a été éborgné" qu'il y a eu faute des forces de l'ordre. AFP 02.06

A défaut ou en attendant de pouvoir les interdire, la tentation est si grande qu'elle doit s'exprimer.

- Gilets jaunes : Sibeth Ndiaye considère que les manifestations «n'ont plus lieu d'être» RT - 2 juin 2019

Beaucoup de choses ont été réalisées depuis le début du mouvement», fait ainsi valoir Sibeth Ndiaye, qui prend pour exemple le grand débat national d'Emmanuel Macron, ou encore, les «mesures pour le pouvoir d'achat». «Aujourd'hui, je considère que ces manifestations n'ont plus lieu d'être», juge-t-elle au lendemain de l'augmentation de 5,9% du prix de l'électricité, et alors même que les tarifs à la pompe sont plus élevés qu'au début du mouvement.

En tout état de cause, «il n'y a plus de débouchés politiques» au mouvement, estime Sibeth Ndiaye. Pourtant, beaucoup de Gilets jaunes concentrent désormais leurs efforts sur l'élaboration de leur propre processus démocratique, indépendant. Des assemblées délibératives citoyennes vont ainsi se tenir un peu partout en France (la première aura lieu à Toulouse le 8 juin), au cours desquelles seront traitées les revendications issues de la plateforme en ligne du Vrai débat, le débat alternatif lancé par des collectifs de Gilets jaunes pour recueillir les doléances des citoyens. Des propositions de lois citoyennes devraient émerger à cette occasion sur les sujets chers aux manifestants, à l'instar du référendum d'initiative citoyenne.

Par ailleurs, d'autres voix au sein même du mouvement, offrent une autre piste d'explication à la faible mobilisation constatée lors des dernières manifestations du samedi. «Ça devient un carnaval, c'est du n'importe quoi, on se retrouve là, à jouer du tam-tam dans Paris avec deux-trois manifestations dans [la capitale]», expliquait ainsi Eric Drouet le 1er juin. Appelant à davantage d'unité, le Gilet jaune prônait un retour aux actions traditionnelles telles que «des blocages, des opérations escargot, des opérations "péages gratuits", des blocages [de] raffinerie». RT - 2 juin 2019

Le régime de Macron est compatible avec les néonazis.

- Pourquoi le Sénat français invite-t-il un terroriste néo-nazi...et l'assure-t-il de son soutien ? - investigaction.net - 31 Mai 2019

Extrait. Ce mercredi 29 mai 2019, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, recevait une délégation de vénézuéliens, avec à leur tête Lorent Saleh.

Qui est Laurent Saleh ?

Lorent Saleh est un activiste politique vénézuélien et fondateur du groupe ultra-radical Juventud Activa Venezuela Unida (JAVU). Ce groupuscule a été formé par les serbes de l'organisation Canvas (ex Otpor) aux techniques de coup d'Etat soft, théorisé par Gene Sharp. Ayant quitté Javu pour créer une autre officine (Operación Libertad), Lorent Saleh fut responsable d'actions insurrectionnelles réalisées dans l'Etat central de Carabobo. Actes pour lesquels il écopera d'une condamnation sans incarcération en 2010, mais avec l'obligation de se présenter au commissariat. Selon des révélations du Ministère de l'Intérieur vénézuélien, il participe, dès 2011, à des camps d'entraînement dans le but d'agresser le gouvernement d'Hugo Chávez.

Le 6 juillet 2013, Mr. Saleh a participé, en Colombie, au lancement d'un mouvement politique (Alliance Nationaliste pour la Liberté) aux cotés de militants néo-nazis du groupe Troisième Force. Le positionnement politique de Lorent Saleh n'est pas un délit, cependant il nous paraît étonnant que le Sénat français déroule le tapis rouge à des représentants de cette idéologie.

Photo - Lorent Saleh et Diego Cubillos, du groupuscule nazi colombien Tercera Fuerza

Photo - Les amis colombiens de Lorent Saleh (Faisant le salut nazi à la tribune d'une réunion ou d'un meeting, brassards et drapeaux nazis. - LVOG)

En 2014, il participe à des guérillas urbaines dans le but de renverser le gouvernement vénézuélien. Bilan : 41 morts, 608 blessés, dont la plupart sont imputables aux amis de Mr Saleh. Durant les mois qui suivirent ces violences, le jeune vénézuélien s'initiera à cette diplomatie parallèle en parcourant plusieurs pays dans le but de conquérir des soutiens dans sa lutte contre le gouvernement du Venezuela.

Au cours de cette année, il retournera en Colombie et sera arrêté par les autorités colombiennes pour avoir participé à des actions violentes à Bogota, et avoir tenter d'infiltrer l'Ecole de Guerre de ce pays.

Durant sa détention en Colombie, le journal colombien El Tiempo, publiera des photos compromettantes de Lorent Saleh dont une, où il apparaît armé d'un fusil Galil, de fabrication israélienne. El Tiempo relèvera pudiquement que l'activité de Lorent Saleh allait bien au delà de ce que son visa de coopération lui permettait. Au vu des révélations de cet organe de presse peu susceptible de complaisance avec la Révolution Bolivarienne, on peut se demander ce qui justifie l'invitation d'une telle personnalité dans les institutions de notre République.

Photo - Docteur Lorent et Mister Saleh. A gauche, lors de son audition au Sénat de la République Française, à droite armé d'un fusil Galil, prêt à commettre des activités terroristes au Venezuela

Pire encore, la même année, un échange skype entre Laurent Saleh et un mystérieux interlocuteur révèle le caractère mercenaire de l'invité du Sénat. Durant la conversation, que chacun peut découvrir, Lorent Saleh découvre les contours d'une opération terroriste qu'il a lui même contribué à planifier.

«Il faut commencer à monter des camps d'entraînement, ici en Colombie. Que nos gens apprennent à manier les armes et les explosifs, à faire de l'auto-défense et du parachute » dit l'invité de la République française. Puis il continue « nous possédons déjà des explosifs et du C4, mais nous devons avoir aussi des gilets pare-balles et de l'armement, et une façade diplomatique avec Opération Liberté [son ONG, NDT] ». (<https://www.youtube.com/watch?v=OfhrHAUX49w>)

En septembre 2014, la Colombie finira par extraditer ce terroriste en herbe au Venezuela, et lui interdira l'accès à son territoire durant 10 ans. Rapatrié dans son pays, il sera jugé, arrêté, mis sous les verrous, puis libéré en 2018, dans le cadre de négociations entre le gouvernement vénézuélien et des diplomates européens.

Le 26 février 2019, trois jours après l'échec du gouvernement des Etats-Unis de violer la souveraineté du territoire vénézuélien, nous retrouvons Lorent Saleh en Colombie. L'interdiction d'entrer sur ce territoire, émise par la justice cinq ans auparavant, avait été levé pour 90 jours par le gouvernement d'Ivan Duque. Ce soir là, il fut arrêté par la police colombienne. Les interprétations sur les causes de cette arrestation divergent. Certaines sources révèlent que Lorent Saleh aurait essayé d'abuser de deux femmes dans un bar de nuit, la police de Colombie informera quelques jours plus tard qu'il s'agissait d'un contrôle de routine. Il sera finalement libéré. (<https://www.investigacion.net/fr/pourquoi-le-senat-francais-invite-t-il-un-terroriste-neo-nazi-et-lassure-t-il-de-son-soutien>)

Reporters Sans Frontières récompensé pour service rendu, c'est dans l'ordre des choses.

- Reporters Sans Frontières reçoit le prix du régime assassin de journalistes (The Electronic Intifada) - legrandsoir.info 2 juin 2019

Extrait. Reporters Sans Frontières est vivement critiquée pour avoir accepté un prix d'un régime qui assassine des journalistes.

Le groupe, souvent connu sous son sigle RSF, a reçu le prix Dan David pour la "défense de la démocratie" plus tôt ce mois-ci lors d'une cérémonie à l'Université de Tel Aviv en présence du président israélien Reuven Rivlin.

Christophe Deloire, directeur de RSF, a reçu le prix au nom du groupe.

Hélène Le Gal, ambassadrice de France à Tel-Aviv, a qualifié la remise du prix de " belle soirée " :

En février, une commission d'enquête indépendante de l'ONU a constaté que des tireurs d'élite israéliens avaient "

intentionnellement tiré " sur des journalistes palestiniens couvrant les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza l'année précédente.

Deux ont été tués - Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein.

Le Comité pour la protection des journalistes a qualifié les assassinats de Murtaja et d'Abou Hussein d'" éléments d'un schéma ", notant que personne n'a jamais été tenu responsable de ces assassinats et d'autres assassinats de professionnels des médias par Israël.

L'organisation de défense des droits humains Al Mezan, basée à Gaza, a documenté plus de 230 attaques contre des journalistes pendant la Grande Marche du retour, dont 100 à balles réelles, et un nombre similaire causées par des grenades lacrymogènes.

Hamza Abu Eltarabesh, un collaborateur fréquent de Electronic Intifada, a récemment déclaré à The Electronic Intifada Podcast qu'il avait cessé de porter un gilet marqué PRESSE lorsqu'il couvrait les manifestations à Gaza et qu'il avait juste essayé de se fondre dans la foule parce que l'armée israélienne visait délibérément tant de journalistes.

Plus tôt ce mois-ci, des avions de combat israéliens ont pris pour cible et détruit les bureaux de l'agence de presse turque Anadolu à Gaza City.

"Le fait que Reporters sans frontières ait reçu ce prix nuit malheureusement à sa crédibilité", a déclaré l'Agence Média Palestine.

En effet, recevoir un prix pour la " démocratie " en présence de Reuven Rivlin, président du régime israélien qui a adopté en juillet dernier la loi de l'Etat-nation instituant officiellement l'apartheid, ne favorise pas la démocratie, bien au contraire ".

L'Agence Média Palestine a accusé Reporters sans frontières d'avoir participé à un exercice de propagande visant à réhausser l'image d'Israël.

Les militants palestiniens ont appelé les lauréats précédents à refuser d'accepter le Prix Dan David.

En 2010, par exemple, PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, a dit à la célèbre auteure canadienne Margaret Atwood que son acceptation du prix appuierait une "campagne bien huilée pour blanchir les graves violations par Israël du droit international et des droits humains fondamentaux".

L'auteur de The Handmaid's Tale a ignoré les appels palestiniens et accepté le prix de 1 million de dollars.

Le Prix Dan David est administré par l'Université de Tel Aviv, elle-même largement complice du système d'occupation, du colonialisme des colons et de l'apartheid israéliens.

Le jury du Prix Dan David comprend Henry Kissinger, l'homme d'État américain notoire pour une série de crimes horribles, dont le coup d'État militaire de 1973 au Chili et le bombardement génocidaire du Cambodge qui a tué 1,7 million de personnes. legrandsoir.info 2 juin 2019

Dans la France de Macron aussi...

- "J'ai peur qu'ils entrent et tirent sur tout le monde" : au Soudan, les militaires poursuivent les manifestants jusque dans les hôpitaux. Franceinfo

Ils ont trouvé leur modèle de démocratie.

- Le chef de la transition soudanaise rencontre Sissi au Caire - Reuters 25.05

- En Thaïlande, le chef de la junte conserve son poste de Premier ministre - AFP

- Opérations de l'armée française dans le Gourma malien et au Burkina - AFP

---

[ILS OSENT TOUT](#)

- François Hollande : "Vive le social-humanisme !" - L'Express.fr

LVOG - Vaut mieux faire disparaître la démocratie, c'est cohérent, mais une supercherie tout de même !

- Aurélien Pradié (LR) : «Le social c'est l'ADN de la droite» - LeFigaro.fr

LVOG - Même Hollande le dit...

- Laurianne Rossi (LREM): «Il faut renouer avec l'électorat de gauche» - LeFigaro.fr

LVOG - Qu'ils n'ont jamais conquis !

- Yves Cochet : "L'humanité pourrait avoir disparu en 2050" - Le Parisien

LVOG - Heureusement qu'il aura disparu avant !

- Antoine Frerot : "L'air intérieur est souvent plus pollué qu'à l'extérieur" - Franceinfo 05.06

Invité de Jean-Paul Chapel dans "l'éco", Antoine Frerot, PDG de Véolia, est venu parler du recyclage des déchets et de la pollution de l'air à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement.

LVOG - Les déchets dans son genre ne sont pas recyclables !

- "Gilets jaunes" : qui est l'abbé Michel, dans la tourmente après avoir entonné un chant anti-Macron à la fin d'une messe ?  
- Franceinfo 05.06

Le préfet de l'Eure a saisi la procureure de la République d'Evreux pour outrage envers le chef de l'Etat et pour violation de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Franceinfo 05.06

LVOG - Amen, dixit le chanoine de Latran Macron !

- « Je veux voir Maduro devant la CPI » - LePoint.fr 05.06

Lorent Saleh, prix Sakharov en 2017...

LVOG - Il a bien mérité son prix de la honte délivré par l'UE !

- En Colombie, Angelina Jolie plaide pour les enfants apatrides de migrants vénézuéliens - AFP

- Liao Yiwu : « La complaisance de l'Occident vis-à-vis de la Chine est criminelle » - LePoint.fr 05.06

- Danemark : une campagne centrée sur l'immigration - euronews 05.06

La candidate sociale-démocrate, convertie au rigorisme migratoire, est donnée favorite. euronews 05.06

Et elle l'a emporté ! Vive l'Otan et la guerre !

---

[DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ? TRIBUNE LIBRE](#)

[Contre-analyse des dernières élections européennes.](#)

Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 05 juin 2019

Extraits.

- ... l'augmentation relative de participation dont on nous a parlé s'explique en partie par le fait que dans plusieurs Etats étaient organisés des scrutins régionaux voire nationaux, comme en Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Lituanie et Roumanie. Si ces scrutins intérieurs n'avaient pas été couplés aux élections européennes, on peut raisonnablement penser que l'abstention à ces dernières eût été plus forte.

- A force de répéter sans discontinuer des mensonges sur les ondes, ceux-ci rentrent lentement dans l'inconscient collectif et devient 'vérité'. C'est une technique vieille comme le monde qui fait toujours recette. D'autant plus aujourd'hui, à l'ère des réseaux sociaux et de la surinformation. Or cette info est complètement fausse

- Voyez les budgets des Ministères de la Défense qui en réalité s'appuient là-aussi sur des mensonges. Non, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine, le Yémen, le Soudan, l'Iran, la Russie, la Chine, la Corée du Nord ne nous menacent pas, bien au contraire, par nos méthodes néocoloniales beaucoup de ces pays participent, malgré eux, à notre propre confort. Mais le lobby de l'armement agite des menaces inexistantes sur base de 'fake news' répétées, là aussi en boucle, dont on finit par voir l'imposture. En attendant, nos Etats 'ruinés' multiplient taxes et impôts pour financer ces budgets guerriers au profit d'une poignée de nantis qui s'engraissent sur les cadavres d'innocents, bien éloignés de leurs lieux de vie !

Cette orientation débridée vers un libéralisme à tout crin, sans prendre garde aux effets collatéraux d'élus se liant de la sorte aux principaux acteurs financiers – puisque là aussi, les campagnes électorales voient affluer des donations privées – est d'une dangerosité extrême : vous voulez notre argent, faites tourner nos usines, et de préférence à moindre coût. Si la boucle semble ainsi bouclée, ces politiques mettent véritablement la vie de tous les citoyens en danger. Parce qu'à terme, la réponse des pays que ces politiques dévastent finira par nous revenir en pleine figure.

Ce n'est pas un scénario pessimiste, c'est ce que l'Histoire nous enseigne. Mais comme le résume très justement Bruno Guigue : « Avec le totalitarisme dans les médias, difficile d'avoir la démocratie dans les urnes ».

Fait à noter : cette droite dure qui s'affirme ouvertement a la particularité d'être en parfaite symbiose avec l'actuel gouvernement du régime d'apartheid israélien. Ce qui d'une part, illustre l'esprit qui anime ce beau monde, et d'autre part présage que rien ne sera fait au niveau européen pour empêcher l'occupant sioniste qui se sent, avec l'appui inédit du gouvernement de D. Trump, les coudées décidément franches pour poursuivre le démantèlement de ce qui reste de la Palestine historique.

Les analyses de ces 'euroinomanes' proclamés sont donc étranges voire amusantes à lire, avant de devenir sans doute dramatiques dans le quotidien des citoyens qui par manque de lucidité et de réflexion se seront fait bernier, une fois de plus ! Mondialisation.ca, 05 juin 2019

### «Choc des civilisations» ou crise de civilisation?

Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 31 mai 2019 Asia Times 17 mai 2019

La perspective des dirigeants occidentaux actuels suggère que l'humanité aura de la difficulté à survivre au 21ème siècle

Extraits.

Beijing a accueilli cette semaine la Conférence sur le dialogue des civilisations asiatiques.

Dans son discours liminaire, le dirigeant chinois a essentiellement insisté sur le fait qu'une civilisation forçant une autre est « stupide » et « désastreux ». Dans le concept de dialogue des civilisations de Xi, il a fait référence à l'Initiative des Nouvelles routes de la soie ou Belt and Road (BRI), en tant que programme « qui a élargi les canaux pour les échanges et la communication ».

Le calme et la rationalité de Xi constituent un message saisissant et contrasté face à la campagne « Make America Great Again » du président des États-Unis, Donald Trump.

L'Ouest contre l'Est et le Sud

Comparez – et notez le contraste – les commentaires de Xi et ce qui s'est passé lors d'un forum sur la sécurité à Washington un peu plus de deux semaines auparavant, lorsqu'un bureaucrate du nom de Kiron Skinner, directeur de la planification des politiques au département d'État, a qualifié la rivalité américano-chinoise de « choc des civilisations » et de « lutte avec une civilisation et une idéologie vraiment différentes de celles des États-Unis. »

Et ça a empiré. Cette civilisation était « non caucasienne » – une résurrection, au XXIème siècle, du peu subtil « péril jaune » – rappelons-nous : le Japon « non caucasien » de la Seconde guerre mondiale était le « péril jaune » original.

L'adage Diviser pour régner, pimenté de racisme, explique le mélange toxique qui imprègne le discours hégémonique américain depuis des décennies. Le mélange se réfère au livre de Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* [Le choc des civilisations et le remaniement de l'ordre mondial], publié en 1996.

La pseudo-théorie de Huntington, venant de quelqu'un qui ne connaissait pas grand-chose de la complexité multipolaire de l'Asie, sans parler des cultures africaine et sud-américaine, a été impitoyablement discréditée à travers de vastes étendues du Sud global. En fait, Huntington n'a même pas inventé le concept original et imparfait. C'est le travail de l'historien et commentateur anglo-américain Bernard Lewis, qui passe aux États-Unis pour un gourou du Moyen-Orient

Diviser, gouverner, conquérir

Comme Alastair Crooke, fondateur du Conflicts Forum, l'a souligné, Lewis a toujours prêché la division pour régner – avec une touche marquée de racisme – dans les États islamiques. Il était fervent partisan du changement de régime en Iran et sa recette pour traiter avec les Arabes était de « les frapper entre les deux yeux avec un gros bâton » parce que, selon lui, la seule chose qu'ils respectent est le pouvoir.

Crooke nous rappelle que depuis les années 1960, Lewis maîtrise parfaitement les vulnérabilités des « différences religieuses, de classe et ethniques comme moyen de mettre fin aux États du Moyen-Orient ». Lewis est un héros dans un certain milieu – celui qui inclut l'ancien vice-président américain Dick Cheney et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

Nous vivons à l'ère d'un « Lewis revisité ». Dans la mesure où le monde islamique [sunnite] est en grande partie maîtrisé, en proie à la torpeur ou au chaos, le choc des civilisations concerne essentiellement, à une échelle réduite, la maîtrise et/ou la destruction de l'Iran chiite.

Pendant ce temps, le véritable affrontement – comme le souligne le département d'État – a lieu avec la Chine.

Huntington, le sous-Lewis, n'incluait pas la Russie dans « l'Occident ». Le département d'État US, révisionniste, le fait. Sinon, comment justifier le qualificatif « Nixon à l'envers » ?

« Nixon à l'envers », rappelons-le, est la recommandation de Kissinger au président Donald Trump : essayez de diviser la Russie et la Chine, mais cette fois, en séduisant la Russie.

Un révisionniste du Pentagone a également mis au point le concept « Indo-Pacifique ». La seule justification de l'amalgame est que ces deux zones doivent mener une politique étrangère soumise à l'hégémonie américaine.

La logique est toujours diviser pour régner en affrontant les civilisations – les divisions provoquant le chaos dans toute l'Eurasie.

Mais cette stratégie est appliquée dans le contexte d'un tournant historique crucial : le moment où la Nouvelle route de la soie BRI s'installe comme feuille de route pour l'intégration eurasiennne progressive.

Ce que nous vivons maintenant n'est pas un choc de civilisations ; c'est une crise de civilisation.

Si le paradigme selon lequel la plus grande partie de l'humanité survit à peine n'est pas changé – et il y a peu de signes qu'il change – il ne restera plus aucune civilisation à affronter. Mondialisation.ca, 31 mai 2019

### [La suprématie occidentale est en voie de disparition](#)

Par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 31 mai 2019

Le 28 mai, j'ai écrit que Le monde occidental s'effondre si vite que je craignais d'avoir à vivre sa disparition. Mon article traitait de l'aggravation de la diabolisation des Blancs, qui leur fait perdre la confiance en eux. La culpabilité qui leur est inculquée, les incite à accepter d'être discriminés au profit des migrants arabes, africains et hispaniques, que les dirigeants d'entreprises cupides et les politiques aveugles ont introduit dans le pays. La politique identitaire du parti démocrate avantage les migrants à peau plus sombre qui se présentent en victimes du visage pâle agresseur. De la même manière que les Juifs ont découvert l'avantage d'intoxiquer les Gentils en leur inculquant de la culpabilité, les Arabes, les Africains et les Hispaniques l'ont fait aussi.

Le naufrage psychologique et émotionnel n'est pas la seule forme d'écroulement en cours aux États-Unis et dans le monde occidental en général. Il y a aussi la débâcle économique et sociale, en particulier aux États-Unis. Aujourd'hui, en grande partie à cause de la délocalisation, les grandes villes étasuniennes jadis industrielles, comme Détroit, Saint-Louis, Cleveland, Flint dans le Michigan, Gary dans l'Indiana, ont perdu 20% de leur population.

La déliquescence sociale est manifeste dans la montée du nombre de sans-abri. Los Angeles, San Francisco et Seattle comptent d'importantes populations de sans-abri qui campent dans les rues, les parcs et les quartiers huppés des villes, comme Venice Beach. [NdT : À San Francisco, comme les SDF se soulagent à même la chaussée, depuis que la municipalité de gauchistes à-la-Clinton ferme les toilettes publiques le soir, la ville sent franchement le caca.]

À Los Angeles, les étrons et les ordures qui encombrant les rues, ont provoqué une invasion de rats et de puces. Les conditions sanitaires périlleuses font que les autorités médicales prévoient là-bas pour cet été une grande épidémie de maladie infectieuse. Craignant une épidémie de typhus à cause de l'infestation des rats, les tapis de l'hôtel de ville infestés de puces sont enlevés.

Pour les contribuables déjà pressurés, les coûts explosent. Ainsi, à Los Angeles en 2016, les électeurs avaient accepté de financer 1,2 milliard de dollars 10 000 logements pour sans-abri. Il y a trois ans, le coût prévu s'élevait à 140 000 dollars par logement. Maintenant, c'est 500 000 dollars l'unité. Comme l'a rapporté un journal, dépenser un demi-million de dollars pour construire un logement locatif basique, afin de permettre à une famille sans abri de s'abriter de la pluie, ne paraît pas être une idée viable.

Parmi les solutions à l'étude, il y a les camps de réfugiés et la refonte de la politique d'accueil des millions de gens venus de pays pauvres et instables. Nous sommes en train de nous appauvrir sans alléger la pauvreté dans le monde. Pour chaque personne accueillie aux États-Unis, des dizaines de milliers restent. Déjà, des régions ressemblent aux Indes d'il y a 100 ans.

L'assistance aux sans-abri profite au moins aux organisations libérales et progressistes, qui amassent fric et pouvoir pour lutter contre ce problème aux dépens des contribuables.

Autre signe de déliquescence sociale, la montée de la violence. Au cours du week-end du Memorial Day, 42 zèbres ont été flingués à Chicago. MS-13, le gang de voyous formé à l'origine par des migrants salvadoriens et honduriens, a développé son activité depuis la Californie jusqu'à Long Island, et il envahit maintenant les Hamptons. Pour se protéger, les résidents installent des fenêtres à l'épreuve des balles, des portes d'acier et des pièces sécurisées dans leurs maisons.

Autre signe de déliquescence sociale, les problèmes croissants liés à l'eau. Le problème de Flint dans le Michigan est bien connu, mais beaucoup d'autres ont bénéficié de moins de publicité. L'Hôpital Henry Ford et le Département de la santé de Detroit font état d'une augmentation considérable du nombre de maladies transmises par l'eau.

Ce n'est qu'un avant-goût de l'accélération de la déliquescence sociale. Les lecteurs vont écrire pour demander pourquoi je n'ai pas inclus ceci, cela et la débâcle des soins de santé. La réponse est que ceci n'est qu'un article, pas un livre.

Ce que nous vivons, c'est l'échec du gouvernement sur tous les plans. Des sommes énormes sont dépensées dans les guerres et pour les fomenter, pendant que Los Angeles est face à une épidémie de typhus. Pendant deux décennies, pour le compte d'Israël, les États-Unis ont dépensé des milliers de milliards de dollars dans les guerres au Moyen-Orient. Washington les appelle 'guerre au terrorisme' pour dissimuler ses véritables intentions et la motivation de la barbarie qui a tué, mutilé, rendu orphelin et déplacé des millions de gens. L'une des conséquences de ces guerres insensées a été de radicaliser les Musulmans contre les Occidentaux, alors même que les États-Unis et l'Europe faisaient venir dans leurs pays des millions de ces gens déplacés.

Les pays dont la population est hétérogène sont déjà désavantagés par la désunion, mais c'est de la folie de faire venir un nombre considérable de gens qui ont toutes les raisons de vous haïr. Une fois là, la politique identitaire transforme la haine en arme contre la population blanche.

Si un pays décidait de se suicider, il ferait exactement ce que font les États-Unis et l'Europe. C'est ce problème qui est grave, et non pas l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, la Syrie, la Russie ou la Chine. Il est probable que la politique identitaire est à présent si ancrée dans les institutions, comme dans l'enseignement élémentaire de New York, que la désunion est désormais une spécificité acquise des États-Unis.

Les problèmes largement non identifiés qu'affrontent les États-Unis, submergeraient même un pays unifié. Mais pour un pays aussi désuni, il est difficile d'envisager un dénouement favorable.

Article original en anglais : Western Supremacy Is On Its Way Out, le 29 mai 2019 Mondialisation.ca, 31 mai 2019

[La Chine salue la victoire de Modi en Inde. Voici pourquoi](#)

Par M. K. Bhadrakumar - Mondialisation.ca, 06 juin 2019

La Chine n'a pas été particulièrement troublée par le fait que l'Inde a renforcé ses relations avec les États-Unis ou que son

non-alignement est en grand danger. Cette opinion a été renforcée après le sommet informel de Modi avec le président chinois Xi Jinping en avril à Wuhan et avec le président russe Vladimir Poutine un mois plus tard à Sochi. On peut raisonnablement considérer que Xi et Poutine ont côtoyé Modi de très près, intimement, et ont décidé de faire affaire avec lui, même dans les nouvelles conditions de la guerre froide.

En fait, dans un geste extraordinaire de camaraderie, le Kremlin a annoncé la décision de conférer à Modi le prix national le plus prestigieux de Russie, après le début des élections indiennes.

Un commentaire de l'Observer dans le journal du parti communiste chinois Global Times du 20 mai révèle de manière éloquent le soulagement de savoir que Modi sera à la barre des affaires à Delhi à un moment critique de la géopolitique dans la région. Les extraits suivants sont intéressants :

1. « La réélection de Modi stabilisera et améliorera davantage les relations sino-indiennes. Pendant le mandat de Modi, les relations entre l'Inde et la Chine ont témoigné d'une tendance au développement soutenu. La rencontre entre le président Xi Jinping et Modi en 2018 a ouvert un nouveau chapitre pour les relations bilatérales des deux pays et jeté les bases des relations futures. »
2. Certes, les actions de Modi ont également suscité la controverse en Chine – comme sa bonhomie initiale avec la direction tibétaine basée à Dharamsala, ses trois visites à l'État du Arunachal Pradesh ou la montée du nationalisme hindou qui « restreignait en quelque sorte la politique de Modi à l'égard de la Chine ». Mais c'étaient là des actes en direction de la politique intérieure de l'Inde dans le but de « rallier du soutien » au parti Bharatiya Janata, alors que « de manière générale, la politique de Modi était saine ».
3. « Modi a séparé les conflits politiques de la coopération économique, un geste judicieux qui produit des résultats réciproques pour les deux pays – Inde et Chine. Modi sait que les relations tendues avec la Chine ne vont pas dans le sens des intérêts de l'Inde. »
4. « L'Inde a rejoint la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures bien que les États-Unis et le Japon s'y soient fermement opposés... L'Inde a maintenu sa politique de non-alignement et n'a pas ajusté ses politiques chinoises conformément à la stratégie de Washington pour Beijing. Ce sont toutes des réalisations diplomatiques positives de l'administration Modi. »
5. À l'avenir, « Ces politiques se poursuivront si Modi est réélu... La réélection de Modi est bénéfique pour la continuité de ses politiques à l'égard de la Chine et la confiance mutuelle des deux pays ».
6. « Le conflit entre l'Inde et le Pakistan est un facteur important qui influence les relations entre la Chine et l'Inde. La Chine encourage toujours les deux pays à établir une confiance réciproque par le biais d'une coopération dans les domaines du commerce, de l'économie, de la lutte contre le terrorisme et dans d'autres domaines. Comme le Pakistan et l'Inde sont tous deux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, ils auront davantage de coopération dans ce cadre ».

## PAROLE D'INTERNAUTE

1- Georges Orwell avait été probablement initié à la « Société Fabienne » et 1984 est une critique du type de « socialisme » que cette institution promouvait.

Le « socialisme » de la Fabienne était (est toujours) ouvertement et activement fondé sur le principe d'une technocratie pratiquant « l'ingénierie sociale. » pour orienter « positivement » les masses incapables de prendre en main leur destin. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fabian\\_Society](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fabian_Society)

L'Angleterre pré -seconde guerre mondiale était en effet à la pointe des recherches sur la manipulation des masses (via notamment la Clinique Tavistock qui deviendra après guerre Institut Tavistock). Le flambeau fut progressivement repris par les États-Unis (on se souvient du sinistre programme MK Ultra). Mais il y a de beaux restes (Cambridge analytical?).

C'est ça que Orwell dénonce dans son roman que l'on interprète hypocritement aujourd'hui comme une critique de l'Union Soviétique (que Orwell ne connaissait quasiment pas...)

Le néo-libéralisme, dont l'Union Européenne se réclame (l'économie sociale de marché, c'est à dire le néo-libéralisme allemand) est directement lié à l'idée, prévalante au sein de la société Fabienne ou de l'institut Tavistock, que les masses sont incapables de prendre positivement en main leur destin et qu'il faut donc les manipuler pour les faire avancer dans le bon sens.

Il suffit pour s'en convaincre d'étudier la biographie de Walter Lippmann et de son rôle pendant la première guerre mondiale auprès du président Wilson

2- En 2017, le PS est passé à Macron ; en 2019, c'est l'UMP qui a rallié le candidat des banquiers. Macron, c'est l'UMPS personnifiée.

3- Ce que vous dites est très juste et fort triste. Une grande partie des Français manque de connaissances politique et économique. Beaucoup de Français manquent surtout d'esprit critique. Impossible d'avoir une discussion politique sérieuse avec eux. Ils bloquent la discussion et se ferment. Beaucoup sont dogmatiques et votent pour le moindre mal (après avoir été bien manipulés par les médias grand public par désintérêt de la chose politique).

Pourtant, comme disait Hannah Arendt, ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal.

4- Laissons parler René Chiche, professeur de philosophie de son état :

« La vie politique française du début du vingt-et-unième siècle est d'une telle tristesse, d'une telle platitude, d'une telle pauvreté de pensée et d'une telle vulgarité que je comprends de mieux en mieux le vif intérêt des demi-instruits pour un tel néant. »

Il est en effet, impressionnant, voire même très inquiétant, de voir la puissance de manipulation des esprits via les médias de masse dans ce que l'on nomme encore démocratie. Le résultat de la dernière élection européenne en est la dernière illustration en date. Avec pour corollaire une abstention qui représente bon an, mal an, la moitié du corps électoral : une population qui se désintéresse de la chose publique ou considère que ses aspirations ne pourront trouver de débouchés par la voie des urnes.

Ce qui au final permet aux "grands fauves" de se perpétuer au pouvoir...

5- Cela fait déjà pas mal de temps que je vois venir le totalitarisme pseudo-écologique qui se profile de plus en plus nettement. Un écologisme politique qui n'est pas seulement compatible avec le capitalo-libéralisme, mais en parfaite synergie avec. Cet écologisme est le cheval de Troie idéal pour les politiques anti-sociales à venir, où l'hystérie climatique qui fait écran à des enjeux écologiques bien plus immédiats et concrets est elle-même le cheval de Troie idéal de l'autre.

Le public avait été préparé à la servitude volontaire, il est maintenant préparé pour renoncer au peu de pouvoir démocratique qu'il lui restait encore (comme en témoignent de nombreux sondages), afin de "sauver la planète", ce qui est la mission sacrée des occidentaux réduits à l'état de "citoyens du monde" qui ne savent plus qui ils sont, nient la nature tout en prétendant la défendre, et ainsi de suite. C'est un spectacle consternant où les bons sentiments font moins défaut que la lucidité, émotions instrumentalisées par "l'urgence climatique" pour court-circuiter la pensée critique qui devient interdite et hérétique, car de toute façon, si vous voyez les enjeux écologiques, sociaux et planétaires ailleurs, c'est que vous méritez à peine de vivre. "Pendez les blancs" et "lynchez les climato-sceptiques" seront en revanche des slogans compatibles avec ce capitalo-libéralisme en marche repeint en vert, en parfaite négation avec la renaissance à laquelle il prétend pour l'Europe.

6- Qu'est-ce qui distingue l'éco-fascisme du fascisme tout court ?

On pourrait commencer par lister ce qu'ils ont en commun :

- mépris pour l'être humain (on justifie le meurtre et/ou l'exploitation de quantité d'individus au nom d'un bien collectif supérieur : la nation dans le cas du fascisme traditionnel, l'environnement et la survie du genre humain dans cet environnement pour l'éco-fascisme)
- Subversion de la légitimité démocratique afin d'instaurer la dictature avec le consentement des masses (un petit groupe tyrannique prétend exercer le pouvoir au nom du peuple et arrive au pouvoir en s'affublant des oripeaux de la démocratie)
- support zélé par les élites économiques (0,1%) qui y voient l'occasion rêvée de supprimer les bouches inutiles à leurs profits (et également un moyen facile de neutraliser les râleurs et autres empêcheurs de tourner en rond)

On pourrait aussi lister les convergences dans les méthodes d'exercice du pouvoir (la ça prendrait beaucoup de temps)

Et aussi essayer de déterminer dans quelle mesure nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation de pré-écofascisme.

7- Ce n'est pas parce que le capitalisme est anti-écologique qu'on ne peut pas faire entrer la pseudo-écologie dans le cadre d'un capitalisme totalitaire, par le biais du greenwashing et de la propagande pour instrumentaliser l'écologie...

Cela porte même un nom : le "développement durable". Par ailleurs, il faut différencier écologie (discipline scientifique) et écologisme (écologie politique ou plutôt, écologie politisée et orientée selon des intérêts qui sont économiques bien avant d'être écologiques). Vous parlez de la classe moyenne, or c'est précisément celle-ci qui est ciblée prioritairement par le matraquage pour une pseudo-écologie bobo.

- Oui, il faut aussi faire très attention avec le subvertissement du terme « décroissance » qui a été je crois popularisée par le « club

de Rome » dans les années 70 et qui si on y regarde bien correspond aux idées malthusiennes portée par la classe des nantis par horreur des pauvres depuis le XIXe siècle.

Prôner la décroissance sans avoir au préalable réformé la propriété privée et réduit drastiquement le gap qui existe entre les riches et les pauvres (la société sans classe?) revient à ouvrir une voie royale à l'eugénisme et au « genocide social » de pans entiers de la population.

Des hommes riches, (sauf les saints parmi eux, qui existent certainement) ne peuvent pas abandonner leur mode de vie confortable pour sauver quelques « ploucs » imbéciles – surtout si on les persuade qu'ils doivent leurs richesses à leur mérite.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Chine-Russie

- Voici de quoi ont discuté à Moscou Xi Jinping et «son ami le plus proche» Vladimir Poutine - sputniknews.com 05.06

«Cela est ma huitième visite en Russie depuis 2013», a annoncé Xi Jinping.

«Nous avons noué des relations de travail étroites avec le Président Poutine ainsi qu'une profonde amitié personnelle. Au cours des six dernières années, nous nous sommes rencontrés presque 30 fois. La Russie pour moi est le pays étranger le plus visité, le Président Poutine est mon meilleur ami et un bon collègue», a-t-il avancé.

«Mentalité de la guerre froide»

Dans une déclaration commune, les deux Présidents ont appelé les dirigeants des puissances nucléaires à abandonner la «mentalité de la guerre froide». Pour ce faire, ont-ils indiqué, il faut mettre fin au développement de systèmes de défense antimissile, réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité nationale tout en diminuant de la sorte le menace de guerre nucléaire.

La Russie et la Chine ont également souligné leur position de principe jugeant «inadmissible» la destruction du système actuel d'accords dans le domaine du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération, y compris, par exemple, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ou le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN).

L'architecture de contrôle des armes en danger?

Moscou et Pékin se sont dits préoccupés par les actions entreprises par certains pays en matière de contrôle des armements.

«La Russie et la Chine notent avec inquiétude les actions extrêmement dangereuses de certains États qui, en se basant sur leurs propres avantages géopolitiques et même commerciaux, détruisent ou adaptent l'architecture existante de contrôle des armes et de non-prolifération des armes de destruction massive», indique le document.

Les parties ont noté qu'en cherchant une supériorité dans la sphère militaire, «de tels États détruisent sans ménagement les mécanismes permettant de maintenir la stabilité».

Pas d'alternative à la résolution pacifique de la question nord-coréenne

Les positions de la Russie et de la Chine sont similaires en ce qui concerne le règlement de la question coréenne, ont indiqué les deux Présidents prônant une résolution diplomatique à la crise.

«Nous partons du fait qu'il n'y a pas d'alternative à la résolution pacifique et diplomatique des problèmes de la région, y compris nucléaire», a souligné Vladimir Poutine après les négociations.

Le nucléaire iranien

Selon le Président russe, les deux pays se manifestent en faveur de la réalisation du Plan d'action global commun (JCPOA) et

sa préservation.

Vladimir Poutine a également annoncé l'intention de poursuivre le renforcement de la coopération entre la Russie et la Chine dans le cadre des organisations internationales.

Lors des négociations entre Vladimir Poutine et Xi Jinping tenues le 5 juin à Moscou, les deux chefs d'État ont abordé, entre autres, la question du règlement des échanges commerciaux en devises nationales, traçant la route à la dédollarisation.

«La Russie et la Chine ont l'intention de développer les paiements des transactions en devises nationales. Des accords intergouvernementaux viennent d'être conclus, dans le but de développer davantage l'utilisation du rouble et du yuan dans les échanges bilatéraux, ainsi que d'assurer des services bancaires ininterrompus pour les transactions dans des conditions d'instabilité des marchés mondiaux», a expliqué Vladimir Poutine.

Les échanges entre les deux pays ont atteint 100 milliards de dollars, a déclaré après les négociations le dirigeant chinois.

«Nous notons avec satisfaction qu'avec les efforts conjoints des parties dans tous les domaines, notre coopération se développe de manière dynamique et fructueuse. Le commerce bilatéral a déjà battu un nouveau record historique et passé la barre des 100 milliards de dollars. La qualité de notre coopération s'améliore. Les projets stratégiques dans les domaines de l'énergie, des investissements, de l'espace et de l'aviation se réalisent avec succès», a exposé Xi Jinping. sputniknews.com 05.06

## Danemark

- Danemark: victoire des sociaux-démocrates aux législatives face à la droite sortante - AFP 5 juin 2019

Le Danemark a choisi l'alternance: les sociaux-démocrates ont remporté mercredi des législatives marquées par une poussée "verte" et l'effondrement des populistes anti-immigration, principal allié du Premier ministre libéral sortant qui remettra jeudi la démission de son gouvernement.

Donnés favoris du scrutin, les sociaux-démocrates enregistrent un léger repli par rapport à 2015, mais sortent toujours en tête avec 25,9% des suffrages, selon des résultats quasi définitifs.

Ils bénéficient en outre de la progression d'autres partis de gauche, qui offre au "bloc rouge" une majorité absolue de 91 sièges sur 179, contre entre 79 ou 80 pour les partis de droite, selon les projections.

"Vous avez choisi une nouvelle majorité et un nouveau cap", a lancé la probable future Première ministre, Mette Frederiksen, à ses supporteurs en saluant "la première élection climatique" du pays.

La dirigeante sociale-démocrate, énergique quadra plusieurs fois ministre, a dit vouloir diriger un gouvernement minoritaire, avec le soutien au parlement de forces d'appoint.

L'une de ces forces, le Parti populaire socialiste, a doublé sa représentation parlementaire, avec un score 7,7%. Principal parti écologiste danois, la formation profite de l'urgence climatique devenue la priorité numéro un des électeurs danois, devant la dégradation du système de santé et le contrôle de l'immigration.

"Il semble que les Danois ont voté en faveur de l'espoir, du climat, des enfants et de l'avenir", s'est félicité la présidente du parti, Pia Olsen Dyhr.

Le parti libéral, à la tête du gouvernement danois 14 des 18 dernières années, a réalisé un très bon score, en hausse de quatre points par rapport à 2015, avec 23,4% des suffrages. Mais il est derrière les sociaux-démocrates et ses alliés de droite perdent du terrain.

"Nous avons fait une bonne élection mais il y a une alternance", a reconnu le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen. Il compte en tirer les conséquences immédiatement, mais a indiqué que les libéraux chercheraient une alternative de gouvernement avec d'autres partis au centre, y compris de gauche, si Mme Frederiksen échouait à former le sien.

Lars Løkke Rasmussen avait vanté au cours de la campagne son bilan économique (croissance robuste, finances publiques saines, quasi plein-emploi), mais subi l'effondrement du Parti populaire danois (DF).

Force charnière de l'échiquier politique danois depuis le début des années 2000, cette formation populiste, eurosceptique et anti-immigration enregistre un cinglant revers, perdant plus de la moitié de ses sièges au Folketing, le parlement monocaméral, à 18 mandats.

Après avoir dicté au Danemark sa politique migratoire pendant vingt ans, ce parti qui a rejoint le groupe du Rassemblement national français au Parlement européen séduit moins aujourd'hui les électeurs protestataires. Il enregistre son plus mauvais résultat depuis 1998.

Deux partis classés à l'extrême droite se présentaient pour la première fois. Le plus radical, Ligne dure, qui prône l'interdiction de l'islam et dont le fondateur a organisé des autodafés du Coran en public, n'a finalement pas franchi le seuil des 2% des suffrages requis pour entrer au Parlement.

Ces résultats signent une victoire d'autant plus nette pour la gauche que la participation a été très élevée, à près de 85% des électeurs.

Les sociaux-démocrates vont devoir forger des alliances au cas par cas, essentiellement avec les partis de gauche, mais aussi avec la droite sur l'immigration.

Le morcellement du paysage politique pourrait toutefois les contraindre à nouer des alliances plus pérennes pour assurer la stabilité de l'exécutif et les tractations pourraient durer plusieurs semaines.

Les partis de gauche "vont s'affirmer face à Mette Frederiksen et la presser sur tous les fronts", prédit le quotidien conservateur Jyllands-Posten dans un éditorial.

Adossés à une conjoncture économique favorable, les sociaux-démocrates veulent mettre fin aux coupes budgétaires dans la santé et l'éducation.

Cette défense de l'Etat-providence va de pair avec la poursuite d'une politique restrictive à l'égard des résidents d'origine étrangère, qui représentent 10% de la population.

Usant d'une sémantique désormais courante dans le royaume scandinave, Mme Frederiksen a même présenté l'an dernier un projet de réforme prévoyant de renvoyer les migrants "non occidentaux" dans des camps africains en attendant le traitement de leur demande d'asile.

"Avec sa ligne dure sur les étrangers, Mette Frederiksen a anesthésié DF", estime l'analyste Anja Westphal, de la télévision publique DR. AFP 5 juin 2019

## Soudan

- Soudan: la contestation rejette le dialogue, au moins 108 morts dans la répression - AFP 6 juin 2019

Les chefs du mouvement de contestation au Soudan ont rejeté mercredi l'offre de dialogue des généraux au pouvoir, dans un pays plongé dans l'instabilité après la répression des manifestants qui a fait au moins 108 morts depuis lundi selon un comité de médecins.

Durant la journée, des coups de feu ont été entendus dans les rues de la capitale Khartoum, où des paramilitaires, les Forces de soutien rapide (RSF), ont été déployés ainsi que dans d'autres villes du pays en proie à une contestation inédite depuis décembre qui a abouti à la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril.

Considérées comme issues des anciennes milices des Janjawid accusées d'atrocités durant le conflit au Darfour dans l'ouest soudanais, ces forces sont accusées par les chefs de la contestation d'être les principaux auteurs de la dispersion brutale des rassemblements, principalement le sit-in devant le QG de l'armée lundi, qualifiée de "massacre".

Un dernier bilan du comité central des médecins a fait état d'au moins 108 civils tués et de plus de 500 blessés en trois jours, la grande majorité dans la dispersion du sit-in. Parmi les morts, 40 ont été retrouvés dans les eaux du Nil, a dit cette source sans donner d'autre détail.

En raison de l'insécurité, la capitale a ressemblé à une ville fantôme en ce jour de célébration de la fête musulmane du Fitr, marquant la fin du ramadan: boutiques au rideau de fer baissé, circulation très réduite, seules quelques personnes se sont aventurées dans la rue.

L'internet mobile n'est plus accessible depuis lundi, alors que les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans le mouvement de contestation.

Faisant craindre un conflit ouvert, les chefs de la contestation, qui réclament depuis la chute de M. Béchir le transfert du pouvoir aux civils, ont rejeté l'offre de dialogue du Conseil militaire de transition qui a succédé au président déchu et est accusé d'avoir ordonné la répression.

"Le peuple soudanais n'est ouvert ni aux négociations, ni à ce Conseil militaire qui tue des gens", a indiqué à l'AFP Amjad Farid, porte-parole de l'Association des professionnels soudanais, l'une des formations clés de la contestation.

Les négociations entre les deux camps ont été suspendues le 20 mai, chaque camp refusant de céder. Et les milliers de manifestants au sit-in qui était en place devant le QG de l'armée depuis le 6 avril, exigeaient le transfert du pouvoir aux civils.

Les généraux nient avoir "dispersé par la force" le sit-in, évoquant une "opération de nettoyage" à proximité qui a mal tourné.

Dans un discours télévisé plus tôt dans la journée, le chef du Conseil militaire, Abdel Fattah al-Burhane, a dit "regretter ce qu'il s'est passé" à Khartoum lundi. Il a affirmé être "ouvert" "aux négociations sans restriction", mettant en avant "l'intérêt national" et appelant à ouvrir "une nouvelle page".

Les généraux avaient décidé mardi d'annuler tous les points sur lesquels ils étaient tombés d'accord avec les chefs de la contestation durant les négociations, et appelé à la tenue d'élections dans un délai de neuf mois.

Les représentants des manifestants avaient eux aussi annoncé la rupture de "tout contact" avec les militaires et rejeté l'appel à des élections par le Conseil qualifié de "putschiste".

Mercredi, le chef adjoint du Conseil militaire, Mohamad Hamdan Daglo, un ancien chef des Janjawid et chef des RSF, a prévenu qu'il ne permettrait pas le "chaos" au Soudan. "Il faut imposer l'autorité de l'Etat par le droit", a-t-il dit dans une allocution devant ses hommes, retransmise par la télévision nationale.

Il faisait référence aux barricades de fortune, faites d'amoncellements de pierres, de troncs d'arbres ou de pneus enflammés, érigées par les manifestants qui disent vouloir se protéger des RSF et contester l'autorité du pouvoir en place.

A Omdourman, ville jumelle de Khartoum, les forces de sécurité patrouillent à bord de véhicules notamment équipés de mitrailleuses et canons anti-aériens.

Les RSF, d'ordinaire cantonnées à d'autres régions en conflit au Soudan, sont accusées par de nombreux Soudanais et des organisations de défense des droits humains d'avoir commis de graves exactions au Darfour. AFP 6 juin 2019

- Soudan : le général Abdel Fattah al-Burhan a l'aval de Ryad, Abou Dhabi et Le Caire pour maintenir la stabilité - Franceinfo 5 juin 2019

Les forces de sécurité soudanaises ont déclenché le 3 juin 2019, à l'aube du dernier jour du Ramadan, le démantèlement par tirs à balles réelles du campement pacifique des opposants devant le quartier général de l'armée à Khartoum. C'est-à-dire quelques heures après le retour du général Abdel Fattah al-Burhan d'Arabie saoudite où il s'était rendu pour un triple sommet, arabe, du Golfe et islamique, convoqué par le prince héritier Mohamed Ben Sultan pour resserrer les rangs face à l'Iran.

Le nouveau chef de la junte qui vient d'annuler les accords laborieusement négociés avec la contestation rentrait d'une tournée-express auprès des pays alliés du Soudan dans la région. Arrivé le 25 mai au Caire pour un premier déplacement impromptu de quelques heures, Abdel Fattah al-Burhan a été reçu par son homonyme Abdel Fattah al-Sissi qui l'a assuré du soutien de l'Egypte... Franceinfo 5 juin 2019

## République tchèque

- Prague : 120 000 Tchèques dans la rue pour exiger la démission du Premier ministre - Le Parisien 05 juin 2019

La plus grande manifestation depuis des décennies. Quelque 120 000 personnes ont manifesté mardi à Prague pour réclamer la démission du Premier ministre tchèque, Andrej Babis, soupçonné de fraudes.

Depuis la fin avril, les manifestations sont régulières ; elles visent Andrej Babis et sa ministre de la Justice, Marie Benesova, que les protestataires soupçonnent de vouloir freiner les poursuites judiciaires à l'encontre du chef de gouvernement.

Le milliardaire populiste est soupçonné de fraude aux subventions européennes et se trouverait en situation de conflit d'intérêts, selon un projet de rapport d'audit de la Commission européenne qui a fuité dans la presse pragoise.

Deuxième fortune du pays, Babis, selon ce rapport d'audit, tire toujours des bénéfices de la holding Agrofert qu'il avait fondée et dont il s'était formellement séparé en 2017 par les biais de fonds fiduciaires surveillés, entre autres, par son épouse. Bruxelles réclamerait à la République tchèque le remboursement de 17,4 M€.

Selon le site d'investigation tchèque Neovlivni, la Commission européenne préparerait un autre rapport d'audit, rédigé par la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGR). Ce rapport concernerait des subventions agricoles d'un montant d'environ 78 M€ versées à sa holding.

Babis, 64 ans, nie avec véhémence se trouver dans une situation de conflit d'intérêts. « Cet audit est une attaque contre la République tchèque. Les fonctionnaires européens méprisent les lois tchèques », a-t-il affirmé devant les députés mardi, peu avant cette manifestation. Mais il n'a rien dit des montants en cause.

Le Premier ministre fait également face à une inculpation dans une affaire de détournement présumé de deux millions d'euros de fonds européens remontant à 2007-2008, liée à son complexe hôtelier de luxe « Nid de Cigogne » près de la capitale. En dépit de cette affaire, il avait remporté les élections législatives en octobre 2017. Le Parisien 05 juin 2019

## Grèce

- Grèce : victoire écrasante de la droite aux élections locales - AFP 2 juin 2019

L'opposition de droite Nouvelle-Démocratie (ND) a remporté dimanche les mairies d'Athènes et de Thessalonique ainsi que la quasi-totalité des régions grecques, confirmant sa victoire écrasante des Européennes sur la gauche du Premier ministre d'Alexis Tsipras.

Malgré une abstention estimée à 60% par les analystes, les scores élevés réalisés par les candidats soutenus par la ND donnent un net avantage à la grande formation des conservateurs cinq semaines avant les législatives anticipées du 7 juillet.

A Athènes, Costas Bakoyannis, 41 ans, ancien gouverneur de la région du centre du pays, a rassemblé 65% des voix contre son rival de gauche Nassos Iliopoulos, selon les résultats de 99% des bureaux de vote.

Dans la région d'Attique, la plus grande du pays qui entoure la capitale, le conservateur Yiorgos Patoulis devient gouverneur avec 65% des voix.

Bastions habituels de la droite, Athènes et Thessalonique avaient rompu avec cette tradition en 2010 et 2014 en élisant des maires soutenus par le centre-gauche, Giorgos Kaminis et Yannis Boutaris.

C'était l'époque de la contestation des grands partis, ND et le parti socialiste du Pasok, tenus alors pour responsables de la crise.

Giorgos Kaminis sera candidat pour les législatives avec le Kinal (ex-Pasok), une décision de la dirigeante de ce parti Fofi Gennimata, qui avait provoqué la vive réaction d'Evangelos Venizelos, ancien chef du Pasok, qui a quitté samedi son parti.

Après son effondrement lors de la crise (2010-2017), le Kinal a vu son score s'améliorer lors des Européennes, troisième parti après la ND et Syriza. AFP 2 juin 2019

## Algérie

- En Algérie, la présidentielle du 4 juillet annulée - AFP 2 juin 2019

Le Conseil constitutionnel en Algérie a annulé de facto dimanche l'élection présidentielle prévue le 4 juillet après avoir invalidé les dossiers des deux seuls candidats, préconisant le prolongement du mandat du président par intérim qui se termine le 9 juillet.

Ce scrutin était censé permettre l'élection d'un successeur au président Abdelaziz Bouteflika, qui a démissionné le 2 avril, sous la pression de la rue et de l'armée.

"Le Conseil constitutionnel rejette les deux dossiers de candidature déposés" et annonce par conséquent "l'impossibilité de tenir la présidentielle le 4 juillet", a indiqué l'institution dans un communiqué.

Le Conseil a précisé qu'il revenait au chef de l'Etat par intérim de "convoquer de nouveau le corps électoral et de parachever le processus électoral jusqu'à l'élection du président de la République et la prestation de serment".

Cette institution suggère ainsi la prolongation du mandat du président par intérim, Abdelkader Bensalah, nommé le 9 avril après la démission de M. Bouteflika.

Selon la Constitution, M. Bensalah assume la charge de chef de l'Etat pendant "90 jours maximum", avant de transmettre ses pouvoirs au nouveau président élu dans l'intervalle.

M. Bensalah, dont la principale mission est d'organiser à la présidentielle, est maintenu de facto à son poste au-delà des délais prévus par la Constitution.

La présidentielle du 4 juillet était massivement rejetée par les manifestants algériens, qui ont continué de protester après avoir obtenu la démission de Bouteflika, réclamant désormais le départ du "système" au pouvoir.

"Dès lors que la Constitution prévoit que la mission essentielle dévolue à celui investi de la charge de chef de l'Etat est d'organiser la présidentielle, il y a lieu de réunir les conditions adéquates pour l'organisation de cette élection dans la transparence et la neutralité", a expliqué le Conseil constitutionnel.

"Le report de cette élection est une victoire pour la rue, mais une victoire à haut risque", a estimé Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève.

"Avec cette décision, le pouvoir s'engage dans une voie dont il n'aura plus le contrôle. L'armée veut montrer qu'elle a fait preuve de bon sens et fait une concession face une rue intransigeante", a-t-il expliqué à l'AFP.

C'est "un défi pour le hirak (mouvement de contestation) et la classe politique, qui sont ainsi privés d'un facteur de taille pour se mobiliser", a estimé M. Abidi.

Le report de cette élection était l'une des principales revendications du mouvement de contestation, qui refuse tout scrutin organisé par l'appareil hérité des 20 ans de présidence de M. Bouteflika.

Les manifestants réclament au préalable le départ des dirigeants actuels ayant participé au régime de M. Bouteflika, parmi lesquels le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée depuis 2004.

Devenu le véritable détenteur du pouvoir depuis le départ de M. Bouteflika, le général Gaïd Salah a réclamé la semaine dernière des "concessions mutuelles" dans le cadre d'un "dialogue" dont il n'a pas défini les formes, et une présidentielle "dans les plus brefs délais", sans évoquer la date du 4 juillet.

Pour Smail Maaraf, professeur de droit à l'Université d'Alger, "le scrutin du 4 juillet était le plan A des autorités ou plutôt de Gaïd Salah". Mais "son rejet par la rue et l'absence de candidats ont contraint le pouvoir à reporter ce scrutin", a-t-il précisé à l'AFP.

Le pouvoir parie sur "un essoufflement" du mouvement de contestation durant les vacances d'été, a estimé M. Maaraf.

Selon lui, les autorités espèrent que "cela ouvrira la voie au retour des partis politiques qui ont été éclipsés par le hirak et à des candidatures traditionnelles", comme celle d'Ali Benflis, principal adversaire de M. Bouteflika aux présidentielles de 2004 et 2014.

Le plus ancien parti d'opposition du pays, le Front des forces socialistes (FFS) a estimé que "ce recul significatif des décideurs (était) la consécration de plusieurs semaines de mobilisation et de détermination populaires". AFP 2 juin 2019

- Algérie: 1er vendredi de manifestations depuis l'annulation de la présidentielle - AFP 8 juin 2019

Les Algériens se sont à nouveau massivement mobilisés pour un 16e vendredi consécutif, le premier depuis l'annulation de la présidentielle qu'ils rejetaient en bloc et au lendemain de déclarations du président par intérim réaffirmant sa volonté d'organiser néanmoins un scrutin à très court terme.

Un impressionnant déploiement policier dès la matinée dans le centre d'Alger n'a pas empêché une foule massive de converger après la grande prière musulmane hebdomadaire, en début d'après-midi, aux abords de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans la capitale, où plusieurs centaines de personnes étaient déjà rassemblées en chantant "Y en a marre de ce pouvoir".

Les manifestants ont crié "dégagez!" à Abdelkader Bensalah, président par intérim, et au général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika, le 2 avril, sous la pression de ce mouvement de contestation inédit.

Difficile à évaluer avec précision, faute de comptage officiel, la mobilisation a semblé intacte à Alger où plusieurs artères du centre débordaient de manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Le cortège s'est dispersé dans le calme en fin d'après-midi.

Des manifestants ont également défilé à nouveau massivement dans de nombreuses autres villes du pays, selon des médias et les réseaux sociaux.

## Burkina Faso

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Depuis 2018, la situation humanitaire au Burkina Faso a pris une ampleur inédite. Dans le pays, en proie à des attaques meurtrières dans ses parties nord et Est, le nombre de personnes déplacées a doublé en moins d'un an et l'insécurité alimentaire menace des millions de personnes.

Depuis 2015, ces attaques armées, attribuées à des groupes djihadistes par les autorités burkinabè, ont fait plus de 300 morts. Elles touchent essentiellement le nord et l'Est du pays, et sont devenues particulièrement fréquentes et meurtrières à partir de 2018. Tant les forces de défense et de sécurité, les civils, que les communautés religieuses sont les cibles d'hommes armés, le plus souvent non identifiés.

D'avril à mai 2019, cinq attaques ont notamment ciblé la communauté chrétienne catholique.

Le 12 mai, le prêtre célébrant et cinq fidèles de l'église catholique de Dablo, une commune de la province du Sanmatenga, à environ 200 kilomètres au nord de Ouagadougou, ont été abattus en pleine messe. Le lendemain de cette attaque, ce sont quatre personnes d'une procession en l'honneur de la vierge Marie qui ont péri dans une embuscade à Zimtenga, dans la région du Centre-nord. Le 26 mai, quatre fidèles ont été tués pendant la messe dans une église de Toulfé, un village de la région du Nord.

Toutes ces attaques, et les menaces qui les accompagnent généralement, occasionnent des déplacements massifs de populations. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) estime à plus de 160.000 le nombre actuel des personnes déplacées. Ces derniers ont trouvé refuge dans des communautés hôtes ou sur des sites dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre-Nord.

«Plusieurs personnes pourraient voir leur situation alimentaire et sanitaire se détériorer à l'approche de la période de soudure et de la saison des pluies. Également, le manque d'abris pour plusieurs milliers de famille reste une préoccupation majeure. L'accès aux services sociaux de base reste préoccupant pour les déplacés et les familles d'accueil.

En plus des personnes déplacées, près de 147.000 personnes dans les régions où les centres de santé sont fermés ou n'assurent qu'un service minimum ont besoin de soins médicaux et services de santé», s'inquiétait OCHA dans une note publiée à la mi-mai.

Par ailleurs, en raison de l'insécurité, un millier d'écoles sont actuellement fermées au Burkina, une situation qui prive environ 146.000 enfants d'accès à l'éducation.

La situation humanitaire au Burkina, en particulier dans le nord, est d'autant plus alarmante que le pays abrite depuis 2012 plus de 20.000 réfugiés maliens qui ont fui leur pays, en proie à une crise humanitaire encore plus préoccupante. Ces derniers vivent pour la plupart dans des camps dans la région du Sahel.

«Les réfugiés maliens et les personnes déplacées internes, ce sont des problématiques difficiles qui se superposent. Pour les réfugiés, nous concernant, on œuvre quand ils ont ce type de besoins, à assurer le rétablissement du contact avec leur famille restée au Mali», déclare à Sputnik Steven Anderson.

Au 12 mai 2019, le plan d'urgence de 100 millions de dollars lancé par les Nations unies pour l'assistance humanitaire à 900.000 personnes dans le besoin n'était financé qu'à 35%, selon OCHA. Et à cette date, aucune somme sur les 14,1 millions de dollars prévus pour assister les réfugiés n'a été perçue. Sputnik 31.05

## Palestine occupée

- Israël a le "droit" d'annexer une partie de la Cisjordanie, dit l'ambassadeur américain - AFP 9 juin 2019

Israël a le droit d'annexer "une partie" de la Cisjordanie occupée, a affirmé samedi l'ambassadeur américain dans l'Etat hébreu, des propos susceptibles de renforcer l'opposition des Palestiniens à un plan de paix de Washington que les Etats-Unis n'ont pas encore dévoilé.

Les Palestiniens ont rejeté ce plan de paix avant même de le connaître tant l'administration du président américain Donald Trump s'est discréditée à leurs yeux par ses mesures hostiles à leur cause et foncièrement pro-israéliennes selon eux, comme le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem en mai 2018.

"Sous certaines circonstances (...) je pense qu'Israël a le droit de conserver une partie, mais pas toute, de la Cisjordanie", territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans, a déclaré l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, dans une interview publiée samedi dans le quotidien américain New York Times.

Aucune date n'a encore été fixée pour l'annonce du plan de paix, mais il ne devrait pas répondre aux principales revendications des Palestiniens, comme l'instauration d'un Etat souverain.

Soutenant avec ferveur les colonies israéliennes, M. Friedman a également déclaré que le plan de paix américain était destiné à améliorer la qualité de vie des Palestiniens, mais sans procurer de "résolution permanente du conflit".

La colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est annexée, illégale au regard du droit international, s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens depuis 1967.

Plus de 600.000 colons israéliens y mènent une coexistence souvent conflictuelle avec près de trois millions de Palestiniens.

Lors de la campagne pour les législatives d'avril, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait promis, en cas de réélection, d'annexer des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Ayant échoué à former une coalition après les élections, M. Netanyahu a dû faire voter par le Parlement sa dissolution afin d'éviter que le président ne confie à un autre le soin de former une coalition sans lui. De nouvelles élections auront lieu le 17 septembre.  
AFP 9 juin 2019

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### France

LVOG - Racket avec la complicité des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

- Les prix de l'électricité augmenteront de 5,9% le 1er juin, malgré les gilets jaunes - Le HuffPost 31.05

Gilets jaunes ou pas, les tarifs réglementés de l'électricité vont progresser comme prévu de 5,9% TTC en moyenne dès le samedi 1er juin, selon une décision publiée ce jeudi 30 mai au Journal officiel. Une augmentation qui devrait être suivie d'une autre en août, liée aux coûts de transport de l'électricité, mais que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a promis de "limiter à 1%"

Les tarifs "sont fixés conformément à (...) la proposition de la Commission de régulation de l'énergie du 7 février" pour une entrée en vigueur dès ce samedi 1er juin, selon la décision des ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Economie.  
Le HuffPost 31.05

### Brésil

- Brésil : nouvelle mobilisation d'ampleur des étudiants contre Bolsonaro - AFP

Les Brésiliens protestant contre les coupes budgétaires du gouvernement Bolsonaro dans l'éducation ne désarment pas: deux semaines après des défilés monstres, ils étaient encore des dizaines de milliers jeudi à manifester dans une centaine de villes. AFP

---

## ECONOMIE

### France

- Le propriétaire allemand de deux sucreries françaises veut les fermer pour faire remonter les cours - RT 23.05

Le groupe allemand Südzucker refuse de vendre deux des quatre usines de sa filiale française Saint Louis promises à la fermeture. Objectif : réduire la capacité de production en Europe pour faire remonter les cours, quitte à sacrifier 130 emplois.

«Saint Louis Sucre ne vendra pas ses sites de production. Nous n'arrêtons pas la production de sucre pour la proposer à d'autres acteurs, mais bien pour retirer des capacités du marché», a asséné le président du directoire de Südzucker, Wolfgang Heer, dans un communiqué publié ce 23 mai.

Les prix du sucre européen ont chuté d'environ 30% sur l'année, dans le sillage de la baisse des cours mondiaux du sucre qui a suivi la levée des quotas sucriers en Europe fin 2017. Südzucker, propriétaire de Saint Louis Sucre qui a publié ses résultats annuels le 16 mai, enregistre pour sa branche sucre une perte de 239 millions d'euros sur l'exercice 2018/19.

«Le projet de reprise des sites de Cagny [Calvados] et d'Eppeville [Somme] débattu dans la presse par la CGB (association des planteurs de betteraves) ne résoudra pas le problème de surproduction», ajoute Südzucker dans son communiqué.

La semaine passée, après une séance de négociation avec les planteurs d'Allemagne du Sud (VSZ), qui détiennent une participation majoritaire (57%) au capital de Südzucker, le président de l'association des planteurs de betteraves avait assuré à la presse que la porte n'était pas fermée à une reprise des deux sucreries Saint Louis Sucre.

«Südzucker a accepté de recevoir notre offre de reprise par écrit. Nous proposons 30 millions d'euros pour la reprise des deux usines», avait indiqué le président de la CGB, Franck Sander. Les betteraviers français espéraient ainsi maintenir 130 emplois dans les deux sucreries ainsi que la culture de la betterave dans les bassins de production autour de ces sites, où travaillent 2 300 planteurs. Mais le président de VSZ, Hans-Jörg Gebhard, avait déclaré à l'issue de cette rencontre qu'«il serait irresponsable, pour Saint Louis Sucre, de céder des sites», fermant la porte à des négociations.

Selon la CGB, le rachat aurait permis à Südzucker d'économiser 100 millions d'euros sur les 200 millions qu'il dit avoir provisionnés pour couvrir la fermeture, le plan social et la dépollution de cinq sites appelés à fermer en Europe (les deux en France, ainsi qu'un en Pologne et deux en Allemagne).

Filiale depuis 2001 de Südzucker, premier sucrier européen qui possède 29 usines en Europe, Saint-Louis Sucre emploie 770 salariés en France et travaille avec 4 733 planteurs de betterave sucrière. Il a prévu de conserver ses sucreries françaises à Etrépagny (Eure) et à Roye (Somme), et ne va pas fermer totalement les sites de Cagny et d'Eppeville, dont il juge essentiel de maintenir les capacités de stockage afin de «renforcer la situation de Saint Louis Sucre pour l'avenir », selon le communiqué.

Les salariés accusent le groupe de faire une restructuration en arrêtant totalement la production de sucre, mais en gardant juste du stockage dans les usines, afin de contourner la loi Florange, qui impose à tout employeur d'une entreprise d'au moins 1 000 salariés qui envisage de fermer un établissement et de procéder à des licenciements économiques de rechercher un repreneur. RT 23.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- DOCUMENT. [Étude sur la nature des mouvements écologistes... \(1999\)](#)

J'ai adressé un courriel à son auteur.

- Au format pdf (3 pages)

Suite de la causerie d'hier sur l'instrumentalisation du réchauffement climatique. Nous allons voir aujourd'hui que cette imposture était programmée de longue date par l'oligarchie et ses idéologues.

L'écologie politique ou la théorie de la négation de la démocratie au profit du nouvel ordre mondial totalitaire.

Une forme de terrorisme en remplace une autre.

L'écologie politique était amenée à jouer le même rôle que l'islam politique, l'imposture du réchauffement climatique imputé à l'activité humaine, celui du terrorisme fabriqué et armé par les puissances impérialistes occidentales.

Attention, on ne nie pas le réchauffement climatique, on affirme seulement qu'il n'est pas dû à l'activité humaine.

Qui nie ou refuse de prendre en compte la stratégie de notre ennemi ne peut le combattre efficacement, et ne peut que s'embourber dans des contradictions inextricables qui le conduiront à l'impuissance ou pire encore.

J'imagine que les militants et les lecteurs ignoraient l'existence de ce document, et donc son contenu explosif qui réduit à néant la théorie du réchauffement climatique imputé à l'activité humaine. Quel parti dit ouvrier va le publier ou en publier les extraits les plus significatifs ? J'imagine aucun, dans le cas contraire je rectifierais.

Il faut souligner et cela me semble capital : L'immense majorité de la population, pour ne pas dire la totalité ou presque, ignore totalement l'origine de cette théorie, qui tire les ficelles et dans quels buts. Et dire que parmi nous il y en a encore qui estiment que cela n'aurait aucune importance, le dogmatisme rend aveugle et impuissant !

Les tenants de cette théorie mettent au défi la logique la plus élémentaire, qui fait hélas le plus défaut à tous les peuples. Notre devoir est de leur enseigner.

J'étais parvenu à la même conclusion sans avoir eu à fournir trop d'efforts. Et pour cause, sachant que 75% de la surface de la terre est recouverte d'eau ou constituée d'océans ou de mers, que l'espace sur lequel vivent les hommes et celui dont ils exploitent les ressources ne représentent qu'environ 10 à 15% de la superficie totale de la planète, on ne voyait pas comment leurs activités auraient pu contribuer à modifier le climat, d'autant plus qu'elles ne pouvaient avoir qu'un impact infini décimal sur les différentes couches de l'atmosphère qui entourent la terre, le réchauffement de la planète ou son refroidissement à d'autres époques ayant été uniquement le produit de phénomènes intervenus en dehors ou au-delà de la terre dans le système solaire ou dus à l'activité du soleil.

Il existe bien d'autres phénomènes qui se produisirent dans le passé qui auraient dû nous alerter sur cette gigantesque supercherie. Par exemple le fait qu'il ait été constaté que le trou dans la couche d'ozone avait augmenté ou avait diminué au cours des décennies antérieures, d'ailleurs plus personne ou presque n'en parle parce qu'il a diminué, sans parler des hausses ou des baisses de température enregistrées à la surface de la terre au cours des derniers millénaires sans qu'on puisse les imputer à l'activité humaine ; mais qui sait, depuis que Ben Laden du fin fond d'une caverne en Afghanistan aurait piloté les "attentats" du 11 septembre 2001, l'activité de Cro-Magnon ou du yéti, l'abominable homme des neiges, aurait pu contribuer à la modification du climat de la terre ! Et il y en a, et pas qu'un peu, pour croire cela ! Ceci explique cela. C'est bien cela le plus incroyable et auquel il faut nous attaquer.

- *"L'environnement global, un substitut à la Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial."*

Après les développements politiques intervenus lors des deux décennies qui ont suivi ce texte (1999), il faudrait dire en reprenant la terminologie de l'auteur : L'environnement global, un substitut ou un complément à la guerre contre le terrorisme dans le cadre de la nouvelle Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial.

Extrait de *l'Étude sur la nature des mouvements écologistes...* publié en 1999.

Qui a dit ?

« Ne nous faisons pas d'illusions. La communauté des nations doit faire pression ou même utiliser la contrainte contre les pays dont les installations menacent l'environnement. Les instruments internationaux doivent être transformés en instruments de coercition, de sanction, de boycott et, d'ici quinze ans peut-être, de confiscation pure et simple de toute installation dangereuse. Pour parler franchement, ce que nous voulons, c'est légitimer le contrôle de l'application des décisions internationales. »

« Il nous faut une véritable autorité mondiale qui aura en charge le suivi des décisions internationales telles les traités signés (...) Cette autorité doit avoir la capacité de faire exécuter ses décisions. Il lui faut des moyens de contrôle et de sanction. Je connais l'appréhension de certains pays quand ils considèrent que leur souveraineté est menacée. Mais nous ne traitons pas de problèmes nationaux. Il s'agit de problèmes internationaux. La pollution ne connaît pas de frontières et le niveau de la mer ne peut varier en un endroit sans varier également ailleurs. (...) Évidemment, cette autorité supranationale devra être une autorité mondiale. C'est précisément ce caractère international qui favorisera les pays les plus pauvres en les faisant bénéficier de ressources supplémentaires. »

Dans un communiqué de presse à l'occasion du sommet de Rio, Michel Rocard (PS), membre du groupe de Bilderberg et animateur de la « deuxième gauche » française fit ces déclarations fracassantes.

Par rapport à ces institutions, la démocratie est un obstacle. La Commission trilatérale avait consacré un rapport entier à ce sujet (La crise de la démocratie, Samuel Huntington, Michel Crozier, Joji Watanuki, 1975) :

*« Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à l'extension illimitée de la démocratie politique. Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et qui s'est engagé dans des programmes intérieurs [pour répondre aux demandes de sa « base »] aura peu de moyens, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à la population des sacrifices pouvant être nécessaires. »*

C'est quasiment le même discours que tient le Club de Rome dans Halte à la croissance ? :

*« A toutes ces difficultés s'en ajoutera une, majeure, dans la pratique : l'homme politique normal et même l'homme d'État n'agit en général qu'en fonction d'horizons purement électoraux ; ces horizons sont naturellement très en deçà des périodes sur lesquelles, face à certaines évolutions, devraient porter notre réflexion et nos actions. Il y a là une contradiction fondamentale dont il convient d'être conscient et qui ne sera surmontée qu'au prix de changements profonds dans les comportements et dans la nature et l'exercice de certains pouvoirs. »*

Alexander King fut le deuxième président du Club de Rome, prototype du technocrate international, déclarant n'avoir « plus de nationalité », il a dirigé les affaires scientifiques de l'OCDE. Il estime que ce sont des gens comme lui qui doivent remplacer les gouvernements démocratiques :

*« [Les technocrates internationaux] sont les éminences grises de 'plusieurs gouvernements'. Leur existence permet de résoudre le problème constitutionnel classique : comment concilier le pouvoir d'une indispensable mais ésotérique élite d'experts avec les droits des hommes et des parlementaires au sein d'un gouvernement démocratique » [citant Niger Calder, Technopolis, Mac Gibbon, 1969] De plus, échappant aux pressions politiques nationales [c'est-à-dire n'ayant pas de compte à rendre aux électeurs], il [le technocrate international] peut être influent [et] faciliter une coordination des différentes politiques nationales. »*

Les technocrates internationaux qui officient au sein de l'OCDE, du PNUE, de la CE (L'Union européenne - ndlr), des secrétariats des divers traités internationaux sur la protection de l'environnement global et de bien d'autres institutions correspondent effectivement à ce qu'Alexander King attend. Ils peuvent, d'un trait de plume, après des manipulations de couloir, décider que telle substance est cancérigène, qu'il faudra appliquer telle limite aux émissions de tel produit, voire interdire complètement la production et la commercialisation de certaines molécules chimiques. Sauf dans les rares cas où une industrie nationale particulière a su mobiliser ses représentants nationaux et leur faire comprendre l'importance vitale de ce qui peut apparaître comme un détail technique, les réunions internationales au cours desquelles on procède au vote se résument souvent à entériner des décisions déjà prises en petit comité.

Qui fut le premier président du WWF ?

Le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi.

J'ai découvert ce blog destiné aux scientifiques qui traite de cette question, je n'ai pas eu le temps de lire les articles qu'il a publiés.

<http://www.pensee-unique.fr>

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 juin 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

[Un rendez-vous à ne pas manquer.](#)

Le 20 juin à 18 heures, rassemblement devant l'ambassade d'Algérie à Paris, Journée internationale pour la libération de Louisa Hanoune.

● [Au format pdf \(17 pages\)](#)

## [A propos du document sur le mouvement écologique](#)

J'ai publié ce document, uniquement parce qu'il montrait comment l'écologie politique s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie politique du clan dominant de l'oligarchie et sa stratégie pour l'instauration d'un gouvernement mondial.

Cela dit, je ne partage pas les positions adoptées par son auteur sur le nucléaire, les OGM, la surpopulation mondiale, notamment. J'y reviendrai dans une autre causerie. J'ai pris le temps de lire attentivement la totalité ou presque de son document, et j'ai pris de nombreuses notes, donc je n'ai pas pu me consacrer à autres choses. Je dois encore réfléchir aux nombreuses questions qu'il pose pour y apporter des réponses, en fait c'est beaucoup plus facile de les trouver que de les rédiger de manière claire et cohérente pour les partager.

Ce samedi matin, après avoir passé une bonne nuit, c'est assez rare, j'ai eu les idées plus claires pour vous proposer un premier jet des réflexions qui me sont venues à l'esprit à la lecture de ce document.

L'auteur de ce document en est resté, je cite, à "*la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle*", donc à une interprétation métaphysique ou philosophique, idéaliste, moraliste, à une forme d'humanisme béat, du développement de la civilisation humaine dont le développement des forces productives et la lutte des classes furent les deux principaux facteurs, ce qui devait l'amener infailliblement à se placer sur le plan du capitalisme, interprétation archaïque et incohérente qui se manifeste notamment dans le refus d'assumer les conséquences catastrophiques pour l'espèce humaine et notre planète de la survie du capitalisme, l'horizon indépassable de la plupart des intellectuels limités ou bornés qui n'ont jamais étudié les travaux de Marx et Engels et n'ont jamais assimilé les lois générales du mouvement ou la dialectique qui régit la matière, la nature, les idées, la société...

C'est ainsi qu'il oppose, je cite, "*le concept d'État-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu*", concept qui devait être amenée à voler en éclats sous la pression de la mondialisation du capitalisme ou une fois atteint le stade de l'impérialisme, liberté de l'individu qui devait être supplantée par la lutte du prolétariat pour obtenir des droits démocratiques ou politiques collectifs, à "*la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques*", les monarques et la noblesse qui constituaient l'aristocratie sous l'Ancien Régime devait s'entourer d'une importante cour ou d'une pléiade d'élites soumises et loyales pour gouverner leurs sujets, la répartition des rôles était ainsi réglée pour assurer à la fois la prospérité de l'oligarchie et la stabilité du régime.

De nos jours, c'est le développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et ses contradictions ayant atteint leurs limites, qui conduisent ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, à définir les différentes orientations que selon eux la société et le monde devraient emprunter selon leurs intérêts, dans un contexte qui leur est imposé ou avec lequel ils doivent composer, notamment l'existence d'une population mondiale de 7,4 ou 7,5 milliards d'hommes et de femmes avec leurs besoins ou aspirations spécifiques ou incontournables, qui au-delà de la menace perpétuelle qu'ils font peser sur leur hégémonie de classe, constituent un réel danger pour leur propre survie tout court, car au rythme où s'est accrue la population mondiale entre le début et la fin du XXe siècle, passant de 1 à plus de 7 milliards, ils ont pris conscience qu'elle atteindrait 15 milliards à la fin du XXI e siècle, 30 milliards à la fin du XXIIe siècle, ce qui rendrait toute vie sur terre infernale ou impossible, qui peut en douter un seul instant, n'est-ce pas ?

Et ce qu'il y a d'extraordinaire chez ce genre d'intellectuels, c'est qu'il le nie ! Pourquoi un tel aveuglement ? Parce que les solutions préconisées par les idéologues de l'oligarchie pour réduire la population mondiale sont monstrueuses de cruauté, on est au moins d'accord sur ce point, au-delà, parce qu'il ne peut pas envisager que ce déficit ne pourrait pas être réglé de manière juste et humaniste sous un autre régime que le régime capitaliste. Que propose l'auteur de ce document comme solution pratique pour régler ce problème ? Absolument aucune !

Vous voyez où conduit la soumission au capitalisme, le refus d'adopter le socialisme. Voilà qui devrait faire réfléchir nos chers lecteurs. A suivre.

## [De nouveaux développements confirment la tendance de l'oligarchie \(monarchie\) figurant dans ce document.](#)

- Le fonds souverain norvégien prend ses distances avec les industries polluantes - huffingtonpost.fr 12.06

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde avec plus de 1.000 milliards de dollars d'actifs, va devenir sensiblement plus vert en se désengageant davantage, mais pas totalement, des énergies fossiles, a décidé mercredi 12 juin le Parlement norvégien.

Le fonds va probablement devoir se désinvestir de géants miniers fortement présents dans le charbon comme le suisse Glencore, l'australien BHP Billiton et l'américain Anglo American, et d'énergéticiens ayant largement recours à cette énergie fossile comme l'allemand RWE et l'italien Enel.

C'est la conséquence d'un vote des députés qui ont adopté, sans surprise, une proposition présentée début avril par le gouvernement de droite en vue de durcir les critères de gestion du fonds. 5,2 milliards d'euros de parts vont devoir être vendues

Celui-ci était jusqu'alors censé se tenir à l'écart des compagnies minières ou producteurs d'énergie dont plus de 30% de l'activité est liée au charbon, mais de gros acteurs du secteur passaient à travers les mailles du filet parce qu'ils disposent d'autres activités importantes.

Désormais, le fonds devra cesser d'investir dans les entreprises produisant plus de 20 millions de tonnes de charbon par an ou plus de 10.000 MW d'électricité à partir de cette énergie fossile. Selon plusieurs groupes de défense de l'environnement, cette décision devrait l'obliger à vendre ses parts, d'une valeur de près de 5,2 milliards d'euros fin 2018, dans huit entreprises.

"C'est bien de voir que la Norvège se désinvestit de certains des plus gros ennemis de l'Accord de Paris sur le climat", a commenté la cheffe de l'ONG Urgewald, Heffa Schuecking, en regrettant toutefois que cette mesure ne s'applique pas aux entreprises projetant la construction de nouvelles centrales à charbon.

Les députés ont aussi entériné la proposition du gouvernement visant à bannir certaines compagnies pétrolières, celles exclusivement tournées vers l'exploration et la production d'hydrocarbures. Cette mesure devrait toucher des groupes comme l'américain Chesapeake, le chinois CNOOC ou le français Maurel et Prom, mais épargner les majors parce que celles-ci ont généralement d'autres activités, notamment dans les énergies renouvelables.

Elle répond à des considérations strictement financières: plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'ouest, la Norvège cherche à limiter l'exposition de ses finances publiques à un secteur de plus en plus remis en cause, y compris chez les investisseurs, par la lutte contre le changement climatique.

"La grande question économique liée à l'énergie dans la décennie à venir sera la prise d'assaut des bastions de combustibles fossiles par des sources d'énergie renouvelable moins chères à construire et à exploiter, nettement plus propres et aussi beaucoup plus faciles et rapides à déployer", a noté Mark Lewis, responsable de la recherche sur le changement climatique chez BNP Paribas. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 12.06

La banane, espèce en voie d'extinction - [slate.fr](http://slate.fr) 12 juin 2019

A priori, pas de quoi s'inquiéter. Sauf que toutes ces bananes sont en fait une seule et même banane. Elle s'appelle la Cavendish et si cette variété disparaît, ce sont toutes les bananes de notre consommation qui s'en vont avec elle.

La Cavendish n'est pas la seule banane au monde. En tout, il existe plus de 1.000 variétés. Mais celle qu'on importe dans tous les pays occidentaux, c'est elle –et à l'échelle globale, elle représente tout de même près de la moitié de la production. Qu'elle soit bio ou pas, sa composition génétique ne change pas. Pire, puisqu'elle a trois chromosomes, elle ne peut pas s'adapter génétiquement aux modifications de son environnement telles que les épidémies. Autrement dit, si une banane Cavendish a une maladie, toute l'espèce dans les plantations du monde entier se retrouve menacée. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer.

LVOG - Dernier paragraphe de l'article :

- Pour être sauvée, la banane devra dans tous les cas sortir d'une monoculture intensive.

LVOG - En réalité, ce qui risque de disparaître figurait dans le sous-titre de cet article :

- Adeptes de la crêpe Nutella-banane, prenez garde. La banane telle que nous la connaissons est sur le point de disparaître et c'est de notre faute.

LVOG - Qu'est-ce qu'on en a à foutre que vous ne puissiez plus vous goinfrer, franchement ?

Les bananes seront réservées au marché local, au lieu d'être exportées dans le monde entier après avoir subi des traitements chimiques pour ralentir leur maturation, on ne peut que s'en réjouir. Elles sont cueillies vertes ou pas tout à fait mûres, et les traitements qui lui sont infligés servent à la conserver en bonne condition jusqu'au moment où elles finissent sur les étales des vendeurs ou des grandes surfaces, bref, un produit frelaté et souvent sans grande saveur, farineux et bourré de produits chimiques.

Vous mangerez des pommes, des poires, des prunes, des abricots, des fraises, des cerises, des melons, etc. et vous n'en crèverez pas ! Pourquoi aux quatre coins du monde devrait-on pouvoir consommer les fruits ou légumes et bien d'autres

marchandises produites ailleurs et qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour atterrir dans notre assiette ?

C'est un truc d'individualiste petit-bourgeois capricieux et obsédé, misérable, qui ne conçoit pas que ses désirs soient contrariés ou ne soient pas satisfaits à tous prix.

J'ai écrit ce passage après avoir coupé il y a trois jours l'unique régime de bananes arrivé à maturité dans le jardin. On l'a entreposé dans la maison en attendant que toutes les bananes soient mûres, car elles ne mûrissent pas toute en même temps. Des petits écureuils (c'est la variété ici) ont déjà bouloté 9 bananes qui étaient mûres, c'est comme cela à chaque fois qu'on s'aperçoit qu'elles sont mûres ! Et puis le régime est situé à 3 mètres de haut...

Non, les bains de foule, c'est mieux !

Les «bains de forêts» aident-ils vraiment à se sentir mieux? - slate.fr

### L'écologie politique, c'est l'idéologie du capital.

K . Marx : Le Capital.

C'est pourquoi l'idéologue du capital, l'économiste politique, ne considère comme productive que la partie de la consommation individuelle qu'il faut à la classe ouvrière pour se perpétuer et s'accroître, et sans laquelle le capital ne trouverait pas de force de travail à consommer ou n'en trouverait pas assez. Tout ce que le travailleur peut dépenser par-dessus le marché pour sa jouissance, soit matérielle, soit intellectuelle, est consommation improductive<sup>12</sup>. Si l'accumulation du capital occasionne une hausse de salaire qui augmente les dépenses de l'ouvrier sans mettre le capitaliste à même de faire une plus large consommation de forces de travail, le capital additionnel est consommé improductivement<sup>13</sup>. En effet, la consommation du travailleur est improductive pour lui-même; car elle ne reproduit que l'individu nécessaire; elle est productive pour le capitaliste et l'Etat, car elle produit la force créatrice de leur richesse<sup>14</sup>.

Au point de vue social, la classe ouvrière est donc, comme tout autre instrument de travail, une appartenance du capital, dont le procès de reproduction implique dans certaines limites même la consommation individuelle des travailleurs. En retirant sans cesse au travail son produit et le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à repaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l'esclave romain ; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste.

Notes.

<sup>12</sup> James Mill, l. c., p. 238 et suiv

<sup>13</sup> « Si le prix du travail s'élevait si haut, que malgré l'accroissement de capital il fût impossible d'employer plus de travail, je dirais alors que cet accroissement de capital est consommé improductivement. » (Ricardo, l. c., p. 163.)

<sup>14</sup> « La seule consommation productive dans le sens propre du mot c'est la consommation ou la destruction de richesse (il veut parler de l'usure des moyens de production) effectuée par le capitaliste en vue de la reproduction... L'ouvrier est un consommateur productif pour la personne qui l'emploie et pour l'Etat, mais, à vrai dire, il ne l'est pas pour lui-même. » (Malthus, Définitions, etc., p. 30.)

### Parole d'internaute

1- "« On ne peut pas résoudre un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. » (Einstein)

Nos chères « élites » ont tellement foi dans le capitalisme qu'elles pensent que celui-ci a tous les pouvoirs, même des supers-pouvoirs, par exemple celui de régler les problèmes qu'il a lui-même engendré. « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » (Bossuet : c'est matinée citation, ça fait intelligent).

Les exemples pullulent du fait que pour elles (les « zélites »), il est plus facile d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme. D'ailleurs je finis par me demander si à choisir, elles ne préféreraient que l'humanité disparaisse plutôt qu'elle survive au capitalisme.

Comme elles sont gagnantes dans ce système, je peux comprendre qu'elles le chérissent. Mais si chacun peut avoir la foi en ce qu'il veut, personne ne peut obliger autrui à partager sa foi."

2- "D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek citée dans l'article "The shift project, un lobby éco-capitaliste" de la page 5 du numéro de Juin 2019 du journal la décroissance..."

3- "« D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek »

Je l'avais déjà entendue cette phrase, mais dans la bouche d'une copine. Comme quoi..."

LVOG - Rompre avec le capitalisme, une idée qui fait son chemin, lentement, souterrainement dans la tête des travailleurs... Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Au passage, ce genre de commentaires (blog Les Crises.fr qui n'a rien de révolutionnaire) justifie l'orientation politique que j'ai proposée, et qui malheureusement n'a été soutenue ou qui a été partagé à ce jour par aucun des lecteurs de *La voix de l'Opposition de gauche*, lecteurs qui à mon avis sont rongés par un scepticisme invouable ou inconscient. Vous me direz qu'on le serait à moins en observant l'orientation des partis ouvriers se réclamant du socialisme existant de nos jours qui constitue un puissant facteur de démoralisation ou de découragement...

---

En famille Pour "**une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays**" ou "**un changement de modèle global**" sous l'égide de l'oligarchie.

LVOG - L'écologie politique n'a pas pour objet de rendre la vie des peuples meilleure ou plus supportable, son but est uniquement de favoriser l'instauration d'un régime mondial totalitaire.

M. Le Gendre, LREM - "Nous avons une vision très différente de l'écologie, nous considérons qu'elle doit entraîner une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays. C'est une approche globale",

"Les écologistes d'avant ne regardent que le mot écologique. Nous voulons absolument regarder le mot transition, faire en sorte que cette transformation se fasse. Ce n'est pas tout tout de suite, mais c'est très vite, très profond et surtout très complet", a-t-il ajouté. franceinfo 12.06

Mimétisme.

David Cormand, eurodéputé et secrétaire national d'EELV, jeudi sur franceinfo.

David Cormand - Nicolas Hulot l'avait dit quand il a quitté le gouvernement : l'action écologique qu'il faut mener est incompatible avec le modèle économique global que défend le gouvernement. C'est-à-dire que la vision productiviste libérale de l'économie percute la question du maintien de la vie sur Terre, la question écologique par essence.

Après, encore une fois, il y a besoin d'un changement de modèle global. C'est à ça que l'on travaille. franceinfo 13.06

Rappel à l'ordre des maîtres à leurs zélés disciples, chaque chose en son temps...

- Lecornu: les écologistes oublient la "transition sociale" - AFP 14 juin 2019

Le ministre chargé des Collectivités territoriales Sébastien Lecornu a défendu vendredi une transition écologique à "un rythme raisonnable", car elle s'accompagne d'une "transition sociale"...

"Vous ne ferez pas l'écologie contre les gens en situation de pauvreté, les salariés de la filière diesel, c'est pas vrai, faut pas mentir aux gens", a insisté le ministre. AFP 14 juin 2019

Qui a dit ?

- "Aller expliquer aux gens de voter LFI plutôt que PCF ou les Verts, c'est vachement compliqué".

Réponse : François Ruffin sur Europe 1 (AFP 14 juin 2019)

LVOG - De quels gens parle-t-il ? A qui s'adresse-t-il sachant que 98% n'iront pas voter PCF et 90% ou plus n'iront pas voter Verts ?

### [L'écoterrorisme, "ça fait un peu peur" ! Le formatage des esprits au totalitarisme commence dès l'école.](#)

- Climat : les enfants du Maine-et-Loire se projettent dans 50 ans - Le Parisien 14 juin 2019

« Ce film nous oblige à nous imaginer dans cinquante ans, ça fait un peu peur », ajoute d'une voix timide Louise, 10 ans, tout de bleu vêtue.

Selon Elisabeth Csajaghy, professeure des écoles, l'expérience est très concrète : « Nous avons reçu à l'école des scientifiques qui nous ont informés sur notre consommation énergétique. Nous avons aussi visité un centre de tri de déchets d'ordures ménagères avant de travailler sur le scénario. » Le Parisien 14 juin 2019

### [Et le matraquage, le harcèlement est quotidien.](#)

- L'homophobie est désormais un crime au Brésil - L'Express.fr

Les actes d'homophobie sont temporairement considérés comme équivalents aux actes de racisme, et peuvent donc être punis d'un à trois ans de prison, ou d'amendes. L'Express.fr

- A Rennes, un chant féministe pendant un match de Coupe du monde - euronews

" Levons-nous femmes esclaves. Et brisons nos entraves. Debout, debout, debout ! ". L'Hymne des femmes , chanson créée en mars 1971 par les militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF)... euronews

- Aurélie Jean - Vous voulez changer le monde ? Allez donc à l'école ! - LePoint.fr 13.06

Greta Thunberg arrête l'école pour se consacrer à son combat écologique. Un caprice à l'heure où près d'un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation. LePoint.fr 13.06

LVOG - Elle aura un précepteur comme chez les gosses d'aristocrates sous l'Ancien Régime

---

### [Acte II du national-socialisme En Marche.](#)

- Macron veut un acte II plus "humain" - Le HuffPost 14.06

Place aux questions sociales et environnementales. Le chef de l'Etat promet ainsi plus "d'humanité" et de "proximité" pour la deuxième moitié de son quinquennat.

L'entretien s'est finalement terminé sur une note plus détendue, lorsque le journaliste s'est mis à questionner Emmanuel Macron sur son film préféré d'Audiard et le président de citer notamment: "On peut prétendre à l'audace sans connerie".

« Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. » Quand Emmanuel Macron , en fin d'interview, revendique son amour d'Audiard, « qui ne cède rien au politiquement correct ou au conformisme ». Le HuffPost 14.06

LVOG - La connerie, c'est parfois un luxe qu'il confond avec l'audace !

### [Acte II du national-socialisme En marche. \(suite\)](#)

Hitler avait déclaré la guerre à l'aristocratie financière qui avait financé et favorisé la montée du nazisme, Hollande dont elle avait fait son candidat allait affirmer que la finance était son ennemi, et Macron qui en est le produit achevé se pose en pourfendeur du capitalisme "devenu fou" : C'est la même méthode, la même idéologie, celle de l'extrême droite avançant masquée pour le compte de l'oligarchie financière internationale.

- Emmanuel Macron dénonce les « dérives d'un capitalisme devenu fou » - Le Parisien 12 juin 2019

Emmanuel Macron a dénoncé mardi devant l'Organisation internationale du travail à Genève les dérives d'un « capitalisme devenu fou » au sein d'organisations comme le FMI ou l'OMC, qui privilégient les ajustements économiques aux droits sociaux.

Plus globalement, il a réclamé le retour à une « économie sociale de marché où chacun trouve sa part », au lieu d'une « captation des richesses par quelques-uns ». Sinon « on nourrit les extrêmes », a-t-il expliqué, comme l'an dernier au Forum de Davos.

« Quelque chose ne fonctionne plus dans ce capitalisme qui profite de plus en plus à quelques-uns. Je ne veux plus que nous considérions que le sujet d'ajustement économique et de la dette prévaut sur les droits sociaux », a lancé Macron.

« Quand le peuple ne trouve plus sa part de progrès », il peut être « attiré par l'autoritarisme, qui dit : la démocratie ne vous protège plus contre les inégalités de ce capitalisme devenu fou. Nous allons faire des murs, des frontières, sortir de ce multilatéralisme, il est mou. »

« On ne peut pas défendre ce que je dis à l'OIT et dire ensuite au FMI ou autour de la table du Conseil européen : vous allez vous ajuster face à la crise financière et réduire vos droits sociaux. Ça doit être terminé », a-t-il insisté, plaidant la cohérence.

« Ou dire à l'OMC : c'est formidable le commerce, il faut négocier des accords avec tout le monde, quelle que soit leur sensibilité sociale et environnementale. Et vive le dumping, ça ira mieux, ça enrichit tout le monde », a-t-il ajouté, se défendant de tenir un discours « crypto-marxiste » à l'OIT et libéral en France.

Le chef de l'Etat a souhaité que le G7 organisé fin août à Biarritz appelle tous les pays à se doter d'ici 2030 d'un système de protection sociale pour tous. Il a aussi appelé à un « ordre public social » incluant un salaire minimum, comme la France le défend au niveau européen, et la création d'un « fonds à impact social et environnemental ». « La crise que nous vivons peut conduire à la guerre et à la désagrégation des démocraties », a-t-il averti. Le Parisien 12 juin 2019

---

### [En Marche vers le totalitarisme avec le parti unique ou de l'extrême centre à l'extrême droite "peu importe la provenance de vos idées".](#)

- "Quelque chose de totalitaire": les socialistes accusent Marlène Schiappa de vouloir un parti unique - RT 9 juin 2019

Le 8 juin, dans une tribune parue dans le Journal du dimanche, la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa, ainsi que les députés La République en marche (LREM) Laurent Saint-Martin et Olivia Grégoire, ont appelé les députés issus de divers bords politiques à faire « passer leur pays avant leur parti ». Pour les trois signataires, la défaite des partis de gauche et de droite traditionnels lors des récentes élections européennes, témoigne du désir des Français de recomposition du paysage politique.

«Le traditionnel clivage gauche-droite doit être dépassé pour une majorité de nos concitoyens, et cela ne date ni des européennes ni de la dernière présidentielle. Voilà des années que déçus et délaissés de la politique se prononcent en faveur de l'abstention ou des partis extrêmes», déclarent-ils. Et d'ajouter : «Si affirmer simplement "nous sommes de droite" avait encore un sens, alors François-Xavier Bellamy aurait gagné les élections européennes. Si déclarer "nous sommes de gauche" suffisait à convaincre les électeurs de gauche, alors Raphaël Glucksmann aurait largement dépassé les 20%.»

«Etes-vous prêts à porter et défendre des idées, peu importe leur provenance, au service des Français ? Si oui, alors venez marcher avec nous. Nous ne serons pas d'accord sur tout? : c'est ce qui fait (encore) la beauté du débat d'idées. Mais nous serons rassemblés sur une destination», concluent-ils. RT 9 juin 2019

### [Le parti unique, il est déjà en place.](#)

- Philippe obtient avec 363 voix une large confiance de l'Assemblée - AFP

- Banlieues: critiqué il y a un an, le gouvernement défend son bilan - AFP

- Discours de politique générale : «Sur l'écologie, une progression notable», note Matthieu Orphelin - Le Parisien

- Retraites : Olivier Faure "pas hostile par principe" à un système universel par points - Franceinfo

- Belloubet veut un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans - AFP

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a annoncé jeudi sa volonté d'établir un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans, un "progrès" salué par les syndicats de magistrats... AFP

- Mali : trois civils tués par un tir de l'armée française sur un véhicule jugé suspect - Le Parisien

Trois civils tués au Mali. L'Armée française fait état ce mercredi d'un incident mortel dans le cadre de l'opération Barkhane. Le Parisien

LVOG - A bas l'occupation du Mali par l'impérialisme français !

[Et ils comptent bien y rester \(en place\).](#)

- Macron, cap sur la présidentielle de 2022 - Le Parisien 11 juin 2019

Un second mandat en 2022 ? Y penser toujours, n'en parler jamais ! Dès la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a conçu son action sur dix ans. Deux quinquennats, donc. (Le Parisien s'en réjouit déjà ! - LVOG)

Un cadre haut placé de la macronie regrette de voir les partis traditionnels, comme LR et le PS, si affaiblis : « J'aimerais autant qu'il y ait des amortisseurs entre nous et le RN... ». « La démocratie, c'est la circulation du pouvoir. Un jour, nous perdrons les élections. N'accréditons pas nous-mêmes l'idée que la seule alternative, ce serait le RN. Ce serait dangereux, déplore aussi le député LREM Hugues Renson. Il est important que d'autres formations politiques existent ! Soyons vigilants. » Le Parisien 11 juin 2019 LVOG - Encore faudrait-il que leurs dirigeants partagent votre idéologie, hors cela prend du temps pour les former et les sélectionner, écarter les brebis galeuses ou détecter ceux qui ne sont pas fiables ou loyaux et les éliminer...

Le recrutement ou la sélection est en cours...

- Qui sont les 72 élus de droite et du centre qui ont signé la tribune en soutien au gouvernement ? - Franceinfo 10.06

- La présidente du groupe Les Républicains à la mairie de Paris quitte le parti - Franceinfo 10.06

Et rejoint LREM.

Les déchets sont inévitables et poussés vers la sortie..

- La députée Sandrine Josso quitte LREM pour être « en accord avec ses valeurs » - Le Parisien 11 juin 2019

Il y a quatre jours, Aina Kuric, élue de la Marne, avait justifié de la même manière son départ du parti LREM, partageant sa « honte » et sa « déception ». Elle est toutefois restée apparentée au groupe parlementaire LREM.

La députée Sandrine Josso, qui, elle, quitte à la fois le mouvement et le groupe LREM de l'Assemblée, siègera désormais au groupe « Libertés et Territoires ».

Ce n'est pas la première élue macroniste à rejoindre ce groupe, regroupant pêle-mêle des députées corses, centristes ou de gauche. On y trouve en effet François-Michel Lambert et Paul Molac, jamais inscrits chez LREM, mais aussi les démissionnaires Jean-Michel Clément et M'jid El Guerrab. Ce dernier avait dû quitter le groupe et parti présidentiel après sa violente altercation violente avec un élu socialiste dans les rues de Paris.

Frédérique Dumas, issue du groupe UDI-Agir, a également rejoint Libertés et Territoires ce mardi. Ce groupe créé en octobre 2018 et qui se revendique indépendant, passe donc de 16 à 18 membres. Le Parisien 11 juin 2019

D'autres font du zèle. Déshumanisation et désocialisation En Marche.

- "C'est elle ou nous" : deux députés menacent de quitter LREM si le parti n'exclut pas Agnès Thill après ses propos sur la PMA - francetvinfo.fr 10.06

Agnès Thill explique (notamment) que la loi bioéthique, qui prévoit l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, "restera dans l'histoire comme celle qui aura évincé les pères de la naissance et de l'éducation des enfants".

Raphaël Gérard et Laurence Vanceunebrock-Mialon, et de l'Allier :

Raphaël Gérard, députés LREM de Charente-Maritime : Sous couvert de naïveté, elle dit des choses absolument terribles. Si vous décryptez bien, elle sous-entend que le modèle hétérosexuel est supérieur à tous les autres, qu'il y aurait une minorité (les personnes LGBT) qui chercherait à imposer un mode de vie...

Notre position n'est plus tenable, on ne peut pas continuer comme ça. La ligne rouge a déjà été franchie depuis longtemps. Si on n'est pas capables de l'exclure, c'est nous qui prendrons la porte. francetvinfo.fr 10.06

Et dire que l'extême gauche partage la même idéologie que LREM !

---

### Fabrication du consentement et numéro d'équilibrisme.

Un Français sur deux approuve les mesures annoncées par Édouard Philippe - L'Express.fr 14.06

Seule la création d'un "âge d'équilibre pour les retraites", qui instaure une décote sur les pensions de retraite avant 64 ans, a été mal reçue (66% de mécontents).

Un discours très peu suivi

Les nouvelles ne sont pourtant pas toutes bonnes pour le gouvernement. Outre les sympathisants de LREM (96%), seuls ceux des Républicains ont répondu positivement au discours du Premier ministre (56%).

Surtout, l'intervention d'Édouard Philippe a été très peu regardée : un Français sur cinq seulement l'a suivie, même indirectement, et seulement un sur deux (54%) en a au moins vaguement entendu parler. Ce qui laisse près d'un Français sur deux (46%) n'ayant absolument pas entendu parler de ce discours et de son contenu - le niveau d'exposition le plus bas pour une intervention de l'exécutif jamais enregistré par Odoxa. L'Express.fr 14.06

LVOG - Vivre pour travailler jusqu'à en crever !

Retraites : "Tout le monde devra travailler un peu plus", affirme Sibeth Ndiaye - Franceinfo 13.06

L'âge pivot ne fait pas consensus ? "Il y a encore des discussions, mais ce que l'on constate aujourd'hui c'est que les Français ont un âge légal pour partir à la retraite, qui est de 62 ans, mais la plupart d'entre eux partent à 63 ans, 63 ans et demi. Aujourd'hui c'est important d'avoir une baisse de référence, mais il faut aussi comprendre que tout le monde devra travailler un peu plus pour une bonne raison, parce que l'on vit un peu plus longtemps", indique la porte-parole du gouvernement. Franceinfo 13.06

LVOG - Je vous ai épargné la déclaration de Martinez (CGT), contrairement au POID, vous aurez deviné pourquoi, n'est-ce pas ? On ne sert pas la soupe à cette pourriture.

Au fait, cette décote scélérate, elle existe déjà, j'ai vu ma retraite (générale) amputée de 37% pour être réduite à 242, 97 euros, alors que j'ai cotisé 20 ou 21 annuités, la moitié de ce qui est requis pour percevoir une retraite à taux plein, et cela ne vous a pas empêché monsieur Martinez (et ses prédécesseurs et collègues des autres syndicats) de continuer à arpenter les allées du pouvoir, vous n'en avez rien à foutre des retraités ou des travailleurs en général, n'est-ce pas ?

Avec leur calcul pourri, si j'avais cotisé 42 annuités j'aurais eu une retraite entre 666 et 800 euros, attention, en continuant de bosser jusqu'à au moins 70 ans ! Comme quoi j'ai eu raison de diviser par deux et de prendre ma retraite à 35 ans en Inde ! L'art de la politique, c'est prévoir, de survivre aussi !

---

### Stratégie du chaos, destabilisation des Etats. Manipulation des consciences, intoxications et provocations.

#### Chine

La peur de l'extradition vers la Chine plonge Hong Kong dans des violences sans précédent - AFP 13 juin 2019

Les affrontements faisaient écho à l'immense "Mouvement des parapluies" en faveur de la démocratie de l'automne 2014...

LVOG - Qui pilotait ce "*Mouvement des parapluies*" ? Réponse : la NED/CIA (lire la causerie de 2014)

Qui a pris la défense de ces manifestations ? De grands humanistes forcément :

- Trump qui a dit mercredi espérer que les manifestants soient "capables de trouver une solution avec la Chine"...
- Jeremy Hunt, le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé Hong Kong à "écouter les inquiétudes" de ses citoyens.
- L'Union européenne en a rajouté une couche en appelant au "respect" des droits des protestataires, tout en soulignant "partager plusieurs" de leurs inquiétudes.
- Amnesty Internationale qui en a profité pour se livrer à une manipulation en affirmant que la police "a profité des actes violents d'une petite minorité pour en tirer prétexte et recourir à un usage excessif de la force contre la vaste majorité des manifestants pacifiques".
- Hong Kong est ébranlé par les pires violences politiques depuis sa rétrocession à la Chine - AFP 13 juin 2019
- La police usant de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène contre les manifestants... AFP 13 juin 2019

LVOG - Que dire de la France de Macron (après Hollande) avec les LBD, GMD et Cie. ? La répression, où en France, cela n'existe ni pour Macron ni pour son Agence Française de propagande...

- 40 000 nouvelles grenades à main pour les forces de sécurité intérieure - RT 12 juin 2019 Le ministère de l'Intérieur étoffe l'équipement de ses effectifs de police et de gendarmerie en attribuant à l'entreprise Alsetex, le 2 mai, l'appel d'offres appelant à livrer pour ses forces intérieures 40 000 nouvelles grenades à main à effet assourdissant (GMD) utilisées en matière de maintien de l'ordre.

Cet appel d'offres pesant 1,84 million d'euros et lancé le 25 août 2018 était antérieur aux polémiques liées à cette arme qui a occasionné de graves blessures au cours des opérations de maintien de l'ordre, lors de la crise sociale des Gilets jaunes. Toutefois, comme le relève le site d'investigation indépendant Bastamag, la commande de cette arme classée «matériel de guerre de catégorie A2» tombe très mal, après des dizaines de cas de blessures graves, voire de mutilations, impliquant l'usage de ces grenades.

Par ailleurs, depuis le début de cette crise sociale, le ministère de l'Intérieur a enregistré 4 952 jets de GMD. En 2016, Beauvau n'en avait comptabilisé que 866 pour toute l'année.

Déjà, au mois de décembre 2018, une polémique avait éclaté lorsque le ministère de l'Intérieur avait passé commande de plus de 1 000 lanceurs de balle de défense (LBD) pour la gendarmerie, et la police nationale alors que l'arme avait été impliquée dans des cas d'éborgnements en marge de manifestations des Gilets jaunes. RT 12 juin 2019

Pour la cheffe de l'IGPN, il n'y a pas eu de «violences policières» - Sputnik 14.06

Dans une interview accordée au Parisien, Brigitte Jullien, la cheffe de la «police des polices», l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), a commenté les enquêtes ouvertes depuis le début du mouvement des Gilets jaunes et visant des membres des forces de l'ordre. Elle a «totalement» réfuté le terme de «violences policières».

«Je réfute totalement le terme de violences policières. Il y a eu des blessures commises à l'occasion de manifestations durant lesquelles la police a fait usage de la force. Notre travail est de chercher à savoir si cet usage était légitime et proportionné», a-t-elle précisé. Sputnik 14.06

## Russie

- La marche en soutien au journaliste Golounov réprimée par la police à Moscou - AFP 13 juin 2019

Au lendemain de la libération surprise du journaliste russe Ivan Golounov...

LVOG - Qui a pris la défense de cette manifestation ? Les mêmes que pour la Chine, normal.

- Le Conseil de l'Europe a appelé à respecter "le droit de réunion".

- Amnesty International a dénoncé le "mépris" des autorités russes pour "la solidarité et les droits", exigeant la "libération immédiate et sans conditions" des personnes interpellées...

- Reporters sans frontières (RSF) AFP 13 juin 2019

- L'AFP a "oublié" de préciser que cette manifestation était interdite (Source : RT 12 juin 2019)

LVOG - Un coup tordu monté de toutes pièces contre Poutine ?

Les autorités ont fait savoir que deux hauts responsables de la police avaient d'ores et déjà été limogés. La justice russe est désormais chargée d'évaluer «la légalité des actions des policiers qui ont interpellé» Ivan Golounov. RT 12 juin 2019

[Et l'intox de l'Otan/CIA fonctionne à fond, la preuve, il y en a qui la soutiennent.](#)

latribunedestravailleurs.fr (POID)

- 12 juin 2019 – A Hong Kong, des milliers de manifestants se sont à nouveau réunis aux abords du Parlement rejetant une loi du gouvernement pro Pékin visant à faciliter les extraditions vers la Chine continentale. Des barricades ont été érigées afin de bloquer le trafic routier. L'examen du texte est ajourné.

11 juin 2019 – En Russie, un journaliste indépendant, Ivan Golounov, accusé de trafic de drogue, a été disculpé après une mobilisation « historique ». Partie des rédactions des journaux moscovites, la mobilisation s'est vite répandue avec par exemple des centaines de personnes qui faisaient la queue depuis vendredi pour manifester, seules, devant le siège de la police. L'association Reporters sans frontières (RSF) a salué une « mobilisation historique de la société civile (...) Désormais, ceux qui ont essayé de monter ce coup contre lui doivent être jugés. Nous restons mobilisés pour les autres journalistes détenus en Russie ».

Et ce n'est pas tout. Quand le POID fait dans le social-patriotisme.

Daniel Gluckstein dans son éditorial du 12 juin 2019 intitulé *L'indépendance de classe : un enjeu*, consacré à la défense du statut privilégié de l'aristocratie ouvrière (CAC 40) et des fonctionnaires, il va regretter que les entreprises du CAC 40 qui réalise plus de profits et suppriment des emplois.

Daniel Gluckstein - Dans une note intitulée « Nouveau record pour les dividendes » (4 juin), le pôle économique de la CGT nous apprend qu'en 2018 les actionnaires du CAC 40 ont touché 51 milliards d'euros de dividendes, 10 % de plus que l'année précédente.

Cette progression des dividendes, à défaut d'être juste socialement, est-elle au moins « un indice du renouveau industriel français » ? interroge la note. Réponse négative : entre 2010 et 2017, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires des dividendes en augmentation de 44 % et supprimé 20 % de leurs effectifs en France ! Ainsi, des centaines de milliers d'emplois sont sacrifiés (et des milliards d'euros de ce fait soustraits à la Sécurité sociale et à l'impôt en France) pour permettre à ces groupes d'augmenter leurs effectifs « dans des pays où la protection des salariés est réduite à son minimum » et ainsi de rétribuer encore plus grassement actionnaires et spéculateurs !

Indiscutablement, la CGT est dans son rôle en publiant des chiffres qui sont autant d'accusations contre le système capitaliste. Fin de l'extrait.

LVOG - Décidément , quels anticapitalistes ces dirigeants de la CGT ! Voyons plutôt de quoi il s'agit.

Les Echos - 72 %. C'est la part du chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 réalisée hors de France.

La croissance des sociétés de l'indice phare entre 2008 et 2011 provient ainsi pour la quasi-totalité (86 %) de la progression de leur chiffre d'affaires hors de nos frontières.

Certaines sociétés se sont distinguées ces dernières années : en particulier, quatre entreprises de l'indice phare ont vu leur chiffre d'affaires à l'étranger augmenter de plus de 30 %, depuis 2008, souligne Ernst & Young. En tête, Safran (avec une hausse

de 146 %) ... BNP Paribas (+ 70 %), LVMH (+ 41 %) et Danone (+ 32 %) arrivent derrière le groupe d'aéronautique et défense. (Source : Les Echos 23/12/12)

lerevenu.com - Les entreprises du CAC 40, réalisent 57% de leurs ventes en Europe (dont la France), 15% aux États-Unis, 23% dans les pays émergents (dont 2% en Chine) et 5% dans le reste du monde.

Parmi les sociétés françaises de l'indice Stoxx 600, Accorhotels réalise 72% de son activité hors France, Air France-KLM 68%, Alstom 81%, Arkema 92%, Atos 82%, Axa 78%, Bic 92%, BNP Paribas 67%, Capgemini 80%, Danone 90%, Dassault Systèmes 84%, Faurecia 85%, Hermes International 86%, Imerys 83%, JC Decaux 81%, Lagardère 70%, L'Oréal 90%, LVMH 90%, Michelin 91%.

Pour Pernod Ricard c'est 93% de ses ventes hors France, Peugeot 75%, Plastic Omnium 90%, Rémy Cointreau 98%, Renault 77%, Rexel 81%, Safran 79%, Saint-Gobain 75%, Sanofi 93%, Schneider Electric 93%, Scor 97%, Sodexo 85%, STMicroelectronics 98%, Suez 64%, Thales 76%, Total 78%, Valeo 92%, Veolia 71%. (Source : lerevenu.com 14/11/2017)

multinationales.org - Au 31 décembre 2017, les groupes du CAC40 avaient plus de 5 millions de salariés dans le monde entier. Que pèse exactement la France dans leur effectif ? Sept firmes de l'indice boursier ne publient pas de chiffres précis à ce sujet. Pour les autres, la proportion de salariés français dans l'effectif mondial à la fin de l'année dernière était de 26%. Un chiffre en nette baisse, puisque cette proportion était encore de 35% en 2010. Cette baisse n'est pas liée à une réduction d'activité, bien au contraire. Entre 2010 et 2017, le chiffre d'affaires cumulé des groupes du CAC40 (composition actuelle) a augmenté de 10%. Et leur effectif mondial a augmenté de 2,44%. Pourtant, leur effectif en France - pour les groupes qui publient ces chiffres - a baissé de près de 20% (ou de « seulement » 15,6% si l'on enlève Engie et Kering, qui ont connu des cessions ou changements de périmètre particulièrement importants).

Seules neuf entreprises du CAC sur quarante ont vu leur effectif en France augmenter sur la période.

Le phénomène paraît particulièrement accentué dans le secteur de l'industrie. Renault a vu son chiffre d'affaires augmenter de 51% entre 2010 et 2017, son effectif mondial de 48%, mais son effectif français baisser de 12%. Même constat chez Michelin qui a vu son chiffre d'affaires croître de 22%, mais son effectif en France décroître dans les mêmes proportions (avec un effectif mondial en légère augmentation). Danone a vu son chiffre d'affaires augmenter de 45% sur la période, avec un effectif mondial en légère hausse de 3,8%, mais son effectif en France a baissé de 9%.

D'après les chiffres disponibles, seules sept entreprises du CAC40 ont vu leur effectif français évoluer plus favorablement que leur effectif global entre 2010 et 2017. Dans quatre de ces cas, l'effectif a seulement baissé moins rapidement en France qu'au niveau global ; dans les trois autres cas (Axa, Pernod et Société générale) il est en augmentation modeste. Il n'y a que trois groupes (Société générale, ST et Vivendi) dont l'effectif en France ait évolué plus favorablement entre 2010 et 2017 que leur chiffre d'affaires, lequel a baissé dans les trois cas. (...)

En ce qui concerne les données financières cette fois, la situation est beaucoup plus nébuleuse. (...)

En ce qui concerne la localisation – beaucoup plus sensible – des bénéfices et des impôts versés, les données sont encore plus rares et encore plus à prendre avec des pincettes.

Sur les 30 firmes du CAC40 qui donnent des détails à ce sujet, une petite dizaine affiche une part du chiffre d'affaires en France inférieure à 10%. Cette part descend à 1,5% dans le cas de STMicro, 3,8% pour Solvay, et entre 6,6 et 6,8% pour Sanofi, Schneider Electric et LafargeHolcim. À l'autre extrémité, on trouve les entreprises du BTP et de l'immobilier : Bouygues (63,8%), Vinci (58,8%), Unibail (55,2%). Réalisent également une part significative de leur chiffre d'affaires en France certaines banques (Crédit agricole, Société générale) ainsi que Carrefour et Orange.

Parmi le tout petit nombre de firmes qui déclarent la part de leurs bénéfices en France, Orange est la seule où celle-ci (69%) est supérieure à la fois à la part de la France dans le chiffre d'affaires (43,9%) et dans l'effectif (39,3%). (Source : multinationales.org 20 juin 2018)

LVOG - Faut-il encore commenter ?

Il est clair que plus une entreprise réalise son chiffre d'affaires dans un pays hors de France, plus elle a intérêt à y délocaliser son activité ou à produire sur place les marchandises destinées au marché local, au lieu de payer des frais de transport inutiles et onéreux à la fois en matières premières vers ses unités de production, puis expédier les produits finis vers le marché destinataire qui peut être à des milliers de kilomètres, c'est logique ou dans l'ordre des choses de la mondialisation.

Le capitalisme est le capitalisme, dès lors, soit on l'affronte ou on veut le faire passer pour autre chose en faisant naître des illusions dans la tête des travailleurs, à ma connaissance, ce n'est pas le meilleur moyen de le combattre et de gagner des militants

au socialisme, non ?

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi les marchandises consommées dans un pays devraient être fabriquées dans un autre pays, pourquoi dans ce cas précis la production et ce qui en découle en terme d'emplois, devrait être réservé à certains pays au détriment de ceux auxquels cette production est destinée, ce qui signifie que certains pays auraient le droit de produire et d'accaparer le marché du travail, tandis que d'autres seraient tout juste bons à consommer, ce qui est le meilleur moyen de les maintenir sous la dépendance des pays capitalistes économiquement les plus développés ou de les empêcher de se développer tout court. C'est la logique du colonialisme pratiqué par l'impérialisme que nous combattons ou que nous devrions combattre, puisque apparemment nous ne sommes pas tous d'accord.

Alors quelle position adoptée face à ce phénomène implacable qui devrait s'amplifier ?

Certainement pas celle qui consiste à s'opposer à toute réduction d'emplois ou fermeture d'unités de production des entreprises du CAC 40 ou exportatrices en expliquant que c'est pas beau ou injuste, d'une part parce que cela ne servirait à rien, ces emplois seraient de toutes manières supprimés ou ces unités de production fermées que les travailleurs se mobilisent ou non, leur faire croire le contraire est criminel, d'autre part parce que les travailleurs qui bénéficieraient de ces créations d'emplois ou de l'ouverture de nouvelles usines s'en réjouiraient, même si c'est au détriment de leurs collègues situés parfois à l'autre bout de la terre, sauf à vouloir les opposer les uns aux autres ou estimer que les uns auraient des droits supérieurs aux autres.

Il est donc préférable de s'y opposer en expliquant aux travailleurs visés par ces suppressions d'emplois qu'ils sont victimes du développement du capitalisme, et que c'est le capitalisme lui-même qu'ils doivent condamner ou avec lequel ils doivent rompre pour les gagner au socialisme, que c'est la seule voie pour en finir avec le chômage qui guette un jour ou l'autre n'importe quel travailleur du secteur privé ou marchand, car seul un Etat ou un gouvernement ouvrier ne les abandonnerait jamais au triste sort que leur réserve le capitalisme et son Etat, en cas de suppression d'emplois ou de fermeture d'usines auxquelles il ne s'opposerait pas forcément si elles étaient justifiées, il leur allouerait une allocation équivalente à leur revenu en attendant qu'ils retrouvent un emploi équivalent à celui qu'ils occupaient antérieurement ou il leur procurerait un autre emploi à leur convenance. Il en irait de même des métiers ou des emplois inutiles ou parasites qui disparaîtraient, dans le secteur bancaire, des assurances, de la publicité, de l'armée, la police, etc.

La logique de Gluckstein conduit à un affrontement non pas avec le capitalisme, mais à dresser les travailleurs du monde entier les uns contre les autres, en cela il rend un fier service aux capitalistes, dès lors que leurs intérêts ne peuvent qu'apparaître opposés dans le cadre du capitalisme, au lieu de les situer au-delà du capitalisme dans la perspective du socialisme. Quand on a abandonné cet objectif, on tombe fatalement dans l'opportunisme.

En complément à la propagande de l'Otan.

- Une pétition de 80 000 soutiens pour Pia Klemp, l'activiste allemande poursuivie en Italie pour avoir aidé des migrants en mer
- Franceinfo 12.06

La capitaine de navires de sauvetage est accusée d'avoir secouru illégalement des migrants en mer Méditerranée, de 2016 à 2017.

[Ils osent tout.](#)

- Kosovo: Clinton en invité d'honneur pour fêter "vingt ans de liberté" - AFP 12 juin 2019

Le Kosovo a invité l'ancien président américain pour fêter mercredi le 20e anniversaire de l'intervention de l'Otan, qui avait de facto mis un terme à la tutelle de Belgrade sur son ancienne province méridionale. AFP 12 juin 2019

- Soudan: Emissaire américain pour inciter au dialogue entre militaires et contestataires - AFP 10.06

---

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL ET SOCIÉTÉ](#)

[France](#)

- Hôpital: les syndicats tentent d'étendre la grève - AFP 11 juin 2019

Encouragés par la colère des services d'urgence qui dure depuis trois mois et a poussé Agnès Buzyn à de premières concessions

la semaine dernière, des personnels hospitaliers se sont mobilisés mardi, jour du vote de la loi Santé au Sénat.

A Paris, en fin de matinée, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le ministère, dont une majorité de militants CGT, FO et SUD, a constaté une journaliste de l'AFP. Les syndicats avaient appelé à cette journée de mobilisation pour "élever le rapport de force" face à la ministre de la Santé.

A leurs côtés se trouvaient des membres du collectif Inter-Urgences, à l'origine du mouvement parti de la capitale mi-mars et qui n'a cessé de s'étendre depuis, avec selon le collectif 95 services d'urgences en grève dimanche.

Reçus à Paris par le directeur adjoint de cabinet de Mme Buzyn, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception. "Nous ne sommes pas entendus, il va falloir nous montrer plus agressifs, plus virulents", a affirmé l'urgentiste Christophe Prudhomme, de la CGT-Santé.

"Le mouvement de grève est illimité, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut on n'arrêtera pas", a ajouté Candice Laparge du collectif Inter-Urgences.

Mme Buzyn avait déjà tenté jeudi dernier, alors que plus de 200 urgentistes manifestaient à Paris, de désamorcer la crise en promettant une "stratégie d'ensemble" mêlant primes pour les personnels, crédits pour les travaux nécessaires et commande d'un rapport pour l'automne.

Des mesures qu'elle a rappelées mardi mais qui ont été jugées "insuffisantes" par le collectif Inter-Urgences et les syndicats.

Plusieurs actions ont également eu lieu en régions.

Les urgentistes du centre hospitalier de Valence (Drôme) ont débrayé pendant cinq minutes. "On ne retrouve plus l'essence du métier qui était de prendre soin, prendre le temps", s'est désolée Mélanie Chambre, infirmière ici depuis 7 ans.

Ils étaient plusieurs dizaines (soignants, techniciens, agents administratifs...) à se réunir à Lille devant l'agence régionale de santé. "Les urgences vont très mal, les secteurs gériatrique et psychiatrique souffrent, les personnels n'en peuvent plus", a fait valoir Christophe Zauwers, militant CGT et agent de l'hôpital de Denain (Nord).

A Nice, pour la première fois depuis l'annulation de nombreuses opérations en septembre au CHU (environ 8.000 salariés), le doyen de la faculté de médecine Patrick Baqué est sorti du rang pour se joindre au personnel mobilisé devant l'hôpital.

"Il n'y a pas d'écoute, pas de dialogue", a-t-il affirmé, déplorant "une gestion autoritaire voire autoritariste de l'hôpital qui aboutit à un sentiment d'abandon et d'humiliation de plusieurs catégories de personnel".

La ministre de la Santé a de son côté défendu son action, qui "ne peu(t) pas se réduire à ce (qu'elle a) annoncé la semaine dernière", a-t-elle affirmé à Libération.

"Les urgences payent lourdement tous les problèmes d'organisation" et "il n'y a pas de mesures miracles qui permettraient d'éteindre le feu rapidement", a-t-elle ajouté.

Mme Buzyn a assuré que son projet de loi Santé visait notamment à "améliorer l'accueil en ville en amont" et à "ne pas laisser les urgences seules faire face à l'afflux de patients" dans les établissements.

Le texte, adopté fin mars par les députés, a été adopté en première lecture mardi par le Sénat.

Sur le terrain, cette réforme semble bien éloignée des préoccupations immédiates. "J'ai vu l'hôpital se dégrader parfois, mais là c'est la dégringolade", raconte Andrée, aide-soignante depuis 38 ans à Gien (Loiret).

Ces deux dernières semaines, le mouvement de grève a franchi un palier avec la recrudescence d'arrêts de travail pour échapper aux assignations: à Lons-le-Saunier, puis à Paris (Saint-Antoine, Lariboisière), des médecins et des infirmiers se sont faits porter pâles, poussant les autorités sanitaires à recourir aux réquisitions ou au volontariat des autres soignants.

Pour contenir cette poussée de fièvre, le directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, a promis "des réponses fortes", à commencer par une hausse des effectifs de ses services d'urgence "parallèlement au nombre de patients", et ce "maintenant, en 2019".

Ces renforts se feront via "des embauches supplémentaires, on ne les prend(ra) pas dans certains hôpitaux", a-t-il affirmé sur France Info. Rappelant sur BFMTV qu'il s'agissait "d'une centaine de postes qu'on a proposé de rajouter aux urgences", il a insisté

sur le fait que la direction de l'AP-HP "s'engage dans la durée, dès maintenant et pour les années qui viennent".

## ECONOMIE

### Russie

- Pourquoi l'accord entre l'opérateur russe MTS et Huawei effraie les USA - sputniknews.com 14.06

Washington considère la compagnie Huawei comme une menace à la sécurité nationale des USA, et l'accord entre le géant chinois et l'opérateur russe MTS pour le développement de la technologie 5G inquiète sérieusement les experts américains. «Huawei permettra à la Russie de devancer l'Amérique», met en garde la chaîne CNN.

L'accord de développement des technologies 5G en Russie a été signé par Huawei et MTS à la veille du Forum économique international de Saint-Pétersbourg 2019. La cérémonie officielle s'est déroulée au Kremlin en présence des chefs d'État Vladimir Poutine et Xi Jinping.

L'opérateur russe a fait part de son intention d'investir en cinq ans plus de 20 milliards de roubles, soit près de 273 millions d'euros, dans les réseaux de 5e génération. MTS et le gouvernement russe ont signé un accord sur la mise en place de la 5G à Moscou, prévoyant des essais de cette technologie au Centre des expositions VDNKh dans les mois à venir. Le lancement des réseaux commerciaux est prévu pour 2022.

Les experts ont déjà déclaré que l'accord entre Huawei et MTS était une preuve de grande confiance mutuelle entre Pékin et Moscou. Pendant que les analystes tentent de deviner comment la Chine remerciera la Russie pour cet accès au marché, la coopération entre les deux pays pour le développement des technologies 5G a semé la panique en Occident.

«Alors même que les USA s'efforcent de persuader leurs alliés que Huawei représente une immense menace à la sécurité, la Russie a confié aux Chinois la mise en place de la technologie sans fil de future génération», constate le quotidien The New York Times.

Washington a interdit aux entreprises américaines d'utiliser les équipements de Huawei, accusant cette compagnie d'espionnage technologique et de récolte d'informations secrètes dans différents pays. Cette décision a constitué l'une des principales raisons de l'aggravation des relations Chine-USA et de la rupture des négociations sur un nouvel accord commercial bilatéral.

Sous la pression de la Maison-Blanche, les plus grandes compagnies technologiques américaines, notamment Google, Microsoft, Intel, ARM, Qualcomm et Broadcom, ont refusé de fournir des logiciels, des technologies et des équipements au géant chinois. On cherche également à repousser la compagnie du marché européen des communications. En mars, Washington a menacé Londres et Berlin de réduire l'échange de renseignements si les Britanniques et les Allemands permettaient aux Chinois de mettre en place sur leur territoire des systèmes de communication mobile de 5e génération.

Huawei est le troisième plus grand producteur de smartphones derrière la compagnie sud-coréenne Samsung et l'américaine Apple.

L'administration américaine a reconnu à plusieurs reprises que la compagnie chinoise représentait «une menace pour [notre] leadership dans la course pour la création des technologies mobiles du futur».

Comme le souligne la chaîne CNN, la Chine et la Russie ne font que renforcer ces craintes: leur coopération permettra aux deux pays de faire un bond dans le domaine des technologies internet.

«L'interdiction de Huawei risque de ralentir la mise en place des réseaux 5G dans le pays, et l'Amérique risque de prendre du retard sur la Chine. Désormais, même la Russie, qui ne fait généralement pas partie des leaders dans le domaine des hautes technologies, pourrait passer en tête», avertit CNN.

En février, l'ex-conseiller du président américain à la sécurité nationale James Jones avait parlé du retard sur les Chinois en matière de réseau 5G. Or le leadership dans ce secteur est crucial: l'internet mobile à très haut débit va entraîner une révolution dans l'économie numérique.

«De toute évidence, la 5G deviendra la technologie la plus révolutionnaire du siècle, et la Chine a toutes les chances de remporter la victoire dans cette compétition. Tous ceux qui éviteront de coopérer avec Huawei risquent également de prendre du retard parce que le monde avance vers la prochaine étape des communications numériques», avait souligné James Jones.

Les USA craignent également une autre menace découlant de la coopération Huawei-MTS: l'apparition d'un «rideau de fer» sur internet, c'est-à-dire d'une séparation du Web mondial en plusieurs réseaux nationaux.

«De plus en plus de pays, Chine en tête, se révoltent contre le principe de l'internet ouvert, les gouvernements protègent fermement les frontières de leurs propres réseaux internet, forcent les concurrents étrangers à stocker les données localement et à y garantir un accès aux organes de sécurité intérieure», indique CNN.

La scission imminente de l'internet a été également évoquée l'an dernier par l'ex-directeur général de Google, Eric Schmidt. D'après ce dernier, nous nous dirigerions vers «un internet dirigé par la Chine et un internet non-chinois avec les USA en tête».

Cette tendance s'est développée pendant une longue période grâce à Pékin, qui exportait volontiers ses technologies et son expertise afin d'aider ses partenaires à créer leurs propres réseaux internet fermement contrôlés. Mais, précise CNN, en menant une campagne agressive contre la Chine, l'Iran et la Russie, Washington a significativement renforcé la tendance à la scission de l'internet. L'apparition de différentes normes et règles nationales encadrant les réseaux informatiques est une perspective de plus en plus réelle, ce qui risque, selon la chaîne, de «faire disparaître l'internet auquel nous nous sommes habitués».

sputniknews.com 14.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

Au moins on ne s'emmerde pas sur ce portail, n'est-ce pas ? On a abordé un tas de sujets tabous depuis bientôt 11 ans, ce qui nous a permis de progresser, contrairement à tous ceux qui sont restés bloqués sur leurs dogmes, on les plaint sincèrement. Je n'ai pas toujours été à la hauteur des questions que l'actualité nous imposait, parce que je n'y étais pas préparé.

Il a fallu étudier un tas de sujets en se débarrassant de tout a priori. Evidemment les premiers jets ne furent pas toujours très heureux, on rectifia par la suite, d'où l'intérêt de revenir sans cesse sur notre ouvrage pour l'améliorer ou parvenir à quelque chose de satisfaisant et de cohérent.

Le plus grand défi quand on est isolé, c'est de détecter nos erreurs pour les corriger, surtout quand à l'origine on n'est pas un intellectuel. Cela nécessite une discipline et une attention de chaque instant, et il arrive parfois qu'on soit distrait ! Et puis on ne peut pas épuiser un sujet en une seule fois, comme on ne peut pas tout dire dans un article, ce qu'oublie souvent les lecteurs et moi aussi parfois.

Bref, on essaie toujours d'arriver à une analyse ou à dégager des positions qui soient conformes au socialisme ou au marxisme, démarche qui n'a rien de dogmatique, dans la mesure où nous devons pratiquement l'imaginer ou l'adapter au quotidien en prenant en compte les conditions générales. Là aussi il peut arriver qu'on s'en écarte un peu, mais je crois qu'en général on s'en aperçoit très rapidement et on réajuste.

On pourrait me faire le reproche d'avoir des principes ou des positions trop tranchées, rigides ou radicales qui frisent le sectarisme, alors qu'en fait ils sont uniquement conçus pour que les lecteurs ne soient pas tentés de verser dans l'opportunisme. Car je n'ignore pas que dans la réalité ils doivent parfois faire l'objet de certaines adaptations ou certains compromis, reste encore à savoir jusqu'à quelle limite on peut aller. C'est une question dialectique délicate pour beaucoup de travailleurs ou de militants, tout dépend s'ils ont la capacité d'en mesurer les conséquences pour éviter tout dérapage ou compromission. Soit, ce n'est pas un drame ou on peut tous un jour ou l'autre se faire manipuler par ignorance, encore faut-il qu'on en prenne conscience, que cela ne devienne pas quelque chose qui s'ancre profondément dans notre cerveau ou une habitude, et finisse par modifier durablement notre comportement, donc nous détourne de nos objectifs politiques...

J'ai donc la responsabilité d'éviter autant que possible aux lecteurs de se fourvoyer en lisant mes causeries, à défaut de pouvoir les rencontrer ou d'échanger avec eux, je dois m'entourer d'un maximum de précautions, d'où ma fermeté ou parfois mes exagérations. Je pense que les lecteurs sont suffisamment intelligents pour m'en être gré de vouloir ainsi les protéger, peut-être inutilement pour certains d'entre eux, plutôt que d'agir en dilettante, comme quoi la considération ou le respect que je leur porte, va bien au-delà de ce qu'ils ont pu imaginer. Je ne leur en veux pas du tout, ils ont parfaitement raison d'être méfiants, personnellement je préférerais le terme de vigilance, mais cela implique déjà d'avoir acquis une longue expérience ou un esprit critique aiguisé.

On va continuer sur le même thème que les derniers jours, mais davantage sur le terrain de la lutte de classes. Je n'ai pas pris connaissance de l'actualité depuis samedi, pas le temps, j'ai dû rechercher un tas de documents et les lire, y réfléchir.

Bonne semaine à tous.

● Au format pdf (7 pages)

### Précision et mise en garde.

Dans ce portail et ce courant politique, on se fout des théories du complot, on se fout des jugements portés sur tel acteur ou ouvrage par les médias-oligarques ou par les ignorants ou corrompus qui sont sous l'influence de la propagande des idéologues de l'oligarchie, on privilégie les faits, les informations qui permettent de mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Si on devait écarter tous ceux ou toutes celles qui proviennent de personnages infréquentables, Marx et Engels n'auraient jamais pu écrire la plupart de leurs ouvrages.

Je le précise à l'attention de ceux qui voudraient nous faire un procès pour avoir mis en ligne un document dont l'auteur est apparemment infréquentable, en fait ils voudraient nous faire taire pour qu'on adhère à la pensée unique qui ont envahi leurs esprits ou qu'on demeure dans l'ignorance de ce qui se trame dans notre dos, et bien qu'ils ne comptent pas qu'on capitule sur ce plan comme sur l'ensemble de nos principes.

Je ne pratique pas l'auto-censure.

Pour vous montrer l'absolue sincérité de ma démarche, j'ai découvert samedi après-midi la personnalité de l'auteur du document sur le mouvement écologique mis en ligne il y a déjà quelques jours, auparavant il ne m'était pas venu à l'esprit de faire cette recherche sur Internet. Et comme je ne partage pas la quasi-totalité de ses positions, par exemple, sur le nucléaire civil, sur les OGM, la surpopulation, il sera difficile de m'accuser de collusion avec ce journaliste.

Il existe au sein de la réaction une multitude de courants qui se livrent à une guerre farouche, dont on peut tirer profit à travers leurs révélations ou leurs études sans se compromettre le moins du monde, ne pas les utiliser serait assurément une grave erreur, d'autant plus que personne ne nous oblige à partager leurs conclusions qui sont évidemment diamétralement opposées aux nôtres, ou quand bien même elles se rejoindraient, elles ne seraient pas destinées à produire les mêmes effets du fait qu'elles s'inscriraient dans une toute autre perspective politique.

Ne vous laissez pas abuser par les inquisiteurs qui sévissent sur Internet et ailleurs, qui balancent des anathèmes en se passant bien de citer le moindre passage de cet ouvrage ou tout du moins, ceux qui dévoilent (ou rappellent) la véritable nature réactionnaire de l'écologie politique à laquelle ont adhéré Macron et Jadot notamment.

Dites-vous bien que quand l'ensemble des médias-oligarques et les élites au service de l'oligarchie s'attaquent à un ouvrage (ou à son auteur), c'est qu'il comporte quelque chose qui ne doit pas être porté à la connaissance des travailleurs ou des opposants au capitalisme.

Dans la vie en général ou en politique, il faut faire preuve d'un minimum de curiosité, d'audace, de courage, de perspicacité ou de logique pour s'en sortir en conservant sa dignité ou pour progresser, et malheur à ceux qui en manquent cruellement !

Personnellement, je n'ai jamais soutenu les écologistes, je n'ai jamais participé à une de leurs actions, je n'ai jamais voté pour un de leurs candidats. La question n'est pas de savoir s'il existe ou non de véritables écologistes à la manière des romantiques, mais quelle idéologie ils ont adoptée, celle des capitalistes ou celle de la classe ouvrière, le socialisme. En participant aux gouvernements Jospin et Hollande, en s'étant alliés avec le PS, quand ils n'en sont pas issus, en participant à toutes les campagnes mondiales orchestrées par l'oligarchie ou ses officines (ONU, etc.) les écologistes se sont définitivement disqualifiés pour représenter les intérêts des travailleurs. Leur refus de rompre avec le capitalisme et ses institutions est par conséquent dans l'ordre des choses.

### Le capitalisme : Stop ou encore ?

C'est le capitalisme qui est à l'origine de la surpopulation mondiale, et compte tenu qu'il est également à l'origine de tous des maux dont souffre quotidiennement l'humanité, il est disqualifié pour régler l'ensemble de ces questions ou y apporter des réponses conformes aux besoins et aux aspirations des peuples, qui constituent les principes sur lesquels repose le socialisme.

Dès lors vous comprendrez immédiatement pourquoi nous mettons les écologistes, le Club de Rome, le GIEC, le MIT, l'ONU, l'UE, etc. et leurs détracteurs dans le même panier de crabes pourris, parce que ni les uns ni les autres qui ont adopté le capitalisme, ne peuvent davantage affronter et résoudre ce gigantesque déficit qui est posé à la civilisation humaine.

Qu'ils dénoncent ou non la surpopulation, ils sont tous d'accord sur au moins un point essentiel : Pas touche au capitalisme, ce qui

les classe tous dans le camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière, du progrès social et du développement de la civilisation humaine.

Il faut bien comprendre ou conserver à l'esprit que le contrôle, la limitation ou la diminution de la population mondiale, ainsi que de la production, se fera au détriment des plus faibles, des plus nombreux, des exploités, et non des exploités et des élites qui les servent. Que cela soit ces derniers qui sonnent la sirène d'alarme de "*l'effondrement*" (Limite de la croissance, rapport du Club de Rome) de la civilisation humaine, signifie simplement qu'ils n'entendent pas en être les victimes ou en supporter les conséquences, abandonner le système économique qui est à l'origine de leurs privilèges et de leur pouvoir.

Cet effondrement est celui du capitalisme, de sa faillite, de son incapacité historique à résoudre les contradictions qu'a engendré son propre développement et d'assurer le bien-être de l'humanité, pour la bonne raison que cet objectif est contradictoire avec ses fondements et sa nature qui consistent à favoriser et satisfaire uniquement les besoins d'une minorité au détriment du reste de la population, il revient donc à une autre classe de s'emparer du pouvoir politique pour les résoudre pour le compte de la population toute entière, la classe ouvrière.

Sur le plan politique, les plus dangereux sont ceux qui sont au pouvoir ou les plus proches du pouvoir ou qui pourraient y accéder, en l'occurrence les écologistes de EELV en France, et non les membres de groupuscules ou de groupes d'influence au pouvoir limité provenant de la droite officielle ou de l'extrême droite.

Les plus dangereux que nous devons dénoncer et combattre en priorité parce qu'ils avancent masqués, ce sont les écologistes de EELV et consorts, parce que leur idéologie s'inscrit dans le cadre de celle de l'oligarchie financière qui détient tous les pouvoirs et oriente la destinée de l'humanité en l'entraînant vers la décadence, le chaos, le règne de la terreur ou de la barbarie, le totalitarisme à l'échelle mondiale.

EELV au même titre que tous les partis du mouvement ouvrier ayant adopté le capitalisme, constitue un puissant facteur destiné à détourner la jeunesse et les travailleurs de la lutte de classe contre le capitalisme et ses institutions, qui contribue à la dislocation du mouvement ouvrier et à dresser les classes moyennes contre la classe ouvrière pour le compte du régime en place. EELV et l'idéologie écologique est une entreprise fondamentalement réactionnaire qui doit être caractérisée comme telle sous peine de se retrouver à ses côtés à combattre la classe ouvrière.

Ce qui caractérise l'opportunisme en général, c'est la contradiction qui existe entre les objectifs qu'il se fixe, et les moyens qu'il préconise pour les atteindre, qui non seulement ne permettront jamais de les atteindre, mais favoriseront ou permettront d'en atteindre d'autres inavouables situés à l'opposé de ceux qu'il affiche ou défend publiquement. C'est une imposture ou une escroquerie politique uniquement destinée à tromper les naïfs ou les ignorants. Or sachant que le régime capitaliste repose en grande partie sur ce facteur ou l'ignorance des masses, on comprend immédiatement dans quel camp les opportunistes se situent ou pour qui ils roulent.

Chez EELV ou les écologistes en général, à quelques exceptions près qui confirme la règle ou qui jouent un rôle insignifiant, la dénonciation des excès du capitalisme est très sélective, elle est conçue de sorte qu'elle ne doit jamais remettre en cause les fondements du capitalisme ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, pire peut-être encore ou plus pernicieux, elle sert directement les besoins du capitalisme.

On en a la preuve, si besoin était, en constatant que c'est l'oligarchie qui a pris la tête du soi-disant combat contre le réchauffement climatique, dont elle se sert en réalité comme moyen de pression, y compris coercitif, contre tous les Etats qui résistent ou refusent de s'adapter à sa stratégie politique destinée à assurer sa suprématie sur tous les peuples à l'échelle mondiale ou à instaurer une gouvernance mondiale qu'elle contrôlerait.

C'est ainsi que tous ceux qui participent à cette formidable mystification deviennent à des degrés divers des agents de l'oligarchie, qu'ils ne pourront jamais combattre efficacement par ailleurs, puisque idéologiquement ils auront adopté celle de leur ennemi.

Il est stupéfiant de constater que certains accordent le moindre crédit à la théorie du réchauffement climatique que défendent les multinationales, les banquiers, les oligarques et leurs institutions financières et politiques internationales, les chefs d'Etat qui gouvernent conformément à leurs besoins, c'est à croire qu'ils n'ont jamais tiré le moindre enseignement de leurs multiples et monstrueux méfaits et mensonges, du développement de la situation et de la lutte des classes.

Il est vrai que lorsqu'on lit *Les limites de la croissance* (The limits to growth) encore appelé Rapport Meadows publié en 1972, on se dit au premier abord que ces gens du Club de Rome sont merveilleux, plus que des philanthropes, ce sont pratiquement des saints qui veulent sauver l'humanité du triste sort que lui a réservé le capitalisme, mais quand on prend connaissance des personnalités qui en font partie, dont des dirigeants de multinationales, des hommes d'affaires, des dirigeants politiques comme Jacques Delors par exemple, là cela commence à se gâter sérieusement, un vilain doute nous envahit, et quand on aborde l'idéologie qu'ils ont adoptée ou quelle politique ils ont appliquée tout au long de leur carrière, là cela sent franchement mauvais, et finalement quand on lit leurs déclarations dans lesquelles ils livrent leurs véritables intentions, il s'en dégage une odeur pestilentielle

tellement suffocante, qu'elle entraîne chez nous un violent rejet qu'on pourrait mettre sur le compte de l'instinct de survie naturel de l'homme.

Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet. J'ignore si leur projet eugéniste était sérieux ou non, un fantasme ou un caprice de nantis contrariés de ne pas disposer de suffisamment de pouvoir pour influencer ou orienter davantage l'évolution de la société humaine, ou encore destiné à s'inscrire dans le cadre de la stratégie adoptée par l'oligarchie anglo-saxonne pour établir une gouvernance mondiale, toujours est-il qu'il a été conçu par et pour les 10% de la population mondiale qui concentrent les richesses et devraient conserver le même mode et niveau de vie, il devrait se réaliser au détriment des 90% restant, qui eux verraient leurs singulièrement baisser ou régresser ou ne pourraient jamais accéder au bien-être social.

Quoiqu'il en soit, en affirmant que le développement économique qui est à l'origine des progrès sociaux serait la cause du réchauffement de la planète, on est en présence d'une théorie qui coïncide avec le néolibéralisme et ses objectifs, et qui lui sert de caution afin de contraindre les exploités à y adhérer ou à la subir en silence ou sans broncher, là rien n'est moins sûr !

Car dans la réalité, elle est confrontée à une contradiction qui provient du développement inégal du capitalisme à l'échelle mondiale, qui la rend quasiment inapplicable, hormis dans les pays économiquement les plus développés où la pauvreté et la précarité devraient encore s'étendre, bien qu'ils seront obligés de les subventionner pour qu'elle ne deviennent pas un facteur social explosif. Bref, ces deux facteurs ruinent à eux seuls leur théorie, parce que la lutte de classe du prolétariat international va continuer sur son propre terrain de classe ou sans tenir compte de leurs considérations ou avertissements aussi alarmistes qu'ils soient.

Les travailleurs ont raison de mettre au second plan les questions relatives à l'environnement, parce que par exemple, pour eux la question capitale n'est pas de savoir si l'eau est polluée ou non, si elle se raréfie ou non, etc. mais comment faire en sorte de pouvoir accéder à de l'eau potable, autrement dit de disposer des moyens (publics et collectifs ou individuels et économiques) pour se la procurer ou ne pas en manquer, besoin élémentaire qu'ils ne peuvent pas satisfaire s'ils sont trop pauvres, tandis que cette question n'effleurera même pas l'esprit des riches ou des puissants qui auront toujours les moyens de se la procurer à n'importe quel prix et de la gaspiller au passage.

Donc la question qui est posée aux exploités, c'est celle de la production et du contrôle de l'eau, au même titre que l'ensemble de l'économie ou de la production qui doit être planifiée en fonction des besoins de la population et passer sous sa direction ou son contrôle, ce qui nécessite qu'ils chassent du pouvoir la classe des capitalistes ou qu'ils s'emparent du pouvoir politique...

Quant à la question de la surpopulation qui est bien réelle, il sera très facile de la résoudre, car on a constaté que lorsque le niveau économique des masses progresse, leur niveau de conscience tend à croître et le taux de naissance à baisser. Donc sous un régime véritablement socialiste, où l'ensemble des besoins et aspirations de la population seraient satisfaits, la démographie tendrait naturellement à diminuer pour atteindre un point d'équilibre permettant d'assurer la survie de l'espèce humaine dans de bonnes conditions pour les millénaires à venir, ainsi que notre planète.

Et puis, quand on sait qu'ils ont inventé des matériaux aux propriétés extraordinaires, inusables, incassables, indéformables, qui se régénèrent automatiquement, qui résistent à toutes les températures, impossible à rayer, etc. on se dit qu'en les utilisant à l'échelle industrielles, on économiserait au moins 50 à 70% des matières premières nécessaires pour produire toutes les marchandises dont l'humanité aurait besoin, sans parler du recyclage généralisé, on économiserait les ressources de la terre au lieu de les épuiser, y compris l'eau, une fois mis fin à l'anarchie de la production capitaliste qui constitue un des principaux facteurs avec la course effrénée au profit du gaspillage des ressources de la planète.

Et les hommes travailleraient beaucoup moins qu'aujourd'hui. Ils auraient un mode de vie équilibré, ainsi leurs besoins alimentaires diminueraient naturellement, ce qui permettrait de nourrir l'ensemble de la population sans avoir à recourir à des moyens de production agricole contre-nature, sans recourir à des procédés coercitifs ou des campagnes de propagandes infâmes pour les forcer à consommer moins, puisque l'idéal du bien-être ne serait plus une utopie mais une réalité qui rythmerait leur comportement ou leur mode de vie, car l'ensemble de ce processus s'accompagnerait d'une formidable prise de conscience des hommes, dès lors qu'ils y participeraient directement et librement.

En attendant ces jours meilleurs, il faut impérativement éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, il n'existe pas d'autres voies ou alternatives.

Malthus : *Essay on the principle of population*, livre IV, ch. VI, pp. 531-532. Seconde édition 1803 (traduction Guillaumin, 1845). (Extrait de *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* - F. Engels 1844)

- « Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit à la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert pour lui. Elle lui commande de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du festin. Si ces convives se lèvent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement et demandent la même faveur. Le bruit qu'il

existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux quémendeurs. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle et par les clameurs importunes de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait laissé espérer. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en enfreignant les ordres stricts à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle désirait que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus et, sentant qu'elle ne pouvait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait par un souci d'humanité d'admettre des nouveaux venus quand la table était déjà remplie.»

F. Engels : la situation de la classe ouvrière en Angleterre.

Extraits.

- Cependant la plus brutale déclaration de guerre de la bourgeoisie au prolétariat c'est la Théorie malthusienne de la population et la nouvelle loi sur les pauvres qui s'en inspire directement. Il a déjà été plusieurs fois question de la théorie de Malthus. Résumons une fois de plus sa conclusion essentielle : la terre est constamment surpeuplée, et par conséquent, il est fatal que règnent la misère, la détresse, la pauvreté et l'immoralité; c'est le sort de l'humanité et sa destination éternelle que d'exister en trop grand nombre et par conséquent d'être divisée en différentes classes, dont les unes sont selon lui plus ou moins riches, cultivées, morales, et les autres plus ou moins pauvres, misérables, ignorantes et immorales. D'où il s'ensuit, du point de vue pratique - et ces conclusions c'est Malthus lui-même qui les tire - que la bienfaisance et les caisses de secours ne sont que des non-sens puisqu'elles ne servent qu'à maintenir en vie et faire se multiplier la population surnuméraire dont la concurrence pèse sur le salaire de l'autre fraction de la population, qu'il est tout aussi absurde de la part de l'administration de l'Assistance de donner du travail aux pauvres car - puisque seule une quantité déterminée de produits fabriqués peut être consommée - chaque ouvrier en chômage qu'on occupe met au chômage un ouvrier jusqu'alors occupé et ainsi l'industrie privée subit un préjudice du fait de l'industrie de l'Assistance publique; la question n'est donc point de nourrir la population surnuméraire mais de la limiter autant que possible d'une manière ou d'une autre.

En quelques formules sèches Malthus déclare que le droit à l'existence, jusqu'alors reconnu à chaque homme qu'il y a au monde, est un pur non-sens. Il cite les paroles d'un poète : le pauvre vient à la table de la Nature parée pour le festin et ne trouve point de couvert mis pour lui - et il ajoute - et la Nature lui ordonne de filer (she bids him to be gone) « car il n'a pas demandé à la société avant de naître, si elle voulait de lui. » Cette théorie est maintenant la théorie préférée de tout bourgeois anglais authentique et c'est bien naturel, car elle représente pour lui le lit de paresse le plus agréable et aussi parce qu'elle contient beaucoup de vrai dans les conditions actuelles. Si donc il ne s'agit plus d'exploiter la « population surnuméraire », de la transformer en population utilisable, mais simplement de laisser les gens mourir de faim le plus doucement possible et de les empêcher en même temps de mettre trop d'enfants au monde, c'est une bagatelle - à supposer que la population excédentaire prenne conscience de sa propre superfluité et trouve quelque goût à mourir de faim. Mais en dépit des efforts les plus tenaces de la bourgeoisie humanitaire pour inculquer ces vérités aux ouvriers, il ne semble pas qu'elle ait actuellement quelque chance de succès. Les prolétaires se sont au contraire mis en tête, que c'étaient eux, avec leurs mains laborieuses, qui étaient précisément indispensables, et que c'étaient ces Messieurs les riches capitalistes, qui ne font rien, qui étaient à vrai dire les superflus.

Mais comme les riches ont encore le pouvoir, force est bien aux prolétaires d'admettre que la loi les déclare eux, réellement superflus - même s'ils ne veulent pas l'admettre de bonne grâce...

- La bourgeoisie en tant que classe organise une discrimination sociale défavorable aux travailleurs, élabore la théorie malthusienne de la population et les contraint à subir les cruautés de la Nouvelle Loi sur les Pauvres, loi malthusienne de 1834 qui les force à entrer dans les ateliers de charité - ces « bastilles de la loi sur les pauvres » - lorsqu'ils demandent à être secourus, et sépare hommes, femmes et enfants; il s'agit de rendre l'assistance si horrible que le travailleur préférera accepter le premier emploi, si rebutant soit-il, que lui offrira le capitaliste.

- Pour parler français (157) : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste. Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à son aise dans ce système que dans le cas de l'esclavage antique; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend sans perdre pour autant un capital investi et de plus elle obtient du travail à bien meilleur compte qu'on ne peut l'obtenir d'esclaves ainsi que le lui démontre A. Smith pour la consoler (158).

Il s'ensuit également qu'Adam, Smith a pleinement raison de poser le principe 159 :

Tout comme pour n'importe quel autre article, c'est la demande des travailleurs qui règle la production des travailleurs, la quantité des êtres humains mis au monde, accélérant cette production lorsqu'elle est trop lente, la stoppant quand elle est trop rapide.

Exactement comme pour n'importe quel autre article commercial. S'il y en a trop peu, les prix montent, c'est-à-dire ici le salaire; les travailleurs vivent mieux, les mariages se font plus nombreux, on met au monde davantage d'êtres humains, il grandit un plus grand nombre d'enfants, jusqu'à ce qu'ait été produit un nombre suffisant de travailleurs; s'il y en a trop, les prix baissent, le chômage survient, avec la misère, la disette et par suite les épidémies qui balaient « l'excédent de population ». Et Malthus qui développe la formule de Smith citée plus haut a lui aussi raison à sa manière quand il prétend qu'il y a toujours une population excédentaire, toujours trop d'individus sur terre. Il a simplement tort d'affirmer qu'il y a constamment plus d'hommes sur terre que n'en peuvent nourrir les subsistances disponibles. La population excédentaire est au contraire engendrée par la concurrence que se font les travailleurs entre eux et qui contraint chaque travailleur à travailler chaque jour autant que ses forces le lui permettent. Si un industriel peut employer les ouvriers neuf heures par jour il peut, si les ouvriers travaillent dix heures par jour, se contenter d'en employer neuf et le dixième est mis en chômage. Et si, à une époque où la demande d'ouvriers n'est pas très forte, l'industriel peut contraindre sous peine de renvoi, les neuf ouvriers à travailler une heure de plus chaque jour pour le même salaire, il renverra le dixième et économisera son salaire. Ce qui se passe ici à petite échelle se passe dans une nation, à grande échelle. Le rendement de chaque ouvrier porté au maximum par la concurrence des ouvriers entre eux, la division du travail, l'introduction du machinisme, l'utilisation des forces naturelles mettent en chômage une foule d'ouvriers. Mais ces chômeurs sont perdus pour le marché; ils ne peuvent plus acheter et par conséquent la quantité de marchandises qu'ils demandaient ne trouve plus preneur, n'a donc plus besoin d'être produite; les ouvriers antérieurement occupés à les fabriquer sont mis à leur tour en chômage; ils disparaissent eux aussi du marché et ainsi de suite, toujours selon le même cycle - ou plutôt, il en serait ainsi si d'autres facteurs n'intervenaient pas. La mise en service des moyens industriels cités plus haut et qui permettent d'accroître la production, entraîne en effet à la longue une baisse des prix et par suite une consommation accrue, de sorte qu'une importante fraction des travailleurs en chômage trouve enfin à se placer dans de nouvelles branches de travail, bien sûr après une longue période de souffrances. S'il vient s'y ajouter, comme ce fut le cas en Angleterre au cours des soixante dernières années la conquête de marchés étrangers qui provoque une augmentation continue et rapide de la demande de produits manufacturés, la demande en travailleurs - et avec elle la population - croît dans les mêmes proportions. Ainsi, au lieu de diminuer, la population de l'Empire britannique s'est accrue avec une rapidité considérable, s'accroît encore constamment - et bien que l'industrie ne cesse de se développer et, au total, la demande de travailleurs de croître, l'Angleterre connaît cependant, de l'aveu de tous les partis officiels - (c'est-à-dire des Tories, des Whigs et des Radicaux), un excès, un excédent de population; et malgré tout au total la concurrence des travailleurs entre eux reste plus importante que celle des patrons pour se procurer des ouvriers.

D'où vient cette contradiction ? De la nature même de l'industrie et de la concurrence ainsi que des crises économiques qui en résultent. Étant donnée l'anarchie de la production actuelle et de la répartition des biens de consommation qui n'ont pas pour fin la satisfaction immédiate des besoins mais au contraire le profit, étant donné le système où chacun travaille et s'enrichit sans se soucier d'autrui, il est inévitable qu'à tout instant un engorgement se produise.

157 - Engels a écrit bien sûr deutsch gesprochen, m.à in. « pour parler allemand ».

158 ( « On a dit qu'un esclave s'use aux frais de son maître, tandis qu'un travailleur libre s'use à ses propres frais. Mais l'usure de ce dernier est aussi supportée financièrement par son maître. Le salaire payé aux journaliers, serviteurs, etc... de toutes sortes doit en effet être suffisamment élevé pour permettre au peuple des journaliers et serviteurs de se reproduire selon la demande croissante, stationnaire ou décroissante en gens de cette sorte que formule la société. Mais bien que l'usure d'un travailleur libre soit aussi aux frais du maître, elle lui coûte en règle générale beaucoup moins que celle d'un esclave. Le fonds destiné à réparer ou remplacer l'usure d'un esclave est géré habituellement par un maître négligent ou par un surveillant inattentif, etc. » A. SMITH : Wealth of Nations (La richesse des Nations), 1, 8, p. 133 de l'édition Mac Culloch en 4 volumes. (F. E.)

159 - Op. cit., p. 133.

LVOG - Au passage, vous aurez remarqué qu'Engels a cité abondamment Malthus qui était un personnage pour le moins cynique et infréquentable, il y a même donné raison par endroits.

Comme quoi, ceux qui voudraient me faire un procès pour avoir publié ce document sur le mouvement écologique, sont des dogmatiques à l'esprit borné qui ne progresseront jamais. Ce sont aussi en général des donneurs de leçons, des petites gens imbues de leur personne qui n'ont pas pris la peine d'étudier grand chose ou de réfléchir en profondeur aux questions que nous avons à résoudre. Ici on ne propose que des pistes de réflexion, qui constituent aussi les bases de notre programme et de notre orientation politique, nul n'est forcé de les partager.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

### Racket mondial de Big Brother.

Après le 14 janvier 2020 le système d'exploitation fonctionnant sur les trois quarts des ordinateurs dans le monde, Windows 7 de Microsoft, sera obsolète. Donc, les utilisateurs devront acquérir la version 10, payante évidemment, et dans bien des cas (dont le mien) augmenter la mémoire de leur ordinateur ou en changer pour pouvoir continuer à utiliser les mêmes applications.

Lu dans le portail de Microsoft

Acheter un nouveau PC

Très peu d'anciens ordinateurs sont en mesure d'exécuter Windows 10, la dernière version de Windows. Si votre PC actuel ne peut pas exécuter Windows 10, le moment est peut-être venu d'en acheter un nouveau.

Découvrez notre magnifique sélection de nouveaux PC.

Au niveau de la configuration initiale, l'ordinateur doit disposer au strict minimum de 4 Go de RAM.

LVOG - Changer de carte mère et de microprocesseur, installer une mémoire supplémentaire, passer de Windows 7 à Windows 10, sont des opérations délicates ou compliquées qui nécessitent de faire appel à un informaticien dont les services sont coûteux. Les lecteurs concernés ont un peu plus de 6 mois pour trouver dans leur entourage une personne qui pourrait réaliser gratuitement ce service, et obtenir une copie de Windows 10 au lieu de l'acheter, le philanthrope Bill Gates est assez riche !

Autre problème de taille à prévoir pour bien des personnes, il paraît que la version Windows 10 est très différente de Windows 7 ou 8 (qui sera obsolète l'année suivante ou un peu plus tard), au point qu'elle nécessite un véritable apprentissage ou temps d'adaptation, ce qui réservera bien des surprises et des tracas à plus d'un, crise de nerf en perspective !

Personnellement, mon nouveau beau-frère connaît un super informaticien qui va me régler cela en deux coups de cuillère à pot, hormis son service que je paie 500 roupies (6 euros environ), il faudra déboursier pour une mémoire, et peut-être l'achat d'un troisième ordinateur, car j'entends garder le mien qui fonctionne (sous XP) comme une horloge (carte mère Intel) depuis bientôt 10 ans, le portable (Dell) qui a 8 ans et que j'utilise en dépannage ou uniquement pour télécharger des concerts, des films ou des documentaires sera uniquement actualisé. Il est connecté à l'écran de télévision et ne sert qu'à visionner des films en tamoul le soir pour ma compagne, tandis que dans une autre pièce je me contente de l'écran plus petit de l'ordinateur de bureau, injustice intolérable remarquez bien, je déconne !

### Dans cette causerie (Deuxième partie), la démystification du réchauffement climatique due à l'activité humaine pour les nuls.

Une théorie basée sur des "estimations" de leur fabrication (L'anthropologue Margaret Mead), à "la recherche d'un nouvel ennemi" de leur fabrication (Le Club de Rome) toujours plus menaçant, dans quel but, notamment : "pour restructurer les investissements" (La Commission Brundtland), mais pas seulement "créer un organisme supranational" (François Mitterrand), aussi faudra-t-il "procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale." (La Commission Trilatérale) et la boucle du totalitarisme est bouclée.

● Au format pdf (29 pages)

## PREMIERE PARTIE.

### Nous vivons une période particulièrement médiocre.

Ce qui est frappant également, c'est le tarissement de plus en plus précoce de l'imagination, de l'inspiration, de l'audace, de la passion, sans lesquelles aucun idéal ne peut jaillir ou survivre. Et tout ce qui subsiste est frelaté, systématiquement déformé, détourné, pour finir inconsistant, incohérent, venimeux, cruel, monstrueux.

Les intentions les meilleures ou les plus généreuses sont instrumentalisées pour servir des intérêts invouables ou contraire à ceux qui les ont formulées. Quand on ne se pose pas suffisamment de questions, quand on manque cruellement d'esprit critique, de logique, on en arrive à cautionner le pire en espérant être épargné.

Luttons au côté des multinationales et des oligarques et nous aurons une vie merveilleuse ! Et il y en a pour y croire dur comme fer, après de longues années d'études ils finissent décérébrés ou lobotomisés.

Quand on refuse d'admettre que le régime est une dictature, non seulement on ne combattra pas pour la renverser, mais dans tous nos actes quotidiens on s'emploiera à la conforter.

Sauvons la Terre... pour sauver le capitalisme, le système d'exploitation de l'homme par l'homme !

Quand on refuse de reconnaître qu'on vit en esclavage, on ne peut pas lutter pour son émancipation ou la liberté !

Il ressort de cela que c'est la situation, les rapports entre les classes, ainsi que la nature du régime qui vont déterminer notre comportement, dont nos idées, et dès lors qu'on ne parvient pas ou qu'on se refuse à caractériser très précisément chacun des facteurs, on ne comprendra pas grand chose ou rien, et on sera en proie à l'opportunisme.

L'opportunisme, c'est d'ailleurs ce qui caractérise le mieux l'attitude des gens en général dans la vie, car on ne se contente pas de faire avec la société telle qu'elle est, on fait avec ce qu'on est comme si ni l'un ni l'autre ne devaient progresser, dans ces conditions il ne faut pas s'étonner qu'ils soient voués à régresser.

J'ai entendu dans une vidéo que j'ai regardée avant-hier, à propos du comportement des élites et des artistes pendant la Seconde Guerre mondiale, que c'était parce qu'ils ne s'étaient pas posés de questions qu'ils s'étaient finalement accommodés du régime nazi et de Vichy ou avaient collaboré avec eux, continuant de vivre comme avant comme si ne s'était passé ou pire encore dans certains cas somme toute assez nombreux, juste pour préserver leur statut social privilégié.

C'est l'attitude qu'adoptent les gens de manière générale, parce qu'ils n'ont acquis aucune conscience de classe ou politique, à ceci près que les travailleurs ne côtoient pas les sommets de l'Etat ou ceux qui détiennent du pouvoir, donc ils ignorent quelles sont leurs réelles intentions, et il leur est très difficile de le savoir autrement puisque tous les moyens de communication qui existent s'emploient à leur cacher et à les tromper. C'est donc uniquement leur participation à la lutte de classes ou au contact de militants du mouvement ouvrier qu'ils peuvent avoir l'occasion d'en prendre conscience.

Mais comme la plupart du temps leur orientation politique est également opportuniste, les masses retombent dans le même travers et ces expériences ne leur auront pas permis de progresser. Une fois passé l'époque immédiate d'après-guerre, Arletty, Maurice Chevalier, Edith Piaf, Sacha Guitry et bien d'autres personnalités du spectacle furent à nouveau adulés, tout comme les collaborateurs directs de Vichy et résistants de la dernière heure qui furent réhabilités par de Gaulle.

La SFIO (PS) et le PCF s'en accommodèrent sans peine, après avoir tissé des liens étroits ou organiques avec les gaullistes au cours de la guerre au sein du CNR, et ce sont eux ou cette collaboration qui devait présider à l'avènement de la Ve République. Quoi de plus naturel puisqu'ils partageaient la même idéologie, la répartition des rôles en fonction de leur nature originelle ou des classes qu'ils étaient censés représenter, devait les amener à adopter des objectifs différents toutefois compatibles avec le régime en place, ce qui leur permettra de sauver les apparences et de conforter le régime.

Tout n'aura été qu'opportunisme là-dedans quand on y regarde de très près. Qui dit opportunisme dit hypocrisie, mensonge, lâcheté, collusion, compromission, trahison, qui rythme la vie quotidienne sur fond d'ignorance en ce qui concerne les masses, et cela à chaque époque, alors de là à penser que le pire devrait en advenir il n'y a pas loin. C'est un peu comme les gens qui vont contracter une grippe que leur docteur (allopathique) va soigner à l'aide de remèdes, mais comme il va laisser intact le terrain qui a favorisé le développement de ce virus au lieu de s'y attaquer, chaque hiver ils tomberont malade.

C'est ainsi que l'opportunisme se répète (ou se recycle, change de masque, etc.) indéfiniment ou a encore de beaux jours devant lui, hélas ! Mais comme toute histoire heureuse ou malheureuse, l'opportunisme comportera une fin, malheur à ceux qui n'y croient pas car ils courent à leur propre perte !

C'est à cela que nous devons oeuvrer avec acharnement et une détermination sans faille, aussi ingrate que soit cette tâche, car au cours de cet âpre combat, pendant longtemps on se fera plus d'adversaires ou d'ennemis que d'amis, on aura l'impression désagréable de ramer dans le désert, à contre-courant de la majorité, puis malgré la chape de plomb qui se sera abattue sur nous surgiront des occasions qui constitueront autant de fissures et d'éclaircies qu'il faudra saisir et exploiter à fond pour nous renforcer, et enfin viendra le moment tant attendu, où le cours des choses s'inversera enfin et nous deviendra favorable, où on récoltera le produit de ce qu'on aura semé patiemment, et pour s'en être tenus strictement aux faits, ce sont les faits qui nous donneront raison, sinon il ne faudra pas compter réunir les conditions pour porter un coup décisif à l'opportunisme, la reconnaissance sera notre ultime récompense de notre vivant ou après, peu importe quand on a adopté l'idéal humaniste le plus élevé et le plus digne que l'homme pouvait concevoir, l'émancipation de l'espèce humaine du règne de la nécessité, donc du capitalisme, de l'exploitation et de l'oppression, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

[Il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme.](#)

- « Gilets jaunes » : faible mobilisation pour l'acte XXXI - lemonde.fr 15 juin 2019

Le mouvement des « gilets jaunes » a faiblement mobilisé samedi 15 juin en France pour l'acte XXXI, avec toutefois près d'un millier de manifestants à Paris et à Toulouse où le cortège a été dispersé par les forces de l'ordre quelques minutes après son départ. Selon le ministère de l'intérieur, ils étaient quelque 7 000 manifestants sur l'ensemble du territoire — contre 10 300 la semaine dernière —, soit la plus faible mobilisation nationale enregistrée depuis le début du mouvement le 17 novembre. Les « gilets jaunes » contestent les chiffres officiels. lemonde.fr 15 juin 2019

Au niveau national, le ministère de l'Intérieur a comptabilisé 7000 personnes, soit la mobilisation la plus faible depuis le début du mouvement, là où les gilets jaunes se sont comptés plus de 20 000. actu.fr/occitanie 15 juin 2019

[La gauche, cette escroquerie politique qui a fait et continue de faire le lit de l'extrême droite, du fascisme.](#)

Marie-Paule (A Denain -Nord) - « J'ai voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle et je me suis abstenue au second. J'ai tout de suite senti que Macron pensait comme un banquier et ne serait pas à notre écoute. C'est pendant la campagne des législatives, après avoir rencontré Sébastien Chenu, l'avoir vu sur le terrain et écouté les solutions qu'il proposait à nos problèmes quotidiens que j'ai pris ma carte au RN », explique cette aide-soignante de 59 ans, salariée dans un Ehpad et membre de la CGT après en avoir été déléguée syndicale. « C'est la crise financière des années 2008-2009, puis les attentats terroristes qui m'ont changée », raconte cette mère de famille, qui ne veut pas se faire prendre en photo pour « ne pas gêner » ses filles et ne pas envenimer ses relations avec la CGT, devenues très tendues depuis son adhésion au RN. « Beaucoup de gens autour de moi, qui étaient pour le PC, le PS ou la France Insoumise, votent aujourd'hui RN mais n'osent pas le dire », confie Marie-Paule. Et d'expliquer sa conversion : « Le RN, on le voit sur le terrain, la gauche, c'est seulement pendant les élections. » leparisien.fr 07.06

Les fossoyeurs du socialisme roulent pour la réaction qui s'en régale, elle aurait tort de se gêner.

- Ces Insoumis tentés par le Rassemblement national - Le Parisien 18 juin 2019

- «La France insoumise et le RN s'adressent aux mêmes électeurs» : le constat d'un militant LFI - Le Parisien 18 juin 2019

Comme quoi ils n'ont rien compris ou ils ont une conception de la lutte de classe obsolète, élitiste.

Réunions de quartiers, participation au carnaval, au Téléthon, au Son et Lumière de la fin de l'été, aux opérations du don du sang, aides aux jeunes sortis de prison, accueil aux réfugiés dans la ville proche de Somain... À la permanence, on met en relation les voisins pour aider une vieille dame à tondre son gazon ou à ramasser les déchets verts... On aide une jeune de Denain à partir étudier au Canada, on conseille des commerçants dans leurs démarches administratives... « Le RN, ici, c'est le service après vente de la mairie, du département, de la région », sourit Julien, 28 ans, collaborateur parlementaire de Sébastien Chenu. « Le social, c'est notre priorité, se réjouit la cégétiste Marie-Paule. Les socialistes vendent du rêve. Tandis que les anciens ouvriers d'Usinor, eux, savent concrètement ce que c'est que la mondialisation sauvage et pourquoi nous voulons la combattre. »

Shéhérazade (LFI). « On nous fournit des tracts et des affiches, mais on n'a pas de local où accueillir les gens. On doit faire du tractage, du porte à porte. » Nous devons encore expliquer aux électeurs en quoi les migrants ne sont pas un danger, martèle Shéhérazade.

« Nous devons militer autrement, estime Johann, étudiant et militant à la France Insoumise. On a beaucoup misé sur les réseaux sociaux, mais il faut aussi privilégier les contacts physiques, faire plus de café débats... » Le Parisien 18 juin 2019

LVOG - Insoumis en parole, et soumis en acte, voilà ce que leur enseigne Mélenchon !

La gauche réactionnaire qui a fait le "**choix de la construction européenne comme espace nécessaire de régulation**".

- Une centaine d'élus de gauche lancent un appel à l'unité sur les "territoires" - AFP 17 juin 2019

Une centaine d'élus ou ex-élus, écologistes ou de gauche, emmenés par le sénateur Ronan Dantec (ex-EELV), appellent élus et citoyens à se retrouver localement, "en dehors des jeux d'appareils nationaux", dans un texte intitulé "Ensemble sur nos territoires".

Les signataires affirment se retrouver, au-delà de leurs histoires et étiquettes, sur "la lutte contre toutes les fractures territoriales, urbaines et rurales", "l'urgence de la transition écologique", "une véritable politique d'accueil des migrants", le "renforcement de la démocratie participative", le "choix de la construction européenne comme espace nécessaire de régulation".

Parmi les signataires, outre M. Dantec, figurent : l'ancienne députée européenne EELV Sandrine Bélier, deux adjoints EELV de

la maire de Paris, Célia Blauel et Christophe Najdovski, le sénateur PS Jérôme Durain, la sénatrice Générations Sophie Taillé-Polian, le co-président de Place publique Jo Spiegel, le député Générations Régis Juanico, et le climatologue Jean Jouzel. AFP 17 juin 2019

En famille. Ils sont prêts à fréquenter les clubs de golf !

Référendum ADP : L'appel de Ruffin aux militants de droite pour faire signer la pétition jusque sur les golfs - Le HuffPost 18 juin 2019

ADP - "Sur ce thème, il ne doit pas y avoir de concurrence". Plusieurs personnalités et élus de gauche ont lancé ce mardi 18 juin à Paris la campagne pour un référendum concernant la privatisation des aéroports de Paris (ADP). François Ruffin, appelant à une campagne "pluraliste". Baptisée "signez comme vous êtes", chacun pourra y apporter sa signature pour ses "raisons".

À ses côtés, les députés Sébastien Jumel (PCF) et Boris Vallaud (PS), la militante écologiste Claire Nouvian (Place Publique), ainsi que le maire de Grenoble Éric Piolle (EELV) avaient fait le déplacement.

Mais si ces derniers sont tous issus de la gauche, ce n'est pas pour autant que la droite n'était pas concernée par le sujet du jour. En effet, cette pétition n'aurait jamais vu le jour sans une union improbable entre la gauche et une partie de la droite parlementaire. Début avril, le vote de 248 députés et sénateurs de LFI à LR en passant par le PS avait pu déclencher cette rare procédure démocratique.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, le député picard François Ruffin a donc eu aussi un mot pour les militants de droite qui voudraient rejoindre la campagne sur le terrain. "Même le peuple de droite est d'accord pour dire son mot là-dessus", a rappelé l'élu.

"À la fin, ils voteront peut-être pour le oui à la privatisation d'ADP, mais si on demande aux gens : 'est-ce que vous voulez avoir davantage votre mot à dire dans les affaires publiques ou pas', ils répondent oui massivement, indépendamment des appartenances partisans", a ajouté François Ruffin.

Si jamais il y a des militants de droite qui font les golfs, tant mieux, je m'en fous. Si ça signe au Rotary Club, allons-y! - François Ruffin. Le HuffPost 18 juin 2019

- Contre la privatisation d'ADP, la droite rejoint la gauche en meeting à Saint-Denis - Le HuffPost 20 juin 2019

"Je ne suis pas devenu marxiste, mais...". Des élus issus de tout "l'arc républicain" se sont retrouvés mercredi 19 juin à Saint-Denis (93) pour une réunion publique "peu banale", par son éclectisme politique, destinée à lancer la collecte des signatures contre la privatisation d'Aéroport de Paris (ADP).

"Nous sommes dans une réunion peu banale, avec des parlementaires de toutes ces sensibilités, des parlementaires centristes, des parlementaires de droite, on est dans une configuration assez inhabituelle", a relevé le député PCF Stéphane Peu, organisateur de l'événement, en introduisant le meeting.

Assis sur la scène de la Bourse du travail, devant environ 250 personnes dont quelques syndicalistes agitant à l'occasion des drapeaux CGT : les députés LR Gilles Carrez et François Cornut-Gentille, les députés LFI Clémentine Autain et Eric Coquerel, le premier secrétaire du PS Olivier Faure, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel, notamment.

Dans la salle se trouvaient également les sénateurs Philippe Dallier (LR), Esther Benbassa (EELV) et Sophie Taillé-Polian (Générations), le patron des sénateurs PS Patrick Kanner ou encore le député Boris Vallaud (PS).

Auprès de la presse, Eric Coquerel a salué un meeting "historique", disant n'avoir jamais participé à une réunion avec des élus issus d'horizons politiques si différents, de surcroît dans une Bourse du travail. À ses côtés, les élus de droite s'étaient déplacés pour une cause "qui va bien au-delà des organisations politiques".

Les uns comme les autres ont souligné qu'il n'y avait pas de "débouché politique" à ce rapprochement de circonstances, et qu'il ne s'agissait pas de faire un "référendum anti-Macron". Le HuffPost 20 juin 2019

LVOG - Macon peut dormir tranquille, le voilà rassuré !

### [Parole d'internaute](#)

1- "C'est une erreur de sous-estimer le pouvoir des médias !

Notre société est basée sur ce pouvoir. Leur vrai pouvoir n'est pas de convaincre avec un débat d'idée ou ce genre de truc, leur vrai pouvoir est un pouvoir d'imprégnation, et "l'élection" de Macron en est une illustration lumineuse : Pour exister il faut être présent partout. On l'a vendu comme un baril de lessive, il l'a avoué lui-même, dans une campagne de com' monumentale qui a propulsé un inconnu des élections au rang d'acteur incontournable tout en faisant oublier qu'il n'était pas un inconnu mais un ministre qui a fait passer les saloperies dont (presque) personne ne veut.

La primo-exposition, "dites du mal il en restera toujours quelque chose", l'imprégnation du vocabulaire (le RÉGIME Maduro pour un pays reconnu pour la transparence de ses élections par un ancien président US) ... Notre société n'existerait pas telle qu'est est sans la propagande, la com', qu'elle soit publicitaire, économique ou politique.

Les humains ne sont pas des animaux logiques et rationnels, et ils sont très influençables en tant que groupes indépendamment des cas individuels par des procédés très élémentaires quand on y pense. Ne se préoccuper que de la dialectique sans penser à ces dynamiques de groupe c'est se planter totalement."

LVOG - Mais l'inverse est vrai également...

2- "Dans les dictatures, il y a le culte du chef, avec des statues et des portraits de 20m de haut partout et les slogans qui vont avec, rabâchés à toutes occasions.

En occident on a trouvé un système de propagande infiniment plus pernicieux et extrêmement efficace. Il s'infiltré partout, nous l'avons sous les yeux et dans les oreilles du levé au couché. Cette propagande se nomme la publicité.

Elle est le pilier centrale de l'idéologie capitaliste et du néolibéralisme."

LVOG - Disons que les mêmes processus psychologiques sont à l'oeuvre qui poursuivent le même but...

[Abroger les Constitutions nationales pour instaurer la République sociale universelle.](#)

- Algérie: le chef de l'armée met en garde contre une destruction des fondements de l'Etat - AFP 19 juin 2019

Ceux qui "tentent sciemment d'outrepasser, voire geler, l'application des dispositions de la Constitution, réalisent-ils que cela signifie la suppression de toutes les institutions de l'Etat et s'engouffrer dans un tunnel obscur dénommé le vide constitutionnel?", a interrogé mardi le général Gaïd Salah.

Le vide constitutionnel, c'est "la destruction des fondements de l'Etat national algérien et penser à construire un autre Etat avec d'autres standards, d'autres idées et d'autres projets idéologiques, auxquels seront consacrés des débats sans fin", a-t-il déclaré, dans un 2e discours en deux jours, à l'occasion d'un déplacement à Béchar (ouest), selon l'agence officielle APS.

"Il est impensable de procéder au nom du peuple, à la destruction de la réalisation du peuple algérien, qui est (...) la Constitution", a affirmé le général Gaïd Salah, estimant que les principes qu'elle contient "n'ont nul besoin de quelque forme que ce soit de révision ou de changement". AFP 19 juin 2019

En complément.

- Soudan : l'opposition lance "la troisième vague" de la révolution - Franceinfo 18 juin 2019

[Stratégie du chaos du complexe militaro-industriel-financier.](#)

[Chine](#)

LVOG - La meute enragé des médias-oligarques se déchaîne.

- Joshua Wong, libéré, rejoint la mobilisation contre l'exécutif hongkongais - AFP 17 juin 2019

- "Nous demandons le retrait total de cette loi diabolique" : à Hong Kong, deux millions de manifestants déferlent contre les autorités - Franceinfo 17 juin 2019

- La Chine soutient la dirigeante de Hongkong, affaiblie par les appels à la démission - Le Parisien 17 juin 2019

- Carrie Lam, impopulaire cheffe de l'exécutif hongkongais - LeFigaro.fr 17 juin 2019

- Hong Kong : chronique d'une autonomie toujours plus menacée par Pékin - euronews 17 juin 2019

Le POID veut en être aussi.

La Tribune des travailleurs (Internet):

17 juin – A Hong Kong, le Front civil des droits de l'homme (CHRF), organisateur de la manifestation qui a rassemblé deux millions de participants dimanche pour le retrait total du projet de loi d'extradition, appelle désormais à la grève générale pour obtenir le départ de la chef de l'exécutif, Carrie Lam. -

16 juin 2019 – 23h10 – Hong Kong : Ce sont près de deux millions de manifestants qui déferlent dans Hong Kong, déclarent les organisateurs à l'Agence France Presse. (Lire nos informations de la journée.) La cheffe du gouvernement pro-Pékin présente ses « excuses » pour avoir semé le trouble. Un parti d'opposition annonce la libération lundi du leader étudiant Joshua Wong, 22 ans, figure du mouvement prodémocratie de l'automne 2014. -

16 juin 2019 – 12h30 – Hong Kong : Des centaines de milliers de personnes défilent dans les rues, rapporte l'agence de presse Reuters. (Lire notre information de ce matin.) -

16 juin 2019 – Hong Kong : Une nouvelle manifestation est attendue malgré la décision du gouvernement de suspendre le projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Les organisateurs réclament le retrait définitif de ce projet. Ils exigent en outre la démission de la cheffe de l'exécutif pro-Pékin de Hong Kong et ses excuses pour la répression des manifestations par la police ces derniers jours. À Pékin, un communiqué du ministère des Affaires étrangères de la Chine continentale, évoque la nécessité de « restaurer le calme au plus vite » à Hong Kong. Dans un autre communiqué, l'agence chinoise chargée des relations avec Hong Kong redit que la loi sur l'extradition est « nécessaire et justifiée ». -

15 juin 2019 – A Hong Kong, le quotidien South China Morning Post et plusieurs chaînes de télévision, citant tous des sources gouvernementales, annoncent que l'administration projette de reporter l'adoption par le parlement du texte controversé qui a pour objectif d'autoriser les extraditions vers la Chine continentale. -

## Rappel.

Le 2 octobre 2014

## CAUSERIE

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "affaire intérieure" chinoise selon Pékin - AFP
- À Hongkong, Pékin va miser sur le «poussissement» de la situation - LeFigaro.fr
- Comme Hollande-Valls avec les pilotes d'Air France par exemple.
- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr
- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

Sortez votre parapluie, la réaction éructe.

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "révolution des parapluies" s'intensifie - Atlantico.fr
- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -
- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr
- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr
- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

Le 8 octobre 2014

## CAUSERIE

Sous les parapluies percés... de Washington.

## Désinformation.

- Dialogue difficile entre manifestants et autorités à Hong Kong - Reuters
- A Hongkong, le mouvement de liberté est là pour durer en dépit d'une éventuelle répression - LeMonde.fr

## Information.

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10

Extrait. Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspireurs et les chefs de ce qui est défini comme « un mouvement sans leader » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d'« organisations non-gouvernementales », en particulier la « Donation nationale pour la démocratie » (Ned) et l'« Institut démocratique national » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « groupes démocratiques non-gouvernementaux » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « Occupy Central » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « ONG ». Martin Lee, fondateur du « Part démocrate » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vice-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « révolutions colorées » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10

Le 26 octobre 2014

## CAUSERIE

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "révolution colorée" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009 <http://www.voltairenet.org/article160446.html>

Ou encore.

Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

## Russie.

Attentat sous faux drapeau.

- Vol MH17 abattu en Ukraine : les enquêteurs devraient dévoiler des noms de suspects - AFP 18.06

Le lendemain, quel suspens !

- Vol MH17 abattu en Ukraine : qui sont les quatre suspects? - AFP 19 juin 2019

LVOG - Comme par hasard !

AFP - Quatre hauts gradés des séparatistes prorusses de l'est de l'Ukraine à l'époque du crash du vol MH17, dont l'un de leurs chefs de guerre les plus connus, ont été désignés par l'équipe internationale d'enquêteurs comme suspects dans cette tragédie.

- Igor Guirkine (Russe) - Il vit en Russie.
- Sergueï Doubinski (Russe) - Il vit en Russie.
- Oleg Poulatov (Russe) - Il réside actuellement en Russie.
- Leonid Khartchenko (Ukrainien) - Il se trouve actuellement dans les territoires sous le contrôle des séparatistes dans l'est de l'Ukraine.

La Russie a réagi en dénonçant des "accusations gratuites" : "une fois de plus, des accusations tout à fait gratuites sont avancées contre la partie russe et visent à discréditer la Fédération de Russie devant la communauté internationale", a dénoncé le ministère des Affaires étrangères. AFP 19 juin 2019

A lire :

- Vol MH17- Le gouvernement malaisien : «Ils accusent la Russie, mais où sont les preuves?» - Mondialisation.ca, 01 juin 2019

Extrait.

Le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a exprimé ses doutes sur les résultats de l'enquête sur le crash du vol MH17 de la Malaysia Airlines. « Ils accusent la Russie, mais où sont les preuves ? Nous savons que le missile qui a abattu l'avion est un missile de type russe, mais il pourrait également être fabriqué en Ukraine », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Selon lui, « ce pourrait être commis par les rebelles en Ukraine » ou le « gouvernement ukrainien car eux aussi, ils possèdent le même missile ».

Monsieur Mohamad a souligné que la Malaisie devait participer à l'examen des boîtes noires, mais pour « certaines raisons » avait été exclue du processus.

« Nous ne savons pas pourquoi nous avons été exclus de l'examen, mais dès le début, nous constatons trop de politique et l'idée n'était pas de savoir comment cela s'est passé, mais d'être concentré sur le fait d'essayer de l'attribuer aux Russes. Ce n'est pas un type d'examen neutre », a-t-il déclaré.

Ce n'est pas pour la première fois que la Malaisie dénonce les méthodes groupe d'enquête conjoint (JIT), chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17 à l'Est de l'Ukraine le 17 juillet 2014. Il y a une année, le ministre malaisien des Transports, Anthony Loke avait déclaré que les preuves recueillies par les enquêteurs internationaux ne confirmaient pas l'implication de la Russie dans le crash du vol MH17. Ces propos concordent avec les opinions de plusieurs experts internationaux qui estiment que le travail du JIT, chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17, est très politisé. Mondialisation.ca, 01 juin 2019

- L'avion MH17 de Malaysia Airlines abattu par des avions militaires ukrainiens (20 novembre 2014)
- Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Le compte rendu d'un contrôleur aérien espagnol sur Twitter [traduit de l'espagnol]

Un des premiers comptes rendus (en temps réel) indiquant la présence de deux avions militaires ukrainiens a été révélé par des messages Twitter du contrôleur aérien espagnol le jour des attaques. (C'est l'auteur qui souligne.)

11:48 – 17 juillet 2014

« L'avion B777 volait escorté par des chasseurs ukrainiens deux minutes avant de disparaître du radar »

11:54 – 17 juillet 2014

« Si les autorités de Kiev veulent dire la vérité, 2 avions de chasse volaient très près quelques minutes avant, n'a pas été abattu par un combattant »

12:00 – 17 juillet 2014

« L'avion B777 de Malaysia Airlines vient juste de disparaître et les autorités militaires de Kiev nous ont informé de l'attentat, comment pouvaient-ils savoir? »

12:00 – 17 juillet 2014

« 7:00 minutes après [la disparition de l'avion], l'attentat a été annoncé, plus tard, du personnel étranger a pris le contrôle de notre tour, ils ont encore ici »

12:01 – 17 juillet 2014

« Tout cela est enregistré dans les radars, pour les incrédules, abattu par Kiev, ici nous le savons et les contrôleurs aériens de l'armée le savent aussi »

13:15 – 17 juillet 2014

« Ici, les commandants militaires sont en charge et admettent que l'armée suit peut-être d'autres ordres, mais pas les pro-russes »

13:29 – 17 juillet 2014

« Le ministre de l'Intérieur savait ce que les chasseurs faisaient dans la région, pas le ministre de la Défense »

13:31 – 17 juillet 2014

« L'armée confirme que c'était l'Ukraine, mais ne sait toujours pas d'où venait l'ordre » (Spanish Air Controller @ Kiev Borispol Airport: Ukraine Military Shot Down Boeing MH#17, Global Research News, 18 juillet 2014)

Le compte Twitter du contrôleur aérien espagnol a été fermé par Twitter. Ce compte-rendu de la circulation aérienne de Kiev a été rejeté par les grands médias comme étant « une théorie du complot ». Les enregistrements audio des communications entre la tour de contrôle et l'avion n'ont pas été rendus publics.

Le rapport du pilote allemand Peter Haisenko

Dans une analyse novatrice, le pilote allemand Peter Haisenko a indiqué la présence de ce qui semblait être des trous de balle et n'auraient pas pu être causés par un missile Buk :

« La cabine de pilotage présente des traces de tirs d'artillerie. On peut voir les trous d'entrée et de sortie. Le bord d'une partie des trous est plié vers l'intérieur. Ce sont les plus petits trous, ronds et bien définis, montrant des points d'entrée, fort probablement ceux d'un projectile de calibre 30 mm. » (Revelations of German Pilot: Shocking Analysis of the "Shooting Down" of Malaysian MH17. "Aircraft Was Not Hit by a Missile", Peter Haisenko, 9 septembre 2014)

Censure du reportage de la BBC sur des témoins oculaires

Dans un reportage tourné dans l'est de l'Ukraine peu après l'incident (retiré par la suite), la BBC a présenté des témoignages selon lesquels le MH17 avait été abattu par un avion militaire. La BBC a censuré son propre reportage. Ce dernier, incluant la vidéo ont été supprimés par la BBC :

Les habitants des villages voisins sont convaincus d'avoir vu des avions militaires dans le ciel peu avant la catastrophe. Selon eux, ce sont les chasseurs qui ont abattu le Boeing.

Le gouvernement ukrainien rejette cette version des faits. Ils croient que le Boeing a été abattu à l'aide d'un missile lancé par un système « BUK » provenant de Russie.

La reporter de la BBC Olga Ivshina et la productrice Oksana Vozhdayeva ont décidé de trouver l'endroit où le missile aurait été lancé [...]

Témoign n ° 2 : ... Et il y avait un autre avion, un avion militaire, à ses côtés. Tout le monde l'a vu.

Témoign n ° 1 : Oui, oui. Il volait en dessous de lui, parce qu'on pouvait le voir. Il volait en dessous, de l'avion civil.

Reportage vidéo original de la BBC : conservé dans la mémoire-cache de Google

[La vidéo originale de la BCC ainsi que son reportage ont été supprimés de la mémoire-cache de Google]

Le rapport de Michael Bociurkiw, observateur de l'OSCE

Michael Bociurkiw, chef du groupe d'observateurs de l'OSCE, a confirmé à la fin juillet dans une entrevue télé à la CBC (qui n'a pas été censurée) la présence de trous de mitrailleuses dans le fuselage (ce qui porte à croire qu'un avion militaire plutôt que d'un missile était en cause). Dans le reportage de la CBC l'observateur de l'OSCE Michael Bociurkiw mentionne la présence de trous de balles dans le MH17, mais dit n'avoir toujours pas trouvé de missile.

<https://www.cbc.ca/news/world/malaysia-airlines-mh17-michael-bociurkiw-talks-about-being-first-at-the-crashsite-1.2721007?cmp=rss&partner=skygrid>

Source originale: <http://www.cbc.ca/news/world/malaysia...> – L'observateur de l'OSCE Michael Bociurkiw mentionne la présence de trous de balles dans le MH17, mais dit n'avoir toujours pas trouvé de missile. Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Commentaires d'internautes (Abonnées au Figaro)

1- Premier constat: quand c'est l'US Navy qui abat un Airbus 300 au dessus de l'Iran, ça ne pose aucun problème! Deuxième constat, le Tribunal de La Haye s'est couché devant les US il y a peu quand il s'est agi de la litanie de crimes de guerre US en Afghanistan. Troisième constat, la Hollande est avec la Pologne le plus proche allié US du continent. Quatrième constat, le Tribunal n'a aucune preuve alors que les Russes leur ont communiqué des tonnes d'éléments sur le missile en question, le tracé radar etc.. et qu'ils ne prennent même pas en compte. J'imagine donc que dans ses statuts, le Tribunal de La Haye n'est pas contraint à examiner toutes les preuves, comme celui de Nuremberg (voir les incroyables article 18,19,20 et 21 de sa Charte!)  
Le 20/06/2019 à 10:18

2- Le figaro n'est pas obligé de ré-avalier sans mâcher la basse propagande Atlanto-Otanienne. Pourquoi ne pas aller interviewer le premier ministre Malaysien par exemple ? Le son de cloche risque d'être un peu différent...

3- Il semble qu'aujourd'hui, le journalisme n'implique plus de se poser des questions.

La Russie n'utilise plus ce genre de missile alors qu'on en trouve encore massivement dans les dépôts militaires ukrainiens. La Russie a fourni les documents prouvant que le missile avait été livré à l'Ukraine mais ils ont été écartés par les enquêteurs. Pourquoi?

De plus, pourquoi l'Ukraine ne fournit-elle pas les conversations de ses aiguilleurs du ciel qui ont laissé l'avion survolé une zone où 2 de ses chasseurs avait été abattu? Et surtout, pourquoi l'Ukraine a-t-elle été autorisée à participer à l'enquête avec un droit de veto alors que la Russie a été écartée?

4- "La Russie, sur le banc des accusés"? Mais la Russie a été immédiatement et depuis le début accusée d'être responsable de cette catastrophe dont personne ne pouvait initialement dire objectivement si elle résultait d'un tir visant intentionnellement et délibérément un avion civil, ou d'une erreur, soit des séparatistes, soit des forces ukrainiennes elles-mêmes. Peu importe, la Russie est coupable et condamnée d'avance, c'est le bon Obama qui nous l'avait annoncé. "L'enquête" n'a apporté aucune preuve, et le procureur hollandais, à quelques mois du procès, lance un appel à témoins, et évoque des photos publiées sur les réseaux sociaux. Dans le même temps, les accusations s'aggravent, ce sont à présent des accusations de meurtre. Vacuité et partialité de l'enquête, absence de preuves, et à présent, surenchères dans les accusations et les poursuites. Ceci n'a rien à voir avec la justice et le droit, c'est un simple procédé de propagande. C'est ce qui me gêne.

5- Le verdict est conforme aux ordres reçus le premier jour . Rappelez-vous, le jour même sur Facebook il y avait une vidéo montrant un soi-disant séparatiste se glorifier de la destruction de l'avion. En parallèle dans une autre affaire accusant l'Iran, nous avons une vidéo montrant soi disant le retrait d'une mine qui n'aurait pas explosé à côté d'un trou béant dans la coque du bateau japonais. En plus pour faire plus vrai les EU ont des empreintes digitales, et bientôt nous aurons droit à des aveux signés par les gardiens de la révolution. Les grosses ficelles se suivent et se ressemblent.

6- Très partial comme article. Si le missile avait été de fabrication américaine, aurait-on écrit dans ce journal que l'Oncle Sam est responsable? J'en doute. Mais quand il s'agit de la Russie, tout est permis.

7- Vous pouvez renouveler vos articles sur le sujet, ça reste du pipeau.

Le Premier ministre de Malaisie, pays intéressé au premier chef dans cette tragédie, répète qu'il n'y a pas l'ombre d'une preuve et qu'on ne sait toujours pas qui, des Ukrainiens ou des séparatistes, a fait le coup.

Mais ça, vous le passez évidemment sous silence...

8- Les lecteurs du Figaro (ou plutôt 90% des lecteurs du Figaro) ont bien raison. les conclusions de cette enquête sont un scandale.

9- Et ça continue. TOUT est fait pour poursuivre les sanctions contre la Russie. On a eu Skripal... Avant il y a eu la Crimée. Les

USA et les mondialistes ne supportent pas l'affront fait en Syrie, puis en Corée du Nord, puis au Venezuela, maintenant en Iran. Tout est mensonge manipulation et propagande. Pour déclencher des guerres du pétrole. Les millions de morts les pays dévastés les cultures anéanties la nature ravagée tout ça n'a aucune importance face à cette folie meurtrière qui anime certains dirigeants américains et certains lobbies de l'ombre derrière eux...

## Iran.

Propagande et fabrication du consentement par les va-t-en-guerre.

LVOG - Il existe des précédents célèbres en terme d'attentats commis sous faux drapeaux, une multitude en fait puisque la plupart ont été commis par des Etats, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël principalement, le plus célèbre d'entre eux étant celui du 11 septembre 2001. Dans le même registre, celui du golfe du Tonkin en 1964, l'attaque de Pearl Harbor après que les services de renseignement américain aient percé le mode de cryptage des Japonais et feint de l'ignorer, pour justifier le carnage et l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Japon et l'Allemagne...

- Attaques de l'Iran : quelles sont les preuves américaines ? - LePoint.fr

- L'Iran tétanisé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 juin 2019

Avant-propos - La montée des tensions dans le Golfe est un jeu dangereux qui peut dérapé à tout instant. Les sabotages non revendiqués de tankers peuvent être le fait de presque toutes les parties, y compris des États-Unis habitués des opérations sous faux drapeau. Cependant une analyse rationnelle montre que Téhéran n'est pas du tout aujourd'hui dans cette disposition d'esprit. Dans un autre article, Manlio Dinucci explique l'incident en le replaçant dans le cadre de la politique énergétique globale de Washington.

Thierry Meyssan - Les États-Unis et le Royaume-Uni accusent l'Iran du sabotage de six pétroliers dans le Golfe sans en fournir la moindre preuve, sinon une vidéo US illisible. Selon eux, une embarcation des Gardiens de la Révolution y récupérerait l'aimant d'une mine-ventouse non explosée sur la coque d'un des tankers, alors même que les marins assurent que leur bâtiment a été frappé par un drone ou un missile.

Le duel irano-US a changé de nature depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, en janvier 2017, mais la réaction iranienne ne peut être comprise qu'en fonction des épisodes précédents et de leurs retournements.

Le président George Bush avait tout fait ce qui était en son pouvoir pour lancer une guerre contre l'Iran à la suite de celle contre l'Iraq. Il entendait poursuivre la destruction systématique des structures étatiques du « Moyen-Orient élargi », conformément à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski. Cependant une première fois la Commission Baker-Hamilton (2006) l'en empêcha. La classe dirigeante US ne trouvait pas assez vite son retour sur investissement pour soutenir une « Guerre sans fin ». Une seconde fois, le commandant du CentCom, l'amiral William Fallon, qui avait commencé à discuter avec Mahmoud Ahmadinejad de la stabilisation de l'Iraq, s'y opposa (2007-08). En définitive, le vice-président Dick Cheney donna instruction à Israël de louer des aéroports géorgiens de manière à pouvoir bombarder directement l'Iran sans avoir à réapprovisionner d'avions en vol. Mais ce fut la Russie qui cloua au sol les bombardiers israéliens dès les premières heures de la guerre d'Ossétie du Sud (août 2008).

À son arrivée à la Maison-Blanche, Barack Obama tenta de poursuivre la même stratégie, mais de manière moins brutale. Comme Bush et Cheney, il était persuadé qu'il fallait agir vite pour s'emparer du pétrole iranien alors que cette ressource allait bientôt manquer à l'économie mondiale (théorie du « pic pétrolier »). Plutôt que de lancer une nouvelle guerre dont le public US ne voulait pas, il amplifia des manifestations pour renverser son homologue iranien (2009). Constatant l'échec de cette « révolution colorée » face à Mahmoud Ahmadinejad, il mena à Oman des discussions avec les partenaires habituels de Washington depuis la Révolution de l'imam Rouhollah Khomeini, c'est-à-dire le clan d'Hachemi Rafsandjani (mars 2013) et plus particulièrement cheikh Hassan Rohani qui avait été le premier contact iranien lors de l'affaire Iran-Contras. Lorsque ce dernier fut élu (2013), il débuta immédiatement des négociations d'État à État pour partager le Moyen-Orient entre Saoudiens et Iraniens sous couvert de lutte contre la prolifération nucléaire. Un traité fut négocié en présence des grandes puissances en Suisse, mais il ne fut signé qu'en 2015. L'Iran obtint le droit d'exporter à nouveau son pétrole pour redémarrer son économie.

Progressivement, les relations entre les deux États se normalisèrent, jusqu'à ce que Donald Trump devienne président US (2017). Son objectif était complètement différent : la Maison-Blanche ne croyait plus que le pétrole allait manquer, mais était au contraire persuadée qu'il y en avait trop sur le marché ; elle ne poursuivait plus la politique impériale de ses prédécesseurs, mais se préoccupait uniquement de faire de l'argent. Plutôt que d'organiser sa domination du Moyen-Orient, elle entendait limiter l'approvisionnement du marché mondial de manière à pouvoir maintenir les prix du brut au niveau de la rentabilité du pétrole de schiste US. Les États-Unis encouragèrent des manifestations contre la classe politico-religieuse (2017-18), puis abrogèrent l'accord sur le nucléaire (2018).

Depuis lors, l'Iran paraît tétanisé. À la différence des politiques, les religieux sont rigides et ne savent pas faire leur auto-critique. Dieu, qu'ils représentent sur terre, ne saurait se dédire. C'est pourquoi, contrairement à une idée répandue, la théocratie iranienne

est excellente commerçante, mais piètre diplomate.

L'Iran refuse toute offre de négociation avec les États-Unis et attend désespérément le retour des Démocrates au pouvoir à Washington ; un pari dangereux dans la mesure où Donald Trump pourrait être réélu pour 4 ans et que l'économie iranienne est au bord du précipice.

Cette paralysie empêche l'Iran de planifier des provocations comme celle que Washington et Londres lui attribuent, d'autant que des attaques contre les intérêts occidentaux compromettraient ses futures relations avec les Démocrates US.

Contre toute attente, la méthode Trump n'aboutira pas dans ce cas. La culture perse est celle des miniatures. Elle a ceci de particulier que les Iraniens sont le peuple le plus capable d'endurer de très longs tourments pour triompher. Réseau Voltaire 18 juin 2019

### Totalitarisme En Marche.

- Pour Blanquer, la grève le 1er jour du bac n'est "pas très acceptable" - Le HuffPost 17.06
- Municipales à Paris : l'organisation d'une primaire LREM est «exclue» pour Alain Richard - Le Parisien17.06
- Les adversaires de Benjamin Griveaux se révoltent à Paris - Le HuffPost17.06
- Crise au sein de LREM dans le Nord - Le Parisien17.06

En Marche ou le temps des miliciens du parti unique.

- Cette vidéo du Service national universel inspire (et indigné) les internautes Le HuffPost - 17 juin 2019

“Flippantes”, “effrayantes”... sur les réseaux sociaux, les premières scènes du Service national universel (SNU) ne sont pas passées inaperçues. Nombreux sont les internautes à s'indigner de voir des adolescents en uniforme au garde-à-vous chanter la Marseillaise.

On peut voir sur ces vidéos publiées en masse par les ministres et autres comptes liés à l'action du gouvernement, des jeunes en tenue réglementaire en train d'entonner l'hymne national, de passer une visite médicale ou encore de hisser le drapeau tricolore. La tenue n'est pas encore revêtue mais les jeunes volontaires sont prêts pour leur séjour.

Mais ce sont les scènes de chants collectifs -aux accents militaires- qui ont visiblement dérangé. “Je suis le seul que ça fait limite flipper?”, commente l'un, quand d'autres s'indignent de l'âge de ces adolescents. “Décidément c'est bien les années trente et c'est ultra flippant”, renchérit un autre.

Un uniforme, un logo martial, une jeunesse volontaire.

Décidément c'est bien les années trente et c'est ultra flippant. Le HuffPost 17 juin 2019

### Antisocial.

Haro sur les chômeurs ! Ils instaurent les travaux forcés !

LVOG - Bientôt pour avoir le droit aux allocations chômages dont sont déjà exclus plus de la moitié des chômeurs, il faudra avoir travaillé 6 mois... au cours des 6 derniers mois !

Ce que prévoit la réforme de l'assurance-chômage pour économiser 3,4 milliards d'euros - Franceinfo 18 juin 2019

Conditions d'accès à l'indemnisation, dégressivité des allocations, accompagnement des chômeurs, système de bonus-malus pour les entreprises ayant recours aux contrats courts... De l'avis général, la réforme de l'assurance-chômage, présentée mardi 18 juin à Matignon par le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'annonce explosive. (Un pétard mouillé ! - LVOG)

L'objectif annoncé par le chef du gouvernement : réduire de 150 000 à 250 000 le nombre de demandeurs d'emploi pour atteindre 3,4 milliards d'euros d'économies sur la période 2019-2021. Voici les principales mesures qui sont contenues dans cette réforme déjà critiquée de toutes parts et qui fera l'objet d'un décret publié "le plus rapidement possible d'ici la fin de l'été", a précisé le

Premier ministre.

Des conditions durcies pour ouvrir et prolonger ses droits au chômage

Le gouvernement prévoit de durcir les conditions d'entrée dans le régime. A partir du 1er novembre, il faudra avoir travaillé l'équivalent de six mois durant les 24 mois écoulés pour bénéficier des allocations chômage et non plus quatre mois sur les 28 mois précédents. Le régime se rapprocherait de celui en vigueur au Royaume-Uni. (Le but est d'exclure un maximum de chômeurs des allocations chômage. - LVOG)

Selon Les Echos, cette mesure concernerait 236 000 personnes, soit 11% des allocataires, et permettrait de réaliser une économie de 160 millions d'euros.

Les conditions de "rechargement" des droits seront également durcies : il faudra avoir travaillé six mois au lieu d'un pendant sa période de chômage pour voir son indemnisation prolongée d'autant. (Idem - LVOG)

La base de calcul de l'allocation chômage revue

Les règles d'indemnisation seront revues à partir du 1er avril 2020 de façon à ce qu'il ne soit plus possible de bénéficier d'une indemnisation chômage supérieure à la moyenne des revenus du travail, un phénomène qui toucherait, selon le ministère, un chômeur sur cinq. Un chiffre contesté par les syndicats.

Les indemnités chômage seront donc calculées sur le revenu mensuel moyen du travail, et non sur les seuls jours travaillés comme aujourd'hui. Elles ne pourront toutefois jamais être inférieures à 65% du salaire net mensuel moyen. (Cela va entraîner une baisse systématique des indemnités chômage. - LVOG)

Un montant d'indemnisation réduit pour les cadres

Selon le ministère du Travail, qui se base sur des chiffres de Pôle emploi, les cadres qui perçoivent les indemnités chômage les plus élevées (plus de 5 000 euros) sont ceux qui restent le plus longtemps au chômage (575 jours). Pour éviter la prolongation de ces périodes, les salariés qui avaient un revenu du travail supérieur à 4 500 euros brut par mois verront, à partir du 1er novembre, leur allocation réduite de 30% au début du septième mois d'indemnisation, avec un plancher fixé à 2 261 euros. (Ils vont se mettre à dos les couches supérieures de la classe ouvrière, ce qui facilitera l'unité de la classe. - LVOG)

Les salariés âgés d'au moins 57 ans ne seront pas concernés par cette mesure. Actuellement, les allocations chômage ne sont pas dégressives mais plafonnées à 7 700 euros brut par mois. Seule une infime minorité des indemnisés (environ 0,03%, selon l'Unédic) sont concernés par ce plafonnement.

Le cas des démissionnaires et indépendants

Conformément à ce que le gouvernement avait prévu dans sa première réforme en 2018, les salariés démissionnaires et les travailleurs indépendants pourront bénéficier de l'assurance-chômage à partir du 1er novembre 2019.

Les démissionnaires concernés seront les salariés avec au moins cinq ans d'ancienneté dans leur entreprise, qui ont un projet professionnel. Ils bénéficieront des mêmes droits que les autres chômeurs. (Cela ne devrait concerner qu'une infime minorité. - LVOG)

Pour les travailleurs indépendants, l'indemnité sera de 800 euros par mois pendant six mois. L'activité professionnelle devra avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an sur les deux dernières années, avant liquidation judiciaire. (Comment survivre avec 800 euros ? Une misère. - LVOG)

Un bonus-malus pour l'usage de contrats courts

Un système de bonus-malus faisant varier les taux de cotisation chômage de 3% à 5% sera instauré à partir du 1er janvier 2020 pour les entreprises de plus de onze salariés afin de lutter contre l'enchaînement des CDD ou des missions d'intérim. Ce taux est déterminé en fonction du nombre de ruptures de contrats de travail. Ainsi, plus le nombre de salariés qui s'inscrivent à Pôle emploi après avoir travaillé pour une entreprise est important par rapport à son effectif, plus une entreprise paiera de cotisations patronales à l'assurance-chômage. (La déréglementation du Code du travail offre tellement de facilités pour se débarrasser d'un employé en CDI, il suffira aux patrons de transformer certains CDD en CDI, puis au fur et à mesure de leurs besoins de les virer ou les pousser la démission, et ainsi de suite, ils échapperont ainsi à ce terrible ou ruineux malus de 2% ! Ils pourront aussi se rabattre sur les stagiaires ou les apprentis. - LVOG)

Ce dispositif ne concernera que les sept secteurs qui génèrent le plus de contrats courts (notamment la restauration, l'agroalimentaire ou l'hébergement). Deux gros secteurs utilisant beaucoup de CDD échappent à la mesure : le bâtiment et la santé. (Ouf ! - LVOG)

Les CDD d'usage (des contrats renouvelables indéfiniment, sans délai de carence), qui ont explosé depuis leur création en 1982, se verront appliquer une taxe forfaitaire de dix euros, pour inciter les entreprises qui en abusent à proposer des contrats d'une semaine ou d'un mois plutôt que de quelques heures chaque jour. (Dix euros, quelle punition insoutenable ! - LVOG)

Les employeurs de salariés intermittents du spectacle ne seront pas concernées par cette mesure, mais conserveront la cotisation patronale supplémentaire de 0,5% introduite par la convention de mars 2017.

Les effectifs de Pôle emploi renforcés

Plus de 1 000 nouveaux conseillers Pôle emploi seront recrutés pour mettre en place de nouveaux services d'accompagnement, a aussi annoncé la ministre du Travail, mettant ainsi fin à trois années de diminution des effectifs de l'organisme public. (Pôle emploi, tout comme le Caf, se transforment de plus en plus en milices appliquant la politique du régime ou traquant les fraudeurs. - LVOG)

A partir du 1er janvier 2020, les conseillers vont par ailleurs proposer deux demi-journées d'accompagnement intensif aux demandeurs d'emploi qui le souhaitent dans les quatre premières semaines qui suivent leur inscription à l'organisme. (On leur conseillera vivement d'y participer avec enthousiasme, même s'ils n'en pensent pas moins, histoire de montrer leur bonne volonté aux agents de Pôle emploi dont dépend en grande partie leur sort, puisqu'ils détiennent le pouvoir d'interpréter la situation et le comportement des chômeurs qui déterminera s'ils bénéficieront ou non d'allocations chômage. Là, c'est un devoir d'être hypocrite, menteur, etc. comme avec les patrons ou les flics en somme. - LVOG Franceinfo 18 juin 2019)

Même s'alimenter en milieu de journée quand on travaille va devenir un crime.

- Espagne : les pauses des salariés coûtent trop cher aux entreprises - LePoint.fr 17 juin 2019

Les travailleurs espagnols prennent-ils trop de pauses ? Selon un rapport d'Adecco, dévoilé par Les Échos, le temps passé par les salariés à ne pas travailler lorsqu'ils sont au bureau coûte 3,3 milliards d'euros par an aux entreprises d'Espagne. L'enquête menée dans 30 000 structures affirme que les pertes de temps d'un salarié vont de 53,8 heures à 161,3 heures par an, pour un coût moyen de 3 224 euros. En Espagne, le temps de travail hebdomadaire est de 40 heures, pour des journées d'une durée de neuf heures au maximum. LePoint.fr 17 juin 2019

Le Point. - Parmi les pays de l'OCDE, la France est celui où les personnes ayant un emploi passent le moins de temps au travail au cours de l'année, avec 1 472 heures travaillées. Comme le rappelle BFM TV, les salariés français apprécient également les pauses puisque 39 % des travailleurs affirment prendre au moins 30 minutes pour déjeuner pendant leur journée de travail. LePoint.fr 17 juin 2019

LVOG - Et pour aller se soulager, avez-vous fait le calcul ? Scélératesse !

Au fait, pourquoi vont-ils travailler à une heure ou une heure et demie de chez eux, pourquoi sont-ils obligés d'emprunter les transports en commun ou leur voiture pour aller travailler, quand ils existent les mêmes emplois à 10 minutes de chez eux ? Ah, si c'est à cause de l'anarchie du capitalisme, pas question qu'on aborde ce sujet, écolo-capitalisme oblige !

Totalitarisme. Au temps des faussaires en tout genre.

LVOG - Monnaie, infos, témoins, journalistes, historiens, experts, scientifiques, constats, analyses, etc. tout est faux ou faussé, sonne faux, mais ne dites surtout pas qu'ils conspirent en toute impunité contre les peuples qui ignorent ce qu'ils manigancent derrière leurs dos, puisque c'est pour leur bien...

- Libra: Tout savoir sur la cryptomonnaie de Facebook qui veut «réinventer» le cash - 20minutes.fr 18.06

Cette monnaie électronique devrait être lancée avant la mi-2020 et placée sous le contrôle d'une organisation indépendante basée à Genève (Suisse) et composée d'entreprises comme Mastercard et Visa (cartes bancaires) ou PayPal (système de paiement). (Dont les patrons participent au groupe Bilderberg. - LVOG)

LVOG - Comment fabriquer des faux témoignages sur mesure.

- Facebook crée une IA capable de copier la voix de n'importe qui - Les Crises 19 juin 2019

Un nouveau synthétiseur vocal, capable de copier la voix de n'importe qui au monde, vient de voir le jour. Ce petit bijou technologique est le fruit des équipes de recherche de la division IA de Facebook. Une machine appelée MelNet, qui ouvre le spectre d'une nouvelle ère des contenus audio.

Au lieu de se servir de formes d'ondes audio, les deux chercheurs ont utilisé des spectrogrammes pour former leur réseau de neurones profonds. L'avantage des spectrogrammes, c'est qu'ils enregistrent tout le spectre des fréquences audio et leur évolution dans le temps. L'information audio est bien plus dense et permet donc de se rapprocher d'un rythme et d'une intonation réels.

Les résultats sont impressionnants, MelNet est capable de reproduire la voix de n'importe qui.

Récemment, une équipe de recherche de l'Université du Zhejiang et le Fuxi AI Lab de NetEase, mettaient au point un système très intéressant, qui permet de générer une animation faciale à partir d'une piste audio. Aujourd'hui avec l'invention de Facebook AI, la combinaison de ces deux intelligences artificielles pourrait nous emmener beaucoup plus loin. Les Crises 19 juin 2019

### Ils osent tout.

- Valls accuse Ciudadanos, ses ex-alliés, de pactiser avec l'extrême droite - Le HuffPost 19.06

- Un artiste crée des gilets pare-balles pour enfants contre les fusillades aux États-Unis - Le HuffPost

- L'ONU dénonce des "discours de haine toujours plus virulents" - AFP 19 juin 2019

"Alors que le discours de haine a toujours existé, la nouveauté vient des communications numériques et plus particulièrement des réseaux sociaux. Ils rendent le discours de haine plus virulent que jamais, l'amplifient et lui permettent de se répandre plus rapidement et plus loin". (Heureusement qu'ils existent ou qu'ils les ont créés ! - LVOG)

"Dans de nombreux conflits entre communautés, pour des raisons ethniques ou religieuses, les discours haineux jouent un rôle et bien sûr plus une société est connectée (à l'internet) et plus leur impact est important", a relevé le patron de l'ONU. (Mais pas de raisons économiques, non, le capitalisme ne peut être mis en cause... - LVOG) AFP 19 juin 2019

- Chine: un rapport dénonce la poursuite de prélèvements forcés d'organes - AFP 18 juin 2019

- En Égypte, libéraux et islamistes pleurent la mort de Mohamed Morsi - LePoint.fr

Le seul président élu démocratiquement en Égypte est mort en plein tribunal. L'islamiste était à nouveau jugé dans une affaire d'espionnage. LePoint.fr

LVOG - Les fanatismes se rejoignent, Le Point où BHL déverse son venin sur le monde, témoigne sa proximité avec les Frères musulmans et leur idéologie rétrograde et barbare, normal.

- Khashoggi: une experte de l'ONU tient pour responsable l'Arabie saoudite - AFP

LVOG - Maintenant que l'Arabie saoudite a rejoint le club fermé des régimes qui se tapent des résolutions de l'ONU, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et Israël, quelle audace !

---

### INFOS EN BREF

#### Mexique

- Le Mexique ratifie le nouveau traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada AFP 19 juin 2019

Le Mexique a ratifié mercredi le nouvel accord de libre-échange nord-américain (AEUMC) avec le Canada et les États-Unis, devenant le premier pays à donner son feu vert à ce traité, malgré les récentes tensions avec Washington sur l'immigration.

Le texte a été approuvé par le sénat mexicain par 114 voix contre quatre, et trois abstentions, envoyant "un message clair en

faveur d'une économie ouverte et d'une intégration économique approfondie dans la région", s'est félicité le ministère de l'Economie dans un communiqué.

"Cela signifie des investissements étrangers au Mexique, des emplois au Mexique, un accès au marché américain pour nos produits" a commenté le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador.

Le président américain Donald Trump a félicité son homologue mexicain pour ce vote. "Félicitations au président Lopez Obrador. Le Mexique a voté pour ratifier l'AEUMC par une large majorité. C'est le moment pour le Congrès de faire pareil ici", a tweeté M. Trump.

Ce nouveau traité doit remplacer l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna), en vigueur depuis 1994 mais vivement critiqué par le président américain Donald Trump. Il doit permettre aux trois pays de continuer de s'échanger des milliards de biens et services sans droits de douane. AFP 19 juin 2019

---

## DEUXIEME PARTIE

### Conspiration et théorie de la peur imaginée par l'oligarchie et ses idéologues pour imposer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

- La fin de l'humanité commence en 2030! par Jean-Paul Alonso Saintes - mediapart.fr 15 nov. 2018

LVOG - Parce que sans déconner, après il sera trop tard !

Extraits.

Qu'on se le dise, si les maîtres du monde en perdition l'ont proclamé.

- Et aujourd'hui, le climat est devenu la priorité des priorités.

LVOG - La priorité, c'est plutôt d'éradiquer le capitalisme de la surface de la terre, pour que la civilisation humaine puisse faire face aux défis que son développement a engendrés et s'adapter aux aléas climatiques dus essentiellement à l'activité du soleil.

L'eugénisme est le corollaire ou l'un des buts de l'écologie politique intégrée à l'idéologie néolibérale.

- Le réchauffement climatique va faire s'effondrer la population vers 2030

LVOG - A moins que ce ne soit l'effondrement du capitalisme qui fasse "*s'effondrer la population*" en empruntant les moyens les plus injustes et cruels, cela va de soi.

Ils formulent un vœu. Le réchauffement climatique comme arme coercitif entre les mains des puissances impérialistes occidentales.

- La première Conférence de l'ONU sur le climat (COP01), en mars 1995 à Berlin, et toutes celles qui ont suivi chaque année jusqu'à nos jours, n'ont pas réussi à mettre en place un instrument juridique pour contraindre les pays à respecter l'environnement et les climats.

LVOG - Aligné sur le rapport des faussaires du GIEC (ONU).

- L'atmosphère se réchauffe à une vitesse de +0,2°C par décennie, qui s'ajoute à la surchauffe de +1°C déjà produite au siècle dernier.

LVOG - Plutôt à la fin du siècle dernier, car au milieu des années 50, période de ma naissance et de mon enfance, la température en hiver à Paris était descendue nettement en dessous de - 10°C, les aiguillages étaient bloqués par les congères et la glace et les trains étaient paralysés. Donc cette accélération du réchauffement climatique s'est réalisée en si peu de temps, qu'il ne peut pas être attribuée à l'activité humaine...

La culpabilisation des peuples.

- Vous êtes, vous les Européens, les Américains, etc., les plus gros émetteurs de CO2.
- Je vous invite à corriger chacun de vos gestes inconsidérés, car si l'on considère l'effet papillon dans la théorie du chaos, chacun d'eux peut déclencher l'emballement climatique et provoquer l'extinction de l'humanité.
- Ne pas perdre de vue que les émissions de GES et la surchauffe climatique dépendent essentiellement de notre consommation.

Il ne faut pas s'opposer à l'exode planifié et contrôlé par l'Otan des populations du Sud vers le Nord.

- Une longue chaîne de solidarité humaine entre le Nord et le Sud devra empêcher les murs de continuer à se dresser aux frontières des États pour empêcher les populations en perte d'immigrer.

Les solutions qu'ils préconisent devraient affecter le niveau de vie de la population, hormis les nantis, s'il vous plaît !

- Le développement personnel représente une priorité sans laquelle l'humain reste prisonnier de ses envies, qui sont stimulées et exploitées par les publicistes pour faire surconsommer tout et n'importe quoi.
- Il faut donc apprendre la sobriété et éviter de renouveler nos appareils inconsidérément. Tant qu'ils fonctionnent conservez-les, faites les réparer. Faites durer vos produits... (Et l'obsolescence programmée ? La fabrication d'une multitude de produits à partir de matériaux fragiles qui en font des articles jetables, réalisés à faible coût pour réaliser un maximum de profit ? - LVOG)
- Faites durer le plus longtemps possible vos produits, tout en réduisant leur utilisation au maximum, fermez vos box Internet la nuit par exemple, baissez votre chauffage, levez le pied en voiture, faites les petits trajets en vélo, etc.
- Une manière simple de réduire ses dépenses énergétiques, est de réduire son usage d'Internet, des communications et transactions électroniques, de supprimer tous les mails, fichiers et autres informations dont vous n'avez plus l'usage et de vider les corbeilles numériques.
- D'autres gestes, comme payer en espèces pour éviter la monétique, éteindre les box Internet quand elles ne servent pas (nuit, heures d'absence ou autre), idem pour tout ce qui est connecté au réseau électrique, hertzien, optique, etc.
- Pour absorber le carbone (CO2) de l'atmosphère, il faut planter des arbres autant qu'on peut, éviter l'artificialisation des sols et privilégier l'habitat collectif tout en recherchant l'autonomie alimentaire et énergétique localement pour limiter les transports. (

LVOG - "*Planter des arbres*", pendant que les Etats qui pratiquent la déforestation à grande échelle ne sont pas inquiétés ; "*privilégier l'habitat collectif*" pendant que les nantis vivent ou se font construire de gigantesques villas ou châteaux ; "*limiter les transports*", alors que les nantis se déplacent en jets privés ou en yachts géants! -

- Ne restez surtout pas dans les grandes villes.

LVOG - Comme si les travailleurs avaient le choix de vivre et de travailler où ils le désiraient !

- Produire ou acheter des aliments biologiques. (50 à 100% plus chers, parole de nantis ! - LVOG)
- Quand des milliards d'individus appliqueront cette sobriété (Allez raconter cela aux milliards pour qui "*sobriété*" rime au quotidien avec frustration, privation, précarité absolue, scélérat ! - LVOG) , nous aurons peut-être la chance d'éviter des souffrances à nos enfants et petits-enfants. (Ce n'est pas le capitalisme qui serait responsable du soi-disant réchauffement dû à l'activité humaine, non, c'est uniquement les peuples. - LVOG)

### Nos ennemis ont de la suite dans les idées.

LVOG - L'écologie, l'environnement, le climat : Une arme de guerre contre tous les peuples.

Extrait du document sur le mouvement écologique mis en ligne dans le portail.

- Le rapport que la Commission trilatérale fit paraître en 1991, juste avant le Sommet de la Terre de Rio, va reprendre les idées maîtresses de la « Montagne de fer » (Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji, Beyond interdependence, New York, Oxford University Press, 1991) :

« La crainte d'un conflit nucléaire, qui a exercé une pression psychologique considérable à une époque, s'est traduite par un soutien politique à l'effort de défense, est en train de s'estomper. Mais certaines menaces environnementales pourraient finir par exercer la même pression dans l'esprit des peuples. Tout comme l'arme nucléaire, certaines formes de dégradation environnementale constituent des menaces mortelles, l'une comparable à une attaque cardiaque, l'autre à un cancer. Les négociations environnementales pourraient ressembler aux négociations en matière de désarmement. Mais elles différeront au moins sur un point fondamental. Une nation ne peut utiliser l'arme nucléaire comme moyen de pression politique que si elle est forte dans les domaines militaire, technologique et économique. Un pays n'a pas besoin d'être riche ou puissant pour se servir des questions environnementales comme moyen de pression [en refusant de coopérer]. » (C'est nous qui soulignons.)

« En résumé, les années 90 seront moins favorables à la coopération entre les pays de la Trilatérale que ne le furent les années 70 et 80. En l'absence d'une menace extérieure suprême, facilement dramatisée, les citoyens des pays démocratiques auront naturellement tendance à se préoccuper des affaires intérieures et à aborder les problèmes dans une perspective paroissiale. Mais la Commission trilatérale peut aider à dramatiser les coûts d'un manque de coopération trilatérale et d'une division de l'économie mondiale en blocs séparés. »

Et Albert Gore, vice-président américain, popularisera ce thème dans son livre *Earth in the Balance* (Houghton Mifflin Company, Boston, 1992) :

« De plus en plus de gens se joignent au mouvement de résistance [à la destruction écologique], mais le temps est venu de faire de cette lutte le principe organisateur central de la civilisation mondiale. (...) »

« J'ai la conviction que nous devons choisir une ligne d'action sans équivoque, il nous faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. » (C'est nous qui soulignons.)

Le clone français d'Albert Gore, Michel Barnier, ancien ministre et commissaire européen, reprend aussi la thématique trilatérale :

« [L'ampleur du désastre écologique révélé par la faillite de l'empire soviétique] justifierait un véritable "plan Marshall" de l'écologie, financé essentiellement par l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon. »

Et le Club de Rome, dans son rapport *Question de survie* (1991), entérine l'adoption définitive par les malthusiens de cette stratégie :

« A la recherche d'un nouvel ennemi qui nous ferait nous unir contre lui, nous en sommes venus à penser que la pollution, la menace du réchauffement de la Terre, la pénurie d'eau, la famine et le reste étaient les bons candidats. Tous ensemble, avec en plus leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement la menace commune qui appelle la solidarité de tous les peuples. »

En fait, de tous ces facteurs, c'est la protection de l'atmosphère qui s'est révélé le facteur le plus efficace en termes d'impact médiatique.

Dès 1975 une conférence intitulée « L'atmosphère menacée et menaçante » fut organisée par l'anthropologue Margaret Mead. Cette dernière expliqua que « c'est la croissance sans précédent de la population mondiale qui a certainement l'influence la plus déstabilisante pour la biosphère ». La conclusion était évidemment la nécessité de réduire la population humaine et son activité industrielle.

Pour que l'opinion publique accepte cette réduction, Margaret Mead proposa ce qui suit :

« Ce que nous demandons aux scientifiques, ce sont des estimations présentées avec suffisamment de conservatisme et de plausibilité. (...) C'est ce qui nous permettra de commencer à construire un système d'alerte artificielle, mais d'alerte efficace, le genre d'alerte qui pousse les animaux à fuir avant le cyclone. (...) Il faut rendre clair que les peuples de toutes les nations sont physiquement interdépendants. Ce n'est que comme cela que nous parviendrons à obtenir les sacrifices dont les hommes sont capables. (...) Il faut donc concentrer toute notre attention sur les dangers qui concernent l'humanité dans son ensemble. (...) [Les chercheurs en] sciences de la nature doivent donc développer des manières de décrire le danger qui nous menace d'une façon qui soit plausible entre eux ». Autrement dit, la vérité scientifique n'a pas d'importance, seules comptent les explications plausibles sur lesquelles se met d'accord un « club » qui détermine ce que doit croire la population.

La menace du réchauffement climatique une fois établie dans les esprits, suite à diverses manipulations, on peut passer à l'étape suivante : la création d'institutions supranationales. C'est ce qu'affirme en 1987 la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du fleuve, Les publications du Québec, 1989) :

« L'important n'est pas vraiment de savoir si ces avenir énergétiques plus modérés et efficaces sont tout à fait réalisables selon le calendrier prévu. Il s'agit plutôt d'opérer de profonds remaniements politiques et institutionnels pour restructurer les investissements afin de pouvoir se lancer sur cette voie. »

Mais la Commission trilatérale, dans Beyond Interdependance, avertit « [qu'il] faudra du courage et une vision politique pour surmonter ces obstacles et procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Et les hommes d'État n'hésitent pas à approuver, tel François Mitterrand :

« Je crois, en effet, qu'il est nécessaire de créer un organisme supranational qui sera seul capable de veiller efficacement au respect des réglementations internationales qui devront être édictées dans ce but [la protection globale de l'atmosphère]. (Changements climatiques, ce qu'en pensent les hommes d'État, OMM, Genève, 1991.)

Laissons la conclusion à Paul Crutzen, spécialiste de l'atmosphère, codétenteur du prix Nobel pour ses travaux sur la couche d'ozone. C'est donc un des pères scientifiques du Protocole qui s'exprime (Le Monde du 30 janvier 1997) :

« Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant on sait que les dégâts sont très faibles. La démonstration a été faite que la couche d'ozone se détériore à un rythme fort ralenti. »

LVOG - Cet article date un peu, mais j'ai lu depuis des articles qui le confirmaient, j'ignore ce qu'il en est en juin 2019.

[La "transition énergétique et sociale", c'est la transition vers l'austérité généralisée.](#)

- La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050, selon un rapport de l'ONU - Franceinfo 18 juin 2019

Deux milliards d'êtres humains en plus en 30 ans. La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050, contre 7,7 milliards aujourd'hui, avec notamment un doublement des habitants de l'Afrique subsaharienne, selon un rapport de l'ONU publié lundi 17 juin.

D'ici à 2050, plus de la moitié de la croissance projetée de la population mondiale se concentrera dans neuf pays, précise le rapport "Perspectives de la population dans le monde". Les Etats concernés sont l'Inde, le Nigeria, le Pakistan, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, la Tanzanie, l'Indonésie, l'Egypte et les Etats-Unis.

Plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde d'ici à 2050 aura lieu en Afrique, un continent dont la population augmentera d'environ 1,3 milliard d'habitants au cours de la période", précise l'organisation internationale. Proportionnellement, c'est la région du monde qui devrait connaître la plus forte évolution démographique. Et les Nations unies de préciser : "les perspectives tablent sur un boum démographique notamment parce qu'un grand nombre de jeunes atteindront l'âge adulte dans les années à venir et seront en âge de procréer."

Cinq pays africains figurent parmi les neuf Etats du monde où la population croît le plus. Premier, le Nigeria, suivi de la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie, la Tanzanie et l'Egypte (à côté de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie et des Etats-Unis d'Amérique). Actuellement, le Nigeria est le seul état africain se trouvant parmi les pays les plus peuplés. Selon les données du Fonds des Nations unies pour la population, cet Etat le plus peuplé d'Afrique compte 201 millions d'habitants.

La plupart des populations à la croissance la plus rapide se trouvent dans les pays les plus pauvres", observe le secrétaire général adjoint de l'ONU aux Affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, cité par le communiqué onusien.

Dans le même temps, au niveau mondial, on constate un vieillissement de la population. "En 2050, une personne sur six dans le monde aura plus de 65 ans (16%) (...). En 2018, pour la première fois de l'histoire, les personnes âgées de 65 ans et plus étaient plus nombreuses que les enfants de moins de cinq ans dans le monde", précise l'ONU. Un mouvement qui devrait notamment concerner l'Afrique du Nord, où "la part des personnes âgées (pourrait) doubler dans les 30 prochaines années". Curieusement, cette dernière information figure dans le communiqué en anglais, mais pas dans celui en français...

Parmi ses prévisions, l'ONU prévoit une population qui pourrait atteindre près de 11 milliards d'individus en 2100. Le rapport confirme par ailleurs le vieillissement de la population mondiale, en raison d'une espérance de vie croissante et d'une baisse de la fécondité.

Un niveau de fécondité en recul dans le monde

Le nombre de pays connaissant une réduction de taille de la population augmente néanmoins, note aussi le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'où est issu le rapport. Depuis 2010, 27 pays ou territoires ont connu une réduction d'au moins 1% de la taille de leurs populations, une baisse due à des faibles niveaux de fécondité. Dans ses prédictions, l'ONU

prévoit notamment que la population en Chine devrait diminuer de 31,4 millions, soit environ 2,2% entre 2019 et 2050.

L'indice de fécondité global, qui a baissé de 3,2 naissances par femme en 1990 à 2,5 en 2019, devrait encore diminuer pour s'établir à 2,2 en 2050. Ce dernier taux s'approche du niveau de fécondité de 2,1 naissances par femme, nécessaire pour assurer le remplacement des générations et éviter le déclin de la population à long terme en l'absence d'immigration, indique le communiqué de l'ONU. Franceinfo 18 juin 2019

LVOG - Quand on évoque la population mondiale, immigration ou non, elle demeure la même, à moins que se produise une immigration en provenance d'une autre planète !

Ici, au Tamil Nadu, Etat du sud de l'Inde, la plupart des femmes n'ont plus que 2 enfants et de plus en plus rarement 3 pour essentiellement des raisons économiques ou le manque d'espace, l'exiguïté de leur habitation qui rend toute idée de confort superflue. Autrefois, en fait il n'y pas si longtemps encore, il y a 30 ans environ, les familles d'origine paysanne pour l'immense majorité d'entre elles disposaient de terres qu'elles partageaient ensuite avec leurs enfants, une fois leurs enfants devenus adultes et mariés, il n'y a plus rien à partager, les générations suivantes sont obligées de rester longtemps chez leurs parents, puis elles doivent louer une habitation hors de prix du fait de la surpopulation, ce qui les incite à faire moins d'enfants.

Autre facteur. Les familles qui se saignent pour envoyer leurs deux enfants dans des écoles privées qui leur promettent un avenir fabuleux, n'auraient pas les moyens de régler la scolarité d'un troisième enfant. Cela aussi du fait que leurs charges incompressibles augmentent sans cesse, plus vite que les salaires, ainsi que l'inflation. A l'arrivée, ils ont dorénavant accès à la plupart des biens d'équipement, quoique, au prix de la dégradation de leur mode de vie ou de lourds sacrifices ; Je veux dire par là pour l'observer quotidiennement autour de moi ou dans la famille de ma compagne, ils sacrifient l'alimentation, la santé, l'hygiène, et leurs enfants n'ont toujours pas de jouets ou ils n'ont accès à aucun loisir.

Et pour prouver que je sais de quoi je parle, depuis trois jours les deux enfants (3 et 4 ans) de Srida (la fille de la soeur de ma compagne (Selvi) qui habite à 200 mètres de chez nous) vont venir tous les jours chez nous de 15h45 à 18h15 après l'école. Ils ont faim et soif évidemment, il faisait 43°C à l'ombre hier. On leur donne un jus de mangue (du jardin), des gâteaux secs et des bananes (également du jardin), et les quelques jouets que j'ai toujours à disposition pour les enfants de passage. Ils passent l'après-midi avec Selvi qui nettoie le jardin (une tâche quotidienne qu'on se partage), ensuite elle leur fait prendre une douche avant que leur mère arrive. Elle, elle revient du boulot éreintée par la chaleur, et elle va devoir entamer sa deuxième journée de travail, car ici les hommes ne font strictement aucune corvée ménagère, dès qu'ils ont un peu de temps libre, c'est pour faire une sieste ou retrouver leurs copains et/ou aller picoler !

Pendant un mois et demi (le temps des vacances scolaires) on a hébergé la petite fille (4 ans) de ma compagne, parce que les deux parents travaillent. Elle était maigre le premier jour, aussi maigre que les gosses de Srida, en partant elle avait pris deux kilos et elle avait même pris un peu de ventre, ce qui était un sujet de plaisanterie parce qu'elle me concurrençait, pas tout à fait, que je ne raconte pas de blague, quoique j'ai perdu 5 kilos depuis le début des grosses chaleurs ! Et puis il n'y a pas de télévision chez nous, donc il faut tout le temps s'occuper des gosses, parler avec eux, ils sont très bavards, jouer avec eux, ça c'est mon domaine réservé, je fais le pître quoi, et ils rient aux éclats, c'est merveilleux un enfant qui rit aux larmes, n'est-ce pas ? On en oublie un instant le monde épouvantable et impitoyable qui les attend plus tard. Au passage, je leur transmets des bribes d'éducation. Leur donner un peu de bonheur nous fait du bien, et quand on le lit dans leurs yeux nous sommes comblés aussi de bonheur. Dommage qu'il n'en soit pas ainsi avec mes lecteurs, mais bon, ils sont trop exigeants ou ils ont peut-être oubliés aussi qu'ils avaient été des enfants, sans doute gâtés, trop ? Peu importe.

Ici, comme ailleurs, il est inconcevable qu'un couple n'ait pas d'enfants, au minimum deux, si possible un garçon et une fille, ils sont tentés d'avoir un troisième enfant quand ils ont eu deux filles, la guigne à cause de la dote qui réduira à néant leurs petites économies ou les endettera pendant de longues années. La mère de mon épouse dont je suis séparé avait eu 10 enfants dont seulement 7 avaient survécu, celle de ma compagne Selvi en a eu 8 dont également 7 ont survécu, du coup une fois devenus adultes, ils sont devenus tous aussi pauvres ! Selvi a eu 3 enfants, du coup il a fallu que son frère et trois autres de ses soeurs en ait au moins 3 !

A propos des arguments ou idées reçues que les écologistes et leurs experts colportent.

Il paraîtrait que les Indiens (notamment) allaient consommer beaucoup plus de viande entre autres, parce que leur niveau de vie s'améliorerait... En fait, pas du tout, puisque le poste alimentaire passe en dernier. Ensuite, ils sont très conservateurs, donc ils n'ont nullement envie de changer de régime alimentaire. Et pour finir, ils n'en ont pas les moyens, parce que les prix de la viande et du poisson ont explosé ou ils ont considérablement augmenté, au point que même moi je m'en passe depuis des années, je parle du thon, du requin, du mouton ou du porc, ce sont des produits de luxe ici, 3 à 5 fois plus cher que le poulet ou les sardines, on se rabat sur les oeufs ! Même les lentilles qui entrent dans le menu quasi quotidien des tamouls sont très chères. Et je ne parle pas des produits importés, hors de prix !

Ils ont produit des fanatiques qui sapent tous leurs efforts...

- Repentez-vous, le châtime climatique est proche ! - LePoint.fr17.06

Toute une partie du mouvement écologiste prend aujourd'hui des accents millénaristes, aux dépens, malheureusement, d'actions réellement utiles. LePoint.fr17.06

Sans "**honte**", c'est "**très beau**" tout de même les multinationales.

- Contamination radioactive «anormalement élevée» de la Loire à Saumur - leparisien.fr 18 juin 2019

Le temps des miliciens et des justiciers.

- Eric Piolle, maire de Grenoble : «On n'est qu'au début de la justice climatique» - leparisien.fr 18 juin 2019

Total compte parmi les vingt plus grands émetteurs de gaz à effets de serre. Il faut que l'article 2 de la COP 21, qui indique que nous devons rester sous les 2 degrés et si possible sous 1,5 degré s'impose aussi aux très grandes entreprises. Par ailleurs, je trouve que c'est un très beau projet d'entreprise que de se mettre à contribuer à l'avenir de l'humanité, particulièrement quand on travaille dans l'énergie. Cette action permet de mobiliser, cela fait partie du « name and shame » (NDLR : nommer et couvrir de honte).

La justice a un pouvoir très large. Elle est parfois utilisée à l'encontre de l'environnement au nom de traités de libres-échanges. (Qu'il ne remet pas en cause ou n'entraînera pas sa rupture avec le capitalisme et ses institutions, bien au contraire puisqu'il réclame l'application de l'article 2 de la COP 21. - LVOG) Il est temps que les défenseurs du climat s'en emparent aussi. On en est qu'au début de la justice climatique.

L'idée est de monter une équipe juridique à la disposition des maires qui veulent engager notamment des recours contre les États qui ne respectent pas l'accord de Paris. leparisien.fr 18 juin 2019

- Le Groenland fond à vue d'oeil - euronews 18 juin 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*Le réchauffement climatique est un phénomène naturel dont l'activité de l'Homme n'est pas responsable et sur lequel elle a peu d'influence. En fait, comme pour les fois précédentes, la fin de l'actuelle période interglaciaire (10-15 000 ans) connaît un paroxysme de température avant le début de la prochaine ère glaciaire de 100 - 150 000 ans.*

*Si la lutte contre le réchauffement climatique est illusoire - et dispendieuse et polluante, avec les voitures électriques, éoliennes et autres panneaux solaire - cela ne signifie pas qu'il ne faut pas se préparer dès maintenant à faire face aux problèmes causés par ce phénomène. Secourir les populations qui en seront victimes pour éviter les guerres liées aux déplacements de population devrait être une évidence, qui suppose en premier lieu de renoncer aux gaspillages de la société de consommation et du capitalisme. Ce dernier a échoué, et épuise pour rien les ressources naturelles : rien ne pourra se faire d'utile sans une économie dirigiste subordonnant la décision de produire à l'intérêt général."*

LVOG - Mission historique qui revient à la classe des producteurs, la classe ouvrière, son gouvernement, son Etat, de se débarrasser du capitalisme...

[Un autre record à mettre au compte du capitalisme.](#)

- Un record de plus de 70 millions de réfugiés et déplacés fin 2018 dans le monde LeFigaro.fr 20 juin 2019

Parmi ces déplacés, le HCR différencie les 25,9 millions de réfugiés (dont 20,4 millions sont sous son autorité), des 41,3 millions de déplacés internes, et des 3,5 millions de demandeurs d'asile (qui demandent le statut de réfugié). En 2018, 13,6 millions de personnes ont dû quitter leur foyer, soit 37.000 par jour. Une augmentation, en partie compensée par les retours et les décès, qui explique le chiffre de 70,8 millions de déracinés recensés en 2018 par le HCR. Cette année présente le chiffre le plus important depuis la création de l'agence de l'ONU il y a 70 ans. «Cela représente le double du nombre de personnes déracinées il y a 20 ans ainsi que 2,3 millions de personnes supplémentaires par rapport à l'an dernier. Ce chiffre représente une population qui se situerait entre celle de la Thaïlande et de la Turquie», écrit le HCR.

Reste que ces chiffres sont sous-estimés, d'abord parce que les chiffres du HCR ne présentent que les personnes enregistrées par l'agence, mais aussi du fait que certaines crises récentes et notamment celle du Venezuela sont difficilement quantifiables par l'agence de l'ONU.

Sur les dix pays qui accueillent le plus de réfugiés, un seul compte parmi les pays dits développés: l'Allemagne, qui occupe la 4ème place et accueille 1,1 million de réfugiés. La France vient en 15e position avec 368.400 réfugiés sur son sol en 2018.

Le reste des pays les plus concernés par l'accueil des réfugiés sont voisins des foyers de crises qui initient les départs. La Turquie, pays voisin de la Syrie, accueille ainsi 3,7 millions de réfugiés sur son sol et occupe la première position du classement. Le Liban, lui aussi limitrophe de la Syrie vient en 7ème position, mais il présente la part de réfugiés dans sa population la plus importante de la planète. Ce petit pays de 6 millions d'habitants abrite près d'un million de réfugiés, soit un résidant sur six.

De nombreux conflits s'enlisent et avec eux la précarité des réfugiés forcés de quitter leurs foyers. Lorsque plus de 25.000 réfugiés d'une même nationalité vivent depuis plus de cinq ans dans un pays donné, la situation est considérée comme «prolongée» par l'agence des Nations unies. 46 pays sont aujourd'hui en situation d'accueil prolongé de réfugiés selon ces critères. Parmi eux, l'Iran qui accueille plus de 500.000 réfugiés Afghans sur son sol depuis près de trente ans.

Selon les chiffres présentés par le rapport du HCR, le nombre de réfugiés en situation prolongée était de 15,9 millions en 2018, soit 78% des 20,4 millions de réfugiés recensés par le HCR. Neuf pays sont entrés dans cette catégorie et notamment le Kenya, le Soudan et l'Ouganda qui accueillent désormais plus de 25.000 Sud-Soudanais depuis cinq ans. LeFigaro.fr 20 juin 2019

- Cinq pays concentrent 67 % des réfugiés - LeFigaro.fr 20 juin 2019

Commentaire d'un internaute.

- "Le graphique montre que les réfugiés viennent de zones de guerre. Qui cause les guerres, qui les entretient ? Par exemple pourquoi y-a-t-il la guerre en Syrie, au Soudan et en Afghanistan d'où viennent la majorité des réfugiés ?

*Le graphique montre aussi que les réfugiés s'entassent principalement dans les pays voisins. Pourquoi n'en dit-on jamais rien ?*"

LVOG - Les peuples doivent demeurer dans l'ignorance de leurs réelles intentions tournées contre eux, pour qu'ils puissent appliquer leur stratégie afin de mieux les asservir, leur ôter tous leurs droits ou les réduire en esclavage. Les peuples doivent adhérer à leur politique qui creusent leurs propres tombes...

[France. Corporatisme ou comment légitimer un pouvoir et un régime illégitime.](#)

- Ecologie et pauvreté : 43 organisations réclament au gouvernement "des actes concrets" - franceinfo 07.06

Symptomatique de leur ancrage idéologique.

Elles demandent, entre autres, d'interdire "la location de logements indignes" et "de passoires énergétiques", mais elles ne demandent pas d'interdire la construction de gigantesques villas dévoreuses d'énergie ou de les confier pour en faire des logements sociaux, les plus pauvres ou miséreux peuvent habiter dans la rue ou sous des ponts, dans des squatts ou dans des hangars désaffectés, des usines abandonnées, des abris de fortune...

[En famille. Institutionnalisation de la tyrannie.](#)

- Projet de loi énergie: les députés décrètent "l'urgence écologique et climatique" - AFP 19 juin 2019

Les députés ont inscrit mardi soir à l'unanimité "l'urgence écologique et climatique" dans le projet de loi relatif à l'énergie et au climat lors de son examen en commission, le ministre François de Rugy saluant une "déclaration politique".

Au premier jour de l'examen du texte en commission des Affaires économiques, les députés ont adopté une série d'amendements portés par des élus de divers bords, dont des "marcheurs" pour inscrire cette urgence à l'article 1er du projet de loi.

C'est "un appel à l'accélération" a observé l'ex-"marcheur" Matthieu Orphelin, qui portait notamment la mesure au nom du Collectif de députés transpartisan pour le climat "Accélérons". "Plus qu'un symbole, c'est un appel à renforcer très fortement les actions et à adopter une nouvelle grille de lecture de nos politiques publiques", a-t-il tweeté.

Dominique Potier (PS) y a aussi vu un "gouvernail" pour les actions à venir, tandis que Célia Delavergne (LREM) a vanté un geste "à la fois symbolique et à la fois fort".

Le ministre de la Transition écologique François de Rugy a donné un avis "favorable" aux amendements. "C'est une déclaration, mais c'est une déclaration politique de considérer qu'on se situe dans une situation d'urgence", a-t-il affirmé, rappelant que le

Premier ministre Edouard Philippe l'avait affirmé dans sa déclaration de politique générale la semaine dernière.

"J'imagine que cela signifie qu'au delà de la déclaration (...) cela vaut également mobilisation notamment de la part des députés de l'opposition sur les mesures lorsqu'elles sont prises", a-t-il ajouté, observant que "dès qu'on met en place la moindre solution, c'est la polémique politique qui reprend le dessus".

Plaidant pour "que ce soit l'urgence et la cohérence", M. Rugey a notamment dit s'être senti "un peu seul" pour défendre une fiscalité écologique plus forte "en dehors des députés de la majorité".

Tout en soutenant les amendements, l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho a observé que la disposition législative n'avait "aucune portée autre que symbolique" et que "depuis des années dans le domaine de l'écologie, les mots sont repris mais pas les actes".

"Ce sont des mots et ce qui importe ce sont des actes", a aussi affirmé François Ruffin (LFI).

"Le pape et le secrétaire général de l'ONU ont tous deux déclaré que nous étions confrontés à une urgence climatique, il est donc bon de voir que le nouveau projet de loi français sur l'énergie et le climat reflète ce nouveau sentiment d'urgence", s'est félicitée dans un communiqué Laurence Tubiana, ex-négociatrice pour la France lors de la COP21. AFP 19 juin 2019

### En famille. Le capitalisme Vert cannabis.

- Cannabis: 70 personnalités appellent à légaliser au nom du "pragmatisme" - AFP 19 juin 2019

Plus de 70 personnalités, dont les ex-têtes de liste aux européennes Yannick Jadot et Raphaël Glucksmann, appellent les pouvoirs publics "à agir vite" pour légaliser le cannabis au nom du "pragmatisme", dans une tribune publiée mercredi dans l'Obs.

"Il faut en finir avec le statu quo. La France doit légaliser le cannabis, qu'il soit utilisé à des fins thérapeutiques comme récréatives, pour les consommateurs de plus de 18 ans", réclament les signataires, parmi lesquels figurent notamment des élus de gauche, trois députés LREM (5 LREM, Delphine Bagarry, Annie Chapelier, Hubert Julien-Laferrière, Pierre-Alain Raphan et Cécile Rilhac. - [lexpress.fr](http://lexpress.fr) - Ndlr), des chercheurs, des médecins et les anciens ministres Bernard Kouchner et Daniel Vaillant.

"C'est précisément parce qu'il est nocif pour la santé, particulièrement celle des mineurs, qu'il faut en contrôler la production et la distribution", estiment-ils.

Les autres signataires de la proposition de loi, qui sera formellement déposée jeudi, sont Sylvia Pinel, Paul Molac, Jean-Michel Clément, Jeanine Dubié, Frédérique Dumas, François Pupponi (Libertés et territoires), Régis Juanico (app. PS), ainsi qu'Éric Coquerel, Loïc Prud'homme (LFI) et Sébastien Nadot (non-inscrit).

"La politique de forte répression est un échec complet", juge François-Michel Lambert, lui-même ex-LREM issu des rangs écologistes et porte-parole de l'UDE (Union des démocrates et des écologistes). Le cannabis "peut s'apparenter à de l'alcool ou du tabac sur les enjeux de toxicomanie", estime-t-il.

La vente, par les buralistes, serait interdite aux mineurs. Un arrêté du ministre de la Santé fixerait le taux autorisé de THC, principale substance psychoactive de la plante.

Les auteurs regrettent notamment que la France soit "à la traîne" par rapport à ses voisins qui ont "tous assoupli leur législation" ou à certains pays du continent américain qui ont eux déjà "légalisé la substance".

Interrogée sur cette tribune à l'issue du Conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement a répété qu'une telle légalisation n'était pas à l'ordre du jour. "La position du gouvernement n'est pas d'aller vers une légalisation du cannabis", a déclaré Sibeth NDiaye, concédant simplement qu'il pouvait y avoir des "réflexions" sur un usage thérapeutique.

Récemment, le Canada ainsi que plusieurs Etats américains ont suivi l'exemple de l'Uruguay, premier pays du monde à avoir légalisé le cannabis récréatif en 2013.

Près d'un Français sur deux s'était dit favorable à une légalisation du cannabis dans une étude publiée par l'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) mi-avril.

Mardi, des députés de tout bord ont transmis une proposition de loi prônant une "légalisation contrôlée" de cette substance. AFP 19 juin 2019

LVOG - Par principe je suis contre toute prohibition, interdiction, législation répressive.

Mais force est d'admettre sur la base de ce qu'on peut observer quotidiennement, que le règne de l'exploitation et de l'oppression qui caractérise le capitalisme, concourt à maintenir l'immense masse de la population dans l'ignorance et à accroître sa vulnérabilité, en engendrant tant d'inégalités et de frustrations qui conduisent à des comportements incohérents et violents, destructeurs contre lesquels la société ou chaque citoyen doit être protégé et se protéger lui-même pour ne pas en être un jour injustement la victime.

Légaliser le cannabis reviendrait à le mettre à la portée de tous ceux qui jusqu'à présent n'y ont pas eu accès, parce que c'était trop compliqué ou risqué pour ceux qui étaient tentés d'en user, et cela pourrait encourager ceux qui en consommaient déjà à en consommer davantage ou à toute occasion, donc sans modération, ce qui aurait pour conséquence d'agir sur leur comportement et leur mental, au moment même où la classe dominante mène une guerre psychologique et idéologique sans répit contre les masses apte à générer un penchant schizophrène, auquel contribue également l'emprise des médias institutionnels et des réseaux dits sociaux sur les esprits les plus faibles, de sorte qu'en dehors d'une prise de conscience des effets de cette drogue, elle pourrait encore accentuer ce penchant ou cette menace qui pèse sur ses consommateurs, notamment les plus jeunes.

Pour en avoir consommé pendant près de 40 ans, maintenant de manière irrégulière, je suis bien placé pour en parler. J'ai déjà abordé en détail ce sujet dans d'autres causeries. Je n'ai pas d'idée arrêtée sur la question de la légalisation du cannabis, cela brasse tellement de facteurs et de situations différentes qu'il est difficile de se prononcer. Quand on a acquis un certain niveau de conscience, il ne peut être nocif pris modérément, il est bénéfique sur les plans intellectuel et mental ou psychologique, dans le cas contraire qui est celui du plus grand nombre, il peut avoir des conséquences incontrôlables ou produire des effets imprévisibles ou négatifs à moyen ou long terme qu'on ne soupçonnera pas, de sorte qu'il peut influencer le cours de notre vie, mais pas forcément dans la direction qu'on aurait souhaité qu'elle prenne, pour parfois le regretter le restant de nos jours puisqu'on ne peut pas revenir sur le passé. Je tiens cela de ce que j'ai pu observer autour de moi autrefois et même plus récemment.

Personnellement j'en ai tiré le maximum de profit, sans avoir eu à en subir les effets négatifs, puisque je m'en suis relativement bien tiré. Il m'a permis d'éviter de me radicaliser à l'excès et de mieux supporter mon sort ou la société, sans émousser ma volonté ou ma combattivité contre le capitalisme. Comme il m'a accompagné tout au long de mon parcours atypique pendant près de 40 ans, je ne peux pas honnêtement lui reprocher de m'avoir rendu de fiers services ni condamner son usage ni légitimer sa prohibition.

Il ne présente pas plus de danger que l'alcool ou la cigarette également accessibles aux jeunes, on pourrait même dire moins sur le foi, les poumons et le cerveau ou encore le pancréas, mais plus sur le plan psychologique qui est une faiblesse des hommes mais aussi sa principale qualité quand ils parviennent à se connaître ainsi que la société, l'un et l'autre devant être indissociables pour parvenir à progresser dans la vie et trouver la voie qui mène à une société plus juste ou le socialisme. Mais bon, je dois faire partie des très rares exceptions qui existent dans ce domaine pour ne pas généraliser. Je l'ai traité à la manière d'un dialecticien qui n'a pas grand chose à craindre. Personne ne doit se sentir obligé de consommer ou non de l'alcool, une drogue ou de fumer, de manger ou de s'abstenir de manger tel ou tel aliment. En régime socialisme, ce genre d'interdiction n'existerait pas évidemment.

Qui a dit ?

- *“Rien ne va fondamentalement changer”*

Réponse : Joe Biden, le candidat à l'investiture démocrate pour 2020 aux États-Unis

Comme le rapportent nos confrères du HuffPost américain, l'ancien vice-président de Barack Obama s'adressait à des riches donateurs au très chic hôtel Carlyle. Et pour les convaincre de miser sur lui, il a tenu à dissiper tout malentendu lié à son discours portant sur la lutte contre les inégalités : lui président, il ne menacera pas leur train de vie.

“Nous ne voulons pas diaboliser quiconque ayant gagné de l'argent”, a-t-il déclaré, jurant que “personne ne sera puni” par sa politique. “Personne ne verra son train de vie changer, rien ne va fondamentalement changer”, a insisté Joe Biden, promettant à ses interlocuteurs qu'il ne les laisserait “pas tomber” en cas de victoire. Le HuffPost20 juin 2019

LVOG - Trump non plus !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté 2 documents dans la rubrique "Documents d'actualité".

Je suis trop crevé pour actualiser le site, je n'ai pas dormi à cause d'un problème de courant et pas de climatisation. Alors juste une info.

### Qui a dit ?

- *"Comme c'est une nouvelle forme en politique, on avance en marchant, on construit en marchant."*

Réponse : Macron ? Non, Éric Coquerel (LFI), sur franceinfo, dimanche matin.

LVOG - Vous allez peut-être estimer que mon ironie est déplacée, attendez de lire la suite.

Éric Coquerel - On ne va pas s'allier avec des gens d'En marche ! (Heureusement qu'il le précise ! - LVOG) On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents. Il y a comme ça un certain nombre de conditions. francetvinfo.fr 23.06

Vraiment ?

Rappel cruel.

Mélenchon, ministre délégué à l'Enseignement professionnel du 27 mars 2000 au 6 mai 2002 sous Lionel Jospin

- Quel gouvernement a le plus privatisé depuis 30 ans ? - Le Figaro 05/10/2018

Arrivé à Matignon en juin 1997, en cohabitation avec Jacques Chirac, Lionel Jospin poursuit les privatisations et cède pour un total d'environ 30 milliards d'euros des parts de nombreuses entreprises, selon les chiffres de l'AFP. Le même chiffre a donc été avancé par Bruno Le Maire mercredi. L'État de la France de 2001 estime à 210 milliards de francs l'ensemble des privatisations sur la période 1997-2002.

Ces privatisations concernent notamment France Telecom, Thomson-CSF, Air France ou Eramet ainsi que les banques CIC, Société marseillaise de crédit et Crédit lyonnais. Les assureurs Gan et CNP sont également totalement ou partiellement cédés. Ouverture du capital d'Aérospatiale (qui devient EADS). Mars 2002 : mise en bourse de 49 % du capital d'ASF. (Source : Le Figaro 05/10/2018 et Wikipédia)

Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? Vous avez bien lu : *"On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents."* Ils osent tout décidément !

Vont-ils virer Mélenchon, ex-ministre sous Chirac (RPR-UMP-LR) ?

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(24 pages\)](#)

[Démystification. Testez votre capacité à résister à l'endoctrinement officiel ou à la schizophrénie climatico-néolibérale aggravée.](#)

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO2 qui vienne des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté

... sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO<sub>2</sub> venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). <https://www.climato-realistes.fr> 13 mai 2019

LVOG - Vous avez bien lu, tout cela pour 1% ! Ce 1% doit vous rappeler un autre, n'est-ce pas ? Bravo, vous avez trouvé l'origine de cette gigantesque mystification, et ceux qui destinés à en profiter, les mêmes.

### [Les canicules d'avant la canicule au cours du XXe siècle - contrepoints.org 25 juin 2019](https://www.contrepoints.org/2019/06/25/les-canicules-d'avant-la-canicule-au-cours-du-XXe-siècle)

Année 1900

Le mois de juillet est le plus chaud à Paris depuis 1859. Longue période de fortes chaleurs avec des températures atteignant 40 degrés à Châteaudun. Paris manque d'eau.

Année 1911

En France, juillet août et septembre sont très chauds et les températures dépassent fréquemment 35°. On dénombra 40 000 morts dus à cette canicule, aussi bien des personnes âgées que des enfants en bas âge.

Année 1921

Après la sécheresse qui a commencé à l'automne 1920, le 1er janvier 1921 la vague de douceur se poursuit : 19,4° à Bordeaux, 16,5° à Châteauroux, et s'aggrave en février. Mars et avril sont toujours exceptionnellement secs et ensoleillés.

Du 14 au 17 avril, il neige fréquemment sur presque toute la France – un orage déverse 20 cm de grêle sur le Languedoc dans la soirée du 14 avril.

En juin, la sécheresse devient dramatique, aucune goutte de pluie n'est observée dans l'Oise, la Somme et le Languedoc-Roussillon ; à Paris, c'est le mois de juin le plus sec depuis 1810, une vague de chaleur exceptionnelle se produit entre le 24 et le 28 juin ; le 28 juin, un orage de grêle ravage les Deux-Sèvres avec des grêlons de 125 grammes.

Un été caniculaire s'abat sur la Lorraine. Le déficit de pluie atteint des records. Les récoltes s'annoncent faibles ; les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Juillet reste extrêmement sec, absolument sans pluie dans la Beauce, le pays de Caux et la Picardie ; du 22 mai au 11 juillet, il ne tombe que 2 mm à Paris.

Cette sécheresse concerne également les Pays-Bas et l'Angleterre (le débit de la Tamise est réduit au 1/10ème de la moyenne) – La sécheresse perdure en Angleterre. On y dénombre de nombreux décès dus à la chaleur. Record de chaleur depuis 40 ans.

Aux USA, les températures élevées perdurent depuis août 1920, avec des températures mensuelles supérieures de 3,4° (F) supérieures à la moyenne. Le mois de mars vit une température supérieure à 10,8° (F)

Le 13 juillet, on observe également une chaleur torride et un maximum de 44,8° aurait été mesuré à Bourg (il s'agit de la valeur non officielle la plus élevée mesurée à l'ombre, en France).

La vague de chaleur atteint son maximum les 28 et 29 juillet où l'on mesure des températures supérieures à 38° sur les trois quarts de la France (40 à 42° à Vesoul, Besançon, Albertville, Bourg en Bresse et Moulin)

En août, la grande sécheresse en Europe, combinée avec des températures élevées, est la cause d'une fonte rapide des glaciers alpins.

Le déficit de pluie atteint des records. Début août, les mirabelles se font rares et comme la terre des jardins des maraîchers est brûlée, les légumes « ont pour ainsi dire disparu. Un pied de salade très dure se paie à des prix inconnus. On n'arrive presque plus à obtenir le bouquet nécessaire au pot-au-feu », peut-on lire dans les comptes-rendus de l'époque. Les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Octobre est le plus chaud et le plus sec depuis 1757. Une vague de chaleur exceptionnelle se produit du 1er au 20 octobre. Au cours de la première semaine, les températures dépassent partout les 30° -le 5 octobre, on atteint même 36° dans les Basses Pyrénées.

Le 4 novembre 1921 voit enfin le retour de la pluie, mettant fin à la sécheresse mais le beau temps dominera pratiquement jusqu'à Noël.

Du 4 au 7 décembre, les gelées restent très fortes. Les 28 et 29 décembre, sont à l'inverse très doux, les températures dépassent 15° sur presque tout le pays.

L'année 1921 aura été la plus chaude et la plus sèche à Paris depuis le début des observations météo (1851) ; au total, il ne tombe que 270 mm d'eau contre 625 mm en moyenne.

Année 1934

USA : Pratiquement l'ensemble du pays subit une sécheresse sévère. En juin, on relève des températures supérieures à 100°F (38° C) dans 48 états. Le Texas, l'Oklahoma et le Kansas sont l'objet d'une véritable catastrophe, qui provoque l'exode majoritairement définitif de 3 millions d'habitants vers des lieux plus cléments.

Chine : vague de chaleur inhabituelle. Dans certains endroits, on relève des températures de 40 à 45° entraînant de nombreux décès. Les récoltes sont ruinées.

France : vague de chaleur torride et sécheresse au printemps et en été. Mi-avril, la température atteint près de 30°. Mi-septembre, 36° à Clermont-Ferrand. En décembre, la température moyenne est supérieure de 5° à la normale. [contrepoints.org](http://contrepoints.org) 25.06

### [Nouvelles d'Inde \(chez moi\).](#)

LVOG - Bienvenue au club ! J'ai appris que la température allait ou avait grimpé jusqu'à 40°C ou plus en France, 48°C en Algérie. Avant-hier j'ai été privé d'électricité, donc de climatisation et j'ai passé une nuit blanche, ma compagne indienne a dormi paisiblement avec un ventilateur, comme quoi nous sommes différents.

Après plus de 22 ans en Inde, je ne m'y habituerai jamais, et en vieillissant cela ne s'améliore pas ! Au-delà de 25 ou 26°C, je ne peux plus dormir. En revanche la journée cela ne me gêne pas, je m'active du matin au soir, y compris en plein soleil, je bois 4 à 5 litres d'eau par jour et je change trois fois de short, je ne porte que cela, sauf pour sortir en ville évidemment. Cela m'a aidé à perdre 6 kilos en deux mois environ et je me sens beaucoup mieux. Quant au sommeil, avec la climatisation pendant quelques heures, c'est un tel soulagement de retrouver un peu de fraîcheur, que je m'endors au bout de quelques minutes tant je suis claqué.

J'ai encore lu un article débile de 20Minutes dans lequel ils affirmaient que d'ici 2050 il y aurait 1 milliard de climatiseurs en Inde, alors qu'en 2019 le nombre de foyers ayant les moyens d'acquérir un climatiseur, puis de l'entretenir, et ensuite payer les factures d'électricité ne doit pas dépasser 120 à 150 millions en étant généreux, ici le prix de l'électricité est progressif, plus on consomme et plus le prix du kilowatt/H est élevé, c'est dissuasif. Sans compter que la plupart des installations électriques ne sont pas conçues pour supporter ce genre d'appareil

- "C'est vraiment des conditions critiques pour la vie" : un scientifique alerte sur la chaleur extrême en Inde  
- [franceinfo](http://franceinfo) 21.06

Ces derniers jours, le thermomètre est monté jusqu'à 50 °C. "On passe quand même de quelque chose qui est difficilement supportable, assure-t-il, autour de 40, 42 °C, à quelque chose qui est plus proche de 50 °C. C'est vraiment des conditions très critiques pour la vie."

La mousson tarde à arriver, "ce qui fait que les conditions chaudes sont anormalement longues par rapport aux années habituelles", explique le chercheur. Les vents et l'augmentation de la vapeur d'eau dans l'atmosphère – due aux gaz à effets de serre – piègent la chaleur et accentuent le réchauffement de ces régions.

Depuis quelques années, le gouvernement indien met en place des programmes pour lutter contre ces vagues de chaleur. "Il y a une conscience beaucoup plus aiguë de ce que peut représenter le danger des changements climatiques, indique Pascal Terray. Mais ils ne sont pas forcément prêts à sacrifier leur développement économique." [franceinfo](http://franceinfo) 21.06

LVOG - Pourquoi, les Indiens devraient y renoncer ?

Commentaire d'un internaute

- "Ben oui ! Vu le modèle capitaliste on en est réduit à choisir entre rester en vie et se développer économiquement. Ca craint."

LVOG - Dites donc, chez vous en France, en Europe, le développement économique il est terminé depuis belle lurette, alors qu'attendez-vous pour vous débarrasser du capitalisme et nous en débarrasser du même coup ?

- Inde: dans Chennai à court d'eau, la quête obsessionnelle de l'or bleu - AFP 22 juin 2019

Dans le grincement de pouliEs et les splashes d'éclaboussures, des habitants tirent du plus vite qu'ils peuvent le fond d'eau de leur puits pour remplir leurs bidons du précieux liquide, devenu rare dans la ville indienne de Chennai.

Des précipitations insuffisantes depuis dix-huit mois ont plongé cette grande métropole du sud de l'Inde dans un stress hydrique appelé à durer des semaines encore. Dans cette agglomération de dix millions d'âmes, l'eau est devenue une obsession quotidienne.

Capitale du riche État du Tamil Nadu, Chennai dispose en temps normal de 830 millions de litres d'eau par jour. À l'heure actuelle, les autorités n'arrivent à fournir que 60% de cet approvisionnement. Les réservoirs sont à sec, les nappes phréatiques toujours plus basses.

"Nous n'arrivons pas à dormir la nuit car nous avons peur que ce puits s'épuise", confie à l'AFP Srinivasan V, un électricien de 39 ans venu à l'aube y chercher le quota autorisé par son quartier, proche de l'aéroport international. Les seaux s'enfoncent à une vingtaine de mètres de profondeur, dans l'obscurité, avant d'enfin rencontrer la nappe liquide.

Face à la pénurie, les gérants de ce point d'eau ont posé un verrou dessus et n'autorisent les 70 familles qui en dépendent à n'en tirer chacune que trois pots de 25 litres par jour. Une quantité insuffisante qui oblige les résidents à trouver d'autres sources pour compléter, ou à acheter au prix fort de l'eau à des sociétés privées.

Comme lors des précédentes sécheresses dans la région, qui n'avaient toutefois pas atteint un tel stade critique, ce puits fait l'objet d'un tirage au sort pour déterminer l'ordre de passage des habitants. Aux premiers une eau claire et abondante, aux derniers le raclement du fond et un liquide couleur de terre.

Srinivasan V passe près de cinq heures par jour à chercher de l'eau. Il consacre ces derniers temps 2.000 roupies par mois (25 euros) à acheter de l'eau en bonbonne ou à cotiser pour la venue d'un camion citerne privé, une fortune au vu de son salaire mensuel de 15.000 roupies (190 euros). (Plus du double du salaire minimum. - LVOG)

Pour les bourses modestes comme la sienne, cette dépense prioritaire rogne le reste de son budget: "j'ai plusieurs emprunts, notamment pour la maison, je n'ai pas pu payer les échéances", raconte-t-il.

La ville tout entière vit aujourd'hui à l'heure de l'eau rare.

Certains restaurants préfèrent servir la nourriture sur les traditionnelles feuilles de bananier, pour économiser l'eau dépensée en vaisselle d'assiettes. Des habitants se lèvent en pleine nuit pour ouvrir les robinets capricieux et attendre, des heures durant, que les récipients se remplissent, goutte à goutte.

Le matin, les enfants se chamaillent pour savoir qui aura le droit de se laver ce jour-là. Dès l'aube dans la rue, des files d'attente de gens aux faibles revenus s'étirent devant des pompes, où l'eau est gratuite.

Les nerfs sont à vif. Des disputes éclatent souvent, parfois violentes. Dans une autre ville du Tamil Nadu, une famille a battu à mort un activiste qui l'accusait de prendre trop d'eau.

Pendant que leur mari est au bureau, les épouses peuvent passer près de six heures par jour à faire la queue à la pompe, trois heures le matin et trois heures le soir. "Trouver de l'eau et la porter jusqu'à la maison, c'est un travail à plein temps pour nous", explique Nagammal Mani, une femme patientant dans une file d'attente.

Chennai tire habituellement le gros de son eau de quatre grands lacs-réservoirs voisins. La mauvaise mousson de l'année dernière ne les ayant pas régénérés, ceux-ci ne présentent plus que l'aspect de déserts craquelés, où pourrissent des cadavres de poissons morts.

Si les précipitations défailtantes sont les principales responsables de la situation, les experts soulignent que la crise est aggravée par le faible taux de récupération d'eau de pluie en Inde, société de plus en plus urbanisée et dont les besoins hydriques vont croissants.

"Au lieu de dépenser 5.000-10.000 roupies dans l'urgence pour faire venir une citerne d'eau privée, les gens auraient pu dépenser cet argent pour un système de récolte d'eau de pluie, ils pourraient alors être indépendants", note Pradeep John, un blogueur très suivi au Tamil Nadu pour ses prévisions météorologiques. (Quand on sait qu'il ne pleut que trois à quatre fois par an, on se demande bien à quoi servirait de récupérer l'eau de pluie, au bout de 8 jours elle serait épuisée ! Ridicule ! Notez au passage les connaissances ou la perspicacité du correspondant ou du journaliste de l'AFP en Inde ! - LVOG)

Pour son malheur, Chennai n'attend pas de retour à la normale dans l'immédiat. Tous les regards sont tournés vers la prochaine mousson, qui sévit dans cette région à partir d'octobre et lui fournit le gros de ses pluies annuelles.

"Si l'eau ne vient pas, les gens n'auront plus que du sang à la place des larmes pour pleurer", redoute la femme au foyer Parvathy Ramesh. AFP 22 juin 2019

LVOG - Au fait, pourquoi l'Inde ne se dote-t-elle pas d'usines de désalinisation d'eau de mer pour procurer de l'eau potable en quantité illimitée aux habitants des grandes villes situées le long du littoral ?

Dans mon village situé à environ 15 kilomètres de la mer, l'eau est disponible de 5h à 5h30 le matin, et de 16h à 16h30 l'après-midi, soit une heure par jour, elle provient du réservoir du village, l'eau est pompée à environ 100 mètres de profondeur à l'aide d'un moteur électrique.

J'en dispose d'un plus modeste à 70 mètres de profondeur dans mon jardin, car l'eau de village n'arrivait pas jusque chez moi, cela m'a coûté 65.000 roupies, soit environ 800 euros. J'ai installé un réservoir de 2.000 litres sur la terrasse de la maison, chaque soir systématiquement je le remplis.

Pourquoi l'eau n'est-elle pas disponible en permanence ? Parce que le réservoir n'y suffirait pas et les Indiens gaspilleraient l'eau si précieuse, ils n'ont absolument aucun sens civique ou des responsabilités, ce qu'un occidental a du mal à imaginer, bien que dans les cas extrêmes, il n'est pas mal non plus !

France24 - La pénurie d'eau à Madras (Chennai - LVOG) conduit à des décisions drastiques. Les écoles, les hôtels et les commerces sont fermés. Les hôpitaux ont ajourné les opérations chirurgicales non urgentes. euronews 23 juin 2019

Une crise qui génère des tensions dans le pays. Mercredi 19 juin, les habitants de la ville de Coimbatore, dans le sud-ouest de l'Inde, ont manifesté devant le bâtiment du gouvernement municipal pour dénoncer la négligence des autorités, donnant lieu à plus de 500 arrestations. Des camions d'approvisionnement en eau auraient été détournés, et leurs chauffeurs attaqués, selon l'ONG indienne Force. Le parti de l'opposition Dravida Munnetra Kazhagam appelle à une nouvelle manifestation le 22 juin. france24.com 22.06

Les Echos - Selon les experts, plus de 40 % du territoire est menacé par une sécheresse, alors que l'Inde fait déjà face à une grave crise de l'eau.

À l'instar de Bhagat Ram Dal, ils sont en Inde plus de 600 millions - soit près de la moitié de la population - à avoir difficilement accès à l'eau, selon un rapport publié l'année dernière par NITI Aayog, le think tank du gouvernement. Et dans ce quartier défavorisé situé dans le sud de Delhi, beaucoup n'ont même pas l'eau courante et dépendent entièrement des camions-citernes acheminés par la municipalité. « Lorsque nous n'avons pas beaucoup d'eau, nous ne nous douchons pas pour que nos enfants puissent se laver », explique Devindri, une mère de famille qui attend plusieurs fois par semaine le camion-citerne pour remplir ses seaux et ses réservoirs. Et en été, il se fait plus rare.

Cette pénurie a contribué au développement d'une « mafia de l'eau » dans la capitale indienne, où près de 20 % des ménages n'ont pas accès à l'eau courante. Grâce à de nombreux forages illégaux, le précieux liquide est directement prélevé dans le sous-sol avant d'être revendu. Une pratique qui accélère l'assèchement de la nappe phréatique, l'une des plus importantes sources d'eau en Inde. « Il faut aller de plus en plus en profondeur pour trouver de l'eau, au début, on la trouvait à 60 mètres sous terre, maintenant, il faut aller jusqu'à 150/180 mètres », explique un transporteur du marché noir ayant préféré garder l'anonymat. D'ici à 2020, c'est-à-dire dans six mois, 21 villes indiennes, dont New Delhi, auront épuisé leurs ressources d'eau souterraine, selon NITI Aayog.

« La sécheresse n'est pas l'unique facteur : moins de 10 % des villes possèdent des infrastructures de traitement partiel des eaux, nous ne récupérons que 6 % de l'eau de pluie et nos cultures agricoles nécessitent une irrigation intensive », énumère l'environnementaliste Vimlendu Jha. L'agriculture consomme en effet 83 % des ressources, contre 5 % pour l'usage domestique. « Le blé, le riz, la canne à sucre ou encore le coton sont gourmands en eau et beaucoup de ces produits sont exportés, ce qui revient à dire que nous exportons de l'eau », explique Nirma Bora, porte-parole de l'ONG Wate-rAid.

Pour tenter de faire face à l'ampleur du problème, l'Inde s'est dotée, à la fin du mois de mai, d'un ministère de l'Eau avec

l'ambitieux objectif d'installer un robinet dans tous les foyers d'ici à 2024. « Mais faut-il encore que de l'eau puisse couler de ces robinets », pointe Vimlendu Jha. lesechos.fr 13.06

- Inde : face à la chaleur et au manque d'eau, des villages entiers se vident de leur population - lesechos.fr 19.06

Si le mois de juin est chaque année particulièrement dur pour l'Inde, la situation se détériore année après année du fait du réchauffement climatique. Lundi dernier, Delhi a enregistré son plus haut pic pour un mois de juin, à 48°C. Et dans la région du Rajasthan, la ville de Churu est momentanément devenue l'endroit le plus chaud de la planète lorsque le mercure a affiché 50,8°C.

Résultat : des centaines de villages sont désertés par leurs habitants face au manque d'eau, notamment dans la région de Bombay, la capitale économique du pays, rapporte le correspondant du « Guardian » en Inde dans un article poignant.

« Selon des estimations, près de 90 % de la population de la région aurait fui, laissant les malades et les personnes âgées se débrouiller seuls face à une crise de l'eau qui ne montre aucun signe de ralentissement », relève le journaliste sur place. De son côté, le « Times » rapporte que des dizaines de milliers de personnes ont également fui leurs villages dans le nord du pays, notamment dans les Etats de l'Uttar Pradesh et du Bihar.

« C'est toute la problématique des réfugiés climatiques qui commence à se poser », commente Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de Recherche pour le Développement. Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 140 millions de personnes pourraient être forcées de migrer d'ici à 2050 à cause du réchauffement climatique.

600 millions de personnes, soit la moitié de la population indienne, ne disposent pas d'un accès direct à l'eau. lesechos.fr 19/06

- Au Maharashtra, des dizaines de milliers de villages n'ont plus d'eau, et des restrictions sont en cours à Bombay. - lemonde.fr 05.06

Deux bidons de 35 litres, pas plus. Voilà la quantité d'eau à laquelle a droit Nasreen Sayyed ces jours-ci, à Bombay, pour assurer les besoins domestiques quotidiens de son foyer – pas de mari, mais deux parents et trois enfants. En attendant les pluies de la mousson, annoncées au mieux pour la mi-juin, cette mère de famille subit avec colère la pénurie d'eau qui frappe la capitale commerciale de l'Inde. Femme de ménage, elle vit à la pointe sud de la mégapole péninsulaire, à Geeta Nagar, un bidonville de 2 000 habitants qui borde les jardins très chics du lotissement militaire de la Navy. « La municipalité envoie de l'eau au robinet collectif au milieu de la nuit, et tous les soirs je fais la queue dans la rue, avec mes voisines », raconte-t-elle, épuisée par ses allées et venues.

Depuis la fin mai, ce n'est que vers 2 heures du matin que Mme Sayyed arrive à remplir ses bidons. « Je n'ai pas intérêt à rater le créneau horaire, car on passe par groupes de dix et on se fait dégager au bout de trente minutes », précise-t-elle, rageuse. En temps normal, le créneau dure une heure et elle est autorisée à remplir trois bidons, pas deux.

Bombay, comme tout le centre du sous-continent, est frappée par une sécheresse d'une rare intensité. Exception faite de 2012, c'est « la pire depuis les années 1950 », indique le service météorologique indien, qui avance deux explications : le bilan pluviométrique désastreux de la mousson de l'été 2018, et la recrudescence du phénomène El Niño dans l'océan Pacifique, qui se traduit traditionnellement, en Inde, par un déficit de pluie au printemps, durant les mois qui précèdent la mousson.

Dans les sept lacs artificiels qui alimentent la ville, le niveau est préoccupant, au point que la municipalité dit ignorer ce qu'il adviendra s'il ne pleut pas assez d'ici à la mi-juillet. Le 28 mai, le gouvernement régional du Maharashtra, à court d'idées, a pris la décision de provoquer des pluies artificielles. Cet été, des avions pulvériseront, dans les airs, de la glace susceptible de se transformer en nuages et en précipitations. lemonde.fr 05.06

### [Quand travailler est source de dérèglement mental.](#)

Ce moment de détente susceptible de favoriser l'équilibre mental des lecteurs (ou un rafraîchissement neuronal salutaire !), vous est offert par Sputnik.

Le portail de l'agence de presse (officielle) russe Sputnik traite pêle-mêle actualité et faits divers au point souvent de confondre les deux, ce qui donne des articles loufoques notamment, où ressort également la culture officielle ou l'état d'esprit de ses élites. Les lecteurs français ou francophones ignorent le contexte dans lequel ces articles ont été rédigés ou ce qui a motivé leurs rédacteurs, s'ils ne suivent pas quotidiennement ou régulièrement l'actualité sociale et politique russe.

En voici un exemple, où le plus sérieusement du monde Sputnik a relayé un lieu commun d'une banalité ridicule qui semble-t-il a échappé à son rédacteur.

Pour étayer les propos tenus le 11 juin 2019 par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, lors de la session plénière de la Conférence internationale du Travail (OIT) au Palais des Nations à Genève, le journaliste a cru bon de publier les résultats d'une étude de scientifiques de l'université de Cambridge qui allaient dans le sens des propos de Dmitri Medvedev, qui avait estimé que "la réduction hebdomadaire du temps de travail était inéluctable" et plaidé "pour la semaine de travail de quatre jours" (Sputnik 13 juin).

LVOG - Si un jour ça suffit, alors pourquoi en rajouter, franchement !

Combien faut-il travailler de jours par semaine pour améliorer sa santé mentale? - Sputnik 23.06

LVOG - Qu'il s'agisse du corps en général ou du cerveau en particulier, quand on aborde leur état, on parle couramment de bonne ou de mauvaise santé traduisant un équilibre ou un déséquilibre biologique (chimique) ou psychologique en rapport avec une alimentation, une hygiène et des conditions de vie et de travail. La santé ou la maladie ne sont pas des états en soi qui existeraient tels quels, ce sont les conséquences des rapports ou traitements que l'on fait subir ou impose au corps à un moment donné ou tout au long de la vie (vieillesse). Vous allez tout de suite comprendre pourquoi cette précision.

Sputnik - Bien que le fait d'être au chômage aggrave la santé mentale, il est possible d'améliorer son état de santé en ne travaillant qu'un seul jour par semaine, ont affirmé des scientifiques de l'université de Cambridge.

LVOG - Alors pourquoi travailler au-delà ! A entendre ces "scientifiques", notre "santé mentale" serait déficiente en permanence et s'aggraverait quand on se retrouve au chômage, comme quoi au passage le travail peut être nuisible, mais là n'est pas l'essentiel.

On se demande comment ou sur quels critères ils évaluent ce qu'ils appellent "la santé mentale", si la traduction de l'anglais en français du journaliste de Sputnik est correcte. Il y a fort à parier qu'ils doivent considérer en bonne santé mentale ou équilibrées sur le plan psychologique les personnes qui se fondent dans le moule de la société telle qu'elle existe ou s'y adaptent sans manifester de comportements excessifs, bref qui adoptent le formalisme de rigueur, étant entendu qu'en règle générale la société actuelle est une source de bien-être et de bonheur partagés.

En fait, c'est tout le contraire, elle est fondée sur des rapports sociaux déséquilibrés (inégalités entre les classes sociales) qui entraînent toutes sortes de réactions violentes, que l'on impute hâtivement aux individus qui en sont en réalité les victimes. Donc sans doute inconsciemment, ces "scientifiques" sont parvenus à la conclusion que c'était la société soumise au capitalisme qui était à l'origine de tous les maux de la société et des hommes.

Sputnik - Les scientifiques ont recueilli et analysé les données sur la santé mentale et la situation professionnelle de plus de 71.000 personnes âgées d'entre 16 et 64 ans en deux ans. L'étude a été publiée dans la revue Social Science and Medicine.

Il s'est trouvé que le passage du statut de chômeur à celui de salarié baissait le risque d'aggravation de sa santé mentale de 30%. Il ne suffit que de huit heures de travail par semaine pour avoir un effet positif sur la santé.

LVOG - Ils confirment ici qu'il ne suffit pas de travailler pour être en bonne "santé mentale". Comment pourrait-il en être autrement quand en travaillant (ou non d'ailleurs) on est soumis à un régime d'exploitation et d'oppression, ce serait l'inverse qui serait très inquiétant.

Sputnik - Cependant, une autre analyse a permis d'établir que travailler plus longtemps ne présentait aucun avantage supplémentaire, affirment les chercheurs, alors que le fait de travailler moins de 36 à 40 heures par semaine ne provoque pas une dégradation de la santé mentale.

LVOG - Mais peut présenter un "avantage supplémentaire" tel par exemple que l'augmentation du taux d'exploitation, ce que Medvedev avait justement rappelé à la tribune de l'OIT, Sputnik le 13 juin : "Le Premier ministre a cité l'exemple de l'industriel américain Henry Ford, qui avait décidé il y a un siècle de ramener la semaine de travail de 48 à 40 heures, obtenant une augmentation de la productivité du travail."

Chacun sait que l'augmentation de la productivité se traduit le plus souvent par des conditions de travail dégradées, qui vont pourrir la vie des travailleurs et influer sur leur mental, mais de cela il ne sera pas question ici, normal.

L'idéal pour le capitalisme, c'est d'augmenter à la fois la productivité et la durée du travail... qui va alimenter la crise du capitalisme ou préparer les conditions de la prochaine crise, un cercle vicieux en somme dû aux contradictions du capitalisme...

Sputnik - «Il est bien mieux de réduire les heures de travail pour tout le monde que d'augmenter le chômage de certaines personnes», a déclaré Brendan Burchell, co-auteur de l'étude.

LVOG - Vaut mieux pour le capitalisme maintenir une armée de réserve importante pour faire pression sur les salaires à la baisse, et faire accepter à ceux qui ont un emploi n'importe quelles conditions de travail sous peine d'être viré...

Sputnik - Mike Slade, professeur de rétablissement de la santé mentale et d'inclusion sociale à l'université de Nottingham, a déclaré: «C'est une étude très importante qui démontre l'importance de ces rôles socialement valorisés tels que l'emploi», ajoutant que la recherche a mis en évidence l'importance de soutenir ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale et qui cherchent à retourner au travail. Sputnik 23.06

LVOG - En conclusion, les travailleurs au chômage sont traités comme des malades mentaux par ces "scientifiques", alors que les capitalistes et leurs représentants qui les privent d'emploi, les psychopathes qui gouvernent ne méritent pas ce traitement. Cette société produit d'innombrables maux dont ces "scientifiques" se repaissent. Ils lui doivent leur statut privilégié, par conséquent ils n'ont aucune raison de s'attaquer à leur origine, le capitalisme. Pour eux, le chômage c'est comme le cholestérol !

Tout cela pour nous dire que le chômage serait nuisible ! Vous comprendrez pourquoi on a un peu élargi la discussion.

En complément. Peut-on ou doit-on travailler en période de canicule ?

- Peut-on faire du sport en période de canicule ? - LePoint.fr 25.06

### Parole d'internaute. Le capitalisme en état de survie artificielle. Pour combien de temps encore ?

1- Les intelligences artificielles sont tout sauf intelligentes, ce sont juste des algorithmes pas plus intelligents qu'une pelle ou un rouleau de PQ. Cette appellation héritée du globish est un hymne à la novlangue à elle toute seule.

2- Non, non, il n'y a rien d'intelligent dans les IA. En fait l'expression "intelligence artificielle" est une traduction bête de l'anglais "artificial intelligence", où "intelligence" est plutôt à prendre au sens du I de CIA: c'est de la compilation de renseignements automatisée. Les techniques de base pour ça n'ont pas changé depuis des décennies. Ce qui a changé par contre, c'est la quantité de renseignements disponibles. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que les progrès faits dans ce domaine aient été faits par les plus gros compilateurs de données que sont Google et Facebook. Mais les algos sous-jacents sont quasiment les mêmes que ceux utilisés dans les années 80, et n'ont rien d'intelligent, vraiment...

3- S'il y a bien une caractéristique de la novlangue, c'est de désigner quelque chose par un mot signifiant son exact contraire. Par exemple nommer « démocratie » un régime oligarchique... ou bien nommer « intelligent » un objet inanimé.

Pour l'instant et jusqu'à preuve du contraire, qui dit intelligence dit vie. On ne connaît rien d'intelligent qui ne soit pas vivant. Nommer « intelligence artificielle » des machines est une des plus belle entourloupes de l'histoire humaine. Rien que le fait d'accoler les mots « intelligence » et « artificielle » est un procédé qui en dit long : cela signifie en creux que l'homme serait capable de fabriquer de l'intelligence, ce qui sous-entend fabriquer de la conscience, pour ne pas dire de la vie. C'est le trip de l'homme démiurge qui se prend pour Dieu, qui prétend vivre indéfiniment en tuant la mort, bref, toute l'idéologie du transhumanisme résumée en une simple expression : « IA ».

Pour l'instant on ne sait pas ce qu'est l'intelligence, et encore moins la conscience. Difficile d'imaginer fabriquer quelque chose dont on ignore la nature. Les ingénieurs et les neuros travaillant sur l' « IA » partagent tous la même croyance implicite que plus les algos et les réseaux de neurones seront complexes, plus la probabilité de voir une conscience émerger sera forte, sans avoir la moindre idée de comment une telle chose pourrait se produire. C'est magique. Mais cette croyance-là, basée sur la croyance que le cerveau produit la conscience, personne ne la remet jamais en question.

### Acte 32 et Gilets Jaunes

- "Gilets jaunes" : le point sur les manifestations en France samedi - Franceinfo 22 juin 2019

Nouvelle journée de mobilisation des "Gilets jaunes", samedi 22 juin, dans plusieurs villes de France : franceinfo fait le point sur les mobilisations.

À Charleville-Mézières (Ardennes), où un appel national avait été lancé, près de 400 manifestants ont défilé dès la fin de matinée. Ils ont commencé à se rassembler place de l'Hôtel-de-ville, un secteur qui leur était interdit. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville, dans le calme. La situation s'est légèrement tendue vers 15 heures, lorsque les CRS ont chargé pour repousser les manifestants. Une grosse partie des manifestants ont été dispersés. Une vitrine d'un bar-tabac a été caillassée et une quinzaine de personnes ont été interpellées.

À Belfort (Territoire de Belfort), une centaine de "gilets jaunes" ont rejoint la mobilisation de soutien aux salariés de General Electric, touchés par un plan social. Au total, 5 000 personnes ont manifesté.

À Saint-Avold (Moselle), un automobiliste a forcé un barrage de "gilets jaunes", samedi matin. Le conducteur, qui roulait à faible allure, a forcé par deux fois le barrage mis en place sur un rond-point devant un centre commercial. Au second passage, il a renversé un manifestant sur la chaussée. Ce dernier, âgé de 38 ans, a été transporté à l'hôpital pour des blessures légères à la jambe. L'automobiliste a été interpellé et placé en garde à vue.

À Laxou (Meurthe-et-Moselle), une cinquantaine de manifestants ont mis en place un barrage filtrant à l'entrée d'un centre commercial, après avoir fait une opération escargot sur l'A31.

À Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), des "gilets jaunes" ont bloqué l'entrée de la gare maritime, provoquant de gros bouchons et des problèmes de circulation en fin de matinée. Certains automobilistes qui voulaient traverser la Manche sont restés coincés pendant près de trois heures, jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre qui ont délogé les manifestants.

À Paris, plusieurs centaines de personnes ont défilé. Le cortège est parti de Bercy pour arriver place d'Estiennes-d'Orves, dans le 9e arrondissement. Aucun incident n'est à signaler.

À Marseille (Bouches-du-Rhône), 300 "gilets jaunes" ont manifesté selon la police, alors qu'un appel national à s'y rassembler avait aussi été lancé.

À Nîmes (Gard), ils étaient une quarantaine sur un barrage filtrant ce samedi matin, avant d'être délogés par les autorités. Un "Gilet jaune" a été interpellé pour entrave à la circulation.

A Bordeaux (Gironde), la préfecture a compté 750 "gilets jaunes" qui ont défilé sur un itinéraire non autorisé dans les rues du centre, sans incident signalé. Franceinfo 22 juin 2019

- Gilets jaunes: la mobilisation en hausse par rapport à l'acte 31, selon l'Intérieur - sputniknews.com 22.06

Selon les estimations du ministère de l'Intérieur 11.800 Gilets jaunes ont pris part à la mobilisation ce samedi à travers la France, soit une hausse par rapport à l'acte 31 qui, d'après la même source, n'avait rassemblé que 7.000 manifestants.

Pour sa part, le Nombre jaune évoque 25.553 manifestants, contestant ainsi le chiffre donné par le ministère. sputniknews.com 22.06

- Gilets jaunes: plusieurs figures médiatiques s'unissent pour créer "un socle commun" - huffingtonpost.fr 22 juin 2019 - huffingtonpost.fr 22 juin 2019

Le communiqué de presse a été publié quelques heures avant une journée cruciale pour l'avenir des gilets jaunes, ce samedi 22 juin.

Jérôme Rodrigues a partagé sur les réseaux sociaux un long texte de trois pages, co-signés par plusieurs leaders du mouvement. Une sorte de manifeste jetant les bases d'un "socle commun", ou l'embryon d'une structuration inédite pour ce mouvement.

Inédite car elle regroupe plusieurs personnalités ayant émergé médiatiquement de cette fronde. Des leaders qui ne veulent toutefois pas en avoir le nom ni le statut. On retrouve au bas de cette page Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky, Jérôme Rodrigues ou encore Julien Parente, dans une liste "non-exhaustive" de signataires, comme le précise le document.

Leur but? Créer un "puissant organe de contestation collectif" pour devenir des acteurs incontournables du débat public.

Des actions sont listées jusqu'au 17 novembre 2019, qui marquera la date du premier anniversaire du mouvement.

Mais la grande nouveauté réside donc dans cette volonté apparente de se réunir autour d'un "socle commun". Il est notamment question de créer leurs "propres médias", leurs "propres circuits d'approvisionnement alimentaire" ou encore leurs "propres établissements d'épargne éthique". "Nous allons créer un socle commun (...) qui ne pourra être ignoré et défendra les intérêts des citoyens et les biens communs de tous", écrivent-ils.

Difficile à savoir pour l'heure quelles seront les conséquences précises de cette initiative. D'autant que les précédentes tentatives de structuration se sont toutes soldées par des échecs. On pense notamment au micro-parti fondé par Jacline Mouraud, à la liste présentée par Francis Lalanne lors des européennes ou encore à la candidature éphémère d'Ingrid Levavasseur. huffingtonpost.fr 22 juin 2019

C'est le capitalisme et ses représentants qui sont à l'origine de toutes les violences.

- Pour Macron, les gilets jaunes ne sont pas "de simples citoyens qui manifestent" - huffingtonpost.fr 24.06

À l'occasion d'un long portrait publié dans le magazine américain The New Yorker, intitulé "Emmanuel Macron peut-il endiguer la marée populiste", le président de la République revient sur les derniers mois écoulés, marqués notamment par la crise des gilets jaunes.

Interrogé sur les violences policières qui ont été maintes fois dénoncées, expression tout autant contestée par le gouvernement que par la police, Emmanuel Macron rejette la responsabilité sur les manifestants.

"Non", il n'est pas satisfait de certaines actions de la police, "mais il faut voir ce que nous avons vécu : pour la première fois, nous avons un mouvement social avec un très haut degré de violence. Quelque chose d'unique", justifie-t-il.

"J'ai décidé de ne pas décréter de situation particulière, ni d'interdire ces manifestations. J'ai fait cela car je ne voulais pas réduire le niveau de liberté dans ce pays. Je pense que ça aurait été une erreur", poursuit le locataire de l'Élysée, avant de donner son avis sur les manifestants vêtus de fluo qui se mobilisent samedis après samedis: "penser que nous avons affaire à de simples citoyens en train de manifester, c'est du pur 'bullshit'".

"Ce qui est très compliqué à gérer, c'est que beaucoup de personnes en ont assez de la violence des manifestants, qui pourrait être synonyme d'une sorte de laxisme. Et en même temps, d'autres sont en colère face à tous ces blessés, qui sont synonyme d'autoritarisme", ajoute Emmanuel Macron.

À noter que ces propos ne devraient pas manquer de faire réagir dans l'Hexagone. Le journaliste David Dufresne, qui documente les violences policières depuis le début du mouvement des gilets jaunes, a commenté les déclarations du chef de l'État, considérant que celles-ci relevaient du "déli". Selon le décompte fait par le journaliste indépendant, 138 personnes ont été blessées à la tête lors des manifestations. huffingtonpost.fr 24.06

[Fabrication du consentement. Comment être rejeté par 90% des électeurs inscrits et obtenir 35 à 40% d'opinions favorables lors de sondages ?](#)

- Sondages : la popularité de Macron et Philippe en forte hausse - L'Express.fr 25.06

Emmanuel Macron et Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans, selon une enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Dans une première enquête BVA, le chef de l'État progresse de 3 points par rapport à fin mai pour atteindre 35% d'opinions favorables et retrouve son niveau de l'été 2018. Le Premier ministre gagne pour sa part 4 points à 40%.

Emmanuel Macron comme Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans (+12 pour le chef de l'État, +11 pour le Premier ministre), selon cette enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Les deux-tiers des personnes interrogées (65%, -3) jugent toutefois négativement l'action du chef de l'État et 60% (-3) celle du chef du gouvernement.

Selon un autre sondage Odoxa également diffusé ce mardi, le président de la République gagne en effet 6 points pour atteindre 36% d'opinions positives, sa plus forte progression en un mois depuis son élection.

Édouard Philippe progresse pour sa part de 3 points à 37% et retrouve son niveau d'octobre 2018, avant la crise sociale, selon cette enquête pour France Inter, La Presse régionale et L'Express.

Là encore, 64% (-6) des Français interrogés jugent négativement l'action d'Emmanuel Macron et 62% (-3) celle d'Édouard Philippe. L'Express.fr 25.06

[De droite et de gauche.](#)

Le parti de l'ordre fait du zèle.

- Valérie Pécresse : "La droite doit être le parti de l'ordre" - LePoint.fr 22 juin 2019

Je vous fais grâce de son interview dans lequel elle affirmait vouloir aller au bout du programme de Macron et au-delà.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique présenté par le gouvernement :

- Là encore, il ne va pas assez loin. Le gouvernement a renoncé à baisser le nombre de fonctionnaires. Sans cela, on ne pourra jamais réduire la dépense publique.

La France a besoin d'une revue drastique de ses politiques publiques

La délinquance explose en Île-de-France. La sanction est la grande oubliée de la politique d'Emmanuel Macron. Un élève violent est exclu de l'école. Cela ne suffit pas, il faut mettre en place de vraies sanctions éducatives. Un clandestin doit être expulsé. Il faut revoir l'échelle des sanctions pour les rendre efficaces : interdire l'accès aux transports aux harceleurs ou aux pickpockets multirécidivistes, par exemple. La droite doit être le parti de l'ordre.

La France a besoin d'un plan banlieue vigoureux. Le Danemark en a fait un projet national, sans tabou : il veut doubler les peines dans les lieux de trafic, développer la mixité en interdisant plus de 30 % de logements sociaux par quartier, et plus de 30 % d'enfants issus de l'immigration par école. On en est loin ! LePoint.fr 22 juin 2019

Plus bête tu meurs !

- Vincent Cerutti de TF1 rejoint LREM - Le HuffPost 22.06

Animateur le jour, politique la nuit. Ou les deux en même temps. Comme l'a annoncé Ouest-France, le présentateur du "Grand Bêtisier" sur TMC Vincent Cerutti se lance en politique. Le HuffPost 22.06

Tout est dans "**le non-dit**".

- Municipales: le PS prone la fermeté face à LREM - LeFigaro.fr 22 juin 2019

À la Maison de la Chimie à Paris samedi matin, devant un Conseil national socialiste quelque peu clairsemé, Olivier Faure s'est voulu très clair sur la stratégie de son parti aux municipales: «Nous ne soutiendrons à aucun endroit de France un maire qui soutiendrait la politique gouvernementale d'Emmanuel Macron».

Dans une résolution adoptée à l'unanimité par les participants, il est précisé que le PS «n'investira ou ne soutiendra aucune tête de liste soutenant la politique gouvernementale du gouvernement». Et encore, «aucun accord (...) ne sera validé par les instances nationales» en dehors de ceux conclus avec «le rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes». Les choses sont dites, mais le non-dit n'est pas moins clair: un maire ou un candidat socialiste pourra lui, être soutenu par des membres de son équipe qui ne seraient pas issus de la gauche ou des écologistes, qu'il s'agisse du MoDem ou de LREM.

Dans de nombreuses villes de France, à Lille chez Martine Aubry, à Dijon chez François Rebsamen, au Mans chez Stéphane Le Foll, à Metz et ailleurs, de nombreux maires ont des adjoints MoDem dans leur équipe. A priori, ils ne comptent pas s'en priver. Si la fédération de Seine-Saint-Denis a ainsi déclaré l'exclusion immédiate du maire PS de Clichy-Sous-Bois Olivier Klein, investi par LREM, il ne semble pas que la direction nationale soit sur une ligne aussi raide. «Après tout, il se revendique toujours socialiste, même s'il a le soutien de LREM», indique ainsi un sénateur présent au Conseil national. Reste à savoir si Olivier Klein fera ou non allégeance à la politique du gouvernement.

Lors du Conseil national, en tribune, le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner est monté au créneau pour dénoncer «des tentatives de débauchages organisées au plus haut niveau de l'État». «Cela vient directement de l'Élysée», a-t-il ajouté en marge alors qu'il y a huit jours au Sénat, dix sénateurs PS, sur le groupe de 70, se sont abstenus sur le vote de confiance au gouvernement. Leur profil est divers mais parmi eux, le premier fédéral des Hauts-De-Seine, Xavier Iacovelli, ne cache pas ses divergences avec la direction du parti. Il est avec d'autres à l'origine d'un texte qui circule actuellement «sur la social-démocratie et sur la nécessité de sortir de l'hypocrisie». «Il n'est pas question de se rallier à Macron, se défend le sénateur PS, mais de construire la social-démocratie du XXIe siècle, sans exclusive, en discutant donc avec ceux du MoDem ou de LREM qui ont le même objectif». Iacovelli pense aussi important de «peser pour que le gouvernement engage plus de mesures sociales et écologiques». Au PS, on se dit convaincu que le texte ne sortira pas. LeFigaro.fr 22 juin 2019

Nébuleuse ou météorite ?

- EELV affiche ses ambitions pour les municipales... et la présidentielle - AFP 22 juin 2019

Réuni en Conseil fédéral à Paris, au sortir d'élections européennes réussies, EELV a affiché samedi "son incroyable ambition" pour les municipales de 2020, mais aussi, déjà, la présidentielle de 2022.

Pour les municipales, M. Cormand a une nouvelle fois clairement écarté toute alliance avec le parti présidentiel: "Le projet de

La République en marche n'est pas compatible avec le projet de l'écologie (...) Nous sommes clairement dans l'opposition à la majorité actuelle", a-t-il affirmé.

La ligne d'EELV n'est "pas le ni droite ni gauche", mais "l'écologie affranchie" des "complexes", des "étiquettes" comme des "vieilles cosmogonies", a-t-il expliqué.

Réuni en conseil national samedi matin, le PS a adopté une résolution où il s'engage à travailler partout en France "à la constitution de listes d'union et de rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes".

Le parti a lui aussi tracé une ligne jaune vis-à-vis de la République en marche, en affirmant qu'il "n'investira(it) ou ne soutiendra(it) aucune tête de liste soutenant la politique libérale du gouvernement".

"Ne soyez pas tristes, la gauche est une fête", a lancé à ses camarades le premier secrétaire Olivier Faure en conclusion de son discours. AFP 22 juin 2019

En complément. Soutien inconditionnel aux mineurs allemands!

- Allemagne : des militants écologistes ciblent une mine à ciel ouvert - euronews 22.06

Des milliers de jeunes manifestent en Allemagne, non loin de la mine à ciel ouvert de Garzweiler ce samedi. Le lieu est devenu un foyer de protestation pour le climat notamment depuis que la société qui y extrait de la lignite, un dérivé du charbon, menace de couper une forêt voisine. euronews 22.06

Déliquescence.

- La France Insoumise en thérapie collective à Vincennes - Le HuffPost 22.06

L'objectif numéro un est de remettre les troupes en ordre de bataille en vue des prochaines échéances municipales, qui s'annoncent encore plus compliquées pour les mélenchonistes.

"La commune est le berceau de la démocratie. En gagnant des mairies et des intercommunalités, nous allons reprendre le contrôle de nos vies et préparer un avenir en commun", se fixe pour ambition le texte programmatique.

Ce samedi, hors du regard de la presse, la FI a justement planché sur la révision de son mode de gouvernance, autour d'un texte intitulé pudiquement "La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne", mais aussi en faisant donc prendre du galon à Adrien Quatennens.

Si le bilan des européennes qui figure dans le document est sombre, le texte conclut malgré tout que le "mouvement est la forme adaptée aux tâches qu'il nous faut accomplir". Autrement dit, pas question de transformer la France insoumise en parti classique avec des votes internes, des motions, voire des sensibilités synonymes "d'affrontements de courants" et de "batailles internes que connaissent les partis politiques".

L'objectif de LFI, explique Manuel Bompard, est d'avancer par "la construction du consensus", par "synthèses successives", avec des "groupes locaux jouissant d'une grande liberté d'initiative" pour aider à "l'auto-organisation populaire" et une "participation individuelle" via des votes d'approbation sur la plateforme numérique, plutôt qu'au moyen "de débats structurés par des sections, fédérations, motions et courants". Le HuffPost 22.06

- Manon Le Bretton quitte La France insoumise - Le HuffPost 24 juin 2019

Coresponsable de l'école de formation de LFI.

[Matraquage communautaire quotidien.](#)

- Après #MeToo, la rue est toujours un danger pour les femmes - Slate.fr

- À Singapour, les lesbiennes mènent la lutte pour les droits LGBT+ - Slate.fr

- Nommer des rues en hommage à des personnalités LGBT+, un petit geste qui veut dire beaucoup - Slate.fr

- Exposition «Champs d'amours» à Paris: Notre visite guidée de 100 ans de cinéma LGBT - 20minutes.fr

- Gay Pride monstre à Sao Paulo - euronews
- «Conséquences»: Comment ce film slovène s'attaque à l'homophobie en Europe de l'Est - 20minutes.fr
- Manque de femmes ingénieures : Bercy veut plus de mixité dans les jouets - Le Parisien
- Sur Wikipédia, les rédactrices sont victimes de harcèlement - Slate.fr
- Burkini : des femmes envahissent une piscine à Grenoble - Atlantico.fr
- Huile de palme: 5 produits ciblés par une nouvelle enquête de l'ONG Foodwatch - BFMTV
- Pourquoi la France n'agit pas assez contre le réchauffement climatique - BFMTV

### Ils osent tout

- Une éditorialiste américaine affirme avoir été violée par Trump dans les années 1990 - Le Parisien 23.06

Une éditorialiste (75 ans) renommée de la version américaine du magazine « Elle » affirme, dans un entretien au « New York magazine » publié vendredi, avoir été violée par Donald Trump en 1995 ou 1996 dans un grand magasin de luxe new-yorkais.

Il lui aurait demandé d'essayer de la lingerie dans une cabine d'essayage, ensuite il se serait enfermé avec elle dans cette cabine, avant de l'embrasser de force puis de la violer. Après s'être débattue, en vain, durant plusieurs secondes, E. Jean Carroll aurait fini par se défaire de son agresseur et s'enfuir.

Elle rappelle que 15 femmes ont déjà accusé publiquement Donald Trump de les avoir agressées sexuellement, ce que l'intéressé a réfuté. Le Parisien 23.06

LVOG - J'ignorais que les cabines d'essayage était aussi spacieuse et aussi bien isolée aux Etats-Unis...

- Maduro, l'impossible interview : ses 10 fake news les plus fréquentes - LePoint.fr 22.06

À toutes les questions gênantes en interview télévisée, Maduro répond par des éléments de langage et parfois des mensonges assumés. LePoint.fr 22.06

LVOG - Il doit être le seul dirigeant dans le monde dans ce cas-là...

- Inde : la diplomatie du yoga de Narendra Modi - LePoint.fr 21.06

Le Premier ministre indien a glorifié la pratique du yoga, dont les promesses d'harmonie véhiculent aussi des enjeux idéologiques et diplomatiques.

Les Indiens n'ont pas attendu l'arrivée au pouvoir, en 2014, du parti nationaliste hindou du BJP (Parti du peuple indien) pour pratiquer le yoga.

En ce 21 juin qui célèbre la Journée mondiale du yoga, l'Inde a donc pris les festivités très à cœur. LePoint.fr 21.06

LVOG - Je n'en connais pas un seul qui le pratique ! A quelques exceptions près, je ne connais pas non plus d'Indiens végétariens. Bon, je vis avec "*le peuple d'en bas*", mon milieu, ma famille.

### Stratégie du chaos et de la guerre, déstabilisation des Etats par la dictature impériale américaine.

#### Chine.

- Guerre commerciale : 5 firmes technologiques chinoises sanctionnées par les États-Unis - L'Express.fr

En réaction, la Chine a annoncé la création de sa propre liste noire d'entreprises étrangères "non fiables". L'Express.fr

#### Iran.

- Le chef de la diplomatie iranienne publie la carte de l'itinéraire du drone US abattu - sputniknews.com 22.06

Les Américains insistant sur le fait que leur drone n'a pas violé l'espace aérien de l'Iran, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique a publié sur ses réseaux sociaux une carte retraçant l'itinéraire de l'appareil états-unien.

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a publié sur son compte Twitter une carte montrant le trajet du drone américain récemment abattu par la République islamique.

Sur ses images, des détails de l'itinéraire de l'appareil sans pilote ainsi que les coordonnées de son emplacement à tel ou tel moment sont précisés. Il est possible de voir où se trouvait l'appareil au moment des sommations envoyées par l'Iran et au moment où il a été détruit par des missiles tirés par Téhéran.

«Il ne peut y avoir aucun doute sur où l'appareil était quand il a été abattu», a-t-il fait noter, sous-entendant que malgré les affirmations américaines disant que le drone n'avait pas violé la frontière aérienne iranienne, il l'avait quand-même fait.

Plus tôt dans la journée, les militaires iraniens avaient exposé des débris du drone qui, assurent-ils, ont été retrouvés dans les eaux territoriales de la République islamique.

Le 20 juin, les Gardiens de la révolution islamique ont annoncé avoir abattu un drone espion américain qui «était entré dans l'espace aérien iranien» dans la province d'Hormozgan, qui borde le détroit d'Ormuz. Un responsable états-unien a confirmé l'attaque contre un appareil américain, affirmant que celui-ci se trouvait dans l'espace international.

Malgré le fait que Donald Trump ait évoqué une grosse erreur, en réagissant sur son compte Twitter à la destruction par les Gardiens de la révolution islamique d'un drone américain, plus tard dans la journée il a déclaré ne pas exclure l'hypothèse que le tir en question ait pu être une «erreur humaine».

Le lendemain, l'Iran a déclaré qu'il aurait également pu abattre un avion de reconnaissance américain. Quant à Donald Trump, il a affirmé qu'il était revenu sur sa décision de frapper des cibles iraniennes à 10 minutes seulement de l'attaque. sputniknews.com 22.06

- Trump promet de nouvelles sanctions "majeures" contre l'Iran - AFP 22.06

- Les Etats-Unis ont lancé des cyberattaques contre l'Iran, selon des médias - AFP 22.06

Les Etats-Unis ont lancé cette semaine des cyberattaques contre des systèmes de lancement de missiles et un réseau d'espionnage iraniens, après la destruction par Téhéran d'un drone américain, ont rapporté samedi des médias américains.

- Iran: Washington vise la tête du régime et sanctionne le Guide suprême - AFP 24 juin 2019

Les Etats-Unis ont annoncé lundi de "dures" sanctions contre le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et plusieurs hauts gradés des Gardiens de la Révolution, frappant la tête de la République islamique pour faire encore monter la pression sur Téhéran.

Le président américain Donald Trump, qui accuse l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire et d'être un "parrain du terrorisme", a signé un décret empêchant "le Guide suprême, son équipe et d'autres qui lui sont étroitement liés d'avoir accès à des ressources financières essentielles".

Egalement visé, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, visage de la politique iranienne de détente avec l'Occident, considéré comme un modéré et abhorré des ultraconservateurs.

Il sera placé sur la liste des sanctions "plus tard cette semaine", a indiqué le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin, annonçant également que Washington allait geler des "milliards de dollars" d'actifs iraniens supplémentaires, sans autre précision.

Huit hauts gradés des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime, ont aussi été sanctionnés, quatre jours après la destruction d'un drone américain par un missile iranien dans la région stratégique du Golfe. AFP 24 juin 2019

LVOG - Ce n'est pas un hasard si les 9 derniers paragraphes de cet article étaient consacrés aux positions américaines et

israélienne. C'est cela l'AFP.

## Russie

- La Russie s'attaque au secteur touristique géorgien - euronews 23 juin 2019

Des manifestations anti-Moscou se sont déroulées samedi à Tbilissi, pour le troisième jour consécutif. Des milliers de personnes arboraient des pancartes contre "l'occupant russe", en référence à la présence militaire de Moscou en Ossétie du Sud et en Abkhazie, deux régions séparatistes soutenues par la Russie.

Les protestations ont été déclenchées jeudi par le discours polémique d'un député russe au Parlement géorgien.

Des manifestations dénoncées par Moscou qui évoque une provocation russophobe. Le Kremlin a annoncé l'interdiction des vols d'avion entre les deux pays à partir du 8 juillet.

Vladimir Poutine a également recommandé aux agences de voyages russes de suspendre leurs visites en Géorgie et a ordonné au gouvernement de rapatrier ses ressortissants déjà présents dans le pays. Ils sont plus d'un million à passer leurs vacances en Géorgie chaque année. euronews 23 juin 2019

Katelina Dartford, Euronews : "Merci de nous rejoindre aujourd'hui sur Euronews. Nous évoquons ce rassemblement anti-russe massif qui a eu lieu à Tbilissi. Comprenez-vous la raison de la colère de ces manifestants ?"

Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie : "Je pense que la réaction de la population est tout à fait naturelle..." euronews 22 juin 2019

- Géorgie : des milliers de manifestants malgré les promesses du gouvernement - AFP 24 juin 2019

Des milliers de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés lundi soir dans la capitale géorgienne pour la cinquième journée consécutive de protestations, malgré les promesses du parti au pouvoir de réformer en profondeur le système électoral.

Plus tôt lundi, après quatre jours de manifestations, l'oligarque et chef du parti au pouvoir Bidzina Ivanichvili a annoncé une "réforme politique de grande ampleur" applicable dès les élections législatives de 2020. Il cède ainsi à une des revendications des manifestants qui se rassemblent quotidiennement depuis la semaine dernière dans ce pays du Caucase.

L'homme le plus riche du pays a ajouté qu'il n'y aurait pas de seuil minimum requis pour entrer au Parlement, qui sera élu au scrutin proportionnel. "Tous les acteurs politiques existants seront représentés", a-t-il assuré.

Pour l'opposition, le système électoral actuel favorise le parti du Rêve géorgien, fondé par M. Ivanichvili et au pouvoir depuis 2012.

Si le milliardaire répond là à une demande de l'opposition, qui mène les manifestations depuis jeudi, il n'a visiblement pas réussi à totalement apaiser les protestataires, qui réclament aussi la tenue de législatives anticipées et la démission du puissant ministre de l'Intérieur.

"Nous avons arraché des mains d'Ivanichvili de premières concessions mais ce n'est que le début. Notre but est la fin des oligarques en Géorgie", a déclaré à l'AFP Chota Nodia, un libraire de 45 ans.

"Un ministre de l'Intérieur qui ordonne des tirs de balles en caoutchouc sans sommation sur des manifestants pacifiques et des adolescents doit démissionner et en répondre devant la justice", a déclaré un autre manifestant, Anton Aladachvili, un ingénieur de 59 ans. (Mais pas Castaner en France, n'est-ce pas l'AFP ? C'est là qu'on s'aperçoit de l'orientation politique d'un article, à la manière dont il traite un événement. Si l'AFP manifeste de la sympathie pour ces manifestations, c'est que leurs objectifs est pourris quelque part, ensuite il faut attendre d'en savoir plus pour dire précisément quoi au juste et pourquoi. Pas question de les soutenir en ce qui me concerne partant de là. - LVOG)

Eléné Khochtaria, dirigeante de l'un des principaux partis d'opposition, "Géorgie européenne", s'est félicitée des "premiers résultats" obtenus par les manifestants, mais a maintenu que le ministre de l'Intérieur Guiorgui Gakharia devait quitter son poste.

Un autre parti d'opposition, le Mouvement national uni de l'ex-président exilé Mikheïl Saakachvili, a demandé également la "libération de tous les prisonniers politiques". (On avance. L'AFP fait passer ces partis de l'opposition pour de grands démocrates, donc c'est plus que suspect, ça pue en réalité la manipulation. - LVOG)

Les manifestations ont commencé après le discours polémique d'un député russe devant le Parlement géorgien, alors que les relations sont toujours très tendues entre Tbilissi et Moscou, plus de dix ans après la brève guerre entre les deux pays en août 2008. (Ah, on progresse, Moscou est cité. - LVOG)

Les manifestations ont continué les jours suivants et se sont transformées en un mouvement de colère contre Bidzina Ivanichvili et le président russe Vladimir Poutine, les protestataires dénonçant la proximité entre l'homme d'affaire géorgien et la Russie. (On y est, c'est directement la Russie et Poutine qui sont visés. Encore un coup tordu de l'Otan, des Américains, de Soros et Cie ? - LVOG) AFP 24 juin 2019

LVOG - Et sans que cela ne soit un hasard, la suite et fin de cet article, soit quatre paragraphes, étaient tournés contre la Russie. C'est cela l'AFP.

### [Les dernières nouvelles de l'Empire.](#)

- Mark Esper prend les commandes du Pentagone en zone de turbulences - AFP 22 juin 2019

Appelé par Donald Trump à prendre les commandes du Pentagone, Mark Esper va immédiatement devoir gérer le regain de tensions avec l'Iran et les relations complexes entre Washington et ses partenaires de l'Otan.

Jusqu'ici secrétaire à l'armée de terre, il a été nommé vendredi par le président au poste de ministre de la Défense, mais il lui reste à obtenir le feu vert du Sénat.

Il arrive à la tête d'une institution déstabilisée par la ronde de ses dirigeants depuis six mois, alors que la première puissance militaire mondiale est engagée dans deux guerres, en Syrie et en Afghanistan, et en plein bras de fer avec Téhéran.

En décembre, le ministre Jim Mattis avait démissionné en étalant ses profonds désaccords avec Donald Trump sur le retrait des troupes américaines de Syrie. Son numéro deux Patrick Shanahan, qui avait immédiatement assuré l'intérim, devait le remplacer formellement.

Mardi, il a à la surprise générale renoncé à briguer la confirmation du Sénat, alors que ressurgissaient des accusations de violences conjugales mutuelles avec son ex-femme.

Son adjoint en charge de l'armée de terre Mark Esper, un ancien militaire de 55 ans qui a fait un long passage dans l'industrie de la Défense, doit reprendre lundi les rênes du Pentagone.

Mark Esper connaît le Moyen-Orient: il a combattu en Irak lors de la guerre du Golfe en 1991. Il faisait partie de la célèbre 101e division aéroportée de l'armée américaine.

Il est aussi un proche du chef de la diplomatie Mike Pompeo, aux côtés duquel il a étudié à la prestigieuse académie militaire de West Point. Les deux hommes en ont été diplômés la même année, en 1986. Sur le plan politique, il maîtrise les rouages du Congrès pour y avoir conseillé plusieurs sénateurs, notamment le républicain Chuck Hagel, devenu ensuite ministre de la Défense. Cela pourrait faciliter son processus de confirmation, même si ses liens avec l'industrie de la défense font grincer certaines dents.

Mark Esper était effectivement cadre dirigeant du groupe de défense Raytheon depuis sept ans lorsque Donald Trump l'a choisi en 2017 pour diriger l'armée de terre. AFP 22 juin 2019

LVOG - Il leur faut un ennemi pour justifier leur gigantesque budget militaire et terroriser les peuples pour appliquer leur politique ultra libérale.

- L'Otan estime «possible» une guerre entre l'Alliance et la Russie - sputniknews.com 22.06

Un rapport du Collège de défense de l'Otan indique qu'un conflit militaire entre cette organisation et la Russie est peu probable, sans écarter pour autant une telle possibilité.

Un conflit militaire entre la Russie et l'Alliance est peu probable mais demeure possible, selon un rapport du Collège de défense de l'Otan publié le mardi 18 juin et intitulé «Pourquoi les pays baltes ont de l'importance. La protection de la frontière nord-est de l'Otan».

D'après celui-ci, il est nécessaire d'envoyer davantage de troupes américaines dans les pays baltes, puisque, selon l'auteur du rapport, ils peuvent devenir «un moyen de saper l'architecture de la sécurité européenne».

«Au cours des dix dernières années, la Fédération de Russie a démontré son intention de saper l'architecture de la sécurité européenne. Le risque de conflit militaire entre l'Otan et la Russie est faible, pourtant il doit être considéré comme possible. Pour réduire les risques, il faut renforcer le potentiel de dissuasion de l'Alliance dans les Républiques baltes par l'envoi de troupes américaines sur le territoire baltique. Le déploiement des militaires devrait compléter les accords existants sur l'augmentation [du nombre, ndlr] des éléments avancés», précise l'auteur.

Mercredi 19 juin, le Congrès US a proposé d'accorder des prêts aux États membres de l'Otan afin de réduire leur «dépendance» envers Moscou, car nombreux sont ceux continuant à utiliser des équipements soviétiques, ce qui les «force» à acheter des pièces et des services à la Russie.

Les politiciens occidentaux, y compris des responsables de l'Otan, abordent constamment le thème de «la menace russe» alors que Moscou souligne en permanence que la Russie n'a pas l'intention d'attaquer qui que ce soit.

La Russie a par ailleurs été désignée comme la principale «menace» aux yeux de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'Alliance. sputniknews.com 22.06

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Palestine occupée.

- Proche-Orient: Washington donne pour la première fois des détails sur son plan de paix - AFP 22 juin 2019

Les Etats-Unis ont rendu public samedi le volet économique de leur plan de paix pour le Proche-Orient, qui doit être présenté la semaine prochaine à Bahreïn - en l'absence des Palestiniens - et vise à lever plus de 50 milliards de dollars en une décennie.

Les Palestiniens ont aussitôt rejeté ce plan économique, estimant que Washington devait d'abord oeuvrer à mettre fin au "vol par Israël" des terres palestiniennes.

Donnant pour la première fois des détails sur ce plan promis de longue date, l'administration de Donald Trump a précisé vouloir attirer d'énormes investissements internationaux au profit des Palestiniens et améliorer les infrastructures et la gouvernance en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La conférence de mardi et mercredi à Manama, emmenée par le gendre et conseiller du président américain Jared Kushner, sera l'occasion de présenter cette initiative, qui inclura plus tard un volet politique selon des responsables.

Mais l'Autorité palestinienne boycotte cet atelier intitulé "De la paix à la prospérité", estimant que l'administration Trump, qui affiche son plein soutien à Israël, cherche à acheter les Palestiniens et à les priver d'un Etat indépendant. La Maison Blanche présente le plan, qui doit être discuté à Bahreïn avec des responsables financiers de riches Etats arabes du Golfe, comme étant historique.

Il "représente l'effort international le plus ambitieux et le plus complet pour le peuple palestinien jusqu'ici", dit la Maison Blanche dans un document rendu public samedi.

"Il peut transformer la Cisjordanie et Gaza de manière fondamentale et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire palestinienne, un chapitre défini non par les épreuves et les pertes, mais par la liberté et la dignité", selon l'exécutif américain.

L'objectif est de lever plus de 50 milliards pour les Palestiniens au cours de la prochaine décennie et de doubler leur PIB.

Selon la Maison Blanche, l'initiative peut transformer l'économie palestinienne en créant plus d'un million d'emplois.

Au risque de provoquer la colère des dirigeants palestiniens, l'exécutif américain indique que l'argent levé sera géré par une banque de développement internationale, afin d'assurer une meilleure gouvernance et d'éviter la corruption.

Qui va payer la facture? Ce n'est pas encore clair. On ne sait pas non plus si les Etats arabes du Golfe - qui se sont trouvé des points communs avec Israël en raison de leur hostilité commune envers l'Iran - vont se montrer prêts à participer avant même qu'un accord politique soit conclu.

Selon Jason Greenblatt, un conseiller de M. Trump qui a travaillé aux côtés de M. Kushner, le volet politique pourrait n'être dévoilé qu'en novembre.

Le plan a déjà été retardé en raison des élections israéliennes en avril. Le pays doit à nouveau se rendre aux urnes après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a échoué à former une coalition.

Les dirigeants palestiniens sont extrêmement suspicieux à l'égard de Jared Kushner, un ami de la famille Netanyahu, et du président Trump qui a souvent affiché son soutien à Israël, notamment en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu.

Des responsables américains ont laissé entendre que le plan de paix complet pourrait ne pas mentionner la création d'un Etat palestinien indépendant, rompant avec la ligne suivie par la diplomatie américaine ces dernières décennies.

"Notre présence à Manama ne servirait qu'à être utilisée pour légitimer l'initiative américaine qui vise à nous priver de nos droits et à changer la formule historique de "la terre contre la paix" à "de la paix à la prospérité", selon un communiqué palestinien publié avant l'annonce des derniers détails.

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a aussi catégoriquement rejeté la conférence de Manama. L'un de ses dirigeants, Ismaïl Haniyeh, a estimé que l'atelier visait à transformer "la cause palestinienne d'une cause politique en une cause économique".

Bien que le volet économique ne mentionne pas directement le Hamas, il dit chercher à aider la bande de Gaza, par exemple en mettant à niveau pour 590 millions de dollars la principale centrale électrique de Gaza. AFP 22 juin 2019

## Albanie

- Albanie: l'opposition manifeste sans incident contre le Premier ministre - AFP 22 juin 2019

Des milliers de personnes ont, dans une rare manifestation sans incident, réclamé une nouvelle fois vendredi à Tirana que le Premier ministre socialiste Edi Rama quitte le pouvoir.

"L'heure de la vérité est venue, le départ de Rama et de ceux qui ont manipulé les résultats des élections n'est pas négociable", a déclaré à la foule le leader du Parti démocratique (opposition) Lulzim Basha.

L'opposition réclame depuis des mois le départ du Premier ministre, qu'elle accuse de corruption et d'être lié au milieu.

La droite refuse par ailleurs des municipales prévues le 30 juin. "Il n'y aura pas d'élections le 30 juin, la bataille va se poursuivre dans chaque ville, chaque localité jusqu'au départ de Rama", a dit M. Basha.

Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles était écrit notamment "il n'y a pas d'élections sans l'opposition", ainsi que des drapeaux américains, allemands, albanais et de l'UE.

Depuis mardi, des militants de l'opposition de droite entreprennent d'entrer de force dans les bureaux de vote, souvent installés dans les écoles, pour y détruire le matériel électoral.

Le 8 juin, le président Ilir Meta a annulé ce scrutin au nom de la stabilité du pays. Mais le Parlement a déclaré cette décision "anticonstitutionnelle" et entrepris de le destituer, décision qui devrait être validée par une Cour constitutionnelle qui n'est plus fonctionnelle. Un seul de ses juges a passé avec succès le processus de vérification du patrimoine et de la probité des magistrats prévu dans le cadre d'une réforme judiciaire.

Les accusations contre le pouvoir ont redoublé cette semaine après la publication dans les médias d'écoutes téléphoniques entre des fonctionnaires et de hauts dirigeants socialistes, y compris Edi Rama.

Datant de 2016, elles démontrent aux yeux de l'opposition la corruption, les pressions sur l'administration et la fraude électorale dont se serait rendu coupable le pouvoir.

"Une grande salade de mots où il n'y a rien", a répondu Edi Rama, qui réfute tout fait délictuel et accuse l'opposition de mettre en péril l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. AFP 22 juin 2019

## Ethiopie

- Ethiopie: le chef d'état-major de l'armée blessé par balle - AFP 22.06

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le Premier ministre est apparu en uniforme militaire à la télévision nationale pour annoncer l'attentat contre le général Seare Mekonnen, mais n'a pas donné de détails sur son état de santé, a rapporté un correspondant de l'AFP.

L'ambassade des Etats-Unis à Addis Abeba a lancé des alertes, recommandant à son personnel de se mettre à l'abri après des informations faisant état de tirs dans la capitale et de violences dans l'Etat régional d'Amhara (nord-ouest).

Internet était coupé en Ethiopie, et aucune information supplémentaire sur l'attentat contre le haut responsable militaire n'était disponible.

Samedi soir, le gouvernement éthiopien avait annoncé qu'une tentative de "coup d'Etat" avait été perpétrée par un "groupe armé" en Amhara, la deuxième région la plus peuplée du pays, sans non plus fournir de détails sur ces violences.

"La tentative de coup dans l'Etat régional d'Amhara est contraire à la Constitution et vise à saborder la paix chèrement acquise dans la région", avait déclaré dans un communiqué le bureau du Premier ministre.

"Cette tentative illégale doit être condamnée par tous les Ethiopiens et le gouvernement fédéral a toutes les capacités pour vaincre ce groupe armé", avait-il ajouté.

Depuis son arrivée au pouvoir en avril 2018 après deux ans de troubles en Ethiopie, le Premier ministre réformateur Abiy Ahmed s'est efforcé de démocratiser le pays.

Il a notamment légalisé des groupes dissidents, amélioré la liberté de la presse et réprimé les atteintes aux droits humains en arrêtant des dizaines de responsables de l'armée et des services de renseignement.

Il s'est également lancé dans un programme de réformes économiques et a fait la paix avec l'Erythrée après plus de vingt ans de conflit.

Mais il doit faire face à des tensions interethniques récurrentes, généralement liées à la possession des terres et à l'utilisation des ressources, qui dégènèrent souvent en violences dans ce pays de plus de 100 millions d'habitants.

Plus d'un million de personnes ont été déplacées par ces violences interethniques, que les analystes attribuent également à l'affaiblissement du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), le parti au pouvoir autrefois tout-puissant, et à divers groupes qui profitent de la phase actuelle de transition politique pour essayer d'imposer leurs intérêts.

En juin 2018, une attaque à la grenade au cours d'un meeting auquel participait M. Abiy avait fait deux morts. Le procureur général éthiopien avait indiqué qu'un officier de renseignement non identifié était soupçonné de cet attentat. AFP 22.06

- Ethiopie: le général tenu responsable des assassinats de samedi a été tué par balle AFP 24 juin 2019

Le chef de la sécurité éthiopienne de la région Amhara, le général Asaminew Tsige, considéré comme responsable des assassinats samedi du chef d'état-major de l'armée nationale et de hauts responsables de cette région du nord-ouest, a été tué par balle lundi.

Le général Asaminew, selon la télévision EBC, proche du pouvoir, "qui était en fuite depuis le coup d'Etat manqué de ce week-end, a été tué par balle dans le quartier Zenzelma de Bahir Dar", ville du nord-ouest de l'Ethiopie. Arrêté pour un présumé complot remontant à 2009, le général Asaminew avait été amnistié et libéré en 2018. AFP 24 juin 2019

---

ECONOMIE

## Zambie

- Zambie : bataille autour du cuivre - franceinfo 24.06

Deuxième producteur de cuivre d'Afrique et septième mondial, la Zambie a déclaré la guerre à l'actionnaire de sa principale mine, la société Konkola Copper Mines, au point de mettre en danger l'économie du pays. Mais avec l'idée d'augmenter les recettes tirées de l'exploitation de ses richesses.

En mai 2019, la justice zambienne a ordonné la liquidation judiciaire pure et simple de Konkola Copper Mines (KCM), le premier producteur de cuivre zambien, à la demande insistante du gouvernement d'Edgar Lungu, le président du pays depuis 2015.

A l'origine de cette décision, une féroce bataille entre les deux actionnaires de KCM, le groupe indien coté à Londres Vedanta Resources (79,4%) et l'Etat zambien (20,6%). Ce dernier reproche à son partenaire d'avoir violé le code minier et, surtout, de ne pas avoir payé tous ses impôts.

"Les investisseurs qui sont en Afrique pour piller, sans payer ce qu'ils doivent, ne sont pas bons pour la Zambie et ne doivent pas être autorisés à y rester", a récemment martelé le président Lungu. "Tout le monde dans la Copperbelt (région du cuivre) souhaite le départ de Vedanta". Et de citer en exemple de nombreux fournisseurs locaux non payés ou le procès pour pollution intenté à Londres contre le groupe par des habitants de la région.

Le conflit dure depuis plusieurs mois. "En janvier 2019, l'organisme chargé de la régulation du secteur des mines, la Zambia Revenue Authority (ZRA), a réclamé des arriérés dus à l'Etat par des compagnies minières exerçant dans le pays, à la suite d'une opération d'audit qu'il a menée, exacerbant à l'occasion les tensions entre les différentes parties", rappelle La Tribune Afrique .

Vedanta conteste formellement ces allégations et reproche à Lusaka de vouloir "l'exclure de façon déloyale" de KCM. Le groupe dit avoir investi plus de 3 milliards de dollars en Zambie depuis 2004 - sans faire de bénéfice ces dernières années - et dénonce des "accusations infondées". "Vedanta défendra fermement ses droits", a fait savoir son PDG, Srinivasan Venkatakrishnan, "nous espérons rencontrer bientôt le gouvernement pour discuter d'une solution". Croissance en berne

Etranglée par une forte dette (dont une partie vis-à-vis de la Chine ne serait pas comptabilisée, selon certaines sources), la Zambie, deuxième producteur africain de cuivre, a décidé de frapper son secteur minier au portefeuille en remplaçant, à partir du 1er juillet, l'actuelle TVA par une nouvelle taxe. Les compagnies étrangères ont toutes averti que cet impôt, qu'elles jugent excessif, pourrait les pousser à quitter le pays.

"La nouvelle taxe sera appliquée", a répliqué Edgar Lungu, "que ceux qui n'en veulent pas s'en aillent". Le départ de KCM, souhaité par le président zambien, s'annonce toutefois risquée pour son pays, dont le cuivre fournit jusqu'à 70% de ses recettes en devises étrangères.

Après des taux de plus de 10% dans les années 2000, la croissance zambienne a nettement ralenti récemment, victime de la chute des cours du cuivre. Selon le FMI, elle devait encore reculer pour passer de 3,7% en 2018 à 2,3% cette année.

Dans ce contexte, le conflit minier apparaît dangereux pour le pays. La société KCM emploie 13 000 personnes et sa fermeture serait une catastrophe. Ce conflit pèse aussi sur la confiance suscitée par la Zambie. "La protection des investissements paraît de plus en plus vulnérable", insiste un analyste, Nick Branson, du cabinet Verisk Maplecroft. De son côté, "le groupe de pression minier du pays a averti le gouvernement que les hausses de taxes pourraient entraîner une chute de la production de cuivre de 100 000 tonnes cette année, par rapport à un record de 861 946 tonnes en 2018", précise Bloomberg.

L'opposition voit dans cette affaire une occasion de dénoncer à nouveau la corruption. "La liquidation vise à bénéficier à un certain nombre d'escrocs", accuse Chishimba Kambwili, chef du Congrès démocratique national (NDC). Le Royaume-Uni a suspendu l'an dernier son aide à la Zambie en raison "d'inquiétudes" sur des détournements de fonds.

Malgré ces critiques, Edgar Lungu semble déterminé à se débarrasser de Vedanta. Cette semaine, il a assuré être en contact avec de nombreux repreneurs potentiels et qu'un repreneur de KCM pourrait être trouvé "d'ici un mois".

Certains parlent déjà d'investisseurs chinois, qui sont déjà très actifs dans le pays, y compris dans l'exploitation minière. franceinfo 24.06

En complément.

23 juin 2019 – La grève entamée il y a dix jours par les mineurs de cuivre de Chuquicamata dans le nord du Chili se poursuit. Les 3.200 adhérents des syndicats, sur les 4.600 mineurs que compte l'entreprise, ont rejeté les propositions de Codelco, la

plus grande entreprise de cuivre au monde. - La Tribune des travailleurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juin 2019

## CAUSERIE ET INFOS

Ici à 15 kilomètres de Pondichéry (Inde du Sud), la température a baissé depuis trois jours et on a même eu quelques gouttes de pluie, on en voudrait bien davantage, il ne fait que 38°C à l'ombre, normal quoi.

A part un soir un énorme scorpion noir (20 centimètres de long!) juste devant la porte d'entrée de la maison, et le même soir un mille-pattes tout aussi énorme et venimeux cette fois dans la maison, mortel en moins de 30 minutes, rien à signaler ! Un petit serpent qui a pris la fuite quand j'ai failli marcher dessus ! C'est la lumière qui doit les attirer le soir ? Ah si, j'oubliais, deux peacocks, des pans qui ont fait irruption un après-midi sur le mur du jardin, j'en oublie le français ! J'ai mis un récipient d'eau à la disposition des oiseaux et des petits écureuils, qui viennent se désaltérer ou se baigner pour les oiseaux. Comme les arbres ont bien poussé, cela attire toute sorte d'oiseaux, un vrai bonheur.

On a récolté environ une centaine de mangues dont on a fait du jus, on en a donné un certain nombre aussi, suspendues dans le jardin, on pouvait difficilement les cacher, et puis cela entretient les relations, même s'il ne faut pas en attendre des miracles, surtout ici.

● Au format pdf (6 pages)

## [Bientôt le Portugal au ban des nations ! Pas de quoi en faire une dépression !](#)

- Le Portugal épargné par les fortes chaleurs - euronews 26 juin 2019

Alors que l'Europe entière transpire à grosses gouttes, le Portugal est épargné par les fortes chaleurs. En effet, une dépression recouvre une partie de l'océan Atlantique et le nord-ouest de la péninsule ibérique.

Des températures inférieures à 20 degrés.

La plage de Matosinhos, près de Porto, est normalement bondée à cette époque de l'année, mais sans soleil et avec des températures inférieures à 20 degrés, on n'y voit que des surfeurs et des promeneurs qui n'ont pas mis leurs maillots de bain.

A partir de ce jeudi, la pluie devrait cesser et le mercure devrait augmenter. Mais les températures resteront inférieures à 30 degrés, bien moins que dans le reste de l'Europe. euronews 26 juin 2019

## [Totalitarisme En Marche. De la police de la pensée à la police du climat](#)

[La règne de la terreur écolo-néolobérale se met en place envers les plus défavorisés.](#) LVOG - Vous ne vouliez pas changer de baignole, vous n'en aviez pas les moyens, on va vous y forcer !

- La circulation différenciée en vigueur ce mercredi en Île-de-France - Le HuffPost 25 juin 2019

Avis aux automobilistes. En raison de la canicule qui engendre un niveau de pollution très important, la préfecture de police de Paris a décidé d'interdire certains véhicules en Île-de-France ce mercredi 26 juin, a annoncé Le Parisien suivi de plusieurs médias.

La circulation différenciée (qui a remplacé la circulation alternée) s'appliquera pour la première fois aux voitures équipées de vignettes Crit'Air 3 et toujours à celles Crit'Air 4 et 5. Elles n'auront pas le droit de circuler dans un périmètre situé à l'intérieur de l'A86 à partir de 5h30 et jusqu'à minuit. Par ailleurs, la vitesse est réduite de 20 km/h sur tous les axes.

Ce mardi matin, le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy avait précisé qu'un nouveau dispositif de déclenchement de la circulation différenciée sera bientôt opérationnel. Elle sera désormais déclenchée "automatiquement" si le seuil d'information sur un polluant est dépassé pendant deux jours au moins, ou dès que le seuil d'alerte est atteint. Jusqu'à présent, la décision relevait du pouvoir des préfets.

L'entourage du ministre précisait qu'environ un tiers du parc automobile est concerné dès lors que les vignettes Crit'Air 3 sont concernées. Le gouvernement table sur une réduction de la pollution d'environ deux-tiers. Le HuffPost 25 juin 2019

Avec le soutien de FLI

- "On ne va pas pouvoir se contenter d'épisode caniculaire en épisode caniculaire de quelques mesures", Adrien Quatennens sur le plateau des "4 Vérités" de France 2, mercredi 26 juin. Et l'imposteur en rajoute une grosse couche : "Nous faisons face, non pas à un épisode météorologique, mais à un changement climatique profond". (Source : francetvinfo.fr)

LVOG - Pourtant le Portugal n'est pas loin, mais plus loin que le bout de son nez...

- Les véhicules les plus polluants interdits dans le Grand Paris - AFP 26 juin 2019

Les véhicules les plus polluants ne devront plus circuler dans 47 communes du Grand Paris autour de la capitale à partir de lundi, une mesure sans sanction jusqu'en 2021 afin de laisser passer la période sensible des élections municipales.

A partir de lundi, tous les véhicules classés Crit'Air 5 ou non classés, c'est-à-dire les véhicules diesel de plus de 18 ans et essence de plus de 21 ans seront donc interdits de circuler dans une Zone dite "à faible émission" (ZFE), située à l'intérieur de l'A86, qui forme une boucle autour de Paris.

"Environ 30.000 véhicules, sur 5,5 millions d'habitants" sont potentiellement concernés, selon le président de la MGP M. Ollier.

Et aucune sanction n'est prévue avant 2021, a assuré M Ollier. "Il y aura une période de pédagogie", avec des contrôles aléatoires, "et ensuite une période de sanction, à partir de 2021", après les élections municipales de mars 2020, a-t-il dit, reconnaissant que certains maires pouvaient être "réticents" à mettre en place un dispositif pénalisant pour leurs administrés.

"Nous ne voulons pas une écologie imposée, mais une écologie acceptée et issue de la concertation", a-t-il expliqué. Un calendrier progressif doit ensuite étendre cette interdiction aux autres vignettes, pour atteindre en 2030 l'objectif de 100% de "véhicules propres" en circulation.

Selon une étude d'Airparif, la ZFE permettra de réduire dès la première étape (crit'air 5) les émissions de pollution (-3% pour le dioxyde d'azote par exemple). AFP 26 juin 2019

### [LREMilitarisé.](#)

Agnès Thill étrille LREM après son exclusion, un "parti unique" et "sectaire", une "pensée unique" - Le HuffPost 26 juin 2019

Exclue de La République en Marche, Agnès Thill n'entend pas se laisser faire. La députée de l'Oise, farouche opposante au projet gouvernemental d'étendre la PMA à toutes les femmes, a fini par être débarquée ce mercredi 26 juin du parti de la majorité, en raison de "propos polémiques" et "pernicieux", sanction qu'elle a jugé "scandaleuse".

"C'est uniquement mes pensées différentes sur la PMA pour toutes qui valent mon exclusion. Et que l'on ne vienne pas me dire: 'Non c'est la façon dont vous le dites'", estime l'ancienne directrice d'école qui tire à boulets rouges depuis des mois sur l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens et aux femmes seules, une promesse du candidat Macron.

"On a un parti un peu unique car on n'a pas franchement d'opposants. Et en plus à l'intérieur on a une pensée unique", a-t-elle déploré en jugeant la situation "dramatique." Le HuffPost 26 juin 2019

### [Quand l'extrême droite sioniste fait la loi en France \(et ailleurs\).](#)

- L'Assemblée se prononcera «début octobre» sur le lien entre l'antisémitisme et l'antisionisme lefigaro.fr 26.06

Cette fois, c'est la bonne. Et c'est Richard Ferrand lui-même qui l'assure. Selon le président du Palais Bourbon, contacté par Le Figaro, «les députés se saisiront de la proposition de résolution (de Sylvain Maillard) sur l'antisémitisme dès les tout premiers jours du mois d'octobre». Rédigé en février dernier - au lendemain de l'agression d'Alain Finkielkraut par des «gilets jaunes» - par le groupe d'étude sur l'antisémitisme de l'Assemblée nationale, le texte vise notamment à adopter la définition de l'antisémitisme telle qu'elle est présentée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). En clair, il s'agit de reconnaître l'antisémitisme comme une forme d'antisémitisme.

De quoi rassurer notamment Serge et Beate Klarsfeld qui, comme l'a révélé Le Figaro ce mercredi matin, ont apporté leur soutien à Sylvain Maillard et à sa proposition de résolution. Le député leur en a d'ailleurs remis un exemplaire en mains propres.

Que la proposition de résolution soit votée ou non, la position d'Emmanuel Macron vis-à-vis de l'antisionisme et de l'antisémitisme semble déjà arrêtée. Avant de se rendre au «Dîner du Crif» pour y prononcer un discours, le 20 février dernier, le président de la République a en effet passé un coup de fil au premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Selon les informations d'i24News, confirmées à l'époque par l'Élysée, il lui a alors fait part de son intention d'endosser la définition de l'IHRA. L'entourage du chef de l'État avait toutefois souligné avec insistance le refus du président de modifier la législation ou la jurisprudence pour pénaliser l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. lefigaro.fr 26.06

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro).

1- « En clair, il s'agit de reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. » Les députés qui voteront ce texte commettront une forfaiture. Le sionisme est une idéologie politique. Assimiler toute critique de cette politique à une haine des Juifs est extrêmement dangereux pour la liberté d'expression. LREM devient de plus en plus antidémocratique et doit donc être combattue et, si possible, éliminée de l'échiquier politique.

2- Donc si on critique la politique d'Israël on est un fasciste antisémite et on va en taule

3- On va nous dire ce qu'il faut penser de manière officielle. Ou plutôt, on va nous délivrer la bonne pensée : la pensée officielle.

4- L'antisémitisme comme tous les racismes est Intolérable !

Le sionisme comme tous les fascismes est intolérable !

5- Tout cela est très curieux puisqu'il existe des juifs opposés au sionisme, principalement pour des raisons religieuses.

Mais bon... pas grave.

Pendant que vous y êtes, décidez aussi que toute critique de la politique du gouvernement israélien, de droite, de gauche ou du centre, est aussi une forme d'antisémitisme.

6- Finalement, il y a ceux qui ont le droit de l'ouvrir, et puis tous les autres, ceux qui n'ont que le droit de la fermer.

7- A la vitesse où va la France, il serait bien mieux de couper la langue à tous les nourrissons. On sera ainsi certain qu'ils ne prendront jamais la parole pour exprimer une opinion différente de ce que le régime veut. Je suis content de m'être barré de ce pays qui ressemble vraiment de plus en plus à une dictature. La liberté d'expression doit être totale..... et oui, on blesse forcément des gens en utilisant la liberté de parole.

8- On a vu le président du CRIF brandir victorieusement le bras girouette d'Emmanuel Macron et on a compris qui contrôle qui.

9- Oui, il est grand temps de mettre fin à l'occupation de la Palestine par les israéliens.

10- On peut être contre la politique de l'Iran et de l'Arabie saoudite sans être islamophobe et contre la politique d'Israël qui ne respecte pas le droit international sans être antisémite.

11- On commence à légiférer sur l'opinion.

12- Quelle absurdité de mêler d'aussi près la politique et la religion, le mépris de croyants avec le mépris d'une politique ( et encore là il s'agit plus d'une critique d'une politique )

Cela démontre un jugement sans nuance. ce qui est justement à l'origine de l'intolérance.

13- Comment alors classer les Neturei Karta ? Il s'agit d'un groupe de juifs haredim (ultra-orthodoxes) radicalement antisioniste prônant le « démantèlement » de l'État d'Israël.

Sont ils antisémites ?

14- Sommes nous encore en démocratie ? l'article du dessus nous annonce qu'une élu de Macron a été exclue car elle

voulait défendre son point de vue sur la PMA. Maintenant on confond antisémite et antisioniste. Criminaliser la haine sur internet dire qu'un païen est différent d'un croyant c'est de la haine, dire que l'homosexualité est anormal c'est de la haine. 2 millénaires d'histoire qui ont façonné notre société jeter aux oubliettes. La dictature est en marche. Seule la pensée unique aura droit de cité.

15- Condamner un homme pour sa race est toujours à condamner.....mais condamner une politique doit toujours être possible ou alors on nie la démocratie

16- Le champ des interdits s'étend.

17- Le sujet est extrêmement délicat et risque de faire fausse route, car il revient à confondre l'appartenance à une religion et un projet politique.

L'antisionisme est le refus d'accepter une nation pour le peuple juif (Israël). L'antisémitisme est l'opprobre dont pâtissent les juifs, parce qu'ils sont juifs, où qu'ils soient.

La première position peut se discuter, en toute sérénité, la deuxième est insupportable et doit être combattue.

18- Stupide !

Cette loi interdirait de critiquer l'Etat d'Israël...

L'antiracisme interdit-il de critiquer les Etats d'Afrique ou d'Asie (ou d'Europe) ?

19- Je pense que c'est une erreur intellectuelle majeure: confondre une culture, un peuple, tout à fait respectables, avec une structure étatique dont les pratiques sont peu recommandables (colonialisme, par exemple), c'est grave; cela ne servira qu'à alimenter l'antisémitisme.

[Fascisme ordinaire. Quand Le Ministère de la Vérité veut "retirer l'agrément de tel ou tel canard", donc les interdire.](#)

- Le secrétaire d'Etat au Numérique souhaite la création d'un "Conseil de l'ordre des journalistes", sinon "l'Etat s'en chargera" - Franceinfo 26 juin 2019

Pour lutter contre les "fake news" et la désinformation, l'actuel secrétaire d'Etat au numérique du gouvernement est (lui aussi) favorable à la création d'un Conseil de déontologie pour les journalistes. Il l'a dit dans une interview accordée à l'agence de presse Reuters, mardi 25 juin. "Je considère qu'il doit y avoir un Conseil de l'ordre des journalistes, des journalistes entre eux, qui prennent des décisions et qui disent à l'Etat : "Vous devez retirer l'agrément de tel ou tel canard, mettre des avertissements", explique Cédric O.

Cédric O considère que des médias comme Russia Today (RT) ou Sputnik, sous influence russe, fragilisent volontairement la démocratie "pour aboutir à l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti politique". "Et cela marche. Aujourd'hui, sur YouTube, la chaîne qui a le plus de visibilité ce n'est pas BFM, ce n'est pas CNews, c'est RT", ajoute le secrétaire d'Etat, selon qui "les 'gilets jaunes' ne s'informent que par RT".

Un rapport commandé par le gouvernement français prône la création d'un Conseil de déontologie qui serait toutefois dépourvu de pouvoir de sanction. Il propose que, face à un contenu journalistique qu'il juge critiquable, un citoyen aura un autre recours que la saisine du juge ou de l'éditeur. Ce rapport propose aussi qu'en cas de manquement éthique ou déontologique, le même conseil pourra émettre "des avis qui pourraient être rendus publics". Toutefois, ce Conseil n'aurait pas de pouvoir de sanction. Il jouerait davantage le rôle de médiateur.

Cette proposition de créer un "Conseil de l'ordre des journalistes" avait déjà été évoquée pendant la campagne présidentielle de 2017... par Aymeric Merleaud, un élu du Front national. "On souhaite créer un ordre des journalistes, un peu comme l'ordre des médecins, avec des journalistes à l'intérieur, avec des élections (...) en tout cas qui pourrait sanctionner des pratiques mauvaises", avait proposé le conseiller régional à l'époque.

Emmanuel Macron, alors candidat, s'était dit contre cette idée. Celui qui allait devenir président de la République avait même comparé cette proposition à l'Italie fasciste. "Je n'avais pas croisé cette idée depuis l'Italie des années 30", avait-il réagi sur BFMTV. Franceinfo 26 juin 2019

[Comment procéder "au licenciement des salariés protégés \(...\) sans passer par l'inspection du travail" et sans](#)

### être "avisés des motifs complets" de leur licenciement.

- Communautarisme dans les services publics : «C'est un phénomène de plus en plus prégnant» - leparisien.fr 26 juin 2019

Deux députés, Éric Diard (LR) et Éric Poulliat (LREM), ont mené une mission d'information sur les services publics face au communautarisme et à la radicalisation. Le Parisien - Aujourd'hui en France dévoile, en exclusivité, ce rapport qui sera présenté, ce mercredi matin, à l'Assemblée nationale. Éric Diard, pour qui la situation « n'est pas alarmiste », mais nécessite de la « vigilance », partage les grandes lignes de son rapport.

Quelle situation avez-vous découverte ?

Elle n'est pas alarmiste. Je parlerais plutôt d'une nécessaire vigilance. Les chiffres indiquent que le nombre de fonctionnaires concernés est relativement faible.

Il faut faciliter la révocation des agents radicalisés. La question n'est pas simple car se radicaliser n'est pas un délit. Mais certaines attitudes sont incompatibles avec l'exercice d'une fonction au service du public. En guise de preuve, l'État produit des notes blanches, plus ou moins étayées car il est impératif de protéger les sources (si une personne radicalisée est dénoncée par un membre de sa famille, il ne faut pas qu'elle soit au courant).

Les juges administratifs y sont plus ou moins sensibles. Mais les services de renseignement nous ont indiqué qu'ils étaient embêtés par la transmission de ces notes. C'est pourquoi on pourrait imaginer, comme en Angleterre, une procédure contradictoire asymétrique où les fonctionnaires visés par une procédure de licenciement ne seraient pas avisés des motifs complets de celle-ci, pour des raisons de sécurité.

Mais c'est une rupture totale du respect des droits de la défense, qui plus est dans un domaine où l'opacité est déjà de mise...

Oui, c'est une rupture. Cette mesure, je le sais, ne ferait pas consensus. Mais il s'agit d'ouvrir le débat. Tout comme nous sommes favorables au licenciement des salariés protégés radicalisés sans passer par l'inspection du travail. leparisien.fr 26 juin 2019

### Les pires prédateurs sont au pouvoir. Ce sont des enragés, supprimons-les !

- Renard, putois, geai des chênes... Dix animaux sur la liste des «nuisibles» - Le Parisien 26 juin 2019

L'arrêté qui détermine la liste des animaux considérés comme « nuisibles » et pouvant être prélevés par les chasseurs arrive à échéance dimanche prochain, 30 juin. Le ministère de la Transition écologique va prendre dans la foulée un nouvel arrêté pour la période allant de 2019 à 2022.

Selon le projet d'arrêté soumis aux internautes, la liste des animaux visés est inchangée : la belette, la fouine, la martre, le putois, le renard, le corbeau freux, la corneille noire, la pie bavarde, le geai des chênes et l'étourneau sansonnet. La dénomination utilisée pour qualifier ces animaux, elle, est modifiée. Les dix espèces ne sont plus considérées comme « nuisibles » mais comme « susceptibles d'occasionner des dégâts ».

Le nombre de départements où chaque espèce peut être chassée évolue également. À titre d'exemple, la fouine reprend ses droits dans onze départements, tandis que la pie bavarde est non grata dans cinq nouveaux départements.

Concernant le geai des chênes, « il n'y a aucun dégât avéré, pas de présence significative de l'espèce dans les départements en question », selon la Ligue de protection des oiseaux. « Le geai des chênes est pourtant le premier "forestier" de France par le nombre d'arbres plantés (cet oiseau a l'habitude de cacher les graines et d'en oublier un certain nombre) ». Le Parisien 26 juin 2019

### Ils osent tout.

- Birmanie: la Cour pénale internationale va ouvrir une enquête sur les Rohingyas - LeFigaro.fr 26 juin 2019

- Migrants : "L'humanité est en train de quitter l'Union européenne", s'alarme France terre d'asile - Franceinfo 26 juin 2019

LVOG - Comment ils cautionnent l'UE... Infâmes manipulateurs, tiers-mondistes écervelés ! N'oubliez pas que j'ai aussi la nationalité indienne...

Raymond Devos dans un sketch, en substance : Un type est xénophobe, il déteste les étrangers en général, mais quand il va en vacances à l'étranger, c'est lui l'étranger, donc il se déteste lui-même !

[Haut de page ↗](#)